

V-a. Annexes documentaires pièces écrites



Approbation



*Vu pour être annexé à la délibération du Conseil
Municipal en date du 28 juillet 2015.*

*Le Maire
Antoine Grieu*

TABLE DES MATIERES

1	LES ANNEXES SANITAIRES	3
1.1	L'eau potable.....	3
1.1.1	Syndicat des eaux du plateau d'Heuland	3
1.1.2	Sources et forages de la CCCF	4
1.2	Les eaux usées	4
1.2.1	La station de Cabourg.....	4
1.2.2	La station de villers-sur-mer.....	4
1.3	Les eaux pluviales	5
1.4	La défense incendie	5
1.5	La collecte des ordures ménagères	5
1.6	Les réseaux électriques.....	6
1.7	Les communications numériques.....	6
1.8	Les courriers de garantie situations actuelles et futures.....	7
2	LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.....	10
3	LES PRÉDISPOSITIONS AUX RISQUES NATURELS	35
4	LES AUTRES DISPOSITIONS ET INVENTAIRES	58

1 LES ANNEXES SANITAIRES

1.1 L'EAU POTABLE

1.1.1 Syndicat des eaux du plateau d'Heuland situation actuelle et future

La desserte en eau potable est assurée par le syndicat des eaux du Plateau d'HEULAND, sur l'essentiel de la Commune. Il couvre l'adduction d'eau potable de :

- 10 communes en totalités : ANGERVILLE, AUBERVILLE, BRUCOURT, CRIQUEVILLE EN AUGE, DOUVILLE EN AUGE, GONNEVILLE SUR MER, GRANGUES, HEULAND, PERIERS EN AUGE, SAINT VAAST EN AUGE),
- 5 communes en partie : DANESTAL, DIVES SUR MER, HOULGATE, SAINT PIERRE AZIF et VILLERS SUR MER),
- 2 abonnés sur deux communes différentes (1 abonné sur BRANVILLE et 1 abonné sur SAINT LEGER DUBOSQ).

En 2012, le syndicat comptait 2624 abonnés.

L'approvisionnement en eau est assuré par quatre ressources appartenant au SIAEP du Plateau de Heuland et par deux apports de secours : la ressource Syndicat Mixte de Production d'Eau potable de la Région du Nord Pays d'Auge et la ressources Fontaine Heuland.

L'autorisation de prélèvement du SIAEP a été majorée à l'issue d'une procédure d'enquête publique dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2008 pour la ressource de la Cour aux Lièvres :

Ressources	Forage MB	Cour aux Lièvres	Captage St-Ortaire	Fontaine Gautier	Syndicat mixte NPA
Volume journalier maximum autorisé sauf syndicat mixte NPA	600 m ³ (500 m ³ en hivers)	270 m ³	250 m ³	840 m ³ (530 m ³ en période d'étiage)	206 m ³ (minimum à prélever)
Volume journalier maximum prélevé courant 2011	520 m ³ (17.07.2011)	224 m ³ (03.08.2011)	250 m ³	724 m ³ (15.07.2011)	303 m ³ (08.08.2012)
Volume journalier moyen prélevé courant 2011	252 m ³	136 m ³	101 m ³	431 m ³	212 m ³

L'autorisation de prélèvement maximum sur les ressources de SIAEP du Plateau de Heuland représente un volume journalier de 1960 m³ sans l'apport du Syndicat Mixte Nord Pays d'Auge.

La plus forte production journalière a été de 1830 m³ le 15 juillet 2011 (Rappel : production de 2598 m³ le 15 juillet 2005).

Le SIAEP de heuland par courrier en date du 24 janvier 2013 garantit l'alimentation de 10 000 m³ complémentaire à la consommation actuelle pour les 10 à 15 prochaines années. Sur une base de 130 m³ / logement / an, cette garantie équivaut à un potentiel de 70 à 80 logements à créer.

1.1.2 Sources et forages de la CCCF situation actuelle et future

Pour une partie de la Commune, le hameau du Manoir, l'alimentation en eau potable, est raccordée aux sources et forages de la CCCF. Le délégataire est la SETDN / Veolia Eau. La CCCF est raccordé au Syndicat de productions Nord Pays d'Auge.

Les réseaux et les sources de production d'eau potable sont la propriété de la CCCF. Ils fournissent 8000 m³ par jour d'eau potable et plus de 19 000 m³ en période de pointe estivale.

La consommation en eau du hameau du Manoir est infime par rapport à l'ensemble du territoire concerné.

Considérant les contraintes environnementales et normatives, les développements devront y être limités et, de fait, la consommation d'eau du hameau demeurera minime et peut être garantie par la CCCF.

1.2 LES EAUX USEES

1.2.1 La station de Cabourg situation actuelle et future

La quasi-totalité des eaux usées d'AUBERVILLE sont traitées par la station d'épuration de la CCED, située à CABOURG.

Depuis décembre 2009, les eaux usées de la CCED sont traitées dans une station d'épuration utilisant une technique de la filtration membranaire. Ce traitement permet de renforcer la qualité eaux rejetées dans le milieu et, ainsi des eaux de baignade et des zones de pêche.

La station d'épuration de la CCED a été construite à l'emplacement de la précédente, à l'entrée de CABOURG, elle est en mesure de traiter 70 000 EH (équivalents habitants). En période estivale, la CCED accueille de l'ordre de 40 000 habitants, la station dispose d'une capacité d'accueil d'effluents complémentaires significative.

1.2.2 La station de villers-sur-mer situation actuelle et future

Le hameau du Manoir est en partie relié au service public d'assainissement collectif et non collectif est délégué à la Société des Eaux de Trouville Deauville et Normandie (SETDN – VEOLIA Eau). Cœur Côte Fleurie (CCCF) assure le transfert et le traitement des eaux usées de quelques abonnés des communes d'AUBERVILLE, CRICQUEBOEUF et SAINT GATIEN DES BOIS. Les eaux usées sont acheminées vers la station d'épuration de TOUQUES qui est dimensionnée pour assurer le traitement de 115 000 EH.

Des bassins tampons ont été installés pour écrêter les pics d'EU qui peuvent avoir lieu en été.

1.3 LES EAUX PLUVIALES

Pour éviter les surcharges hydrauliques en cas de fortes pluies, la CCED a construit 6 bassins-tampons qui stockent les eaux (en provenance du réseau d'assainissement unitaire) avant de les envoyer progressivement vers la station d'épuration :

- Un bassin enterré de 1500 m³ (27x15 m), est situé à HOULGATE, sous le parking du Temple.
- Deux bassins enterrés de 1500 m³, sont situés à DIVES-SUR-MER, sur le port près de la halle aux poissons et rue du 19 mars.
- Deux bassins semi-enterrés à CABOURG l'un de 1400 m³ situés au Clos Pasteur et l'autre à Cap Cabourg de 900 m³.

Les surcharges hydrauliques sont liées aux réseaux unitaires d'HOULGATE, DIVES SUR MER et CABOURG. À AUBERVILLE, le réseau EU est de type séparatif.

Le service assainissement de la CCED gère les rejets depuis le domicile du particulier jusqu'au retour, après traitement, en milieu naturel. Les eaux de baignade sont de bonne qualité sur les plages de la CCED.

Les autres eaux pluviales sont infiltrées à la parcelle, stockées dans les mares ou dans les fossés le long des voies. La Commune dispose de la compétence pour la gestion des eaux pluviales.

En 2015, la Commune, en collaboration avec la CCED, a lancé une étude sur la gestion des eaux pluviales (non aboutie à la date d'approbation du PLU).

1.4 LA DEFENSE INCENDIE

La défense incendie est assurée par 14 points de défense : 10 poteaux et 4 réserves. L'inventaire des hydrants précise que tous les points de défense sont aux normes : PI n°63 : 114 m³/h à 1bar, PI n°78 : 62 m³/h à 1bar, PI n°65 : 114 m³/h à 1bar, PI n°64 : 114 m³/h à 1bar, PI n°79 : 127 m³/h à 1bar, PI n°86 : 79 m³/h à 1bar, PI n°85 : 61 m³/h à 1bar, PI n°87 : 106 m³/h à 1bar, PI n°83 : 88 m³/h à 1bar, PI n°84 : 75 m³/h à 1bar, Réserve : 120 m³, Réserve : 120 m³, Réserve : 120 m³, Réserve : 120 m³. Un poteau incendie de la Commune de VILLERS SUR MER participe à la défense du hameau du Manoir.

1.5 LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES

La compétence ordures ménagères a été transférée à la CCED pour les six Communes qui la composent (AUBERVILLE, CABOURG, DIVES SUR MER, GONNEVILLE-SUR-MER, HOULGATE et VARAVILLE).

La collecte est gérée en régie par le service gestion des déchets de la CCED, ce qui confère à la collectivité une certaine adaptabilité dans les rythmes d'enlèvement et le tonnage à ramasser.

La collecte des ordures ménagères a lieu une fois par semaine (lundi). La collecte du tri-sélectif s'effectue, chaque semaine également, le mercredi. L'enlèvement est organisé sur un parcours commun entre AUBERVILLE et GONNEVILLE-SUR-MER.

À AUBERVILLE, le rythme du ramassage est identique en haute et basse saison. Les camions bennes sont d'une dimension suffisante pour intégrer le surplus d'ordures ménagères durant la période

estivale, sans qu'il n'y ait besoin de recourir à une tournée supplémentaire. En haute saison (juillet et août), des bennes volantes assurent un ramassage complémentaire (mercredi et vendredi) spécifique aux campings et résidences touristiques.

Les déchets verts sont ramassés du 15 mars au 15 novembre en porte à porte. Des sacs en papier sont mis à la disposition des habitants par la CCED. Une collecte des encombrants est réalisée tous les bimestres en porte à porte.

La CCED compte 13 941 habitants permanents et de l'ordre de 40 000 en haute saison. À l'année le tonnage équivaut à 8 000 tonnes. Considérant une moyenne de 25 000 habitants sur l'ensemble de l'année, la moyenne correspond à 320 kg / habitant / an.

Le tonnage par habitant correspond à une moyenne basse. Il s'explique notamment par le type d'habitat essentiellement horizontal au sein duquel le stockage est plus aisé.

Une déchetterie est présente à PÉRIERS-EN-AUGE. L'accès à la déchetterie de VILLERS SUR MER est également possible.

1.6 LES RESEAUX ELECTRIQUES

Les secteurs urbains sont correctement raccordés. Les postes pourront nécessiter des renforcements dans le cadre des projets du cœur de bourg.

1.7 LES COMMUNICATIONS NUMERIQUES

La Commune de AUBERVILLE est couverte par les technologies DSL. Elle dispose d'un débit numérique de qualité moyenne sur son territoire. Le programme du Conseil Général du Calvados place la commune en phase 1 pour le raccordement à la fibre optique.

1.8 LES COURRIERS DE GARANTIE SITUATIONS ACTUELLES ET FUTURES

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU PLATEAU D'HEULAND

B.P. 10008 HOULGATE
14168 HOULGATE Cedex



Monsieur le Maire
Mairie d'AUBERVILLE
Le Bourg - RD 513
14640 AUBERVILLE

A Houlgate, le 17 février 2014,

N/R : 3/2014
Objet : Garantie d'alimentation en eau potable
des projets du PLU d'AUBERVILLE

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de votre projet de Plan Local d'Urbanisme, nous nous engageons à assurer l'alimentation en eau potable du projet communal suivant les documents d'études envoyés par courriel en date du 7 février 2014, notamment :

- De l'ordre de 80 logements complémentaires (une trentaine de logements correspondant au projet en cours du hameau Blandin, une dizaine de logements à une densification du tissu bâti existant, et une quarantaine de logements pour le projet de bourg en secteur Uap).
- 4 à 5 activités économiques ou administratives de proximité en secteurs Ue et Uap.
- 2 à 3 activités économiques complémentaires en secteurs Ue.
- 1 à 2 projets communaux en secteur Nep (salle de convivialité...)

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires, nous vous prions d'accepter, Monsieur le Maire, nos cordiales salutations.

Le Président,

Docteur André Falivel



09.60.12.88.82 (Siège Syndicat) siaep.heuland@orange.fr
Secrétariat ouvert le jeudi après midi

02.31.24.82.63 (Régie / Facturation) mairie-houlgate.eau.s@orange.fr
Bureau ouvert du lundi au vendredi de 8h45 à 12h15 et de 13h45 à 16h15



Communauté de Communes
Estuaire de la Dives

Monsieur le Maire
Mairie d'Auberville
Le Bourg
RD 513
14640 AUBERVILLE

Dives-sur-Mer, le 25 février 2014

Objet : Traitement des eaux usées d'Auberville
dans le cadre du PLU

Monsieur le Maire,

La Communauté de Communes de l'Estuaire de la Dives (C.C.E.D.), compétente en matière d'assainissement ;

Considérant le projet de Plan Local d'Urbanisme d'Auberville ;

Considérant que l'actuelle station d'épuration de Cabourg est en capacité de traiter 70 000 équivalents habitants ;

Considérant que la station, en période estivale ; traite 40 000 équivalents habitants ;

Indique que les eaux usées des constructions existantes et envisagées par le PLU, dans la limite de 500 équivalents habitants complémentaires, pourront être traitées par la station de Cabourg (hormis quelques constructions situées dans le quartier du Manoir).

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires, je vous prie d'accepter, Monsieur le Maire, mes cordiales salutations.

Bien à vous

Le Président,

Olivier COLIN

Communauté de Communes
Cœur Côte Fleurie

12 rue Robert Fossorier - BP 30086
14803 Deauville Cedex
Tél : 02 31 88 54 48
Fax : 02 31 88 19 76
Mail: info@coeurcote fleurie.org

 www.coeurcote fleurie.org
 facebook.com/coeurcote fleurie

Deauville, le 28 février 2014

Monsieur le Maire
Mairie d'AUBERVILLE
Le Bourg - RD 513
14640 AUBERVILLE

Objet : Traitement des eaux usées et alimentation en eau potable dans le cadre du PLU
de la commune d'Auberville
Nos réf : EB/TC 145
Affaire suivie par Eric BORNAREL Responsable Eau - Assainissement & Travaux - 02.31.88.54.66 -
isabelle.cremm@coeurcote fleurie.org

Monsieur le Maire,

La Communauté de Communes Cœur Côte Fleurie,

- CONSIDÉRANT le projet de Plan Local d'Urbanisme d'AUBERVILLE, notamment les dispositions prévues pour le quartier du Manoir,
- CONSIDÉRANT la capacité de la station d'épuration sise à Touques (en capacité de traiter 115 000 équivalents habitants),
- CONSIDÉRANT que la station, en période estivale, peut traiter 115 000 équivalents habitants,
- CONSIDÉRANT la desserte et la capacité d'alimentation en eau potable de la Communauté de Communes Cœur Côte Fleurie,
- INDIQUE que les eaux usées des constructions existantes et permises par le PLU, dans le quartier du Manoir, pourront être collectées, transférées et traitées à la station d'épuration de Touques,
- INDIQUE l'alimentation en potable des constructions existantes et permises par le PLU, dans le quartier du Manoir, pourra être assurée par le réseau d'eau potable communautaire.

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires,

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


Philippe AUGIER
Président

2 LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Ces servitudes s'analysent comme des limitations administratives au droit de propriété dans l'intérêt général. Elles sont établies dans le cadre de législations particulières qui poursuivent des buts autres que l'aménagement ; elles affectent l'utilisation du sol. Conformément aux dispositions de l'article R126-1 du Code de l'Urbanisme, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol concernent la conservation du patrimoine (naturel – culturel et sportif) ; L'utilisation de certaines ressources et équipements : énergie (électricité et gaz, énergie hydraulique, hydrocarbures, chaleur), mines et carrières, canalisations (produits chimiques, eaux et assainissement) communications (cours d'eau, navigation maritime, voies ferrées et aérotrains, réseau routier, circulation aérienne, télécommunications) ; La défense nationale ; La salubrité et la sécurité publique.

- Les « Falaises des Vaches Noires » constituent un site classé par arrêté du 20 février 2012.
- Le territoire, à l'instar de l'ensemble du territoire national, est grevé par la servitude T7 (arrêté et circulaire du 25 juillet 1990) qui concerne la protection à l'extérieur des servitudes de l'aérodrome.
- Le territoire communal est couvert par le Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain des « Falaises des Vaches Noires » approuvé le 28 juin 1993 puis le 13 février 1997 pour la commune de GONNEVILLE SUR MER. Le règlement du PPRM, dans son intégralité, est situé en annexe documentaire du PLU.

Site
classé



Falaises des vaches noires et DPM



Site N° 14125
classé par décret du 20 février 1995

Communes
14540 Houlgate, Gonneville-sur-mer,
14640 Auberville, Villers-sur-mer



© DREAL BN (P. Gallineau)

Situation

A une trentaine de kilomètres au nord-est de Caen, les falaises des vaches noires s'étendent sur 4 km entre les deux stations balnéaires d'Houlgate et de Villers-sur-mer, coupure naturelle entre deux longues plages de la Côte Fleurie.

Histoire

Formé d'un plateau tabulaire, le Pays d'Auge s'étend sur tout l'est du Calvados. Il est constitué d'une puissante as-

sise de formation argileuse constitué à l'ère secondaire (-251 à -65 MA) recouverte par des calcaires cénomaniens du Crétacé (-145 à -65 MA). Il se termine, au nord, par les falaises élevées des vaches noires qui constituent une coupe géologique naturelle de ses sous-sols et dont certains étages du Jurassique sont des coupes étalons. Depuis le XVIII^e siècle, l'endroit est renommé pour ses fossiles et grâce à leur stratigraphie exceptionnelle, les falaises font l'objet, depuis le XIX^e siècle, d'études et de travaux scientifiques géologiques et paléontologiques. Elles sont devenues une référence mondiale sur les condi-

tions de vie marine et continentale aux époques du Jurassique et du Crétacé. La topographie des lieux et l'instabilité permanente des terrains n'ont jamais permis la mise en valeur agricole de ces terres. Les lieux restent désert jusqu'à la fin du XIX^e siècle où quelques villas sont édifiées sur les hauteurs, près des stations balnéaires. Seuls quelques peintres romantiques et impressionnistes, tels Paul Huet (1803-1869) et Gustave Callebotte (1848-1894), fréquentent la grève inspirés par les hautes falaises et les étranges blocs de craie échoués sur le sable. Ceux-ci, recouverts d'algues et de moules, évoquent, pour



Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
de Basse-Normandie

www.basse-normandie.developpement-durable.gouv.fr

les pêcheurs, un paisible troupeau de vaches noires se reposant sur la grève, les falaises en garderont le nom. Les effondrements de terrain et les coulées de boue provoquent l'adoption, en 1993, d'un Plan de Prévention des Risques sur les quatre communes. Les falaises sont classées parmi les sites, en février 1995, en raison de la qualité des paysages et de l'intérêt scientifique qu'elles offrent aux chercheurs.

Le site

Paysage extraordinaire et unique en Basse-Normandie, les falaises de vaches noires sont un sanctuaire où l'on ne pénètre que lorsque la mer se retire. A marée basse, une immense plage de sable blond se découvre ponctuée des minuscules silhouettes des promeneurs et des ramasseurs de fossiles¹. Au pied de la falaise, l'ocre du sable laisse la place au camaïeu de nuances grises bleutées et rosées des galets. Au loin, vers Villers-sur-mer, les masses sombres et imposantes des blocs de craie recouverts de moules apparaissent, posées sur le sable : ce sont les fameuses

vaches noires. Au niveau de la plage, à la base des falaises, un front de coulée de boue grisâtre s'avance sur le sable telle une coulée de lave d'un volcan invisible. Ici, ce n'est pas le feu qui règne, mais l'eau : une multitude de résurgences de la nappe phréatique perchée percent l'épais bourrelet argileux et la mer qui revient inlassablement les effacer. Au-dessus, un replat broussailleux et chaoté de sables glaucomieux est dominé par une corniche de craie cénomanienne, située en retrait. Plus loin, se trouve la falaise jurassique grise qui culmine à plus de 100 m. C'est un chaos de crêtes perpendiculaires à la mer morcelées de pinacles, de cheminées de fées, d'aiguilles et de tours. Ces étranges arêtes décapées et érodées sont séparées par des vallons qui s'élargissent vers la mer en cônes d'éboulements. Tout en haut, apparaît un manteau arboré et broussailleux impénétrable d'où émerge parfois le toit d'une villa. Plus loin dans les terres, le plateau est entaillé de petites valleuses où coulent des ruisseaux parfois épisodiques. La végétation se renforce, alternant bois et bocage, qui enserré de petites parcelles évoluant vers la friche. Des

campings se sont installés en retrait de la falaise (ou comme à Houlgate au pied de celle-ci). Ils sont désormais confrontés à des problèmes de sécurité devant l'instabilité des terrains.

Devenir du site

L'image surprenante des falaises est malheureusement fragile, l'érosion et les effondrements y sont constants et, depuis les années 1960, il est aisé de constater la régression des formes. Les mouvements de terrains sont continus et la végétation est, elle aussi, entraînée vers la mer. Les processus érosifs, qui sont ailleurs hors de notre échelle de temps, sont ici palpables. Le phénomène est naturel et rien ne pourra en contrarier le cours. D'autres risques pèsent sur le plateau : campings et habitations légères de loisirs s'étendent au mépris des dangers qui les menacent. Aujourd'hui, le Conservatoire du Littoral est propriétaire de 71 ha sur Auberville et Gonneville, une zone de préemption, en sa faveur, couvre la majeure partie du site.

¹ Le ramassage des fossiles est autorisé sur la plage, toute extraction dans la falaise est interdite

Le classement d'un site constitue la reconnaissance au plus haut niveau de la qualité du patrimoine paysager national. Il offre les moyens d'assurer la préservation de ses qualités exceptionnelles, quelles soient pittoresques, scientifiques, historiques ou légendaires. C'est pourquoi :

- Les travaux susceptibles de modifier ou détruire l'aspect ou l'état des lieux sont soumis à autorisation spéciale délivrée par le ministre chargé des sites ou le préfet de département (articles L341-10 et R341-10 du code de l'environnement).
- Le camping et le stationnement des caravanes sont interdits, quelle qu'en soit la durée, conformément aux dispositions des articles R111-42 et 38 du code de l'urbanisme.
- La publicité est interdite (article L581-4 et suivants du code de l'environnement).
- La limite du site doit être reportée dans le document d'urbanisme en tant que servitude d'utilité publique opposable au tiers (article L126-1 du code de l'urbanisme).

Date de parution : juin 2011
DREAL Basse-Normandie / SRMP / DSP
10 boulevard du général Vanier BP 60040 14006 Caen cedex
Tel. 02 50 01 83 00 - Fax. 02 31 44 59 87
courriel : DREAL-Basse-Normandie@developpement-durable.gouv.fr

www.basse-normandie-developpement-durable.gouv.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE

ENV

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté du 20 février 1995
Sur le Conseil Général du Gouvernement



Arthur CRAPIS

NOR : ENVU 95 30 00 9 D

DECRET du 20 FEV. 1995

portant classement parmi les sites du département du CALVADOS
de l'ensemble formé par les falaises des Vaches Noires sur les communes
d'AUBERVILLE, de GONNEVILLE-SUR-MER, d'HOULGATE et de VILLERS-SUR-MER.

LE PREMIER MINISTRE

SUR le rapport du ministre de l'environnement,

VU la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et
des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou
pittoresque, modifiée notamment par la loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967 en
particulier les articles 5.1, 6, 7 et 8, ensemble le décret n° 69-607 du 13
juin 1969 pris pour son application ;

VU l'arrêté du ministre, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale en date du
22 juillet 1942 portant classement parmi les sites de la propriété dite
"Moulin Landry" à HOULGATE ;

VU les résultats des enquêtes administratives prescrites par arrêtés
préfectoraux en date du 15 mars 1991 et du 10 septembre 1991, et notamment
l'absence de consentement de certains propriétaires ;

VU la lettre du conseil général du CALVADOS en date du 23 avril 1991 ;

VU la délibération du conseil municipal de GONNEVILLE-SUR-MER en date du 29
avril 1991 ;

VU la délibération du conseil municipal d'HOULGATE en date du 29 avril 1991 ;

VU la délibération du conseil municipal d'AUBERVILLE en date du 21 mai 1991 ;

.../...

J.O. N° 048 25 FEV. 1995

VU la délibération du conseil municipal de VILLERS-SUR-MER en date du 25 octobre 1991 ;

VU l'avis émis par la commission départementale des sites, perspectives et paysages du CALVADOS en date du 18 mars 1993 ;

VU l'avis émis par la commission supérieure des sites, perspectives et paysages en date du 28 octobre 1993 ;

VU l'avis émis par le ministre du budget, porte parole du Gouvernement, en date du 14 septembre 1993 ;

VU l'avis émis par le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme en date du 8 octobre 1993 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu ;

CONSIDERANT que la conservation du site des falaises des Vaches Noires, en raison de son caractère pittoresque et scientifique, présente un intérêt général, au sens de l'article 4 de la loi du 2 mai 1930 susvisée ;

DECRETE :

ARTICLE 1er : Est classé parmi les sites du département du CALVADOS, l'ensemble formé par les falaises des Vaches Noires, d'une superficie de 421 hectares environ dont 222 hectares de domaine public maritime, situé sur les communes de VILLERS-SUR-MER, d'AUBERVILLE, de GONNEVILLE-SUR-MER et d'HOULGATE, délimité comme suit conformément à la carte I.G.N. au 1/25.000ème et aux plans cadastraux annexés au présent décret, et dans le sens des aiguilles d'une montre :

Commune de VILLERS-SUR-MER

SECTION AB

Point de départ :

Intersection entre le Domaine Public Maritime et la limite entre la commune de VILLERS-SUR-MER et la commune d'AUBERVILLE.

- limite entre la commune de VILLERS-SUR-MER et la commune d'AUBERVILLE
- ligne droite fictive parallèle à la limite Nord-Ouest des parcelles n°s 338 et 2, traversant celles-ci et située dans le prolongement de la façade Sud-Est du bâtiment situé sur la parcelle n° 2
- limite Nord-Est de la parcelle n° 2
- rue de l'Estacade
- rue des Poulans
- limite entre la commune de VILLERS-SUR-MER et la commune d'AUBERVILLE.

.../...

Commune d'AUBERVILLE

SECTION A3

- limite Sud des parcelles n°s 332, 330, 318, 398 à 396
- limites Est et Sud de la parcelle n° 402
- limite Sud-Est de la parcelle n° 315
- limite Est (en partie) de la parcelle n° 374
- chemin rural n° 2 de l'église au manoir
- limite Nord-Est (en partie) de la parcelle n° 368
- limite Nord-Ouest de la parcelle n° 362
- limite Nord-Est des parcelles n°s 362 et 365
- limite entre la commune d'AUBERVILLE et la commune de VILLERS-SUR-MER
- limite Sud de la parcelle n° 367

SECTION A2

- limites Sud et Ouest de la parcelle n° 187

SECTION A3

- limites Est et Nord de la parcelle n° 371
- chemin rural n° 4 dit de la Cour.

SECTION A2

- chemin rural n° 2 de l'église au manoir
- limites Est, Nord et Ouest de la parcelle n° 504a
- limite Sud des parcelles n°s 143 et 142
- limite Ouest de la parcelle n° 143
- limite Sud de la parcelle n° 128
- limite Est des parcelles n°s 130 et 133
- limite Sud-Est de la parcelle n° 133
- sente de l'Ermitage
- limites Sud et Ouest (en partie) de la parcelle n° 515
- limite Sud-Est de la parcelle n° 116
- limites Nord-Est (en partie) et Sud-Est de la parcelle n° 115
- limite Sud-Ouest des parcelles n°s 96, 97 et 98
- chemin rural dit descente à la mer
- limites Sud et Ouest de la parcelle n° 298
- limites Sud-Est, Sud et Sud-Ouest de la parcelle n° 294
- limite Sud-Ouest (en partie) de la parcelle n° 302
- limite entre la commune d'AUBERVILLE et la commune de CONNEVILLE-SUR-MER.

.../...

Commune de GONNEVILLE-SUR-MER

SECTION A2

- limites Sud-Est et Sud-Ouest de la parcelle n° 161
- limites Nord-Est et Sud-Est de la parcelle n° 159
- limite Sud-Est de la parcelle n° 157
- limites Nord-Est et Sud-Est de la parcelle n° 154
- limites Sud-Est, Sud-Ouest et Nord-Ouest (en partie) de la parcelle n°
- limite Sud-Ouest de la parcelle n° 144
- limites Sud et Sud-Ouest de la parcelle n° 133
- limite Sud de la parcelle n° 132
- chemin rural dit de l'Enfer
- limite Sud de la parcelle n° 213
- limite Nord-Est de la parcelle n° 477
- chemin départemental n° 163 de BRANVILLE à HOULGATE par AUBERVILLE
- limites Nord-Est et Nord-Ouest (en partie) de la parcelle n° 297
- limite Nord-Est de la parcelle n° 283
- limite Sud-Est de la parcelle n° 282
- limite Nord-Est (en partie) de la parcelle n° 279
- limite Nord-Ouest (en partie) de la parcelle n° 297
- chemin départemental n° 163 de BRANVILLE à HOULGATE par AUBERVILLE
- chemin rural dit du Sémaphore
- limite Sud-Ouest de la parcelle n° 235a
- limites Sud-Est et Sud de la parcelle n° 314a
- limite Nord-Est (en partie) de la parcelle n° 250a
- chemin rural dit du Sémaphore.

Commune de HOULGATE

SECTION AH

- chemin rural n° 1bis dit du Sémaphore
- limites Sud-Ouest et Nord de la parcelle n° 135

Commune de GONNEVILLE-SUR-MER

Tableau d'assemblage

- limite entre la section A2 et la Manche

Commune d'AUBERVILLE

Tableau d'assemblage

- limite entre les sections A2 et A3 et la Manche jusqu'au point de dépa

ARTICLE 2 : Le Domaine Public Maritime est classé au droit des parties terrestres des communes d'AUBERVILLE, de CONNEVILLE et d'HOULGATE définies à l'article 1, et sur une largeur de 500 mètres.

ARTICLE 3 : Le présent décret sera notifié au préfet du CALVADOS et aux mairies d'AUBERVILLE, de CONNEVILLE-SUR-MER, d'HOULGATE et de VILLERS-SUR-MER.

ARTICLE 4 : Le présent décret, la carte au 1/25.000ème et les plans cadastraux annexés pourront être consultés à la préfecture du CALVADOS et aux mairies d'AUBERVILLE, de CONNEVILLE-SUR-MER, d'HOULGATE et de VILLERS-SUR-MER.

ARTICLE 5 : Le ministre de l'environnement est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le 20 FEV. 1995

Edouard BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement,

[Michel BARNIER

Michel BARNIER

aérienne militaire, le directeur de l'infrastructure de l'air, les commandants des régions aériennes, les préfets maritimes et commandants de l'établissement maritime, le commandant des forces aériennes de la zone Sud de l'océan Indien, le commandant des forces aériennes aux Antilles et en Guyane, le commandant des forces aériennes en Polynésie française, le commandant des forces aériennes en Nouvelle-Calédonie, le délégué à l'espace aérien.

La présente circulaire, prise en application de l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones-grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation, a pour but de définir la procédure et les règles à appliquer pour l'instruction des dossiers concernant ces demandes d'autorisation d'installations.

I. - Rappel des dispositions réglementaires

L'article R. 244-1 du code de l'aviation civile stipule :

« A l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne, est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées.

« Des arrêtés ministériels déterminent les installations soumises à autorisation.

« L'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

« Lorsque les installations en cause ainsi que les installations voisines par la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, qui existent à la date du 8 janvier 1939 constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret pris après avis de la commission visée à l'article R. 242-1.

« Les dispositions de l'article R. 242-3 ci-dessus sont, dans ce cas, applicables. »

Les installations visées par cet article R. 244-1 du code de l'aviation civile sont définies par les dispositions de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990 prévoyant une autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées lorsque leur hauteur est supérieure à 50 mètres en dehors des agglomérations et 100 mètres dans les agglomérations.

L'article R. 421-38-13 du code de l'urbanisme stipule :

« Lorsque la construction est susceptible, en raison de son emplacement et de sa hauteur, de constituer un obstacle à la navigation aérienne et qu'elle est soumise pour ce motif à l'autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées, en vertu de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, le permis de construire ne peut être délivré qu'avec l'accord des ministres intéressés ou de leurs délégués. Cet accord est réputé donné suite de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction. »

II. - Instruction des demandes d'autorisation

1. Installations soumises au permis de construire

La demande d'autorisation est constituée par le dossier de permis de construire.

Le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire transmet un exemplaire de la demande d'autorisation de construire à la direction régionale de l'aviation civile ou au service d'Etat de l'aviation civile ou à la direction générale d'Aéroports de Paris et à la région aérienne et, éventuellement, à la région maritime concernée, avec copie au chef du district aéronautique.

A cette demande, le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire doit :

- joindre un plan de situation de l'installation projetée à l'échelle 1/25 000 (ou 1/20 000) ;
- joindre un extrait du plan cadastral ;
- préciser la cote au pied de l'installation et sa hauteur.

2. Installations non soumises au permis de construire

Les déclarations adressées au directeur départemental de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article D. 244-2 du code de l'aviation civile, sont transmises à la direction régionale de l'aviation civile ou au service d'Etat de l'aviation civile ou à la direction générale d'Aéroports de Paris et à la région aérienne et, éventuellement, à la région maritime concernée, avec copie au chef du district aéronautique.

A cette demande, le directeur départemental de l'équipement doit :

- joindre un plan de situation de l'installation projetée à l'échelle 1/25 000 (ou 1/20 000) ;
- joindre un extrait du plan cadastral ;
- préciser la cote au pied de l'installation et sa hauteur.

3. Instruction des demandes

a) Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'Etat de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris recueille l'avis du chef du district aéronautique (lorsqu'il existe).

b) Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'Etat de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris et le commandant de la région aérienne et le préfet maritime font procéder à une étude afin de faire apparaître comment se situe l'obstacle projeté par rapport aux zones de servitudes aéronautiques et aux zones d'évolution liées aux aérodromes existants ou projetés, ainsi qu'à l'ensemble des zones de l'espace aérien susceptibles d'être utilisées par les aéronefs.

c) L'autorisation est accordée sous réserve, le cas échéant, d'une ou des deux conditions suivantes :

- balisage de l'obstacle ;
- limitation de sa hauteur.

d) Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'Etat de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris et le commandant de la région aérienne et le préfet maritime font parvenir leur décision au service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire en respectant le délai d'un mois.

e) Le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire prend en considération les avis formulés.

f) Dans tous les cas et conformément à l'instruction relative au service d'information aéronautique, lorsque l'autorisation a été donnée et les installations réalisées, le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'Etat de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris demande au service d'information aéronautique :

- de porter à la connaissance des navigateurs aériens, par voie de NOTAM, l'existence (ou la suppression) de tout obstacle dépassant 50 mètres au-dessus du sol hors agglomération et 100 mètres au-dessus du sol en agglomération ;
- de faire figurer (ou de supprimer) cet obstacle artificiel dans (de) la liste des obstacles artificiels isolés de l'AIP.

Si l'obstacle dépasse 100 mètres au-dessus du sol, le service de l'information aéronautique prend en outre les dispositions pour les faire figurer sur les cartes aéronautiques au 1/500 000 OACI (ou la carte équivalente pour l'outre-mer).

g) Le propriétaire de l'installation doit aviser le directeur général d'Aéroports de Paris ou le chef de district aéronautique, lorsqu'il existe, de toute interruption de fonctionnement du balisage, afin que l'information soit portée à la connaissance des navigateurs aériens par voie de NOTAM.

III. - Règles à appliquer

1. Principe général

Le refus de délivrer l'autorisation de construire une installation de hauteur supérieure à celle qui rend cette autorisation obligatoire doit être exceptionnel.

2. Balisage des obstacles

Il est rappelé qu'un balisage ne peut être prescrit que pour les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- a) 80 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) 130 mètres, dans les agglomérations ;
- c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :
 - les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
 - les zones montagneuses ;
 - les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs, il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

3. Zones d'évolution liées aux aérodromes

Une attention particulière doit être de portée à l'étude des dossiers relatifs aux projets d'installations situées dans les « zones d'évolution liées aux aérodromes » susceptibles d'être utilisées lors de l'exécution de procédures d'approche et de départ, et pouvant intéresser des zones hors servitudes de dégagement.

Dans ces zones, les obstacles peuvent être particulièrement contraignants et, dans certains cas, avoir une répercussion notable sur les minimums opérationnels de l'aérodrome entraînant, de ce fait, une réduction des taux de régularité.

IV. - Instruction des demandes d'installation des lignes électriques et des centres radioélectriques

Les lignes électriques et les centres radioélectriques, en raison de leur nature, font l'objet de procédures particulières ; ces procédures ne sont pas modifiées par la présente circulaire.

Les dossiers des lignes électriques sont instruits conformément à la loi du 15 juin 1906 et aux textes qui l'ont modifiée.

Les demandes d'installation des stations radioélectriques sont soumises à la procédure dite de la « CORESTA » (Commission d'étude de la répartition géographique des stations radioélectriques).

V. - Application de la circulaire dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte

Chaque territoire peut établir une circulaire d'application à partir du texte applicable en métropole, en tenant compte des dispositions particulières locales.

Demeurant toutefois applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte les dispositions de la présente circulaire dans la cas où une circulaire particulière n'a pas été établie.

VI. - Toutes les dispositions antérieures ayant le même objet sont abrogées.

VII. - Les directeurs régionaux de l'aviation civile ou les chefs de services d'Etat de l'aviation civile, le directeur général d'Aéroports de Paris, les préfets (D.D.E.), les directeurs des travaux publics des départements et territoires d'outre-mer, les commandants des régions aériennes et les préfets maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente circulaire, qui sera publiée au Journal officiel de la République française.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

J.-C. SPINETTA

Le ministre de la défense,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet civil et militaire,

D. MANDELKERN

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

C. VIGOUROUX

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,

porte-parole du Gouvernement,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

A. CHRISTNACHT

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

D. CADOUX

ANNEXE

LISTE DES NOMS ET ADRESSES DE (1)

- 1° Aéroports de Paris.
- 2° Directions régionales de l'aviation civile.
- 3° Services d'Etat et services de l'aviation civile outre-mer.
- 4° Districts aéronautiques.
- 5° Régions aériennes, régions maritimes et commandements des forces aériennes outre-mer.

(1) La liste des noms et adresses des correspondants civils et militaires peut être consultée au Bulletin officiel du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE LA COMMUNICATION ET DES GRANDS TRAVAUX

COMMUNICATION

Arrêté du 8 novembre 1990 relatif au Grand Prix national de la création audiovisuelle

NOR: MUDT900008A

Le ministre de la culture, de la communication et des grands travaux et le ministre délégué à la communication,

Vu le décret n° 88-823 du 18 juillet 1988 relatif aux attributions du ministre de la culture, de la communication et des grands travaux ;

Vu le décret n° 88-835 du 20 juillet 1988 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, chargé de la communication ;

Arrêtent

Art. 1^{er}. - Il est institué un Grand Prix national de la création audiovisuelle destiné à consacrer chaque année les mérites d'un auteur, d'un réalisateur, d'un acteur, d'une personnalité ou d'un organisme dont l'œuvre, la carrière ou le travail ont particulièrement servi la création audiovisuelle française.

Art. 2. - Ce prix est décerné par le ministre chargé de la communication.

Il est attribué sur proposition d'un jury, présidé par le directeur général du Centre national de la cinématographie, composé de personnalités désignées pour un an, éventuellement renouvelable, par le ministre chargé de la communication.

Art. 3. - Le directeur général du Centre national de la cinématographie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 8 novembre 1990.

Le ministre délégué à la communication,

CATHERINE TASCA

Le ministre de la culture, de la communication

et des grands travaux,

JACK LANG

1.2. Règlement

TITRE I

PORTEE DU REGLEMENT P.E.R.

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE I - CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement qui s'applique aux territoires ou parties de territoires des communes de AUBERVILLE, GONNEVILLE SUR MER, HOULGATE et VILLERS SUR MER compris dans le périmètre mis à l'étude par arrêté préfectoral du 14 octobre 1985, détermine les mesures de prévention à mettre en oeuvre pour les risques naturels prévisibles pris en compte : mouvements de terrain.

Conformément à l'article 5 du décret n° 84-328 du 3 mai 1984, le territoire concerné a été divisé en trois zones :

- Une zone rouge estimée très exposée,
- Une zone bleue exposée à des risques moindres,
- Une zone blanche estimée sans risque naturel prévisible.

En application de la loi du 13 juillet 1982, relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles, le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions et installations, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités ; sans préjudice de l'application des autres législations et réglementations en vigueur.

ARTICLE II - EFFETS DU P.E.R.

La nature et les conditions d'exécution des techniques de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en oeuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

Le P.E.R. vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au plan d'occupation des sols, conformément à l'article R 126-1 du Code de l'Urbanisme.

En zone rouge, les biens et activités existant antérieurement à la publication du P.E.R. soit le 30e jour d'affichage en mairie de l'acte d'approbation continuent de bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi.

En zone bleue, le respect des dispositions du P.E.R. conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque l'état de catastrophe naturelle sera constaté par arrêté interministériel. Pour les biens et activités implantés antérieurement à la publication de ce plan, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un délai de cinq ans pour se conformer au présent règlement.

En zone blanche, il n'est pas prescrit de mesures de prévention.

Conformément à l'article 6 du décret n° 84-328 du 3 mai 1984, les mesures de prévention prévues par le Plan d'exposition aux risques naturels prévisibles concernant les biens existant antérieurement à la publication de ce plan ne peuvent entraîner un coût supérieur à 10 % de la valeur vénale des biens concernés.

TITRE II

CHAPITRE I

DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE (R)

La zone rouge est réputée très exposée. Les mouvements de terrain observés y sont particulièrement redoutables en raison notamment de l'ampleur des phénomènes.

L'aléa des phénomènes pris en compte et leur intensité y sont forts et il n'existe pas de mesures habituelles de protection efficaces et économiquement opportunes pour y permettre l'implantation de constructions.

La zone rouge est constituée par la zone côtière presque entièrement située au Nord des CD 163 et 513 entre HOULGATE et VILLERS, ainsi que par un petit secteur côtier à l'Ouest d'HOULGATE.

Elle concerne en outre, la quasi totalité de la zone de préemption de "La Falaise des Vaches Noires" délimitée par arrêté préfectoral du 8 juin 1978.

SECTION 1

DISPOSITIONS CONCERNANT LES BIENS ET ACTIVITES EXISTANTS

ARTICLE R.1.1 : TRAVAUX INTERDITS

Sont interdits tous travaux soumis ou non à autorisation et de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux visés à l'article R.1.2, notamment :

- les carrières, affouillements et exhaussements de sol ;
- les coupes et abattages d'arbres ;
- les défrichements ;
- la reconstruction sur place après un sinistre lié à l'instabilité du sol et ayant fait l'objet d'une demande d'état de catastrophe naturelle ou d'indemnisation.

ARTICLE R.1.2 : TRAVAUX ADMIS

Nonobstant les dispositions de l'article R.1.1, sont admis sous réserve de ne pas aggraver les risques et leurs effets :

- les travaux d'aménagement, d'entretien et de gestion normaux des bâtiments implantés antérieurement à la publication du présent plan, sans augmentation du volume bâti préexistant ;
- les travaux susceptibles de réduire les conséquences du risque tels que définis en annexe au présent règlement ;
- les coupes et abattages d'arbres résultant de l'exploitation et de l'entretien normal des bois et forêts sous réserve de replanter en utilisant des espèces à enracinement profond et des espèces recouvrantes sur la base d'au moins 1 arbre pour 10 m² (ou 1 arbre pour 5 m² en cas d'opération d'ensemble visant la stabilisation d'un versant).

SECTION 2

DISPOSITIONS CONCERNANT LES BIENS ET ACTIVITES FUTURS

ARTICLE R.2.1 : TRAVAUX INTERDITS

Sont interdits tous travaux, constructions, installations ou activités soumis ou non à autorisation et de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux visés à l'article R.2.2, notamment :

- les constructions de toute nature,
- les lotissements,
- le camping ou le caravanage,
- les carrières, affouillements et exhaussements de sol,
- les dépôts de toute nature,
- les aires de stationnement,
- le stationnement des caravanes,
- la reconstruction après un sinistre lié à l'instabilité du sol et ayant fait l'objet d'une demande d'état de catastrophe naturelle ou d'indemnisation.

ARTICLE R.2.2 : TRAVAUX ADMIS

Nonobstant les dispositions de l'article R.2.1., sont admis sous réserve de ne pas aggraver les risques et leurs effets ;

- les travaux susceptibles de réduire les conséquences du risque tels que définis en annexe au présent règlement ;
- les équipements publics d'intérêt général qui, par leur nature ou leur destination, sont liés au caractère de la zone, ou ne peuvent pas être réalisés ailleurs.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE (B)

La zone bleue est exposée à des risques moindres pour lesquels il existe des mesures de nature à prévenir les risques, à en réduire les conséquences ou à les rendre supportables tant à l'égard des biens et activités existants que futurs.

La zone bleue comporte deux secteurs :

- le secteur 1B est constitué par les zones de niveau de risque moyen suivantes :
 - la zone d'extension prévisible de la zone rouge,
 - les zones de versants soumis à des glissements et des mouvements superficiels.
- le secteur 2B est constitué par les zones de niveau de risque faible, et concerne :
 - la zone d'extension à long terme des mouvements côtiers,
 - les zones de versants soumises à des phénomènes potentiels de moindre ampleur.

SECTION 1

DISPOSITIONS CONCERNANT LES BIENS ET ACTIVITES EXISTANTS EN SECTEUR 1B

ARTICLE 1B.1.1 : TRAVAUX INTERDITS

Sont interdits les travaux soumis à autorisation suivants :

- les carrières, affouillements et exhaussements de sol,
- les coupes et abattages d'arbres,
- les défrichements,
- la reconstruction à l'identique après un sinistre lié à l'instabilité du sol et ayant fait l'objet d'une demande d'état de catastrophe naturelle ou d'indemnisation.

ARTICLE 1B.1.2 : TRAVAUX ADMIS

Indépendamment des autres réglementations en vigueur, sont admis tous les travaux non visés à l'article 1B.1.1 sous réserve du respect des dispositions de l'article 1B.1.3.

Sont en outre autorisés sous réserve de ne pas aggraver les risques et leurs effets et donc sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés :

- les affouillements et exhaussements de sol liés à des projets d'intérêt général ou des projets d'aménagement paysager ou de promenade ;
- les travaux susceptibles de réduire les conséquences du risque ;
- les coupes et abattages d'arbres résultant de l'exploitation et de l'entretien normal des bois et forêts sous réserve de replanter en utilisant des espèces à enracinement profond et des espèces recouvrantes sur la base d'au moins 1 arbre pour 10 m² (ou 1 arbre pour 5 m² en cas d'opération d'ensemble visant la stabilisation d'un versant).

ARTICLE 18.1.3 : MESURES DE PREVENTION OBLIGATOIRES

- 1 - Les écoulements d'eaux usées et pluviales seront raccordés aux réseaux collectifs lorsqu'ils existent :

Dans le cas contraire :

- . les eaux pluviales seront collectées jusqu'à l'exutoire le plus proche (côte, fond du vallon, fosse étanche ou bassin tampon) en utilisant de modèles étanches acceptant les déformations ou au moyen de fossés soigneusement entretenus ;
 - . pour les eaux usées, les systèmes d'assainissement individuel seront modifiés ou conçus de manière à supprimer tout rejet dans le sol. Seront utilisés des procédés tel que le filtre à sable avec récupération des eaux en fin de traitement et évacuation selon le même principe que pour les eaux pluviales.
 - La surveillance et l'entretien de ces installations seront assurés régulièrement.
- 2 - Les travaux de terrassement, déjà limités par l'article 18.1.1, devront être accompagnés de dispositifs de soutènement des fouilles évitant toute remise en cause de la stabilité générale (mur de soutènement drainé, ou masque drainant, ou tranchée drainante, ou éperon drainant).

SECTION 2

DISPOSITIONS CONCERNANT LES BIENS ET ACTIVITES FUTURS EN SECTEUR 1B

ARTICLE 1B.2.1 : TRAVAUX INTERDITS

Sont interdits les travaux, constructions, installations ou activités soumis à autorisation suivants :

- les carrières, affouillements et exhaussements de sol,
- la reconstruction à l'identique après un sinistre lié à l'instabilité du sol et ayant fait l'objet d'une demande d'état de catastrophe naturelle ou d'indemnisation.

ARTICLE 1B.2.2 : TRAVAUX ADMIS

Indépendamment des autres réglementations en vigueur, sont admis tous les travaux, constructions, installations ou activités non visés à l'article 1B.2.1., sous réserve du respect des dispositions de l'article 1B.2.3.

Sont en outre autorisés sous réserve de ne pas aggraver les risques et leurs effets et donc sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés :

- les affouillements et exhaussements de sol liés à des projets d'intérêt général ou des projets d'aménagement paysager ou de promenade,
- les travaux susceptibles de réduire les conséquences du risque.

ARTICLE 1B.2.3. : MESURES DE PREVENTION OBLIGATOIRES

- 1 - Les écoulements d'eaux usées et pluviales seront raccordés aux réseaux collectifs lorsqu'ils existent :

Dans le cas contraire :

- . les eaux pluviales seront collectées jusqu'à l'exutoire de plus proche (côte, fond du vallon, fosse étanche ou bassin tampon) en utilisant des modèles étanches acceptant les déformations ou au moyen de fossés soigneusement entretenus ;
- . pour les eaux usées, les systèmes d'assainissement individuel seront modifiés ou conçus de manière à supprimer tout rejet dans le sol. Seront utilisés des procédés tel que le filtre à sable avec récupération des eaux en fin de traitement et évacuation selon le même principe que pour les eaux pluviales.
- La surveillance et l'entretien de ces installations seront assurés régulièrement.

- 2 - Les travaux de terrassement, déjà limités par l'article 1B.2.1, devront être accompagnés de dispositifs de soutènement des fouilles évitant toute remise en cause de la stabilité générale (mur de soutènement drainé, ou masque drainant, ou tranchée drainante, ou éperon drainant).

- 3 - 30 % au moins de la partie située en zone bleue du terrain d'assiette de l'opération devront être plantés à raison de 1 arbre pour 10 m² en utilisant des espèces à enracinement profond et des espèces recouvrantes, les plantations existantes, et maintenues, étant prises en compte dans ce calcul.

Pour ce faire, les propriétaires auront tout intérêt à se concerter de manière à regrouper ces plantations pour qu'elles constituent un espace boisé substantiel. De même, en cas d'opération d'ensemble (lotissement, Z.A.C....), ce boisement constituera un espace commun non privatif.

Cette obligation de planter peut être réduite, voire sans objet, pour tenir compte de la configuration des lieux (milieu urbain dense notamment).

- 4 - Dans le cadre d'opérations d'ensemble, on procèdera au drainage renforcé des terrains avec collecte des eaux du sol selon le même principe que pour les eaux pluviales. Les eaux usées qui ne pourraient pas être raccordées à un réseau feront l'objet d'un traitement collectif, à l'échelle de l'opération excluant tout rejet dans le sol.

- 5 - Les constructions comporteront dans leur structure des éléments rigides qui peuvent se situer :

- soit en superstructure (poutres voiles, chainage) ;
- soit en infrastructure (radiers nervurés, réseau de longrines).

- . Au besoin, ces techniques de rigidification de structure pourront associer des fondations profondes atteignant les terrains non glissés et dimensionnées pour résister aux efforts latéraux.

SECTION 3

DISPOSITIONS CONCERNANT LES BIENS ET ACTIVITES EXISTANTS EN SECTEUR 2B

ARTICLE 2B.3.1 : TRAVAUX INTERDITS

Sont interdits les travaux soumis à autorisation suivants :

- les carrières, affouillements et exhaussements de sol,
- les coupes et abattages d'arbres,
- les défrichements,
- la reconstruction à l'identique après un sinistre lié à l'instabilité du sol et ayant fait l'objet d'une demande d'état de catastrophe naturelle ou d'indemnisation.

ARTICLE 2B.3.2. : TRAVAUX ADMIS

Indépendamment des autres réglementations en vigueur, sont admis tous les travaux non visés à l'article 2B.3.1., sous réserve du respect des dispositions de l'article 2B.3.3.

Sont en outre autorisés sous réserve de ne pas aggraver les risques et leurs effets et donc sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre concernés :

- les affouillements et exhaussements de sol liés à des projets d'intérêt général ou des projets d'aménagement paysager ou de promenade,
- les travaux susceptibles de réduire les conséquences du risque,
- les coupes et abattages d'arbres résultant de l'exploitation et de l'entretien normal des bois et forêts sous réserve de replanter en utilisant des espèces à enracinement profond et des espèces recouvrantes sur la base d'au moins 1 arbre pour 10 m² (ou 1 arbre pour 5 m² en cas d'opération d'ensemble visant la stabilisation d'un versant).

ARTICLE 2B.3.3 : MESURES DE PREVENTION OBLIGATOIRES

- 1 - les écoulements d'eaux usées et pluviales seront raccordés aux réseaux collectifs lorsqu'ils existent :

Dans le cas contraire :

- . les eaux pluviales seront collectées jusqu'à l'exutoire le plus proche (côte, fond du vallon, fosse étanche ou bassin tampon) en utilisant des modèles étanches acceptant les déformations ou au moyen de fossés soigneusement entretenus ;
 - . pour les eaux usées, les systèmes d'assainissement individuel seront modifiés ou conçus de manière à supprimer tout rejet dans le sol. Seront utilisés des procédés tel que le filtre à sable avec récupération des eaux en fin de traitement et évacuation selon le même principe que pour les eaux pluviales.
 - la surveillance et l'entretien de ces installations seront assurés régulièrement.
- 2 - Les travaux de terrassement, déjà limités par l'article 2B.3.1., devront être accompagnés de dispositifs de soutènement des fouilles évitant toute remise en cause de la stabilité générale (mur de soutènement drainé, ou masque drainant, ou tranchée drainante, ou éperon drainant).

SECTION 4

DISPOSITIONS CONCERNANT LES BIENS ET ACTIVITES FUTURS EN SECTEUR 2B

ARTICLE 2B.4.1. : TRAVAUX INTERDITS

Sont interdits les travaux, constructions, installations ou activités soumis à autorisation suivants :

- les carrières, affouillements et exhaussements de sol,
- la reconstruction à l'identique après un sinistre lié à l'instabilité du sol et ayant fait l'objet d'une demande d'état de catastrophe naturelle ou d'indemnisation.

ARTICLE 2B.4.2. : TRAVAUX ADMIS

Indépendamment des autres réglementations en vigueur, sont admis tous les travaux, constructions, installations ou activités non visés à l'article 2B.4.1, sous réserve du respect de dispositions de l'article 2B.4.3.

Sont en outre autorisés sous réserve de ne pas aggraver les risques et leurs effets et donc sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernées :

- les affouillements et exhaussements de sol liés à des projets d'intérêt général ou des projets d'aménagement paysager ou de promenade,
- les travaux susceptibles de réduire les conséquences du risque.

ARTICLE 2B.4.3. : MESURES DE PREVENTION OBLIGATOIRES

- 1 - Les écoulements d'eaux usées et pluviales seront raccordés aux réseaux collectifs lorsqu'ils existent :

Dans le cas contraire :

- . les eaux pluviales seront collectées jusqu'à l'exutoire de plus proche (côte, fond du vallon, fosse étanche ou bassin tampon) en utilisant des modèles étanches acceptant les déformations ou au moyen de fossés soigneusement entretenus.
- . pour les eaux usées, les systèmes d'assainissement individuel seront modifiés ou conçus de manière à supprimer tout rejet dans le sol. Seront utilisés des procédés tel que le filtre à sable avec récupération des eaux en fin de traitement et évacuation selon le même principe que pour les eaux pluviales.
- la surveillance et l'entretien de ces installations seront assurés régulièrement.

- 2 - Les travaux de terrassement, déjà limités par l'article 2B.4.1., devront être accompagnés de dispositifs de soutènement des fouilles évitant toute remise en cause de la stabilité générale (mur de soutènement drainé, ou masque drainant, ou tranchée drainante, ou éperon drainant).

- 3 - 30 % au moins de la partie située en zone bleue du terrain d'assiette de l'opération devront être plantés à raison de 1 arbre pour 10 m² en utilisant des espèces à enracinement profond et des espèces recourantes, les plantations existantes, et maintenues, étant prises en compte dans ce calcul.

Pour ce faire, les propriétaires auront tout intérêt à se concerter de manière à regrouper ces plantations pour qu'elles constituent un espace boisé substantiel. De même, en cas d'opération d'ensemble (lotissement, Z.A.C.,...), ce boisement constituera un espace commun non privatif.

Cette obligation de planter peut être réduite, voire sans objet, pour tenir compte de la configuration des lieux (milieu urbain dense notamment).

- 4 - Dans le cadre d'opérations d'ensemble, on procèdera au drainage renforcé des terrains avec collecte des eaux du sol selon le même principe que pour les eaux pluviales. Les eaux usées qui ne pourraient pas être raccordées à un réseau feront l'objet d'un traitement collectif, à l'échelle de l'opération excluant tout rejet dans le sol.



NOTICE D'UTILISATION DE LA CARTE DE PREDISPOSITION AUX CHUTES DE BLOCS ROCHEUX

AVERTISSEMENT

La carte de prédisposition aux chutes de blocs rocheux est un document d'orientation des politiques d'aménagement du territoire et d'information préventive des populations. Sa prise en considération est fortement recommandée dans le cadre des procédures d'urbanisme.

Les chutes de blocs sont des phénomènes dont la survenance est conditionnée par de très nombreux paramètres : la pente, le climat, la lithologie des terrains, leur état d'altération et de fissuration, la circulation des eaux de surface, l'existence ou non d'une nappe d'eau souterraine et l'importance de sa fluctuation... Une telle complexité ne permet pas la réalisation d'une cartographie d'aléa. Il reste cependant possible d'identifier les terrains prédisposés en analysant leur pente.

Les chutes de bloc survenues ces dernières années en Basse-Normandie se sont produites dans des versants dont la pente excédait toujours une vingtaine de degrés. L'atlas des prédispositions aux chutes de blocs décrit donc les territoires dépassant ce seuil. Ils ne représentent que 0,1 % de la surface de l'Orne et 0,7 % du Calvados et de la Manche. Ils sont par ailleurs situés à 95 % sur le socle armoricain.

Si ces territoires sont rares ils n'en sont pas moins dangereux. Ils sont par ailleurs pour la plupart d'entre eux prédisposés au déclenchement de coulées de boue et de glissement de terrain. Aussi leur repérage cartographique s'avère-t-il une nécessité préalable à leur prise en compte dans les politiques d'aménagement.

I - Que recouvre le zonage proposé ?

Le zonage décrit les territoires susceptibles d'être affectés par des chutes de blocs en raison de leur forte pente. Cette instabilité peut se déclencher par voie naturelle, au cours ou à la suite d'un événement climatique qui peut être exceptionnel soit par sa durée soit par son intensité. La rupture est souvent provoquée par la présence de facteurs aggravants induits par des processus d'érosion et d'altération, en général très longs à se mettre en œuvre, par l'augmentation du niveau des nappes phréatiques ou par des travaux d'aménagement.

Le zonage proposé décrit quatre classes dont le passage est progressif et se fait selon une gradation qui permet de décrire l'augmentation de la pente en tant que facteur discriminant :

- **Classe 0** : légendée « pas de prédisposition a priori ». Cette classe regroupe les terrains dont les pentes sont trop faibles pour être considérées comme sensibles, en l'état actuel des connaissances. Cependant, certains de ces terrains peuvent être situés en aval immédiat de versants prédisposés, ou en pied de falaise, et servir de zone d'atterrissage de blocs dévalant la pente. Ils doivent être dans ce cas intégrés aux espaces prédisposés. La bande de terrain impacté sera à définir sur site. En l'absence d'étude spécifique, une bande de sécurité de 50 m peut-être prise en considération. Par ailleurs, en amont immédiat de terrains prédisposés, se localise une bande étroite de terrains qui, dominant le vide ou une forte pente, fait l'objet d'une décompression. Sans pente exceptionnelle donc classés 0, ces terrains sont en mesure d'être impliqués dans une rupture et sont donc également prédisposés. Les infrastructures qui y sont implantées font par ailleurs l'objet de tensions qui entraînent leur dégradation (fissures, décollement de dalles...). Là encore, l'absence d'aménagement de ces terrains de classe 0 sur une faible bande est nécessaire en l'absence d'études détaillées. La largeur de cette dernière pourrait être de 20 m.
- **Classe 1** : légendée « faible ». Les territoires représentés ici sont ceux dont les pentes sont comprises entre 20° et 30°. La pente calculée étant une pente moyenne, ces terrains peuvent présenter localement des pentes de classe 1 ou, à l'inverse, supérieures à 30°. Les investigations de terrain s'avèreront nécessaires pour y qualifier précisément le risque en présence d'enjeux. Il peut être lié d'une part aux chutes de pierres et de blocs elles mêmes mais aussi au déclenchement de glissements de terrain entraînant dans des coulées plus ou moins boueuses des formations superficielles arrachées au substrat. Ces loupes de glissement peuvent, en fonction du versant, être plus ou moins riches en fragment rocheux et donc plus ou moins dangereuses. En l'absence d'aménagement ou de vocation touristique, il est souhaitable de les classer en zone naturelle dans les documents d'urbanisme et d'en valoriser le patrimoine paysager, généralement exceptionnel. Ces terrains sont rarement urbanisés et n'ont pas vocation à l'être.
- **Classe 2** : légendée « moyenne ». Cette classe regroupe les territoires dont les pentes sont fortes, comprises en moyenne entre 30 et 40°. Ils correspondent en général à des versants escarpés, boisés, disposant d'un substrat rocheux plus ou moins affleurant. Ils sont exceptionnellement urbanisés. Lorsqu'ils le sont ou en présence de zones urbaines les bordant, que ce soit en aval ou en amont immédiat, des études spécifiques devront être conduites. Elles permettront de qualifier l'aléa, puis le risque, et de définir les mesures de sauvegarde à mettre en oeuvre. Ces études devront prendre en considération, lorsque les versants disposent de formations superficielles meubles, le risque de glissement de terrain. En l'absence d'enjeu, ces terrains doivent être exclus des processus d'urbanisation. Il est préférable d'en utiliser la valeur paysagère dans les politiques d'aménagement du territoire tout en conservant à l'esprit que leur valorisation touristique impliquera d'en sécuriser les accès si nécessaire.
- **Classe 3** : légendée « forte ». Ces espaces, dont les pentes sont supérieures à 40°, sont représentés dans les falaises littorales, fossiles ou actives, dans certaines gorges telles celles de l'Orne ou de la Vire, ainsi que dans les auréoles de cornéennes affleurant autour des massifs granitiques des bocages armoricains. En présence de roche affleurante, les ruptures y surviennent régulièrement, les fragments de roche étant en mesure de dévaler

au delà de la zone cartographiée. Ces territoires ne font l'objet d'aucun aménagement autre que touristique. Mais les territoires qui les bordent, en aval ou en amont immédiat, sont parfois urbanisés, notamment le long du littoral. Dans ce cas, des études spécifiques devront être menées afin de définir le zonage d'aléa, le risque et les mesures conservatoires à mettre en œuvre. Les sites touristiques devront eux aussi faire l'objet d'études spécifiques et d'un suivi permettant de minimiser le risque. En amont d'une falaise, les terrains décomprimés peuvent intéresser une large bande de terrain qui peut, presque instantanément, basculer dans le vide. Des panneaux d'information doivent alerter sur le danger existant et les mesures de sauvegarde adaptées en cas de rupture.

Cas particuliers : certains aménagements anthropiques et infrastructures majeures ont fait l'objet de remblais, de déblais ou d'excavations de grande importance. Les pentes qui les jalonnent peuvent excéder 20° et certains d'entre eux sont cartographiés dans cet atlas, qu'ils puissent ou non représenter un risque. Le traitement automatique n'a pas permis d'en écarter la représentation ni de les répertorier en tant que tels. Ces espaces sont souvent de petite taille, apparaissent fréquemment en tache isolée, le long des infrastructures routières et ferroviaires et à proximité des zones urbaines. Certains de ces territoires représentent des zones à risque (les bordures de carrières par exemple, soumises à la décompression) mais la plupart d'entre eux ne sont pas prédisposés et seront progressivement corrigés.

II – Comment utiliser cette cartographie ?

Tout utilisateur de ce document doit prendre en considération les limites d'interprétation que la précision de son support cartographique impose. Le support choisi, le 1/25 000 de l'IGN, est le fond de carte le plus précis actuellement disponible sur l'ensemble de la région. Ses précisions planimétrique et altimétrique sont bonnes mais ne permettent en aucun cas d'appréhender le risque à l'échelle de la parcelle. En effet, pour des questions de lisibilité de la carte, le bâti est souvent décalé pour que des objets prioritaires (les routes par exemple) soient mieux représentés. Ce décalage atteint fréquemment une vingtaine de mètres. Aussi est-il fortement recommandé de ne pas retranscrire l'information présente à une autre échelle que celle de son support d'origine : le 1/25 000. Zoomer le document pour en faciliter la lecture à l'échelle du cadastre n'augmentera pas la précision de l'information et sera source d'erreurs d'interprétation.

Par ailleurs, les modèles numériques de terrain utilisés dans cette étude pour décrire les variations de pente ont été réalisés au pas de 20 m. Ils disposent certes d'une précision importante mais s'avère néanmoins insuffisante pour décrire toutes les micro-variations de pente d'un profil topographique. Aussi, une interprétation complémentaire de terrain, réalisée par un géotechnicien ou un géologue, sera souvent nécessaire pour bien cerner et maîtriser le risque.

Enfin, le vieillissement d'un escarpement se fait lentement et insidieusement. Les mécanismes contrôlant la rupture sont difficiles à conceptualiser, les volumes impliqués difficiles à prévoir au même titre que la trajectoire des roches détachées. Aussi, la simple lecture de cette carte demeure-t-elle insuffisante pour déterminer précisément la stabilité ou non des zones prédisposées à la rupture et les risques associés. Il convient réellement, en cas d'enjeux ciblés ou de doute, de s'attacher les services d'un spécialiste.

La cartographie des prédispositions aux chutes de blocs rocheux est donc une information de premier niveau mais l'identification précise de l'aléa sur un secteur donné implique nécessairement la réalisation d'investigations complémentaires. Elles devront revêtir la forme d'études de terrain et/ou géotechniques qui permettront d'apprécier les autres facteurs essentiels à la survenance du phénomène et la caractérisation des enjeux. Ces investigations sont à réserver, dans un premier temps, aux zones urbaines et aux sites touristiques les plus sensibles.

III- Quelques recommandations complémentaires

En raison du danger que représentent le détachement de blocs d'un escarpement rocheux et/ou le déclenchement d'un glissement de terrain en territoire de classe 2 ou plus, il convient de ne pas attendre la réalisation d'études complémentaires pour entreprendre un certain nombre de dispositions :

- maintenir les processus d'urbanisation mais également des activités de camping et de caravannage à l'écart de ces espaces; ce sont en général des terrains boisés.
- maintenir hors urbanisation deux bandes de sécurité d'une centaine de mètres environ, l'une située en aval et destinée à l'épandage d'éventuelles coulées de boue et de blocs, l'autre située en amont, généralement soumise à une érosion régressive et à la décompression des terrains (les bâtiments situés sur cette zone peuvent se déformer au cours du temps) ; les études sur site permettront, en présence d'enjeu, de préciser la largeur des bandes nécessaires à une maîtrise optimisée du risque ;
- de maîtriser les ruissellements tant dans le versant qu'en amont de celui-ci afin d'en limiter l'instabilité et l'érosion.

Lorsque ces territoires sont déjà bâtis et en présence d'escarpements rocheux, la réalisation d'une étude diagnostic de chute de blocs peut s'avérer nécessaire. En cas de risque avéré, des ouvrages de protection à maîtrise d'ouvrage collective (filets, merlons...) ou des protections individuelles seront à envisager.

Les secteurs prédisposés ne couvrent que 5‰ de la surface de la Basse-Normandie et la très grande majorité d'entre eux sont sans enjeux, donc sans risques. Les collectivités pour lesquelles les risques sont notables ont été répertoriées dans les DDRM (dossier départemental des risques majeurs) de chaque département. Les principales collectivités touchées sont Granville, pour laquelle un PPR est prescrit, et Cherbourg-Octeville. Mais d'autres collectivités disposent de versants abrupts en zone urbaine ou péri-urbaines (voir les DDRM) .

Dans les secteurs bâtis ou touristiques, en l'absence d'études spécifiques, quelques mesures de prévention, de protection et de sauvegarde particulières et simples peuvent s'envisager telles que :

- le suivi périodique par un spécialiste des zones de stabilité douteuse ou la mise sous surveillance de sites ou d'ouvrages ; une purge régulière des versants permet de limiter les risques.
- l'information sur les risques et les précautions à prendre, notamment la réalisation d'un dossier d'information communale sur les risques majeurs (DICRIM) ;

- la signalisation du danger, le contrôle ou la suppression d'accès dans les zones d'effondrement ou d'éboulement ; cette mesure semble essentielle le long du littoral et dans les gorges abondamment visitées telles celles de la Rouvre, de l'Orne et de la Vire ;
- l'élaboration de plans d'évacuation et de secours dans certaines situations particulières ;
- la signalisation routière de l'aléa.

Cette notice explicative s'inscrit en support aux réflexions d'aménagement mais ne constitue nullement, au regard de l'échelle de la carte, de la diversité et de la complexité des configurations de terrain, un vade-mecum des dispositions à prendre pour maîtriser le risque. Pour ce faire, il convient de consulter des ouvrages spécialisés sur la question ou de prendre directement l'attache de géotechniciens et de géologues. Néanmoins, le « **Guide méthodologique plans de prévention des risques de mouvements de terrain** », disponible sur le site du Ministère chargé des risques naturels, à l'adresse <http://www.prim.net>, offre de nombreuses informations sur le sujet. Elles permettent d'approcher quelques principes fondamentaux à ne pas négliger.



NOTICE D'UTILISATION DE LA CARTE DE PREDISPOSITION AUX MOUVEMENTS DE TERRAIN (glissements de pente, coulées de boue et fluage)

La carte de prédisposition aux mouvements de terrain est un document d'orientation des politiques d'aménagement du territoire et de gestion des risques naturels principalement destiné aux collectivités et aux services de l'Etat. Il vise à les alerter sur la présence potentielle d'un risque de mouvement de terrain. Sa prise en considération est fortement recommandée dans le cadre des procédures d'urbanisme et d'information préventive des populations sur les risques naturels.

La méthode conçue pour son élaboration repose sur l'étude des pentes et de la géologie, développée par modélisation. Trop de facteurs entrent en considération pour pouvoir apprécier précisément la probabilité qu'un glissement se produise effectivement, à l'échelle considérée. Aussi le document se contente-t-il de décrire les **prédispositions** des terrains à l'**instabilité**. Pour certifier sa présence et les conditions de son déclenchement, des investigations complémentaires s'avèreront bien souvent nécessaires. Elles pourront revêtir la forme d'études de terrain et/ou géotechniques qui permettront d'apprécier les autres facteurs essentiels à son apparition que sont l'hydrogéologie du site et son histoire géologique. Ces études, très localisées, ne sont pas assurées par les services de l'Etat, sauf dans le cas des Plans de Prévention des Risques de mouvement de terrain.

Cette notice explicative doit servir de support aux réflexions d'aménagement. Du fait de l'échelle d'analyse, de la diversité et de la complexité des configurations rencontrées, elle ne vise pas à lister les dispositions ou précautions à prendre pour gérer le risque sur le terrain. Pour ce faire et bénéficier des informations indispensables pour cibler cet objectif, il convient de consulter des ouvrages spécialisés sur la question ou de prendre directement l'attache de géotechniciens. Le « **Guide méthodologique plans de prévention des risques de mouvements de terrain** », disponible sur le site du Ministère chargé des risques naturels, à l'adresse <http://www.prim.net>, offre de nombreuses informations sur le sujet. Elles permettent d'approcher quelques principes fondamentaux à ne pas négliger.

Enfin, il est très fortement recommandé de ne pas retranscrire l'information présente à une autre échelle que celle de son support d'origine : le 1/25 000. Zoomer le document pour en faciliter la lecture ou l'interprétation à l'échelle du cadastre induit des approximations importantes.

Que recouvre le zonage proposé ?

Le zonage décrit les terrains susceptibles d'être affectés d'instabilité en raison de la présence de couches géologiques et de pentes défavorables. Cette instabilité ne peut se déclencher par voie naturelle qu'au cours ou à la suite d'un événement climatique rare, exceptionnel par sa durée ou son intensité. Elle est souvent conditionnée par la présence de facteurs aggravants induits par des processus d'érosion, par le trop-plein d'une nappe phréatique ou par des travaux d'aménagement.

Trois classes ont été retenues. Le passage de l'une à l'autre est progressif : du jaune au rouge, l'instabilité des terrains est de plus en plus probable du fait de l'augmentation des pentes.

En jaune, sont représentés les terrains a priori les moins sensibles mais fréquemment soumis à des déformations (fluage¹ de pente). Ce fluage peut s'y révéler très préjudiciable au plan économique si les bâtiments n'ont pas été conçus pour lui résister. Quelques zones très instables y sont par ailleurs répertoriées en raison de particularités locales, hydrogéologiques le plus souvent mais parfois, comme le long de la côte nord du Pays d'Auge, en raison d'une érosion marine déstabilisante. Malgré leur rareté, les glissements qui s'y observent sont susceptibles d'occasionner des dégâts importants et on ne peut y écarter le risque humain dans certaines circonstances, notamment dans les phases ultimes d'évolution des mouvements qui conduisent à une rupture brutale.

En saumon sont représentés les terrains dont les pentes, plus fortes, s'avèrent davantage défavorables que dans la classe jaune. Les mêmes phénomènes s'y observent. Ils sont souvent liés à la présence de facteurs aggravants (horizons aquifères mis en charge, érosion, instabilité historique d'un versant) mais les pentes seules suffisent parfois à provoquer l'instabilité par forte pluie. Là encore, l'impact économique des phénomènes observés ou susceptibles de se déclencher peut-être très important et le risque humain doit être pris en considération dans les configurations évoquées précédemment.

En rouge, sont représentés les terrains à forte pente où ont été observés, dans certains secteurs, des glissements et du fluage de pente classiques mais surtout des désordres beaucoup plus dangereux comme les coulées à débris survenues à Trouville-sur-Mer en juin 2003. Le danger est ici évident. Le déclenchement de telles coulées peut y être instantané avec aucune possibilité d'alerter ni d'évacuer les populations.

¹ Le fluage est une déformation lente que subit le terrain lorsqu'il est soumis à une contrainte permanente.

ANNEXE TECHNIQUE

DEFINITION DES PHENOMENES PRIS EN COMPTE

Définition des aléas pris en considération

Les aléas pris en considération dans cette étude sont :

- Le fluage de pente. Il s'agit d'un mouvement lent et superficiel de terrains généralement argileux, plastiques, sur faible à forte pente. Ce mouvement survient par déformation gravitaire continue d'une masse parfois importante non limitée par une surface de rupture clairement identifiée ; il se traduit par l'apparition de moutonnements et de boursouflures visibles dans les champs et peut affecter des versants entiers;
- Le glissement de pente. C'est un déplacement généralement lent (quelques millimètres par an à quelques mètres par jour), le long d'une surface de rupture identifiable, d'une masse de terrain cohérente. Le volume des terrains impliqués est très variable (quelques m³ à plusieurs hm³, voire plus). La surface de rupture est généralement courbe (glissement circulaire) mais elle peut se développer le long d'une discontinuité plane (glissement plan). Les profondeurs de glissement sont très variables, de quelques décimètres à plus de 10 m pour les plus grands glissements de Basse-Normandie. Ces glissements s'accompagnent d'indices caractéristiques (niches d'arrachement, fissures, bourrelets, contre-pentes, arbres basculés, zone de rétention d'eau...), qui se cicatrisent rapidement. En quelques années, voire en quelques mois, un ancien glissement de pente se végétalise, se modèle par érosion et sa trace n'apparaît plus qu'à travers un recoupement d'indices de plus en plus difficiles à interpréter ;
- La coulée de débris. Il s'agit d'un mouvement rapide d'une masse de matériaux remaniés, à forte teneur en eau et de consistance plus ou moins visqueuse. Elle survient fréquemment dans les territoires ruraux dépourvus de haie, dès lors que les pentes autorisent l'érosion des sols, mais elle peut également apparaître dans la partie aval d'un glissement de terrain. Dès sa formation ou en dévalant, elle est en mesure d'incorporer des matériaux (fragments et blocs de roche, arbres, ...) ce qui la rend tout particulièrement dangereuse. Sont considérées ici les coulées dérivant des glissements de pente ou du déclenchement par saturation d'un horizon superficiel. Les coulées agricoles survenant en territoire de plaine, par faible pente, sont exclues du champ de l'analyse.

Les conditions de déclenchement

Il convient de distinguer :

- les conditions inhérentes au milieu que sont la nature et la structure des terrains, la morphologie du site, la pente topographique ;
- les facteurs déclenchants qui peuvent être d'origine naturelle ou anthropique.

Les conditions inhérentes au milieu :

Les matériaux composant le sous-sol de Basse-Normandie sont en général très résistants à la rupture et n'occasionnent que rarement le déclenchement de glissements de pente. Les versants ont atteint pour la majorité d'entre eux leur profil d'équilibre depuis la dernière glaciation (-15 000 ans) et sont naturellement stables. Cependant, le démantèlement par érosion des auréoles du Bassin parisien, à l'approche du Massif armoricain, demeure localement très actif et il n'est pas rare de rencontrer, tant en bordure de mer qu'à l'intérieur des terres, des pentes très importantes, notamment du Pays d'Auge au Perche. Dans ces conditions et en présence de facteurs déclenchants, la rupture peut survenir pour les matériaux les moins résistants.

Les matériaux en mesure de glisser sont très divers. Ils appartiennent génétiquement soit à la roche en place (substratum géologique) soit le plus souvent aux formations superficielles qui la recouvrent.

Les roches du substratum disposent dans l'ensemble d'une grande résistance aux glissements si l'on excepte quelques formations argileuses ou sableuses. Ces matériaux, peu cohérents, sont davantage sensibles à la rupture en présence de nappes d'eau souterraine, notamment les horizons riches en *glauconie*².

Les formations superficielles bénéficient, dans l'ensemble, de moins bonnes aptitudes. Les plus problématiques d'entre elles, les colluvions de pente, se sont mises en place au rythme des glaciations du Quaternaire et recouvrent le substratum de nombreux versants sous un épais manteau plus ou moins stable. Dans le Pays d'Auge et le Perche, secteurs les plus sensibles, ces colluvions forment un matériau hétérogène meuble et non cohérent, issu de l'altération et du remaniement du substratum en place (craie, argiles, marnes et calcaires) mais aussi de formations superficielles (argiles à silex et limons des plateaux). Leur teneur en minéraux argileux comme la glauconie, peut leur conférer une grande plasticité, une forte sensibilité à l'eau et d'assez faibles caractéristiques mécaniques au voisinage du contact colluvions de pente- substratum.

L'ensemble de ces matériaux particulièrement sensibles est en mesure de glisser dès lors que les pentes dépassent 7°, en présence de facteurs déclenchants très actifs.

Les facteurs déclenchants :

Ils peuvent être d'origine :

- naturelle : fortes pluies, affouillement de berges par érosion, fluage d'une formation géologique située sous des formations à risque et provoquant leur décompression, érosion marine...
- ou liée à l'homme, suite à des travaux : surcharge en tête d'un talus ou d'un versant déjà instable, décharge en pied supprimant une butée stabilisatrice, rejets d'eau, pratiques culturelles, déboisement etc.

Un des facteurs clef demeure, dans le contexte régional, la présence de nappes d'eau souterraine. Certains versants très humides peuvent être naturellement affectés par des glissements de pente ; d'autres sont dans un état de stabilité précaire qui peut être rompu, notamment par certaines actions anthropiques comme la réalisation d'un déblai, la construction d'un remblai ou la modification du régime hydraulique.

² La glauconie est un minéral argileux de couleur verte qui joue un rôle de couche savon.

La dynamique des mouvements de terrain ralentit ou s'interrompt en général l'été, en période de basses eaux, pour reprendre à l'automne et en hiver avec l'augmentation des niveaux piézométriques. Les principaux glissements de pente régionaux sont ainsi survenus lors d'hivers très pluvieux (1988 ou 1995 par exemple) ou dans le cadre d'une séquence d'hivers humides, comme en 1982 et en 2001.

Les glissements de pente peuvent également survenir en été, sur de très forts orages, comme en juin 2003. Ils sont alors le plus en mesure de provoquer l'apparition de coulées de boue et de blocs.

LA METHODOLOGIE

La réalisation de ce document s'est déroulée en trois étapes :

- une analyse bibliographique, puis une expertise de terrain indispensables à la caractérisation des conditions d'apparition des grands glissements de pente de Basse-Normandie. Cette étape a notamment permis de discriminer les couches géologiques impliquées dans les glissements et les conditions de pente à partir desquelles elles se déstabilisent lorsque les conditions hydrogéologiques et l'histoire du versant sont favorables ;
- une cartographie des terrains prédisposés au glissement. Ce travail a été développé par traitement numérique à partir de la représentation du relief en 3 dimensions (modèle numérique de terrain de l'IGN au pas de 50 m) et de la carte géologique numérique harmonisée au 1/100 000 du BRGM ;
- une vérification sur le terrain de la cartographie produite. Ce test a été réalisé sur quelques communes.
- La présente notice a fait l'objet d'une concertation avec les services de l'Équipement et le Centre d'Études Techniques de l'Équipement Normandie-Centre.

LA PRECISION CARTOGRAPHIQUE

Tout utilisateur de ce document doit prendre en considération les limites d'interprétation que la précision de son support cartographique impose. Le support choisi, le 1/25 000 de l'IGN, est le fond de carte le plus précis actuellement disponible sur l'ensemble de la région. Ses précisions planimétrique et altimétrique sont bonnes mais ne permettent en aucun cas d'appréhender le risque à l'échelle de la parcelle. En effet, si un objet isolé est précisément positionné, le bâti est souvent décalé pour que des objets prioritaires (les routes par exemple) soient mieux représentés. Une précision absolue atteignant 20 m en planimétrie est plutôt la règle que l'exception (cela ne représente cependant que 0,8 mm à l'échelle de la carte). En altimétrie, la précision est voisine du mètre pour les points cotés bien définis et d'une demi-équidistance, soit 2,5 m, pour les courbes de niveau. La précision de ce fond ne permet pas sa retranscription à l'échelle cadastrale.

Par ailleurs, il convient de conserver à l'esprit que la prévision du comportement futur d'un versant est délicate à déterminer, les mécanismes contrôlant le déclenchement d'une rupture étant particulièrement difficiles à appréhender, même mathématiquement. Aussi, la simple lecture de cette carte demeure-t-elle insuffisante pour déterminer précisément la stabilité ou non des zones prédisposées à glisser. Il conviendra, en cas d'enjeux particuliers, d'asseoir l'interprétation du document sur des investigations complémentaires menées par un géotechnicien.



Direction Régionale de l'Environnement

BASSE-NORMANDIE

NOTICE D'UTILISATION DE LA CARTE COMMUNALE DE PROFONDEUR DE LA NAPPE PHREATIQUE EN PERIODE DE TRES HAUTES EAUX

METHODOLOGIE

La cartographie de la profondeur des nappes phréatiques décrit la prédisposition des territoires au risque d'inondation par remontée de nappe. Elle est établie par la DIREN à partir :

- de données recueillies sur le terrain ou par survol aérien pendant les inondations du printemps 2001 ;
- d'une enquête menée auprès de 600 communes du Calvados et de l'Orne (200 communes ont répondu), enquête qui a permis de recueillir un grand nombre d'informations sur les niveaux atteints par les nappes en avril 2001, notamment dans les puits ;
- de tous les témoins (mares, sources, zones humides, traces du débordement temporaire des nappes) visibles sur les orthophotoplans de l'Orne, de la Manche et du Calvados ou mentionnés sur les cartes au 1/25 000 de l'IGN. Les orthophotoplans, qui sont des photographies aériennes orthorectifiées de grande précision, sont exploités à l'échelle du 1/1000 pour une restitution des informations au 1/25 000.

Des données complémentaires ont été recueillies dans un grand nombre d'études, récentes ou anciennes, réalisées par des organismes privés ou publics parmi lesquels les Conseils généraux du Calvados et de l'Orne, la DDE14, le BRGM et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

Ce sont au total plus de 5 millions de données brutes qui ont été utilisées dont certaines ont été nivelées pour les besoins de l'étude. Leur traitement numérique par triangulation a permis d'établir une cartographie du toit de la nappe, puis, à partir de cette dernière et de la topographie des terrains, de définir l'épaisseur des terrains secs situés au dessus de la nappe. Les données topographiques utilisées pour ce calcul sont d'une part les cotes nivelées, d'autre part les informations extraites des cartes de relief (modèles numériques de terrain) du Conseil général du Calvados, de l'IGN et de la DIREN.

La cartographie produite décrit une situation proche de celle d'avril 2001 soit de hautes eaux phréatiques. Elle permet de cerner les territoires où la nappe est en mesure de déborder, d'affleurer le sol ou au contraire de demeurer à grande profondeur lors des hivers les plus humides. La nappe représentée peut ne pas être celle, plus profonde, exploitée pour les besoins de l'alimentation en eau potable ou pour d'autres usages mais une nappe d'eau superficielle, incluse dans les formations de surface (nappe dite perchée).

PRECISION DU DOCUMENT CARTOGRAPHIQUE

La qualité de la cartographie est nettement influencée par les trois facteurs suivants :

- la lisibilité des orthophotoplans. D'une manière générale, la qualité des orthophotoplans du Calvados et de l'Orne est meilleure que celle de l'orthophotoplan de la Manche. Il en résulte une moins bonne qualité des informations produites dans ce dernier département. Dans le détail, la qualité évolue dans l'espace et certains territoires sont plus opaques au diagnostic que d'autres. Le Bessin est, pour l'objectif escompté, le territoire le moins lisible du Calvados ; certains secteurs du haut bassin de l'Orne sont difficilement exploitables par manque de netteté des images.
- l'occupation du sol. Celle-ci peut rendre partiellement inopérante une méthodologie qui repose principalement sur l'exploitation de clichés aériens. Les secteurs boisés et les zones de forte densité urbaine sont des obstacles à la photo-interprétation. En l'absence d'une piézométrie complémentaire et de relevés de terrain, leur cartographie peut s'avérer imprécise. Par ailleurs, l'intense dégradation des hydrosystèmes par l'agriculture moderne, notamment la disparition quasi totale dans certains terroirs des zones humides, rend la méthode orpheline de l'ensemble des données que fournissaient ces dernières en terme de débordement de nappes. De nombreux territoires dans le Perche, le bassin de la Sarthe, les plaines du Calvados, le Sud-Manche... dont les zones humides ont entièrement disparu comportent des zones d'incertitude qui ne pourront être levées que par l'exploitation d'autres outils (orthophotoplan en infrarouge par exemple ou traitement de photographies aériennes antérieures à la dégradation agricole).
- la date de prise de vue. Elle diffère entre les 3 orthophotoplans : ceux de l'Orne et du Calvados ont été pris en 2001, à l'issue d'une période de pluviométrie exceptionnelle, celui de la Manche l'année d'après, lors d'une période normale sur un plan hydrologique. Les informations disponibles sur l'orthophotoplan de la Manche sont à ce titre moins riches que celles enregistrées dans les deux autres départements qui portent encore les traces des remontées de nappes de l'hiver et du printemps 2001. Aux périodes estivales de prise de vue des images aériennes, la végétation agricole peut également masquer des indicateurs de zones humides et certaines prairies humides, déjà fauchées, ne sont plus lisibles en tant que telles.

Par ailleurs, tout utilisateur du document doit conserver à l'esprit les limites d'interprétation que la précision de son support cartographique impose. Le support choisi, le 1/25 000 de l'IGN, est le fond de carte le plus précis actuellement disponible sur l'ensemble de la région. Ses précisions planimétrique et altimétrique sont bonnes mais ne permettent en aucun cas d'appréhender le risque à l'échelle de la parcelle. En effet, si un objet isolé est précisément positionné, le bâti est souvent décalé pour que des objets prioritaires (les routes par exemple) soient mieux représentés. Une précision absolue atteignant 20 m en planimétrie est plutôt la règle que l'exception (cela ne représente cependant que 0.8 mm à l'échelle de la carte). En altimétrie, la précision est voisine du mètre pour les points cotés bien définis et d'une demi-équidistance, soit 2.5 m, pour les courbes de niveau.

Aussi, l'imprécision de profondeur de la nappe est en généralement supérieure au mètre. Elle est meilleure dans le Calvados et la Manche, pour lequel le calcul s'est exercé par l'exploitation d'un modèle numérique au pas de 20 m, que dans l'Orne (modèle numérique de terrain au pas de 50m).

Malgré toutes ces imprécisions et limites méthodologiques, les tests faits ont permis de constater la très grande précision globale de cette approche.

LA CARTOGRAPHIE DE L'ALEA

Cinq classes ont été retenues pour représenter l'aléa inondation tel qu'il est actuellement connu. Sont représentés :

- en bleu, les zones où le débordement de la nappe a été observé en 2001. Certains terrains cartographiés sont restés inondés plusieurs mois sous des hauteurs d'eau proches du mètre. Ces zones n'ont pas vocation à être urbanisées ; les remblais peuvent s'y avérer instables au même titre que les bâtiments qu'ils supportent ;
- en rose, les terrains où la nappe affleure le sol lors des périodes de très hautes eaux mais aussi, bien souvent, en temps normal. Les eaux souterraines sont en mesure d'y inonder durablement toutes les infrastructures enterrées et les sous-sols, rendant difficile la maîtrise de la salubrité et de la sécurité publiques (réseaux d'eaux usées en charge, rejet d'eau sur les voiries...). Les dégâts aux voiries, aux réseaux et aux bâtiments peuvent s'y avérer considérables et la gestion des dommages complexe et coûteuse. En tout état de cause et sans analyses prouvant le contraire, ces terrains sont inaptes à l'assainissement individuel, sauf dispositifs particuliers ;
- en jaune, les terrains susceptibles d'être inondés durablement mais à une profondeur plus grande que précédemment (de 1 à 2,5 m). Les infrastructures des bâtiments peuvent subir des dommages importants et très coûteux ; les sous-sols sont menacés d'inondation ;
- en vert, les terrains où la zone non saturée excède 2,5 m. L'aléa ne concerne plus que les infrastructures les plus profondes (immeubles, parkings souterrains...) bien qu'en raison de l'imprécision cartographique ci-dessus précisée, le risque d'inondation ne peut être écarté pour les sous-sols ;
- en incolore, les secteurs où la nappe était, en l'état de nos connaissances, assez éloignée de la surface lors de la crue de nappe du printemps 2001.

QUE FAIRE SI LA CARTOGRAPHIE VOUS SEMBLE PEU COHERENTE PAR RAPPORT A VOS CONNAISSANCES DE TERRAIN ?

Attention, cette cartographie décrit une situation de hautes eaux hivernales. La nappe peut varier de plusieurs mètres entre l'été et l'hiver dans les forages ou les puits et ce n'est pas parce qu'il pleut abondamment un été que les nappes réagissent. C'est rarement le cas.

Par ailleurs, de nombreux forages vont capter l'eau dans une nappe d'eau profonde, davantage exempte de pollutions. Le fait que vous ayez une nappe d'eau très profonde dans un forage n'exclut pas qu'il puisse y avoir, les hivers les plus pluvieux et temporairement, une nappe qui se mette en charge très proche du sol, voire qui déborde.

Mais il est possible aussi que nous ayons fait localement une erreur d'interprétation ou que la précision topographique des documents à partir desquels nous travaillons soit insuffisante pour retranscrire dans le détail les subtiles variations du terrain. En cas de problème ou si vous avez des informations à nous apporter sur des niveaux d'eau atteints dans des puits n'hésitez pas à nous contacter.

En savoir plus sur ce texte...

JORF n°0248 du 24 octobre 2010 page 19087
texte n° 3

DECRET

Décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français

NOR: DEVP0823374D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu le code de l'environnement, notamment son article R. 563-4 ;

Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 5 février 2009,

Décète :

Article 1

Il est inséré, après l'article R. 563-8 du code de l'environnement, un article D. 563-8-1 ainsi rédigé :

« Art.D. 563-8-1.-Les communes sont réparties entre les cinq zones de sismicité définies à l'article R. 563-4 conformément à la liste ci-après, arrêtée par référence aux délimitations administratives, issues du code officiel géographique de l'Institut national de la statistique et des études économiques, en vigueur à la date du 1er janvier 2008.

Ain : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

— les communes de Massignieu-de-Rives, Murs-et-Gélignieux, Nattages, Parves, Peyrieu : zone de sismicité moyenne ;

— les cantons de Bâgé-le-Châtel, Châtillon-sur-Chalaronne, Miribel, Montrevel-en-Bresse, Pont-de-Vaux, Pont-de-Veyle, Reyrieux, Saint-Trivier-de-Courtes, Saint-Trivier-sur-Moignans, Thoissey, Trévoux, Villars-les-Dombes : zone de sismicité faible ;

— les communes de Buellas, Montcet, Le Montellier, Montluel, Montracol, Le Plantay, Polliat, Saint-André-sur-Vieux-Jonc, Saint-Denis-lès-Bourg, Sainte-Croix, Saint-Rémy, Vandeins : zone de sismicité faible.

Aisne : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

— les cantons de La Capelle, Hirson, Le Nouvion-en-Thiérache, Wassigny : zone de sismicité faible ;

— les communes de Aisonville-et-Bernoville, Any-Martin-Rieux, Aubencheul-aux-Bois, Aubenton, Autreppe, Beaume, Beaurevoir, Becquigny, Bellicourt, Besmont, Bohain-en-Vermandois, Bony, La Bouteille, Brancourt-le-Grand, Le Catelet, Estrées, Fresnoy-le-Grand, Gouy, Hargicourt, Iron, Joncourt, Landouzy-la-Ville, Lavaqueresse, Lempire, Lesquielles-Saint-Germain, Leuze, Logny-lès-Aubenton, Malzy, Martigny, Monceau-sur-Oise, Montbrehain, Nauroy, Prémont, Ramicourt, Saint-Algis, Seboncourt, Serain, Vadencourt, Vendhuile, Villers-les-Guise : zone de sismicité faible.

Allier : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

— le canton de Gannat : zone de sismicité modérée ;

— les communes de Brugheas, Charroux, Chouvigny, Cognat-Lyonne, Ebreuil, Escuroles, Espinasse-Vozelle, Lalizolle, Mariol, Nades, Naves, Saint-Germain-de-Salles, Serbannes, Sussat, Valignat, Veauce, Vicq : zone de sismicité modérée.

Alpes-de-Haute-Provence : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :

— les cantons de Banon, Noyers-sur-Jabron : zone de sismicité modérée ;

— les communes d'Allemagne-en-Provence, Aubenas-les-Alpes, Bras-d'Asse, Le Caire, Le Chaffaut-Saint-Jurson, Châteauredon, Claret, Curbans, Esparron-de-Verdon, Estoublon, Faucon-du-Caire, Lardiers, Limans, Majastres, Melve, Mézel, Mison, Montagnac-Montpezat, La Motte-du-Caire, Moustiers-Sainte-Marie, Ongles, Oppedette, Puimoisson, Quinson, Riez, Roumoules, Sainte-Croix-à-Lauze, Sainte-Croix-du-Verdon, Saint-Etienne-les-Orgues, Saint-Jeannet, Saint-Julien-d'Asse, Saint-Jurs, Saint-Laurent-du-Verdon, Saint-Martin-de-Brômes, Sigoyer, Thèze, Vachères, Vaumeilh, Venterol : zone de sismicité modérée.

Hautes-Alpes : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :

— les cantons de Barcelonnette, Gap-Campagne, Gap-Centre, Gap-Nord-Est, Gap-Nord-Ouest, Gap-Sud-Est, Gap-Sud-Ouest, La Grave, Saint-Etienne-en-Dévoluy, Saint-Firmin, Tallard : zone de sismicité modérée ;

— les communes d'Aspres-sur-Buëch, Bénévent-et-Charbillac, Buissard, Chabottes, Châteauneuf-d'Oze, Les Costes, La Fare-en-Champsaur, Forest-Saint-Julien, Furmeyer, Les Infournas, Laye, Lazer, Monétier-Allemont, Montmaur, La Motte-en-Champsaur, Le Noyer, Le Poët, Poligny, Ribiers, La Rochette, Saint-Auban-d'Oze, Saint-Bonnet-en-Champsaur, Saint-Eusèbe-en-Champsaur, Saint-Julien-en-Beauchêne, Saint-Julien-en-Champsaur, Saint-Laurent-du-Cros, Saint-Michel-de-Chaillol, Le Saix, Upaix, Ventavon : zone de sismicité modérée ;

- les cantons d'Orpierre, Rosans, Serres : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Antonaves, Aspremont, Barret-sur-Méouge, La Beaume, Chabestan, Châteauneuf-de-Chabre, Eourres, Eyguians, La Faurie, La Haute-Beaume, Laragne-Montéglin, Montbrand, Oze, Saint-Pierre-Avez, Saint-Pierre-d'Argençon, Salérans : zone de sismicité faible.

Alpes-Maritimes : tout le département moyenne, sauf :

- les cantons d'Antibes-Biot, Antibes-Centre, Le Bar-sur-Loup, Cannes-Centre, Cannes-Est, Le Cannet, Grasse-Nord, Grasse-Sud, Mougins, Saint-Vallier-de-Thiery, Vallauris-Antibes-Ouest : zone de sismicité modérée ;
- les communes de Cannes, Mandelieu-la-Napoule : zone de sismicité modérée ;
- la commune de Théoule-sur-Mer : zone de sismicité faible.

Ardèche : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons de Bourg-Saint-Andéol, Chomérac, Rochemaure, Saint-Péray, Tournon-sur-Rhône, Vallon-Pont-d'Arc, Villeneuve-de-Berg, Viviers : zone de sismicité modérée ;
- les communes d'Alissas, Andance, Ardoix, Beauchastel, Beaulieu, Boffres, Bogy, Bozas, Champagne, Charnes-sur-Rhône, Charnas, Châteauneuf-de-Vernoux, Chauzon, Colombier-le-Cardinal, Colombier-le-Vieux, Coux, Le Crestet, Davézieux, Dunière-sur-Eyrieux, Félines, Flaviac, Freyssenet, Gilhac-et-Bruzac, Gilhoc-sur-Ormèze, Grospièrres, Labeaume, Limony, Lyas, Peaugres, Peyraud, Privas, Quintenas, Rompon, Saint-Alban-Auriolles, Saint-André-de-Cruzières, Saint-Barthélemy-Grozon, Saint-Cierge-la-Serre, Saint-Cyr, Saint-Désirat, Saint-Etienne-de-Valoux, Saint-Fortunat-sur-Eyrieux, Saint-Georges-les-Bains, Saint-Jeure-d'Ay, Saint-Julien-le-Roux, Saint-Laurent-du-Pape, Saint-Paul-le-Jeune, Saint-Priest, Saint-Romain-d'Ay, Saint-Sauveur-de-Cruzières, Saint-Victor, Saint-Vincent-de-Durfort, Serrières, Talencieux, Thorrenc, Vernosc-les-Annonay, Vernoux-en-Vivarais, Veyras, La Voulte-sur-Rhône : zone de sismicité modérée.

Ardennes : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

- les cantons de Charleville-Centre, Charleville-La Houillère, Fumay, Givet, Monthermé, Nouzonville, Renwez, Revin, Rocroi, Signy-le-Petit, Villers-Semeuse : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Antheny, Aouste, Belval, Bosseval-et-Briancourt, Bossus-les-Rumigny, Cernion, Champlin, La Chapelle, Charleville-Mézières, Donchery, L'Echelle, Estrebay, Flaigues-Havys, Flaigneux, Floing, Francheval, Girondelle, Givonne, Glaire, Hannappes, Iilly, Marby, Prez, Prix-les-Mézières, Rouvrois-sur-Audry, Rumigny, Saint-Menges, Sury, Villers-Cernay, Vigne-aux-Bois, Warcq : zone de sismicité faible.

Ariège : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

- les communes d'Antras, Aston, Aulus-les-Bains, Auzat, Ax-les-Thermes, Bethmale, Bonac-Irazein, Les Bordes-sur-Lez, Couflens, Gestès, L'Hospitalet-Près-l'Andorre, Lercoul, Luzenac, Mérens-les-Vals, Orgeix, Orlu, Perles-et-Castelet, Saint-Lary, Savignac-les-Ormeaux, Seix, Senteln, Siguer, Ustou : zone de sismicité moyenne ;
- les cantons de Le Fossat, Pamiers-Est, Pamiers-Ouest, Saverdun : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Artix, La Bastide-de-Besplas, La Bastide-de-Bousignac, Belloc, Besset, Les Bordes-sur-Arize, Calzan, Camon, Campagne-sur-Arize, Castex, Cazals-des-Bayles, Coussa, Coutens, Daumazan-sur-Arize, Fabas, Fornex, Lagarde, Lapenne, Loubaut, Malegoude, Manses, Méras, Mèrigon, Mirepoix, Montégut-Plantaurel, Montfa, Moulin-Neuf, Rieucros, Rieux-de-Pelleport, Roumengoux, Sabarat, Saint-Bauzeil, Sainte-Croix-Volvestre, Sainte-Foi, Saint-Félix-de-Rieutord, Saint-Félix-de-Tournegat, Saint-Julien-de-Gras-Capou, Saint-Quentin-la-Tour, Teilhet, Thouars-sur-Arize, Tourtrol, Troye-d'Ariège, Vals, Varilhes, Verniolle, Vira, Viviers : zone de sismicité faible.

Aube : tout le département zone de sismicité très faible.

Aude : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons d'Alzonne, Carcassonne 2e canton-Nord, Carcassonne 2e canton Sud, Carcassonne 3e canton, Castelnaudary-Nord, Castelnaudary-Sud, Conques-sur-Orbiel, Mas-Cabardès, Saissac, Salles-sur-l'Hers : zone de sismicité très faible ;
- les communes d'Alairac, Arzens, Berriac, Bouilhonnac, Bram, Cabrespine, Carcassonne, Castans, Caunes-Minervois, Citou, Fanjeaux, Fonters-du-Razès, La Force, Laurac, Laure-Minervois, Lavalette, Lespinassière, Molandier, Montréal, Peyrefitte-sur-l'Hers, Peyriac-Minervois, Trausse, Villavary, Villedubert, Villeneuve-Minervois, Villesiclé : zone de sismicité très faible ;
- les cantons de Axat, Belcaire, Quillan : zone de sismicité modérée ;
- les communes d'Antugnac, Bugarach, Camps-sur-l'Agly, Cassaignes, Chalabre, Couiza, Coustaussa, Cubières-sur-Cinoble, Cucugnan, Duilhac-sous-Peyrepertuse, Festes-et-Saint-André, Fourtou, Montazels, Padern, Paziols, Puivert, Rennes-le-Château, Rennes-les-Bains, Rivel, Rouffiac-des-Corbières, Sainte-Colombe-sur-l'Hers, Saint-Jean-de-Paracol, La Serpent, Serres, Sougraigne, Soulatgé, Tuchan, Villefort : zone de sismicité modérée.

Aveyron : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons de Belmont-sur-Rance, Camarès, Capdenac-Gare, Cornus, Montbazens, Najac, Naucelle, Réquista, Rieupeyroux, Saint-Affrique, Saint-Rome-de-Tarn, Saint-Sernin-sur-Rance, La Salvétat-Peyralès, Villefranche-de-Rouergue, Villeneuve : zone de sismicité très faible ;
- les communes d'Aurance, Anglars-Saint-Félix, Aubin, Auriac-Lagast, Baraqueville, Boisse-Penchot, Boussac, Camboulazet, Cassagnes-Bégonhès, Castanet, Colombiès, La Couvertouade, Decazeville, Flagnac, Gramond, Livinhac-le-Haut, Pradinas, Rignac, Sainte-Juliette-sur-Viaur, Saint-Parthem, Saint-Salmich, Sauveterre-de-Rouergue, Viala-du-Tarn, Villefranche-de-Panat, Viviez : zone de sismicité très faible.

Bouches-du-Rhône : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

- les cantons de Lambesc, Péliissanne, Peyrolles-en-Provence, Salon-de-Provence : zone de sismicité moyenne ;
- les communes d'Aix-en-Provence, Alleins, Egulles, Eyguères, Lamanon, Mallemort, Saint-Marc-Jaumegarde, Sénas, Venelles, Vernègues : zone de sismicité moyenne ;
- les cantons de Allauch, Aubagne, La Ciotat, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Roquevaire : zone de sismicité faible ;
- les communes de Arles, Fuveau, Marseille, Mimet, Peynier, Puylobier, Rousset, Saintes-Maries-de-la-Mer, Trets : zone de sismicité faible.

Calvados : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons de Blangy-le-Château, Cambremer, Douvres-la-Délivrande, Dozulé, Honfleur, Lisieux 1er canton, Lisieux 2e canton, Lisieux 3e canton, Orbec, Pont-l'Evêque, Trouville-sur-Mer : zone de sismicité très faible ;

— les communes d'Amfreville, Auquainville, Les Authieux-Papion, Bavent, Bellou, Bénouville, Biéville-Quétiviéville, Bréville-Les-Monts, Cabourg, Castillon-en-Auge, Cheffreville-Tonnencourt, Cléville, Colleville-Montgomery, Coupesarte, Courseulles-sur-Mer, Crèvecœur-en-Auge, Escoville, Fervagues, Gonville-en-Auge, Grandchamp-le-Château, Hérouvillette, Janville, Lécaude, Livarot, Merville-Franceville-Plage, Méry-Corbon, Le Mesnil-Durand, Le Mesnil-Germain, Le Mesnil-Mauger, Montaille, Les Moutiers-Hubert, Notre-Dame-de-Courson, Notre-Dame-de-Livaye, Oulstreham, Périers-sur-le-Dan, Petiville, Ranville, Saint-Aubin-d'Arquenay, Sainte-Marguerite-des-Loges, Saint-Julien-le-Faucon, Saint-Laurent-du-Mont, Saint-Loup-de-Fribois, Saint-Martin-du-Mesnil-Oury, Saint-Michel-de-Livet, Saint-Ouen-du-Mesnil-Oger, Saint-Ouen-le-Houx, Saint-Pierre-du-Jonquet, Sallenelles, Sannerville, Touffréville, Troarn, Varaville, Vieux-Pont-en-Auge : zone de sismicité très faible.

Cantal : tout le département zone de sismicité faible, sauf :
— les cantons de Jussac, Laroquebrou, Maurs, Pleaux : zone de sismicité très faible ;
— les communes d'Arches, Bassignac, Besse, Cayrols, Chalvignac, Champagnac, Drugeac, Freix-Anglards, Jaleyrac, Marcolès, Mauriac, Méallet, Omps, Parlan, Pers, Le Rouget, Roumégoux, Saint-Cernin, Saint-Chamant, Saint-Cirgues-de-Malbert, Saint-Illide, Saint-Mamet-la-Salvetat, Saint-Martin-Valmeroux, Saint-Paul-des-Landes, Saint-Pierre, Saint-Saur, Salins, Sansac-de-Marmiesse, La Ségaliassière, Sourniac, Veyrières, Le Vigeon, Vitrac, Ytrac : zone de sismicité très faible.

Charente : tout le département zone de sismicité faible, sauf :
— les cantons d'Aigre, Cognac-Nord, Gond-Pontouvre, Hiersac, Jarnac, Mansle, Rouillac, Saint-Amant-de-Boixe, Villefagnan : zone de sismicité modérée ;
— les communes des Adjots, Agris, Angeac-Charente, Barro, Beaulieu-sur-Sonnette, Bioussac, Bourg-Charente, Brie, Chassieq, Châteaubernard, Cognac, Condac, Cougens, Couture, Fléac, Gensac-la-Pallue, Gondeville, Graves-Saint-Amant, Jauldes, Javrezac, Louzac-Saint-André, Mainxe, Merpins, Mesnac, Mosnac, Nanteuil-en-Vallée, Les Pins, Poursac, La Rochette, Ruelle-sur-Touvre, Ruffec, Saint-Georges, Saint-Gourson, Saint-Laurent-de-Cognac, Saint-Mary, Saint-Même-les-Carrières, Saint-Simeux, Saint-Simon, Saint-Sulpice-de-Ruffec, Segonzac, Taizé-Aizie, Verteuil-sur-Charente, Vibrac, Villegats : zone de sismicité modérée.

Charente-Maritime : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :
— les cantons d'Archiac, Cozes, Gémovac, Jonzac, Mirambeau, Montendre, Montguyon, Montlieu-la-Garde, Pons, Royan-Est, Royan-Ouest, Saint-Genis-de-Saintonge, Saujon : zone de sismicité faible ;
— les communes de Chermignac, Colombiers, Courcoury, Les Essards, Les Gonds, La Jard, Nieul-les-Saintes, Pessines, Pont-l'Abbé-d'Arnoult, Préguiillac, Sainte-Gemme, Sainte-Radegonde, Saintes, Saint-Georges-des-Coteaux, Saint-Porchaire, Saint-Sulpice-d'Arnoult, Soullignonne, Thénac, Varzay : zone de sismicité faible.

Cher : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :
— les cantons des Aix-d'Angillon, Baugy, Bourges 1er canton, Bourges 2e canton, Bourges 3e canton, Bourges 4e canton, Bourges 5e canton, Charenton-du-Cher, Chârost, Châteaumeillant, Châteauneuf-sur-Cher, Le Châtelet, Dun-sur-Auron, Graçay, Henrichemont, Levet, Lignières, Lury-sur-Arnon, Mehun-sur-Yèvre, Nérondes, Saint-Amand-Montrond, Saint-Doulchard, Saint-Martin-d'Auxigny, Sancoins, Saulzais-le-Potier, Vierzon 1er canton : zone de sismicité faible ;
— les communes d'Apremont-sur-Allier, Bué, La Chapelle-Hugon, Charentonnay, Chaumoux-Marcilly, Le Chautay, Couy, Crézancy-en-Sancerre, Cuffy, Etréchy, Feux, Gardefort, Garigny, Germigny-l'Exempt, Groises, La Guerche-sur-l'Aubois, Jalognes, Lugny-Champagne, Massay, Menetou-Râtel, Méry-ès-Bois, Méry-sur-Cher, Le Noyer, Précy, Saint-Hilaire-de-Court, Saint-Laurent, Sancergues, Sens-Beaujeu, Sévry, Thénieux, Torteron, Veaugues, Vierzon, Vignoux-sur-Barangeon, Vinon, Vouzeron : zone de sismicité faible.

Corrèze : tout le département zone de sismicité très faible.

Côte-d'Or : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :
— les cantons d'Auxonne, Beaune-Nord, Beaune-Sud, Genlis, Nolay, Nuits-Saint-Georges, Pontailler-sur-Saône, Saint-Jean-de-Lozne, Seurre : zone de sismicité faible ;
— les communes d'Antigny-la-Ville, Arc-sur-Tille, Aubaine, Barges, Beaumont-sur-Vingeanne, Belleneuve, Bessey-en-Chaume, Bessey-la-Cour, Bézouotte, Blagny-sur-Vingeanne, Bligny-sur-Ouche, Bressay-sur-Tille, Broindon, Chamboile-Musigny, Champagne-sur-Vingeanne, Champignolles, Charmes, Cheuge, Chevannes, Collonges-les-Bévy, Corcelles-les-Cîteaux, Crimolois, Cuiserey, Curtil-Vergy, Cussy-la-Colonne, Ecuitigny, Epernay-sous-Gevrey, Fénay, Jancigny, Lacanche, Lacey-sur-Vingeanne, Lusigny-sur-Ouche, Maligny, Messanges, Mirebeau-sur-Bèze, Montceau-et-Echarnant, Montigny-Mornay-Villeneuve-sur-Vingeanne, Morey-Saint-Denis, Neuilly-les-Dijon, Noiron-sous-Gevrey, Oisilly, Pouilly-sur-Vingeanne, Remilly-sur-Tille, Renève, Saint-Philibert, Saint-Pierre-en-Vaux, Saint-Seine-sur-Vingeanne, Saulon-la-Chapelle, Saulon-la-Rue, Saussey, Savolles, Savouges, Segrois, Tanay, Thomirey, Trochères, Vic-des-Prés, Viévry : zone de sismicité faible.

Côtes-d'Armor : tout le département zone de sismicité faible.

Creuse : tout le département zone de sismicité faible, sauf :
— les communes de Beissat, Clairavaux, La Courtine, Faux-la-Montagne, Féniers, Gentioux-Pigerolles, Gioux, Le Mas-d'Artige, Saint-Martial-le-Vieux, Saint-Oradoux-de-Chirouze, La Villedieu : zone de sismicité très faible.

Dordogne : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :
— les cantons de Bussière-Badil, Mareuil, Nontron, Saint-Pardoux-la-Rivière, Verteillac : zone de sismicité faible ;
— les communes d'Allemans, Bourg-du-Bost, Cantillac, Celles, Chaleix, Champagnac-de-Belair, Chapdeuil, La Chapelle-Montmoreau, Chassaignes, Chenaud, Comberanche-et-Epeluche, La Coquille, Creyssac, Festalemps, La Gonerie-Boulouneix, Grand-Brassac, Parcoult, Paussac-et-Saint-Vivien, Petit-Bersac, Ponteyraud, Puymangou, Quinsac, Ribérac, La Roche-Chalais, Saint-Antoine-Cumond, Saint-Aulaye, Saint-Jory-de-Chalais, Saint-Julien-de-Bourdeilles, Saint-Just, Saint-Martin-de-Fressengeas, Saint-Pancrace, Saint-Paul-la-Roche, Saint-Pierre-de-Frugie, Saint-Priest-les-Fougères, Saint-Privat-des-Prés, Saint-Vincent-Jalmoutiers, Villars, Villetourel : zone de sismicité faible.

Doubs : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :
— les communes d'Abbévillers, Badevel, Dampierre-les-Bois : zone de sismicité moyenne ;
— le canton d'Audeux : zone de sismicité faible ;
— les communes de Bonnay, Châtillon-le-Duc, Chevroz, Cussey-sur-l'Ognon, Devecey, Geneuille, Grandfontaine, Routelle, Saint-Vit, Tallenay, Velesmes-Essarts : zone de sismicité faible.

Drôme : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

- les cantons de La Chapelle-en-Vercors, Saint-Jean-en-Royans : zone de sismicité moyenne ;
- les communes de Barbières, La Baume-d'Hostun, Beauregard-Baret, Bésayes, Le Chaffal, Charpey, Châteaudouble, Combovin, Hostun, Jaillans, Omblèze, Peyrus, Plan-de-Baix, Rochefort-Samson, Saint-Andéol, Saint-Julien-en-Quint, Saint-Vincent-la-Commanderie : zone de sismicité moyenne ;
- le canton de Rémuzat : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Arpavon, Aulan, Ballons, La Bâtie-des-Fonds, Beaumont-en-Diois, Beaurières, Bellecombe-Tarendol, Bellegarde-en-Diois, Bésignan, Boulc, Charens, Estabiet, Eygalayes, Izon-la-Bruisse, Jonchères, Laborel, Lachau, Lesches-en-Diois, Luc-en-Diois, Mévouillon, Miscon, Montauban-sur-l'Ouvèze, Montguers, Montlaur-en-Diois, La Motte-Chalancon, Le Poët-en-Percip, Poyols, Les Prés, Rioms, La Roche-sur-le-Buis, La Rochette-du-Buis, Rottier, Saint-Auban-sur-l'Ouvèze, Saint-Dizier-en-Diois, Sainte-Euphémie-sur-Ouvèze, Sainte-Jalle, Saint-Sauveur-Gouvernet, Séderon, Valdrôme, Val-Maravel, Vercoiran, Vers-sur-Méouge, Villebois-les-Pins, Villefranche-le-Château : zone de sismicité faible.
- Eure : tout le département zone de sismicité très faible.
- Eure-et-Loir : tout le département zone de sismicité très faible.
- Finistère : tout le département zone de sismicité faible.
- Corse-du-Sud : tout le département zone de sismicité très faible.
- Haute-Corse : tout le département zone de sismicité très faible.
- Gard : tout le département zone de sismicité faible, sauf :
 - le canton d'Aigues-Mortes : zone de sismicité très faible ;
 - les communes d'Airargues, Le Callar, Saint-Gilles, Vauvert : zone de sismicité très faible ;
 - les cantons d'Aramon, Bagnols-sur-Cèze, Barjac, Lussan, Pont-Saint-Esprit, Remoulins, Roquemaure, Uzès, Villeneuve-lès-Avignon : zone de sismicité modérée ;
 - les communes de Allègre-les-Fumades, Baron, Beaucaire, Bezouce, Bouquet, Brouzet-les-Alès, Cabrières, Courry, Jonquières-Saint-Vincent, Lédénon, Les Mages, Meyrannes, Molières-sur-Cèze, Navacelles, Potelières, Poulix, Redessan, Rousson, Saint-Ambroix, Saint-Brès, Saint-Denis, Saint-Gervasy, Saint-Julien-de-Cassagnas, Saint-Just-et-Vacquières, Saint-Victor-de-Malcap, Seynes, Vallabrègues : zone de sismicité modérée.
- Haute-Garonne : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :
 - les cantons de Bagnères-de-Luchon, Saint-Béat : zone de sismicité moyenne ;
 - les communes d'Antichan-de-Fontignes, Arguenos, Bagiry, Frontignan-de-Comminges, Moncaup, Ore, Saint-Bertrand-de-Comminges, Sengouagnet : zone de sismicité moyenne ;
 - les cantons de Montréjeau, Saint-Gaudens : zone de sismicité modérée ;
 - les communes d'Arbas, Arbon, Ardiège, Arnaud-Guilhem, Aspet, Aulon, Barbazan, Beauchalot, Belbèze-en-Comminges, Blajan, Cabanac-Cazaux, Cardeilhac, Cassagne, Castagnède, Castelbiague, Castillon-de-Saint-Martory, Cazaunous, Charlas, Chein-Dessus, Cier-de-Rivière, Couret, Encausse-les-Thermes, Escoulis, Estadens, Figarol, Fougaron, Franczal, Galié, Ganties, Génos, Gensac-de-Boulogne, Gourdan-Polignan, Herran, His, Huos, Izaut-de-l'Hôtel, Juzet-d'Izaut, Labroquère, Larroque, Latoue, Lespugue, Lestelle-de-Saint-Martory, Lourde, Luscan, Malvezie, Mane, Marsoulas, Martres-de-Rivière, Mazères-sur-Salat, Milhas, Montastruc-de-Salies, Mont-de-Galié, Montespau, Montgaillard-de-Salies, Montmaurin, Montsaunès, Nizan-Gesse, Payssous, Pointis-de-Rivière, Portet-d'Aspet, Proupiary, Razecueillé, Rouède, Saint-Lary-Boujean, Saint-Loup-en-Comminges, Saint-Martory, Saint-Médard, Saint-Pé-d'Ardet, Saleich, Salies-du-Salat, Saman, Sarrecave, Sarremezan, Sauveterre-de-Comminges, Seilhan, Sepx, Soueich, Touille, Urau, Valcabrière : zone de sismicité modérée ;
 - les cantons de Cazères, Le Fousseret, L'Isle-en-Dodon, Montesquieu-Volvestre, Rieux : zone de sismicité faible ;
 - les communes d'Alan, Aurignac, Ausseing, Auzas, Bachas, Benque, Bois-de-la-Pierre, Boulogne-sur-Gesse, Boussan, Bouzin, Capens, Carbonne, Cassagnabère-Tournas, Castéra-Vignoles, Cazeneuve-Montaut, Ciadoux, Eoux, Escanecrabe, Esparron, Esperce, Le Fréchet, Gaillac-Toulza, Labastide-Clermont, Laffite-Toupière, Lautignac, Lunax, Mancieux, Marillac, Marquefave, Mondilhan, Monès, Montastruc-Savès, Montgaillard-sur-Save, Montgazin, Montoulieu-Saint-Bernard, Nénigan, Pégulhan, Peyrissas, Peyrouzet, Peyssies, Le Pin-Murelet, Roquefort-sur-Garonne, Saint-André, Saint-Elix-Séglan, Saint-Ferréol, Saint-Pé-Delbosc, Saint-Sulpice-sur-Lèze, Sajas, Samouillan, Savères, Terrebasse : zone de sismicité faible.
- Gers : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :
 - les communes de Barcugnan, Beccas, Betplan, Blousson-Sérian, Castex, Cazaux-Villecomtal, Cuélas, Duffort, Estampes, Haget, Lagulan-Mazous, Malabat, Manas-Bastanous, Miélan, Montégut-Arros, Sarraguzan, Sembouès, Troncens, Villecomtal-sur-Arros : zone de sismicité modérée ;
 - les cantons de Mirande, Montesquiou, Plaisance, Riscle : zone de sismicité faible ;
 - les communes d'Aignan, Arblade-le-Haut, Armentieux, Arrouède, Aujan-Mournède, Aussos, Aux-Aussat, Barran, Bellegarde, Bécave-Aguin, Bétous, Bézues-Bajon, Boucagnères, Bouzon-Gellenave, Cabas-Loumassès, Cadeillan, Callian, Castelnavet, Cazaux-d'Anglès, Chélan, Durban, Esclassan-Labastide, Espaon, Faget-Abbatial, Fustérouau, Garravet, Gaujac, Gaujan, Le Houga, Juillac, Labarthe, Ladevèze-Rivière, Ladevèze-Ville, Lalanne-Arqué, Lamaguère, Lanne-Soubiran, Lasseube-Propre, Laveraët, Laymont, Loubédac, Lourties-Monbrun, Loussous-Débat, Lupiac, Luppé-Violles, Magnan, Manent-Montané, Marciac, Margouët-Meymes, Masseube, Meilhan, Mirannes, Monbardon, Moncorneil-Grazan, Monferran-Plavès, Monlaur-Bernet, Monlezun, Monpardi, Montadet, Montaut, Mont-d'Astarac, Monte-de-Marrast, Montégut-Savès, Monties, Montpézat, Mormès, Nogaro, Orbessan, Ornézan, Pallanne, Panassac, Pellefigue, Perchède, Ponsan-Soubiran, Pouydraguin, Pouy-Loubrin, Puyausic, Ricourt, Sabaillan, Sabazan, Sadeillan, Saint-Arailles, Saint-Arroman, Saint-Blancard, Sainte-Aurence-Cazaux, Sainte-Dode, Saint-Elix, Saint-Griède, Saint-Jean-le-Comtal, Saint-Justin, Saint-Lizier-du-Paté, Saint-Martin-d'Armagnac, Saint-Pierre-d'Aubézies, Samaran, Sansan, Sarcos, Sarragachies, Sauveterre, Scieurac-et-Flourès, Seissan, Sémézies-Cachan, Sère, Simorre, Sion, Sorbets, Tachaires, Termes-d'Armagnac, Tillac, Tourdun, Tournan, Traversères, Tudelle, Urgosse, Villefranche : zone de sismicité faible.
- Gironde : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :
 - les cantons de Bègles, Blanquefort, Blaye, Bordeaux 1er canton, Bordeaux 2e canton, Bordeaux 3e canton, Bordeaux 4e canton, Bordeaux 5e canton, Bordeaux 6e canton, Bordeaux 7e canton, Bordeaux 8e canton, Bourg, Le Bouscat, Carbon-Blanc, Cenon, Créon, Floirac, Fronsac, Guîtres, Libourne, Lormont, Mérignac 1er canton, Pessac 1er canton, Pessac 2e canton, Saint-André-de-Cubzac, Saint-Ciers-sur-Gironde, Saint-Savin,

Talence, Villenave-d'Ornon : zone de sismicité faible ;

- les communes d'Abzac, Les Artigues-de-Lussac, Ayguemorte-les-Graves, Baron, Beautiran, Branne, Cadaujac, Camiac-et-Saint-Denis, Camps-sur-l'Isle, Canéjan, Capian, Chamadelle, Coutras, Dagnac, Dardenac, Les Eglisottes-et-Chalaures, Espiet, Faleyras, Le Fleu, Génissac, Gradignan, Grézillac, Guillac, Le Haillan, Isle-Saint-Georges, Labarde, Langoiran, Léognan, Lugaigac, Lussac, Margaux, Martillac, Mérignac, Montagne, Moulon, Néac, Nérigeon, Les Peintures, Petit-Palais-et-Cornemps, Porchères, Saint-Christoly-Médoc, Saint-Christophe-de-Double, Saint-Germain-du-Puch, Saint-Médard-de-Guizières, Saint-Médard-d'Eyrans, Saint-Quentin-de-Baron, Saint-Sauveur-de-Puynormand, Soulac-sur-Mer, Le Taillan-Médoc, Talais, Targon, Tizac-de-Curton, Valeyrac, Le Verdon-sur-Mer : zone de sismicité faible.

Hérault : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons de Bédarieux, Lattes, Lunas, Olargues, Saint-Gervais-sur-Mare, Saint-Pons-de-Thomières, Salvat-sur-Agout (La) : zone de sismicité très faible ;
- les communes de Babeau-Bouldoux, Le Bosc, Cabrerolles, Candillargues, Cassagnoles, La Caunette, Caussiniojols, Le Caylar, Celles, Cessenon-sur-Orb, Le Cros, Félines-Minervois, Ferrals-les-Montagnes, Fos, Fozières, La Grande-Motte, Lansargues, Lauroux, La Livinière, Lodève, Marsillargues, Mauguio, Minerve, Olmet-et-Villecun, Pégaïrolles-de-l'Escalette, Pierrerue, Les Plans, Poujols, Prades-sur-Vernazobre, Le Puech, Les Rives, Roquessels, Saint-Chinian, Saint-Etienne-de-Gourgas, Saint-Félix-de-l'Héras, Saint-Jean-de-la-Blaquière, Saint-Michel, Saint-Nazaire-de-Ladarez, Saint-Nazaire-de-Pézan, Saint-Pierre-de-la-Fage, Saint-Privat, Siran, Soubès, Soumont, Usclas-du-Bosc : zone de sismicité très faible.

Ile-et-Vilaine : tout le département zone de sismicité faible.

Indre : tout le département zone de sismicité faible.

Indre-et-Loire : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons d'Amboise, Château-Renault, Neuvy-le-Roi, Vouvray : zone de sismicité très faible ;
- les communes de Beaumont-la-Ronce, Braye-sur-Maulne, Brèches, Cerelles, Charentilly, Château-la-Vallière, Couesmes, Mettray, Neuillé-Pont-Pierre, Rouziers-de-Touraine, Saint-Antoine-du-Rocher, Semblançay, Sonzay, Souvigné, Villiers-au-Bouin : zone de sismicité très faible ;
- les communes d'Abilly, Antogny-le-Tillac, Assay, Barrou, Braslou, Braye-sous-Faye, Champigny-sur-Veude, Chaveignes, Courcoué, Faye-la-Vineuse, Le Grand-Pressigny, La Guerche, Jaulnay, Luzé, Marçay, Marigny-Marmande, Pussigny, Razines, Richelieu : zone de sismicité modérée.

Isère : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

- les cantons d'Allevard, Domène, Echirolles-Est, Echirolles-Ouest, Eybens, Fontaine-Sassenage, Fontaine-Seyssinet, Goncelin, Grenoble 1er canton, Grenoble 2e canton, Grenoble 3e canton, Grenoble 4e canton, Grenoble 5e canton, Grenoble 6e canton, Meylan, Pont-en-Royans, Saint-Egrève, Saint-Ismier, Saint-Laurent-du-Pont, Saint-Martin-d'Hères-Nord, Saint-Martin-d'Hères-Sud, Le Touvet, Vif, Villard-de-Lans : zone de sismicité moyenne ;
- les communes de L'Albenc, Beaulieu, Brié-et-Angonnes, La Buisse, Champagnier, Champ-sur-Drac, Chamrousse, Chantesse, Château-Bernard, Cognin-les-Gorges, Coublevie, Jarrie, Mallevall, Merlas, Miribel-Lanchâtre, Moirans, Montaud, Montchaboud, Monteynard, Notre-Dame-de-Commiers, Notre-Dame-de-l'Osier, Notre-Dame-de-Mésage, Poliénas, Pommiers-la-Placette, Le Pont-de-Beauvoisin, La Rivière, Romagnieu, Rovon, Saint-Albin-de-Vaulserre, Saint-Andéol, Saint-Aupre, Saint-Bueil, Saint-Etienne-de-Crossey, Saint-Geoire-en-Valdaine, Saint-Georges-de-Commiers, Saint-Gervais, Saint-Hilaire-du-Rosier, Saint-Jean-d'Avelanne, Saint-Jean-de-Moirans, Saint-Julien-de-Raz, Saint-Marcellin, Saint-Martin-de-la-Cluze, Saint-Martin-de-Vaulserre, Saint-Nicolas-de-Macherin, Saint-Pierre-de-Mésage, Saint-Quentin-sur-Isère, Saint-Sauveur, Saint-Vérand, Séchillienne, La Sône, Têche, Tullins, Vaulnaveys-le-Bas, Vaulnaveys-le-Haut, Velanne, Vinay, Vizille, Voiron, Voissant, Voreppe, Vourey : zone de sismicité moyenne.

Jura : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

- les cantons de Chemin, Dole-Nord-Est, Dole-Sud-Ouest, Gendrey, Montmirey-le-Château, Rochefort-sur-Nenon : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Asnans-Beauvoisin, Augerans, Balaiseaux, Bans, La Barre, Belmont, La Bretenière, Chaînée-des-Coupis, Chapelle-Voland, La Chassagne, Chaussin, Chêne-Bernard, Chêne-Sec, Dampierre, Le Deschaux, Les Deux-Fays, Les Essards-Taignevaux, Etrepigny, Evans, Fraisans, Gatey, Les Hays, La Loye, Montepain, Neublans-Abergement, Orchamps, Our, Pleure, Plumont, Rahon, Ranchot, Rans, Rye, Saint-Baraing, Salans, Séligney, Sergenaux, Sergenon, Souvans, Tassenières, La Vieille-Loye, Villers-Robert : zone de sismicité faible.

Landes : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

- les cantons d'Amou, Peyrehorade, Pouillon, Saint-Martin-de-Seignanx : zone de sismicité modérée ;
- les communes d'Arboucave, Bénèsse-les-Dax, Bénèsse-Mareme, Castelner, Cazalis, Clèdes, Clermont, Hagetmau, Heugas, Josse, Labastide-Chalosse, Labenne, Lacajunte, Lacrabe, Lauret, Mant, Miramont-Sensacq, Momuy, Monget, Monségur, Morganx, Orx, Ozourt, Peyre, Philondenx, Pimbo, Poudenx, Puyol-Cazalet, Saint-Cricq-Chalosse, Sainte-Marie-de-Gosse, Saint-Jean-de-Marsacq, Saint-Martin-de-Hinx, Saint-Vincent-de-Tyrosse, Samadet, Saubrigues, Siest : zone de sismicité modérée ;
- les cantons d'Aire-sur-l'Adour, Dax-Nord, Grenade-sur-l'Adour, Mugron, Saint-Sever : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Angresse, Aubagnan, Audon, Azur, Bats, Bégaar, Benquet, Bretagne-de-Marsan, Campagne, Candresse, Capbreton, Carcarès-Sainte-Croix, Carcen-Ponson, Cassen, Castelnau-Tursan, Dax, Gamarde-les-Bains, Garrey, Geaune, Gibret, Goos, Gousse, Gouts, Haut-Mauco, Hinx, Hontanx, Horsarrieu, Lalluque, Lamothe, Léon, Lesgor, Le Leuy, Louer, Lourquen, Magescq, Mauries, Messanges, Montfort-en-Chalosse, Narrosse, Nousse, Oeyreluy, Onard, Payros-Cazautets, Pécorade, Pontonx-sur-l'Adour, Poyanne, Poyartin, Préchacq-les-Bains, Sainte-Colombe, Saint-Gein, Saint-Geours-d'Auribat, Saint-Geours-de-Mareme, Saint-Jean-de-Lier, Saint-Pandelon, Saubion, Sagnac-et-Cambran, Seignosse, Serres-Gaons, Serreslous-et-Arribans, Seyresse, Soorts-Hossegor, Sorbets, Sort-en-Chalosse, Souprosse, Soustons, Tartas, Tercis-les-Bains, Tosse, Urgons, Vicq-d'Auribat, Vieux-Boucau-les-Bains, Yzosse : zone de sismicité faible.

Loir-et-Cher : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

- les communes d'Angé, La Chapelle-Montmartin, Châteauneuf, Châtillon-sur-Cher, Couffy, Faverolles-sur-Cher, Maray, Mareuil-sur-Cher, Meusnes, Noyers-sur-Cher, Pouillé, Saint-Aignan, Saint-Georges-sur-Cher, Saint-Julien-de-Chédon, Saint-Julien-sur-Cher, Saint-Loup, Saint-Romain-sur-Cher, Seigy, Selles-sur-Cher,

Thésée : zone de sismicité faible.

Loire : tout le département faible, sauf :

- les communes de Bessey, La Chapelle-Villars, Chavanay, Chuyer, Lupé, Maclas, Mallevall, Saint-Michel-sur-Rhône, Saint-Pierre-de-Bœuf, Vêrin : zone de sismicité modérée.

Haute-Loire : tout le département zone de sismicité faible, sauf

- les communes d'Auzon, Azérat, Bournoncle-Saint-Pierre, Chambezou, Chassignolles, Cohade, Frugerès-les-Mines, Lempdes-sur-Allagnon, Léotoing, Lorlanges, Sainte-Florine, Saint-Géron, Saint-Hilaire, Torsiac, Vergongheon, Vézézoux : zone de sismicité modérée.

Loire-Atlantique : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

- les cantons de Châteaubriant, Derval, Guémené-Penfao, Moisdon-la-Rivière, Nozay, Riaillé, Rougé, Saint-Julien-de-Vouvantes, Saint-Mars-la-Jaille, Saint-Nicolas-de-Redon, Varades : zone de sismicité faible ;
- les communes de Ancenis, Anetz, Blain, Le Gâvre, Guenrouet, Mésanger, Mouzeil, Nort-sur-Erdre, Pouillé-les-Côteaux, Quilly, La Roche-Blanche, Saint-Géréon, Saint-Gildas-des-Bois, Saint-Herblon, Sévérac, Les Touches : zone de sismicité faible.

Loiret : tout le département zone de sismicité très faible.

Lot : tout le département zone de sismicité très faible.

Lot-et-Garonne : tout le département zone de sismicité très faible.

Lozère : tout le département zone de sismicité faible.

Maine-et-Loire : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

- les cantons de Beaupréau, Champocéaux, Chemillé, Cholet 1er canton, Cholet 2e canton, Cholet 3e canton, Montfaucon-Montigné, Montrevault, Vihiers : zone de sismicité modérée ;
- les communes d'Antoigné, Beausse, Botz-en-Mauges, Bourgneuf-en-Mauges, Brigné, Brossay, Champ-sur-Layon, Chanzeaux, La Chapelle-Saint-Florent, Cizay-la-Madeleine, Concousson-sur-Layon, Doué-la-Fontaine, Epieds, Faveraye-Mâchelles, Louresse-Rochemenier, Martigné-Briand, Montreuil-Bellay, Le Puy-Notre-Dame, Rablay-sur-Layon, Saint-Florent-le-Vieil, Saint-Georges-sur-Layon, Saint-Laurent-de-la-Plaine, Saint-Laurent-du-Mottay, Saint-Macaire-du-Bois, Thouarcé, Valanjou, Vaudelnay, Les Verchers-sur-Layon : zone de sismicité modérée.

Manche : tout le département zone de sismicité faible.

Marne : tout le département zone de sismicité très faible.

Haute-Marne : tout le département zone de sismicité très faible sauf :

- le canton de Laferté-sur-Amance : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Algremont, Arbigny-sous-Varennes, Belmont, Bourbonne-les-Bains, Champigny-sous-Varennes, Coiffy-le-Bas, Coiffy-le-Haut, Damrémont, Enfonvelle, Farincourt, Fayl-Billot, Fresnes-sur-Apance, Genevrières, Gilley, Laneuville, Melay, Montcharvot, Poinson-lès-Fayl, Pressigny, Rougeux, Saulles, Savigny, Serqueux, Tornay, Valleroy, Vaucourt : zone de sismicité faible.

Mayenne : tout le département zone de sismicité faible.

Meurthe-et-Moselle : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

- les communes de Bionville, Raon-lès-Leau : zone de sismicité modérée ;
- le canton de Cirey-sur-Vezouze : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Ancerville, Angomont, Azeraillies, Baccarat, Badonviller, Barbas, Bertrichamps, Blâmont, Bréménil, Brouville, Deneuvre, Domèvre-sur-Vezouze, Essey-la-Côte, Fenneville, Fontenoy-la-Joûte, Frémontville, Gélaucourt, Giriviller, Glonville, Gogney, Hablainville, Halloville, Harbouey, Herbéviller, Lachapelle, Magnières, Mattexey, Merviller, Mignéville, Montigny, Montreux, Neufmaisons, Neuville-lès-Badonviller, Nonhigny, Pettonville, Pexonne, Pierre-Percée, Réclonville, Reherrey, Repaix, Saint-Boingt, Sainte-Pôle, Saint-Maurice-aux-Forges, Saint-Rémy-aux-Bois, Thiaville-sur-Meurthe, Vacqueville, Vallois, Vaxainville, Veney, Vennezey, Verdental : zone de sismicité faible.

Meuse : tout le département zone de sismicité très faible.

Morbihan : tout le département zone de sismicité faible.

Moselle : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

- les communes d'Abreschviller, Arzviller, Baerenthal, Berling, Bitche, Bourscheid, Brouviller, Dabo, Danne-et-Quatre-Vents, Dannelbourg, Eguelschardt, Garrebourg, Guntzviller, Hangviller, Harreberg, Haselbourg, Henridorff, Hérange, Hommert, Hultehouse, Lutzelbourg, Mittelbronn, Mouterhouse, Phalsbourg, Philippsbourg, Plaine-de-Walsch, Roppeville, Saint-Jean-Kourtzerode, Saint-Louis, Saint-Quirin, Sturzelbronn, Troisfontaines, Turquestein-Blancrupt, Vescheim, Vilsberg, Walscheid, Waltembourg, Wintersbourg, Zilling : zone de sismicité modérée ;
- les cantons de Rohrbach-lès-Bitche, Volmunster : zone de sismicité faible ;
- les communes d'Aspach, Barchain, Bébing, Berthelming, Bettborn, Bickenholtz, Bliesbruck, Brouderdorff, Buhl-Lorraine, Diane-Capelle, Dolving, Fénétrange, Fleisheim, Foulcrey, Fraquelfing, Goetzenbruck, Gondrexange, Gosselming, Hanviller, Hartzviller, Haspelschiedt, Hattigny, Haut-Clocher, Helling-lès-Fénétrange, Héming, Hermelange, Hertzling, Hesse, Hilbesheim, Hommaring, Ibigny, Imling, Kerprich-aux-Bois, Lafrimbolle, Landange, Laneuville-lès-Lorquin, Langatte, Lemberg, Liederschiedt, Lixheim, Lorquin, Meisenthal, Métauries-Saint-Quirin, Metting, Neufmoulins, Niderhoff, Niderviller, Niederstintzel, Nitting, Oberstintzel, Postroff, Réding, Reyersviller, Richeval, Romelfing, Saint-Georges, Saint-Jean-de-Bassel, Saint-Louis-lès-Bitche, Sarrailltroff, Sarrebourg, Schaibach, Schneckenbusch, Schorbach, Vasperviller, Veckersviller, Vieux-Lixheim, Voyer, Wiesviller, Wittring, Woelfling-lès-Sarreguemines, Xouaxange : zone de sismicité faible.

Nièvre : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :

- les communes d'Azy-le-Vif, Chantenay-Saint-Imbert, Dornes, Fleury-sur-Loire, Gimouille, Langeron, Livry, Lucenay-lès-Aix, Luzu, Magny-Cours, Mars-sur-Allier, Neuville-lès-Decize, Saincaize-Meauce, Saint-Parize-en-Viry, Saint-Parize-le-Châtel, Saint-Pierre-le-Moûtier, Saint-Seine, Tazilly, Ternant, Toury-Lurcy, Toury-sur-Jour, Tresnay : zone de sismicité faible.

Nord : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

- les cantons d'Armentières, Bailleul-Nord-Est, Bailleul-Sud-Ouest, Bassée (La), Bergues, Bourbourg, Cassel, Coudekerque-Branche, Cysoing, Douai-Nord, Douai-Nord-Est, Douai-Sud-Ouest, Dunkerque-Est, Dunkerque-Ouest, Grande-Synthe, Gravelines, Haubourdin, Hazebrouck-Nord, Hazebrouck-Sud, Hondschote, Lannoy, Lille-Centre, Lille-Est, Lille-Nord, Lille-Nord-Est, Lille-Ouest, Lille-Sud, Lille-Sud-Est, Lille-Sud-Ouest, Lomme, Marcq-

en-Barœul, Merville, Orchies, Pont-à-Marcq, Quesnoy-sur-Deûle, Roubaix-Centre, Roubaix-Est, Roubaix-Nord, Roubaix-Ouest, Seclin-Nord, Seclin-Sud, Steenvoorde, Tourcoing-Nord, Tourcoing-Nord-Est, Tourcoing-Sud, Villeneuve-d'Ascq-Nord, Villeneuve-d'Ascq-Sud, Wormhout : zone de sismicité faible ;

— les communes d'Anneux, Anor, Arleux, Baives, Banteux, Bantouzelle, Boursies, Bouvignies, Brillon, Brunémont, Bugnicourt, Busigny, Cantin, Clary, Dechy, Dehéries, Doignies, Douai, Ecaillon, Elincourt, Erchin, Estrées, Etroeungt, Férin, Féron, Flesquières, Flines-lès-Mortagne, Floyon, Fourmies, Glageon, Goeulzin, Gonneliu, Gouzeaucourt, Guesnain, Hamel, Honnechy, Honnecourt-sur-Escaut, Larouillies, Lecelles, Lécuse, Lewarde, Loffre, Malincourt, Marchiennes, Maretz, Masny, Maulde, Mazinghien, Moeuvres, Montigny-en-Ostrevent, Mortagne-du-Nord, Moustier-en-Fagne, Ohain, Pecquencourt, Rainsars, Rejet-de-Beaulieu, Ribécourt-la-Tour, Rieulay, Roucourt, Les Rues-des-Vignes, Rumegies, Sains-du-Nord, Saint-Souplet, Sars-et-Rosières, Thun-Saint-Amand, Tilloy-lez-Marchiennes, Trélon, Villers-au-Tertre, Villers-Guislain, Villers-Outréaux, Villers-Plouich, Vred, Wallers-Trélon, Wignehies : zone de sismicité faible.

Oise : tout le département zone de sismicité très faible.

Orne : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

— les cantons d'Aigle-Est (L'), Aigle-Ouest (L'), Longny-au-Perche, Nocé, Rémalard, Theil (Le), Tourouvre : zone de sismicité très faible ;

— les communes d'Anceins, Appenai-sous-Bellême, Les Aspres, Auguaise, Avernès-Saint-Gourgon, Bellême, Bocquencé, Bonnefoi, Bonsmoulins, Le Bosc-Renoult, Brethel, Canapville, La Chapelle-Montligeon, La Chapelle-Souëf, La Chapelle-Viel, Corbon, Courgeon, Couvains, Dame-Marie, Feings, La Ferrière-au-Doyen, La Ferté-Frènel, Gauville, Les Genettes, Glos-la-Ferrière, La Gonfrrière, Heugon, Igé, Mauves-sur-Huisne, Le Ménil-Bérard, Monnai, Pouvrail, Saint-Aquilin-de-Corbion, Saint-Aubin-de-Bonneval, Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois, Saint-Germain-d'Aunay, Saint-Hilaire-sur-Risle, Saint-Mard-de-Réno, Saint-Nicolas-de-Sommaire, Saint-Ouen-de-la-Cour, Le Sap, Séigny, Soligny-la-Trappe, Villers-en-Ouche, Villiers-sous-Mortagne : zone de sismicité très faible.

Pas-de-Calais : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

— les cantons d'Auxi-le-Château, Berck, Hesdin, Montreuil, Pas-en-Artois : zone de sismicité très faible ;

— les communes d'Ablainzeville, Achiet-le-Petit, Aix-en-Issart, Alette, Attin, Auchy-lès-Hesdin, Bailleulmont, Bailleulval, Barly, Bavincourt, Beaudricourt, Beaufort-Blavincourt, Beaurainville, Beauvois, Berlencourt-le-Cauroy, Berles-au-Bois, Beutin, Blangerval-Blangermont, Boisjean, Bréxent-Enocq, Brimeux, Bucquoy, Buire-le-Sec, Buneville, Camiers, Campagne-lès-Hesdin, Canettemont, La Cauchie, Coullemont, Couturelle, Croisette, Dannes, Denier, Douchy-lès-Ayette, Douriez, Ecoivres, Estrée, Estréelles, Estrée-Wamin, Etaples, Filièvres, Flers, Framécourt, Frencq, Fresnoy, Fressin, Galamez, Gouy-en-Artois, Gouy-Saint-André, Grand-Rullecourt, Gréville, Grigny, Guinecourt, Hauteclouque, Héricourt, La Herlière, Herlincourt, Herlin-le-Sec, Hesmond, Houvin-Houvigneul, Humières, Incourt, Inxent, Ivergny, Lebiez, Lefaux, Lespinoy, Liencourt, Ligny-Thilloy, Linzeux, Loison-sur-Créquoise, Longvilliers, Magnicourt-sur-Canche, Maintenay, Marant, Marenla, Maresquel-Equemicourt, Maresville, Marles-sur-Canche, Martinpuich, Moncheaux-lès-Frévent, Monchy-au-Bois, Montcavrel, Monts-en-Ternois, Morval, Neulette, Neuville-au-Cornet, Noyelles-lès-Humières, Nuncq-Hautecôte, Œuf-en-Ternois, Offin, Le Parcq, Le Quesnoy-en-Artois, Rebreuve-sur-Canche, Rebreviette, Recques-sur-Course, Rollancourt, Roussent, Saint-Denœux, Saint-Georges, Saint-Rémy-au-Bois, Le Sars, Sars-le-Bois, Saulchoy, Saulty, Sempy, Séricourt, Sibiville, Sombrin, Le Souich, Sus-Saint-Léger, Le Transloy, Tubersent, Vacqueriette-Erquières, Vieil-Hesdin, Wail, Wamin, Warlencourt-Eaucourt, Warluzel, Willeman : zone de sismicité très faible ;

— les communes de Bourlon, Epinoy, Oisy-le-Verger, Sauchy-Lestrée : zone de sismicité modérée.

Puy-de-Dôme : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

— les cantons d'Arlanc, Bourg-Lastic, Herment, Montaigu, Pionsat, Pontaumur, Saint-Anthème, Tauves, Tour-d'Auvergne (La), Viverols : zone de sismicité faible ;

— les communes d'Ambert, Les Ancizes-Comps, Anzat-le-Luguet, Arconsat, Biollet, La Bourboule, Bromont-Lamothe, Chabreloche, Charensat, Cisternes-la-Forêt, Egliseneuve-d'Entraigues, Espinasse, Espinhal, La Forie, Gelles, La Godivelle, La Goutelle, Gouttières, Heume-l'Eglise, Job, Lachaux, Laqueuille, Marsac-en-Livradois, Menat, Mont-Dore, Montfermy, Murat-le-Quaire, Neuf-Eglise, Orcival, Perpezat, Rochefort-Montagne, Sainte-Christine, Saint-Jacques-d'Ambur, Saint-Julien-la-Geneste, Saint-Martin-des-Olmes, Saint-Pierre-la-Bourlhonne, Saint-Pierre-Roche, Saint-Priest-des-Champs, Sauret-Besserve, Teilhet, Valcivières : zone de sismicité faible.

Pyrénées-Atlantiques : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :

— les cantons d'Anglet-Nord, Anglet-Sud, Arzacq-Arraziguet, Bayonne-Est, Bayonne-Nord, Bayonne-Ouest, Biarritz-Est, Biarritz-Ouest, Bidache, Hendaye, Lembeye, Orthez, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Pierre-d'Irube, Salies-de-Béarn, Thèze : zone de sismicité modérée ;

— les communes d'Abère, Abidos, Abitain, Ahetze, Anos, Arbonne, Arcangues, Argagnon, Arnos, Arraute-Charritte, Arthez-de-Béarn, Artix, Athos-Aspis, Baleix, Baliracq-Maumusson, Barinque, Bassussarry, La Bastide-Clairence, Bèdeille, Bentayou-Sérée, Bernadets, Biron, Boueilh-Boueilho-Lasque, Bougarber, Boumour, Briscous, Burgaronne, Burosse-Mendousse, Casteide-Cami, Casteide-Candau, Casteide-Doat, Castéra-Loubix, Castetbon, Castetner, Castetpugon, Castillon (Canton d'Arthez-de-Béarn), Caubios-Loos, Cescou, Conchez-de-Béarn, Dusse, Doazon, Escoubès, Gabaston, Garlin, Hagetaubin, Halsou, Higuères-Souye, L'Hôpital-d'Orion, Jatxou, Laà-Mondrans, Labastide-Monréjeau, Labatut, Labeyrie, Lacadée, Lacq, Lamayou, Lespourcy, Lombardia, Loubieng, Mascaraàs-Haron, Maslacq, Masparraute, Maure, Mesplède, Momas, Monségur, Montaner, Mont-Disse, Mouhous, Oraàs, Orègue, Orion, Orriule, Os-Marsillon, Ozenx-Monestrucq, Ponson-Debat-Pontons, Ponson-Dessus, Pontiacq-Viellepinte, Portet, Ribarrouy, Riupeyrous, Saint-Armou, Saint-Castin, Saint-Jammes, Saint-Jean-Poudge, Saint-Laurent-Bretagne, Saint-Médard, Saint-Pée-sur-Nivelle, Sare, Sarpourenx, Saubole, Sauvagnon, Sauvelade, Sedze-Maubecq, Sedzère, Serres-Castet, Serres-Sainte-Marie, Tadousse-Ussau, Taron-Sadirac-Viellenave, Urdès, Urost, Urt, Ustaritz, Uzein, Vialer, Viellenave-d'Arthez : zone de sismicité modérée ;

— les communes d'Aubous, Aydie, Moncla : zone de sismicité faible.

Hautes-Pyrénées : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :

— les cantons d'Aureilhan, Galan, Pouyastruc, Rabastens-de-Bigorre, Trie-sur-Baïse, Vic-en-Bigorre : zone de sismicité modérée ;

— les communes d'Anères, Angos, Anla, Aries-Espénan, Arné, Aurensan, Aventignan, Barthe, Bazet, Bazordan, Bégole, Bernadets-Dessus, Bertren, Betbèze, Betpouy, Bordères-sur-l'Echez, Bordes, Burg, Caharet, Calavanté, Campistrous, Campuzan, Cantaous, Castelnau-Magnoac, Castéra-Lanusse, Caubous, Caussade-Rivière, Cizos,

Clarac, Clarens, Devèze, Escala, Estirac, Gaussen, Gayan, Goudon, Guizerix, Hachan, Hagedet, Izaourt, Lafitole, Lagarde, Lagrange, Lahitte-Toupière, Lalanne, Lanespède, Lannemezan, Laran, Larreule, Larroque, Lascazères, Lassales, Lespouey, Lhez, Lombrès, Loures-Barousse, Lutilhous, Madiran, Mascaras, Maubourguet, Mazères-de-Neste, Monléon-Magnoac, Monlong, Moulédous, Nestier, Organ, Orieux, Oroix, Oursbeille, Ozon, Péré, Peyraube, Peyret-Saint-André, Pinas, Pintac, Pouy, Puntous, Réjaumont, Ricaud, Saint-Laurent-de-Neste, Saint-Paul, Sarrac-Magnoac, Sarriguët, Sarp, Sarrouilles, Sauveterre, Séméac, Séron, Sinzos, Sombrun, Soublecause, Tajan, Tarasteix, Tibiran-Jaunac, Tournay, Tuzaguet, Uglas, Vidouze, Vieuzos, Villefranque, Villemur : zone de sismicité modérée ;

— les communes d'Auriébat, Castelnau-Rivière-Basse, Casterets, Hères, Labatut-Rivière, Saint-Lanne, Thermes-Magnoac : zone de sismicité faible.

Pyrénées-Orientales : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

— les cantons d'Arles-sur-Tech, Mont-Louis, Olette, Prats-de-Mollo-la-Preste, Saillagouse : zone de sismicité moyenne ;

— les communes de Conat, Nohèdes, Urbanya : zone de sismicité moyenne.

Bas-Rhin : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

— le canton de Sarre-Union : zone de sismicité faible ;

— les communes d'Adamswiller, Asswiller, Baerendorf, Berg, Bettwiller, Burbach, Diemerdingen, Drulingen, Durstel, Eschwiller, Eywiller, Frohmühl, Goerlingen, Gungwiller, Hinsbourg, Hirschland, Kirrberg, Mackwiller, Ottwiller, Puberg, Rauwiller, Rexingen, Siewiller, Struth, Thal-Drulingen, Tieffenbach, Volksberg, Waldhambach, Weislingen, Weyer : zone de sismicité faible.

Haut-Rhin : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

— les cantons de Ferrette, Hirsingue, Huningue, Sierentz : zone de sismicité moyenne ;

— les communes d'Altenach, Altkirch, Aspach, Ballersdorf, Berentzwiller, Bruebach, Buethwiller, Carspach, Chavannes-sur-l'Etang, Dannemarie, Eglingen, Elbach, Emlingen, Flaxlanden, Franken, Gommersdorf, Hagenbach, Hausgau, Heidwiller, Hundsbach, Ilfurth, Jettingen, Luemswiller, Magny, Manspach, Montreux-Jeune, Montreux-Vieux, Obermorschwiller, Retzwiller, Romagny, Saint-Bernard, Schwoben, Spechbach-le-Bas, Tagolsheim, Tagsdorf, Traubach-le-Bas, Valdieu-Lutran, Walheim, Willer, Wittersdorf, Wolfersdorf, Zillisheim : zone de sismicité moyenne.

Rhône : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

— les cantons de Bron, Décines-Charpieu, Meyzieu, Saint-Fons, Saint-Priest, Saint-Symphorien-d'Ozon, Vénissieux-Nord, Vénissieux-Sud : zone de sismicité modérée ;

— les communes de Ampuis, Condrieu, Echalas, Givors, Les Haies, Irigny, Loire-sur-Rhône, Pierre-Bénite, Saint-Cyr-sur-le-Rhône, Sainte-Colombe, Saint-Romain-en-Gal, Tupin-et-Semons, Vernaison : zone de sismicité modérée.

Haute-Saône : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :

— les cantons d'Autrey-lès-Gray, Champlitte, Combeaufontaine, Dampierre-sur-Salon, Fresne-Saint-Mamès, Gray, Gy, Jussey, Marnay, Pesmes, Vitrey-sur-Mance : zone de sismicité faible ;

— les communes d'Alaincourt, Ambiéville, Baulay, Boulot, Boulton, Bucey-lès-Traves, Buffignécourt, Bussièrès, Buthiers, Chantes, Chasse-lès-Scey, Chaux-la-Lotière, Contréglise, Cordonnet, Ferrières-lès-Scey, Hurecourt, Montarlot-lès-Rioz, Montdoré, Montureux-lès-Baulay, Noidans-le-Ferroux, Ovanche, Perrouse, Polaincourt-et-Clairefontaine, Pont-du-Bois, Rupt-sur-Saône, Saponcourt, Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin, Selles, Senoncourt, Sorans-lès-Breurey, Traves, Vauvillers, Venisey, Villers-Bouton, Voray-sur-l'Ognon, Vy-le-Ferroux, Vy-lès-Rupt : zone de sismicité faible.

Saône-et-Loire : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

— le canton de Lucenay-l'Évêque : zone de sismicité très faible ;

— les communes de Brion, La Comelle, La Grande-Verrière, Laizy, Monthelon, Saint-Forgeot, Saint-Léger-sous-Beuvray, Saint-Prix, Tavernay : zone de sismicité très faible ;

— les communes de Beaupaire-en-Bresse, Champagnat, Condal, Cuiseaux, Dommartin-lès-Cuiseaux, Le Fay, Flacey-en-Bresse, Frontenard, Joudes, Le Miroir, Sagy, Salignard, Savigny-en-Revermont : zone de sismicité modérée.

Sarthe : tout le département zone de sismicité faible, sauf :

— les cantons de Bouloire, Chartre-sur-le-Loir (La), Château-du-Loir, Ferté-Bernard (La), Grand-Lucé (Le), Mayet, Montmirail, Saint-Calais, Tuffé, Vibraye : zone de sismicité très faible ;

— les communes de Bonnétable, Le Breil-sur-Mérize, La Bruère-sur-Loir, Challes, La Chapelle-aux-Choux, Chenu, Connerre, Ecommoy, Maigné-Lailly, Nogent-le-Bernard, Nuillé-le-Jalais, Parigné-l'Évêque, Saint-Georges-du-Rosay, Saint-Germain-d'Arcé, Saint-Mars-d'Outilly, Soullitré, Surfonds : zone de sismicité très faible.

Savoie : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :

— les cantons d'Aime, Bozel, Saint-Jean-de-Maurienne, Saint-Michel-de-Maurienne : zone de sismicité modérée ;

— les communes d'Aigueblanche, Aussois, Les Avanchers-Valmorel, Le Bois, Bonneval-sur-Arc, La Chambre, Chanaz, Les Chapelles, Les Chavannes-en-Maurienne, Fontaine-le-Puits, Fourneaux, Freney, Hauteclerc, Lanslevillard, Modane, Montaimont, Montgellafrey, Montvalezan, Motz, Moutiers, Notre-Dame-du-Cruet, Notre-Dame-du-Pré, Ruffieux, Saint-Alban-des-Villards, Saint-André, Saint-Avre, Saint-Colomban-des-Villards, Sainte-Foy-Tarentaise, Sainte-Marie-de-Cuines, Saint-Etienne-de-Cuines, Saint-François-Longchamp, Saint-Jean-de-Belleville, Saint-Marcel, Saint-Martin-de-Belleville, Saint-Martin-sur-la-Chambre, Saint-Oyen, Salins-les-Thermes, Séz, Serrières-en-Chautagne, Sollières-Sardières, Termignon, Tignes, Val-d'Isère, Villarlurin, Villarodin-Bourget, Villarroger, Vions : zone de sismicité modérée.

Haute-Savoie : tout le département zone de sismicité moyenne, sauf :

— les cantons de Frangy, Seyssel : zone de sismicité modérée ;

— les communes d'Andilly, Cernex, Chênex, Chevrier, Crempigny-Bonneguette, Dingy-en-Vuache, Feigères, Jonzier-épagny, Lornay, Mésigny, Neydens, Présilly, Saint-Julien-en-Genevois, Sallenôves, Savigny, Val-de-Fier, Valleiry, Vers, Versonnex, Viry, Vulbens : zone de sismicité modérée.

Paris : tout le département zone de sismicité très faible.

Seine-Maritime : tout le département zone de sismicité très faible.

Seine-et-Marne : tout le département zone de sismicité très faible.

Yvelines : tout le département zone de sismicité très faible.
Deux-Sèvres : tout le département zone de sismicité modérée.
Somme : tout le département zone de sismicité très faible, sauf :
— les communes d'Aizecourt-le-Bas, Epehy, Equancourt, Etrécourt-Manancourt, Fins, Guyencourt-Saulcourt, Heudicourt, Liéramont, Mesnil-en-Arrouaise, Nurlu, Ronsoy, Sorel, Templeux-le-Guérard, Villers-Faucon : zone de sismicité faible.
Tarn : tout le département zone de sismicité très faible.
Tarn-et-Garonne : tout le département zone de sismicité très faible.
Var : tout le département zone de sismicité faible, sauf :
— les cantons d'Aups, Callas, Fayence, Salernes : zone de sismicité modérée ;
— les communes de Bargème, La Bastide, Le Bourguet, Brenon, Châteauvieux, La Martre, Trigance, Vinon-sur-Verdon : zone de sismicité moyenne ;
— les communes des Adrets-de-l'Estérel, Ampus, Artignosc-sur-Verdon, Bagnols-en-Forêt, Comps-sur-Artuby, Draguignan, Flayosc, Ginasservis, Moissac-Bellevue, Montmeyan, Régusse, Rians, La Roque-Esclapon, Saint-Julien : zone de sismicité modérée.
Vaucluse : tout le département alé modérée, sauf :
— le canton de Pertuis : zone de sismicité moyenne ;
— les communes d'Auribeau, Bonnieux, Buoux, Cadenet, Caseneuve, Castellet, Cucuron, Lauris, Lourmarin, Puget, Puyvert, Saignon, Saint-Martin-de-Castillon, Sivergues, Vaugines, Villelaure : zone de sismicité moyenne.
Vendée : tout le département zone de sismicité modérée.
Vienne : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :
— les cantons d'Availles-Limouzine, Chauvigny, Isle-Jourdain (L'), Lussac-les-Châteaux, Montmorillon, Saint-Savin, Trimouille (La) : zone de sismicité faible ;
— les communes d'Asnois, Brion, La Chapelle-Bâton, Charroux, Chatain, Château-Garnier, Joussé, Payroux, Pleumartin, Port-de-Piles, La Puye, La Roche-Posay, Saint-Romain, Saint-Secondin, Surin, Usson-du-Poitou, Vicq-sur-Gartempe : zone de sismicité faible.
Haute-Vienne : tout le département en zone de sismicité faible, sauf :
— le canton de Saint-Germain-les-Belles : zone de sismicité très faible ;
— les communes de Beaumont-du-Lac, Châteauneuf-la-Forêt, Coussac-Bonneval, La Croisille-sur-Briance, Doms, Eymoutiers, Glandon, Nedde, Neuvis-Entier, Rempnat, Sainte-Anne-Saint-Priest, Saint-Gilles-les-Forêts, Saint-Méard, Saint-Yrieix-la-Perche, Surdoux, Sussac : zone de sismicité très faible.
Vosges : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :
— les cantons de Bulgnéville, Châtenois, Coussey, Neufchâteau : zone de sismicité très faible ;
— les cantons de Darney, Monthureux-sur-Saône : zone de sismicité faible ;
— les communes d'Ambacourt, Avrainville, Battexey, Baudricourt, Bettoncourt, Biécourt, Blémerey, Blevaincourt, Boulaincourt, Chamagne, Charmes, Chauffecourt, Chef-Haut, Contrexéville, Damblain, Dombasle-en-Xaintois, Domjulien, Domvallier, Florémont, Frenelle-la-Grande, Frenelle-la-Petite, Gemmelaincourt, Gircourt-lès-Viéville, Hergugney, Juvaucourt, Marainville-sur-Madon, Martigny-les-Bains, Mazirot, Ménil-en-Xaintois, Mirecourt, Oëlleville, Offroicourt, Pont-sur-Madon, Poussay, Puzieux, Ramecourt, Remicourt, Repel, Robécourt, Rocourt, Romain-aux-Bois, Rouvres-en-Xaintois, Rozières-sur-Mouzon, Saint-Menge, Saint-Prancher, Savigny, Socourt, They-sous-Montfort, Thiraucourt, Tollaincourt, Totainville, Villotte, Vittel, Viviers-lès-Offroicourt, Vomécourt-sur-Madon, Xaronval : zone de sismicité très faible ;
— les communes des Ableuvenettes, Ahéville, Ainvelle, Anglemont, Avillers, Badménil-aux-Bois, Bainville-aux-Saules, Bazegney, Bazien, Bazoilles-et-Ménil, Begnécourt, Bettegney-Saint-Brice, Bocquegney, Bouxières-aux-Bois, Bouxurilles, Bouzemont, Brantigny, Brû, Bult, Celles-sur-Plaine, Châtel-sur-Moselle, Châtillon-sur-Saône, Circourt, Clémentine, Damas-aux-Bois, Damas-et-Bettegney, Deinvillers, Derbamont, Dombrot-le-Sec, Domèvre-sous-Montfort, Domèvre-sur-Durbion, Dompaire, Dompail, Doncières, Essegney, Estrennes, Evaux-et-Ménil, Fauconcourt, Fouchécourt, Frain, Frizon, Gelvécourt-et-Adompt, Gigney, Gorhey, Grandrupt-de-Bains, Grignoncourt, Gugney-aux-Aulx, Hadigny-les-Verrières, Hagécourt, Haillainville, Hardancourt, Haréville, Hennecourt, Hymont, Igney, Isches, Jorxey, Lamarche, Langley, Légeville-et-Bonfays, Lignéville, Lironcourt, Madecourt, Madegney, Madonne-et-Lamerey, Marey, Maroncourt, Mattaincourt, Mazeley, Ménarmont, Ménil-sur-Belvitte, Monthureux-le-Sec, Mont-lès-Lamarche, Morville, Morizécourt, Moyemont, La Neuveville-sous-Montfort, Nomexy, Nossoncourt, Oncourt, Ortoncourt, Pallegney, Portieux, Racécourt, Rambervillers, Rancourt, Raon-l'Étape, Rapey, Regney, Rehaincourt, Remoncourt, Romont, Roville-aux-Chênes, Rozerotte, Rugney, Saint-Benoît-la-Chipotte, Sainte-Barbe, Saint-Genest, Saint-Julien, Saint-Maurice-sur-Mortagne, Saint-Pierremont, Saint-Vallier, Senaide, Serécourt, Serocourt, Les Thons, Thuillières, Tignécourt, Ubexy, Valfroicourt, Valleroy-aux-Saules, Valleroy-le-Sec, Varmonzey, Vaubexy, Vaxoncourt, Velotte-et-Tatignécourt, Villers, Ville-sur-Ilton, Vincey, Vioménil, Vomécourt, Vroville, Xaffévillers, Zincoart : zone de sismicité faible.
Yonne : tout le département zone de sismicité très faible.
Territoire de Belfort : tout le département zone de sismicité modérée, sauf :
— les cantons de Baucourt, Delle : zone de sismicité moyenne ;
— les communes d'Autrechène, Boron, Brebotte, Bretagne, Chavanatte, Chavannes-les-Grands, Cunelières, Fousse-magne, Froidefontaine, Grandvillars, Grosne, Méziré, Montreux-Château, Morvillars, Novillard, Petit-Croix, Recouvrance, Suarce, Vellescot : zone de sismicité moyenne.
Essonne : tout le département zone de sismicité très faible.
Hauts-de-Seine : tout le département zone de sismicité très faible.
Seine-Saint-Denis : tout le département zone de sismicité très faible.
Val-de-Marne : tout le département zone de sismicité très faible.
Val-d'Oise : tout le département zone de sismicité très faible.
Guadeloupe : tout le département zone de sismicité fort.
Martinique : tout le département zone de sismicité fort.
Guyane : tout le département zone de sismicité très faible.
La Réunion : tout le département zone de sismicité faible.
Saint-Pierre-et-Miquelon : toute la collectivité zone de sismicité très faible.
Mayotte : toute la collectivité zone de sismicité modérée.

Saint-Martin : toute la collectivité zone de sismicité fort. »

Article 2

Le présent décret entrera en vigueur le premier jour du septième mois suivant celui de sa publication.

Article 3

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la secrétaire d'Etat chargée de l'écologie et le secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 22 octobre 2010.

François Fillon

Par le Premier ministre :

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,
de l'énergie, du développement durable et de la mer,
en charge des technologies vertes
et des négociations sur le climat,

Jean-Louis Borloo

Le ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

Brice Hortefeux

La secrétaire d'Etat
chargée de l'écologie,

Chantal Jouanno

Le secrétaire d'Etat
chargé du logement et de l'urbanisme,

Benoist Apparu

PREFECTURE DU CALVADOS

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT
ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

BUREAU DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
ET DES POLITIQUES EUROPÉENNES

LE PREFET DE LA REGION DE BASSE NORMANDIE PREFET DU CALVADOS

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,
Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,
Vu le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,
Vu le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et de la construction et de l'habitation,
Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,
Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
Vu l'avis du conseil municipal de

AMFREVILLE
BLAINVILLE SUR ORNE
CABOURG
LION SUR MER

en date du 22/04/1999.
en date du 07/06/1999.
en date du 04/05/1999.
en date du 04/05/1999.

Vu l'avis réputé favorable, en l'absence de réponse dans le délai de trois mois, des communes suivantes :

AUBERVILLE, BAVENT, BENERVILLE SUR MER, BENOUVILLE, BLONVILLE SUR MER, BREVILLE, BRUCOURT, CAEN, COLLEVILLE MONTGOMMERY, COLOMBELLES, CRIQUEVILLE EN AUGER, DEAUVILLE, DIVES SUR MER, EPRON, GONNEVILLE SUR MER, HERMANVILLE SUR MER, HEROUVILLE SAINT CLAIR, HEROUVILLE, HOULGATE, LANGRUNE SUR MER, LUC SUR MER, MERVILLE FRANCEVILLE PLAGE, MONDEVILLE, OUISTREHAM, PERIERS EN AUGER, RANVILLE, SALLENELLES, SAINT ARNOULT, SAINT AUBIN SUR MER, TOUQUES, TOURGEVILLE, TROUVILLE SUR MER, VILLERS SUR MER, VARAVILLE.

ARRETE :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département du Calvados aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur le plan joint en annexe.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons de la RD27A, RD34, RD226A, RD226B RD400, RD402, RD513, RD514, RD515 et RD535 mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Début	Fin			
RD27A (Bd des SPORTS)	DEAUVILLE	PR 0.000 Cf avec RD 513	PR 0.350 Cf rue de l'avenir	4	30 m	Tissu ouvert
RD27A (Rue de VERDUN)	DEAUVILLE	PR 0.350 Cf rue de l'avenir	PR 0.430	4	30 m	Tissu ouvert
RD27A (Rue de VERDUN)	DEAUVILLE	PR 0.430	PR 1.065 Cf rue des pavillons	3	100 m	Tissu ouvert
RD27A	DEAUVILLE	PR 1.065 Cf rue des pavillons	PR 1.150	3	100 m	Tissu ouvert
RD27A	TOUQUES	PR 1.150	PR 2.310	3	100 m	Tissu ouvert
RD27A	ST ARNOULT	PR 2.310	PR 2.540	3	100 m	Tissu ouvert
RD27A	ST ARNOULT	PR 2.540	PR 2.857	4	30 m	Tissu ouvert
RD34 (rue du Mal FOCH/ rue de l'église)	VILLERS S/ MER	PR 33.058	PR 33.255	3	100 m	Rue en U
RD226A	COLOMBELLES	PR 0.000	PR 0.564	3	100 m	Tissu ouvert
RD226A	COLOMBELLES	PR 0.564	PR 1.057	3	100 m	Tissu ouvert
RD226A	COLOMBELLES	PR 1.057	PR 1.200	3	100 m	Tissu ouvert
RD226A	HEROUILLE ST CLAIR	PR 1.200	PR 1.864	3	100 m	Tissu ouvert
RD226A	HEROUILLE ST CLAIR	PR 1.864	PR 2.491	3	100 m	Tissu ouvert
RD226B	HEROUILLE ST CLAIR	PR 0.000	PR 1.000	3	100 m	Tissu ouvert
RD226B	HEROUILLE ST CLAIR	PR 1.000	PR 1.514 Cf RD60	3	100 m	Tissu ouvert
RD226B	HEROUILLE ST CLAIR	PR 1.650 Cf RD60	PR 3.150	3	100 m	Tissu ouvert
RD226B	EPRON	PR 3.150	PR 3.750	3	100 m	Tissu ouvert
RD226B	EPRON	PR 3.750	PR 3.880 Cf RD7	3	100 m	Tissu ouvert
RD400	DIVES SUR MER	PR 0.000	PR 1.000	4	30 m	Tissu ouvert
RD400	PERIERS EN AUGÉ	PR 1.000	PR 2.625	3	100 m	Tissu ouvert
RD400	PERIERS EN AUGÉ	PR 2.625	PR 3.100	4	30 m	Tissu ouvert
RD400	BRUCOURT	PR 3.100	PR 3.680	4	30 m	Tissu ouvert
RD400	BRUCOURT	PR 3.680	PR 5.950	3	100 m	Tissu ouvert
RD400	CRIQUEVILLE EN AUGÉ	PR 5.950	PR 6.250	3	100 m	Tissu ouvert
RD400	CRIQUEVILLE EN AUGÉ	PR 6.250	PR 6.800	4	30 m	Tissu ouvert
RD400	CRIQUEVILLE EN AUGÉ	PR 6.800	PR 7.655	3	100 m	Tissu ouvert
RD402	RANVILLE	PR 0.000	PR 0.500	3	100 m	Tissu ouvert
RD402	BENOUVILLE	PR 0.500	PR 1.700	3	100 m	Tissu ouvert
RD402	BLAINVILLE SUR ORNE	PR 1.700	PR 3.200	3	100 m	Tissu ouvert
RD402	COLOMBELLES	PR 3.200	PR 4.800	3	100 m	Tissu ouvert
RD402	COLOMBELLES	PR 4.800	PR 5.200	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	TROUVILLE SUR MER	PR 10.500	PR 12.461	3	100 m	Tissu ouvert
RD513 (Ave A.BRIAND)	TROUVILLE SUR MER	PR 12.461 Limite d'agglomération	PR 13.155 Bd Hautepoul	4	30 m	Tissu ouvert
RD513 (Bd HAUTEPOUL)	TROUVILLE SUR MER	PR 13.155 Ave A. Briand	PR 13.650 Rue Notre Dame	4	30 m	Tissu ouvert

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Début	Fin			
RD513 (Bd HAUTEPOUL)	TROUVILLE SUR MER	PR 13.650 Rue Notre Dame	PR 14.052 Place F. Moureaux	2	250 m	Rue en U
RD513 (Pont des BELGES)	TROUVILLE SUR MER	PR 14.052	PR 14.100	4	30 m	Tissu ouvert
RD513 (Pont des BELGES)	DEAUVILLE	PR 14.100	PR 14.150	4	30 m	Tissu ouvert
RD513 (Ave de la REPUBLIQUE)	DEAUVILLE	PR 14.150 Pont des Belges	PR 14.500	4	30 m	Tissu ouvert
RD513 (Ave de la REPUBLIQUE)	DEAUVILLE	PR 14.500	PR 15.360	3	100 m	Rue en U
RD513 (Ave de la REPUBLIQUE)	DEAUVILLE	PR 15.360	PR 16.064 Limite d'agglom.	4	30 m	Tissu ouvert
RD513	TOURGEVILLE	PR 16.064	PR 16.744	4	30 m	Tissu ouvert
RD513	BENERVILLE SUR MER	PR 16.744	PR 17.380	4	30 m	Tissu ouvert
RD513	BENERVILLE SUR MER	PR 17.380	PR 18.578	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	BLONVILLE SUR MER	PR 18.578	PR 18.880	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	BLONVILLE SUR MER	PR 18.880	PR 20.295	4	30 m	Tissu ouvert
RD513 (Ave de la REPUBLIQUE)	VILLERS SUR MER	PR 20.295	PR 22.180	4	30 m	Tissu ouvert
RD513 (Rue du Gal DE GAULLE/ rue du Mal LECLERC)	VILLERS SUR MER	PR 22.180	PR 22.378	3	100 m	Rue en U
RD513 (Route de DIVES)	VILLERS SUR MER	PR 22.378	PR 23.570	3	100 m	Tissu ouvert
RD513 (Route de DIVES)	VILLERS SUR MER	PR 23.570	PR 24.220 ³	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	AUBERVILLE	PR 24.220	PR 24.506	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	AUBERVILLE	PR 24.506	PR 25.085	4	30 m	Tissu ouvert
RD513	AUBERVILLE	PR 25.085	PR 25.320	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	GONNEVILLE SUR MER	PR 25.320	PR 25.800	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	GONNEVILLE SUR MER	PR 25.800	PR 26.570	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	HOULGATE	PR 26.570	PR 28.127	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	HOULGATE	PR 28.127	PR 30.180	4	30 m	Tissu ouvert
RD513	DIVES SUR MER	PR 30.180	PR 30.460	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	DIVES SUR MER	PR 30.460	PR 32.437	4	30 m	Tissu ouvert
RD513	CABOURG	PR 32.437	PR 33.200	4	30 m	Tissu ouvert
RD513	CABOURG	PR 33.200	PR 35.690	4	30 m	Tissu ouvert
RD513	VARAVILLE	PR 35.690	PR 38.350	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	VARAVILLE	PR 38.350	PR 38.900	4	30 m	Tissu ouvert
RD513	VARAVILLE	PR 38.900	PR 40.650	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	BAVENT	PR 40.650	PR 44.700	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	BREVILLE	PR 44.700	PR 45.531	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	BREVILLE	PR 45.531	PR 45.800	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	HEROUVILLE	PR 45.800	PR 46.464	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	HEROUVILLE	PR 46.464	PR 48.051	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	HEROUVILLE	PR 48.051	PR 48.704	4	30 m	Tissu ouvert
RD513	HEROUVILLE	PR 48.704	PR 49.500	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	COLOMBELLES	PR 49.500	PR 50.070	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	COLOMBELLES	PR 50.070	PR 50.370	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	COLOMBELLES	PR 50.370	PR 51.200	2	250 m	Tissu ouvert
RD513	COLOMBELLES	PR 51.200	PR 52.206	2	250 m	Tissu ouvert
RD513	COLOMBELLES	PR 52.206	PR 52.500	3	100 m	Tissu ouvert
RD513	MONDEVILLE	PR 52.500	PR 54.600	3	100 m	Tissu ouvert
RD514	CABOURG	PR 0.000	PR 1.250	4	30 m	Tissu ouvert
RD514	VARAVILLE	PR 1.250	PR 2.100	4	30 m	Tissu ouvert
RD514	VARAVILLE	PR 2.100	PR 2.528	3	100 m	Tissu ouvert
RD514	VARAVILLE	PR 2.528	PR 3.400	4	30 m	Tissu ouvert

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
		Début	Fin			
RD514	MERVILLE FRANCEVILLE PLAGE	PR 3.400	PR 3.773	3	100 m	Tissu ouvert
RD514	MERVILLE FRANCEVILLE PLAGE	PR 3.773	PR 4.750	3	100 m	Tissu ouvert
RD514	MERVILLE FRANCEVILLE PLAGE	PR 4.750	PR 7.390	3	100 m	Tissu ouvert
RD514	MERVILLE FRANCEVILLE PLAGE	PR 7.390	PR 8.200	3	100 m	Tissu ouvert
RD514	SALLENELLES	PR 8.200	PR 8.587	3	100 m	Tissu ouvert
RD514	SALLENELLES	PR 8.587	PR 9.320	4	30 m	Tissu ouvert
RD514	SALLENELLES	PR 9.320	PR 9.800	3	100 m	Tissu ouvert
RD514	AMFREVILLE	PR 9.800	PR 11.800	3	100 m	Tissu ouvert
RD514	RANVILLE	PR 11.800	PR 14.000	3	100 m	Tissu ouvert
RD514	BENOUVILLE	PR 14.000	PR 14.400	4	30 m	Tissu ouvert
RD514	BENOUVILLE	PR 14.400	PR 15.200	4	30 m	Tissu ouvert
RD514	OUISTREHAM	PR 15.200	PR 17.134	2	250 m	Tissu ouvert
RD514	OUISTREHAM	PR 17.134	PR 19.180	3	100 m	Tissu ouvert
RD514	OUISTREHAM	PR 19.180	PR 20.800	5	10 m	Tissu ouvert
RD514	COLLEVILLE MONTGOMERY	PR 20.800	PR 21.500	5	10 m	Tissu ouvert
RD514	HERMANVILLE SUR MER	PR 21.500	PR 23.500	5	10 m	Tissu ouvert
RD514	LION SUR MER	PR 23.500	PR 26.000	5	10 m	Tissu ouvert
RD514	LUC SUR MER	PR 26.000	PR 27.580	5	10 m	Tissu ouvert
RD514	LANGRUNE SUR MER	PR 27.580	PR 29.000	5	10 m	Tissu ouvert
RD514	ST AUBIN SUR MER	PR 29.000	PR 30.800	5	10 m	Tissu ouvert
RD515	BENOUVILLE	PR 0.000	PR 1.200	2	250 m	Tissu ouvert
RD515	BLAINVILLE SUR ORNE	PR 1.200	PR 3.950	2	250 m	Tissu ouvert
RD515	HEROUVILLE SAINT CLAIR	PR 3.950	PR 5.172	2	250 m	Tissu ouvert
RD515	HEROUVILLE SAINT CLAIR	PR 5.172	PR 7.280	2	250 m	Tissu ouvert
RD535 (Rue du Gal DE GAULLE)	TROUVILLE SUR MER	PR 19.794 Limite d'agglomération	PR 20.323	5	10 m	Tissu ouvert
RD535 (RUE du Gal DE GAULLE)	TROUVILLE SUR MER	PR 20.323	PR 20.520 Place F. Moureaux	3	100 m	Tissu ouvert
RD535 (Bd F.MOUREAUX)	TROUVILLE SUR MER	PR 20.520 Place F. Moureaux	PR 21.340 Place du casino	4	30 m	Tissu ouvert

(1) La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Article 4

Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Article 5

Les communes intéressées par le présent arrêté sont :

AMFREVILLE, AUBERVILLE, BAVENT, BENERVILLE SUR MER, BENOUVILLE, BLAINVILLE SUR ORNE, BLONVILLE SUR MER, BREVILLE, BRUCOURT, CABOURG, CAEN, COLLEVILLE MONTGOMMERY, COLOMBELLES, CRIQUEVILLE EN AUGER, DEAUVILLE, DIVES SUR MER, EPRON, GONNEVILLE SUR MER, HERMANVILLE SUR MER, HEROUVILLE ST CLAIR, HEROUVILLE, HOULGATE, LANGRUNE SUR MER, LION SUR MER, LUC SUR MER, MERVILLE FRANCEVILLE PLAGE, MONDEVILLE, OUISTREHAM, PERIERS EN AUGER, RANVILLE, SALLENELLES, SAINT ARNOULT, SAINT AUBIN SUR MER, TOUQUES, TOURGEVILLE, TROUVILLE SUR MER, VILLERS SUR MER, VARAVILLE.

Article 6

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie des communes visées à l'article 5 pendant un mois au minimum.

Article 7

Le présent arrêté doit être annexé par Madame, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5 au plan d'occupation des sols.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par Madame, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

Article 8

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Sous préfet de BAYEUX, Madame le sous-préfet de LISIEUX, Monsieur le sous-préfet de VIRE.
- Madame, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5.
- Monsieur le Directeur départemental de l'équipement

Article 9

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le sous-préfet de BAYEUX, Madame le sous-préfet de LISIEUX, Monsieur le sous-préfet de VIRE, Madame, Monsieur le maire des communes visées à l'article 5, et Monsieur le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

15 DEC. 1999

LE PREFET

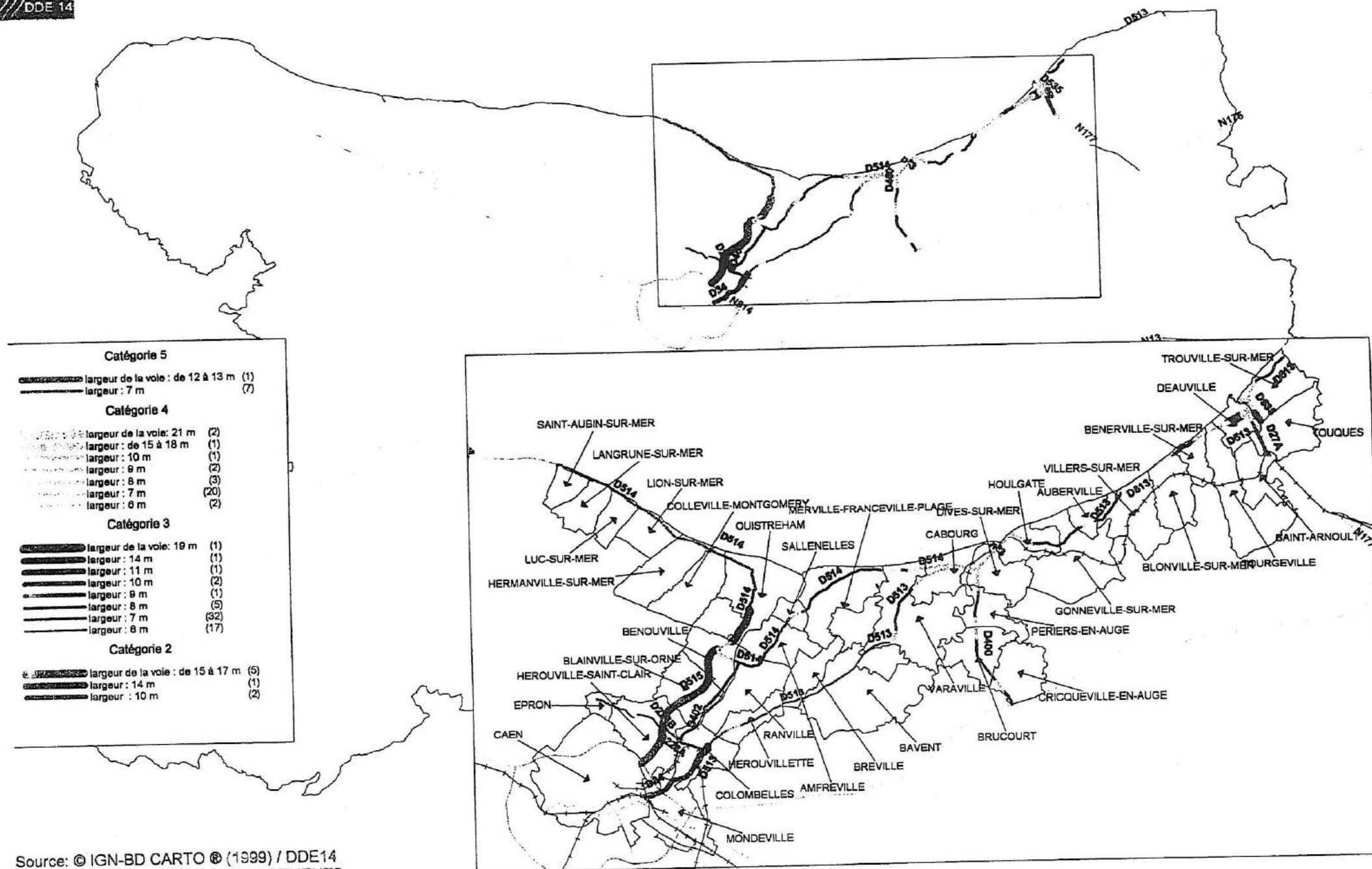
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Mme de la Grille

Annexe :

- Carte représentant les infrastructures classées.

CLASSEMENT SONORE DES RD27A, RD34, RD226A, RD226B, Rd400, RD402, RD513, RD514, RD515, RD535 DEPARTEMENT DU CALVADOS



Décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation

NOR : ENVF9420064Q

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 13 ;

Vu le décret n° 83-453 du 23 avril 1983 modifié portant application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1er. - Font l'objet d'un recensement et d'un classement, en application de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1992 susvisée, les infrastructures de transports terrestres définies à l'article 2 ci-après, qui existent à la date de leur recensement ou qui, à cette date, ont donné lieu à l'une des mesures suivantes :

1° Publication de l'acte décidant l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet d'infrastructure, en application de l'article L. 11-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou du décret du 23 avril 1983 susvisé ;

2° Mise à disposition du public de la décision ou de la délibération arrêtant le principe et les conditions de réalisation d'un projet d'infrastructure, au sens du 0 du 2° de l'article R 121-13 du code de l'urbanisme, dès lors que cette décision, ou cette délibération, prévoit les emplacements qui doivent être réservés dans les documents d'urbanisme opposables ;

3° Inscription de l'infrastructure en emplacement réservé dans un plan d'occupation des sols, un plan d'aménagement de zone, ou un plan de sauvegarde et de mise en valeur opposable.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux modifications ou transformations significatives d'une infrastructure, au sens du décret du 9 janvier 1995 susvisé.

Art. 2. - Le recensement et le classement des infrastructures de transports terrestres portent sur les voies routières dont le trafic journalier moyen annuel existant, ou prévu dans l'étude ou la notice d'impact, est supérieur à 5 000 véhicules par jour, les lignes ferroviaires interurbaines assurant un trafic journalier moyen supérieur à cinquante trains ainsi que les lignes en site propre de transports en commun et les lignes ferroviaires urbaines, dont le trafic journalier moyen est supérieur à cent autobus ou trains.

Art. 3. - Un arrêté conjoint des ministres chargés respectivement des routes, des transports, de l'environnement et de la construction détermine, en fonction de niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres ainsi que la largeur maximale correspondante des secteurs affectés par le

bruit, situés au voisinage de l'infrastructure, sans que cette largeur puisse excéder 300 mètres de part et d'autre de celle-ci.

Les niveaux sonores mentionnés ci-dessus sont les niveaux sonores équivalents pondérés A engendrés par l'infrastructure de transports terrestres.

Art. 4. - Quand l'infrastructure de transports terrestres est en service, le niveau sonore évalué à partir du trafic peut servir de base pour le classement de l'infrastructure si la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier ce niveau de plus de 3 dB (A).

Dans le cas contraire, ainsi que pour les infrastructures nouvelles, le niveau sonore est calculé.

La méthode de calcul des niveaux sonores prévisionnels tient compte des paramètres qui peuvent influencer sur ces niveaux sonores, et au moins :

1° Pour les infrastructures routières : le rôle de la voie, le nombre de files, le trafic prévu et, le cas échéant, l'existence de rampe, le pourcentage de poids lourds, la vitesse maximale autorisée ;

2° Pour les infrastructures ferroviaires : le nombre de trains, la vitesse commerciale et le type de matériel.

Un arrêté conjoint des ministres chargés respectivement des routes, des transports, de l'environnement et de la construction fixe en tant que de besoin les modalités de mesure des niveaux sonores, les modalités d'ajustement des méthodes de mesure *in situ* ainsi que les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles et les logiciels de calcul utilisés pour évaluer les niveaux sonores.

Art. 5. - Le préfet procède au recensement des infrastructures terrestres mentionnées aux articles 1er et 2, situées dans son département et prend un arrêté les classant dans les catégories prévues par l'arrêté interministériel mentionné à l'article 3.

Sur la base de ce classement, il détermine, par arrêté :

1° Les secteurs affectés par le bruit situés au voisinage des infrastructures recensées ;

2° Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans ces secteurs ;

3° Les isolements acoustiques de façade requis en application de l'arrêté prévu à l'article 7.

L'arrêté du préfet mentionné au précédent alinéa est préalablement transmis, pour avis, aux communes concernées par les secteurs affectés par le bruit situés au voisinage de l'infrastructure, dans leur largeur maximale prévue par l'arrêté interministériel susmentionné. Faute de réponse dans le délai de trois mois suivant la transmission du préfet, leur avis est réputé favorable.

Toute modification du classement d'une infrastructure intervient suivant la procédure définie ci-dessus.

Les arrêtés préfectoraux mentionnés au présent article font l'objet d'une publication au Recueil des actes administratifs du département et d'un affichage, durant un mois, à la mairie des communes concernées.

Art. 6. - Une commune peut, à son initiative, proposer au préfet un projet de classement des infrastructures de transports terrestres portant sur tout ou partie de son territoire. Le préfet examine cette proposition avant de procéder au classement des infrastructures concernées.

Art. 7. - En vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments à construire dans le secteur de nuisance d'une infrastructure de transports terrestres classée en application du présent décret, les façades des pièces et locaux exposés aux bruits des transports terrestres doivent présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux limites déterminées par l'arrêté prévu à l'article 3.

L'isolement acoustique requis dépend notamment du classement de l'infrastructure de transports terrestres, de la nature et de la hauteur du bâtiment, de la distance du bâtiment par rapport à l'infrastructure et, le cas échéant, de l'occupation du sol entre le bâtiment et l'infrastructure.

Art. 8. - Le recensement et le classement des infrastructures de transports terrestres ainsi que les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit, les niveaux sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions d'isolement acoustique de nature à les réduire sont tenus à la disposition du public dans les mairies, les directions départementales de l'équipement et les préfetures concernées.

Mention des lieux où ces documents peuvent être consultés est insérée dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département et affichée à la mairie des communes concernées.

Art. 9. - Le code de l'urbanisme est modifié comme suit :

I. - Le 1° de l'article R 123-19 est complété par un n ainsi rédigé :

"n) Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres qui sont affectés par le bruit, et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminés en application de l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit."

II. - L'article R 123-24 est complété par un 8° ainsi rédigé :

"8° Le classement des infrastructures de transports terrestres ainsi que les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit, et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminés en application de l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. Ces documents portent référence des arrêtés préfectoraux correspondants et indication des lieux où ils peuvent être consultés."

III. - Le dernier alinéa de l'article R 311-10 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Il est accompagné d'un rapport de présentation ainsi que des annexes énumérées à l'article R 123-24 (2°, 3°, 4° et 8°)."

IV. - L'article R 311-10-2 est complété par un e ainsi rédigé :

"e) Les secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres qui sont affectés par le bruit, et dans lesquels existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminés en application de l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit."

V. - L'article R 410-13 est complété par un second alinéa ainsi rédigé :

"Le certificat d'urbanisme informe, lorsqu'il y a lieu, le demandeur que le terrain se trouve dans un secteur, situé au voisinage d'infrastructures de transports terrestres, affecté par le bruit, dans lequel existent des prescriptions d'isolement acoustique, déterminées en application de l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit."

Art. 10. - I. - Il est inséré entre l'article R 111-4 et l'article R 111-5 du code de la construction et de l'habitation un article R 111-4-1 ainsi rédigé :

"Art. R 111-4-1. - L'isolement acoustique des logements contre les bruits des transports terrestres doit être au moins égal aux valeurs déterminées par arrêté préfectoral dans le département concerné, conformément à l'article 13 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit."

"En application de l'article R 410-13 du code de l'urbanisme, le certificat d'urbanisme précise les secteurs éventuels dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique sont prévues."

Art. 11. - Les mesures prises en application de l'article 5 devront entrer en vigueur dans le délai de deux ans à compter de la date de publication de l'arrêté mentionné à l'article 3. Ce délai est porté à trois ans pour les classements d'infrastructures effectués avant cette date, en application de la réglementation alors en vigueur, qui demeurent valides ainsi que les règles d'isolement acoustique qui en découlent jusqu'à l'entrée en vigueur des mesures susmentionnées.

Art. 12. - Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, le ministre de l'environnement, le ministre du logement et le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1995.

EDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement,
MICHEL BARNIER

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,
CHARLES PASQUA

Le ministre de l'équipement,
des transports et du tourisme,
BERNARD BOSSON

Le ministre du logement,
HERVÉ DE CHARETTE

Le ministre délégué à l'aménagement du territoire
et aux collectivités locales,
DANIEL HOFFEL

Arrêté du 30 mai 1995
relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres
et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit
NOR : ENVF5630193A

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme,
Le ministre du travail et des affaires sociales,
Le ministre de l'intérieur,
Le ministre de l'environnement,
Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R.111-4-1,
Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R.111-1, R.111-3-1, R.123-19, R.123-24, R.311-10, R.311-10-2, R.410-13;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment son article 13;

Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles 3, 4 et 7;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres;

Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, et notamment son article 9;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, et notamment son article 6;

Vu l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Cet arrêté a pour objet, en application des dispositions du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé :

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées;
- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures;
- de fixer les modalités de mesure des niveaux sonores de référence, et les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles;
- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article 7 du décret susvisé.

Titre 1 : Classement des infrastructures de transports terrestres par le préfet

Art. 2. - Les niveaux sonores de référence, qui permettent de classer les infrastructures de transports terrestres recensées, et de déterminer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit sont :

- pour la période diurne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 6 heures à 22 heures, noté $L_{Aeq}(6h-22h)$, correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée;

- pour la période nocturne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 22 heures à 6 heures, noté $L_{Aeq}(22h-6h)$, correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S.31-130 "cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les "rues en U";

- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Art. 3. - Les niveaux sonores de référence visés à l'article précédent sont évalués :

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB(A), par calcul ou mesures sur site à partir d'hypothèses de trafic correspondant aux conditions de circulation moyennes représentatives de l'ensemble de l'année;

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic peut conduire à modifier le

niveau sonore de plus de 7 dB(A), par calcul à partir d'hypothèses de trafic correspondant à la situation à terme :

- pour les infrastructures en projet, qui ont donné lieu à l'une des mesures prévues à l'article 1er du décret n° 95-21, par calcul à partir des hypothèses de trafic retenues dans les études d'impact ou les études préalables à l'une de ces mesures.

Les calculs sont réalisés conformément à la norme NF S.31-130, en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180°, un profil en travers au niveau du terrain naturel, un type d'écoulement fluide ou pulsé, et sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure. En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par files de circulation peuvent être utilisées.

Les mesures sont réalisées, le cas échéant, conformément aux normes Pr S.31-038, "mesurage du bruit dû au trafic ferroviaire en vue de sa caractérisation", et NF S.31-130 annexe B pour le bruit routier, aux points de référence, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. - Le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure, sont définis en fonction des niveaux sonores de référence, dans le tableau suivant :

Niveau sonore de référence L_{Aeq} (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence L_{Aeq} (22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
$L > 81$	$L > 76$	1	$d = 300$ m
$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	2	$d = 250$ m
$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	3	$d = 100$ m
$55 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	4	$d = 30$ m
$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	5	$d = 10$ m

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2 comprise de part et d'autre de l'infrastructure.

Si sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres, il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré.

Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne, conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

Titre 2 : Détermination de l'isolement acoustique minimal des bâtiments d'habitation contre les bruits des transports terrestres par le maître d'ouvrage du bâtiment.

Art. 5. - En application du décret n° 95-21 susvisé, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou plusieurs infrastructures de transports terrestres, doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs.

Cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de la construction dans la site, et, le cas échéant, l'influence des conditions météorologiques locales. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 6. - Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines des logements contre les bruits extérieurs est déterminée de la façon suivante.

On distingue deux situations, celle où le bâtiment est construit dans une rue en U, celle où le bâtiment est construit en tissu ouvert.

A - dans les rues en U

Le tableau suivant donne la valeur de l'isolement minimal en fonction de la catégorie de l'infrastructure, pour les pièces directement exposées au bruit des transports terrestres :

Catégorie	Isolement minimal D_{nAT}
1	45 dB(A)
2	42 dB(A)
3	38 dB(A)
4	35 dB(A)
5	30 dB(A)

Ces valeurs sont diminuées, sans toutefois pouvoir être inférieures à 30 dB(A) :

- en effectuant un décalage d'une classe d'isolement pour les façades latérales ;
- en effectuant un décalage de deux classes d'isolement pour les façades arrière.

B - en tissu ouvert

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur de l'isolement minimal des pièces en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Distance (m)	0	10	15	20	25	30	40	50	60	80	100	125	160	200	250	300
1	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2
2	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3
3	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4
4	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5
5	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6

Les valeurs du tableau précédent tiennent compte de l'influence de conditions météorologiques standards.

Elles peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure, la présence d'obstacles tels qu'un écran ou un bâtiment entre l'infrastructure et la façade pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement, conformément aux indications du tableau suivant :

Situation	Description	Correction
Façade en vue directe	Depuis la façade, on voit directement la totalité de l'infrastructure, sans obstacles qui la masquent	Pas de correction
Façade protégée ou partiellement protégée par des bâtiments	Il existe, entre la façade concernée et la source de bruit (l'infrastructure), des bâtiments qui masquent le bruit : - en partie seulement (le bruit peut se propager par des trous assez larges entre les bâtiments) - en formant une protection presque complète, ne laissant que de rares trous pour la propagation du bruit	- 3 dB(A) - 6 dB(A)
Portion de façade masquée (1) par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel	La portion de façade est protégée par un écran de hauteur comprise entre 2 et 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres - à une distance supérieure à 150 mètres La portion de façade est protégée par un écran de hauteur supérieure à 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres - à une distance supérieure à 150 mètres	- 6 dB(A) - 3 dB(A) - 9 dB(A) - 6 dB(A)
Façade en vue indirecte d'un bâtiment	La façade bénéficie de la protection du bâtiment lui-même : - façade latérale (2) - façade arrière	- 3 dB(A) - 9 dB(A)

(1) Une portion de façade est dite masquée par un écran lorsqu'on ne voit pas l'infrastructure depuis cette portion de façade.

(2) Dans le cas d'une façade latérale d'un bâtiment protégé par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel, on peut cumuler les corrections correspondantes.

La valeur obtenue après correction ne peut en aucun cas être inférieure à 30 dB(A).

Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée séparément pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes.

Si la plus élevée des valeurs d'isolement obtenues est supérieure de plus de 3 dB(A) aux autres, c'est cette valeur qui sera prescrite pour la façade concernée. Dans le cas contraire, la valeur d'isolement prescrite est égale à la plus élevée des valeurs obtenues pour chaque infrastructure, augmentée de 3 dB(A).

Lorsqu'on se situe en tissu ouvert, l'application de la réglementation peut consister à respecter :

- soit la valeur d'isolement acoustique minimal directement issue du calcul précédent ;
- soit la classe d'isolement de 30, 35, 38, 42, ou 45 dB(A), en prenant parmi ces valeurs, la limite immédiatement supérieure à la valeur calculée selon la méthode précédente.

Art. 7. - Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore en façade, en prenant en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de sa construction dans le site, ainsi que, le cas échéant, les conditions météorologiques locales, il évalue la propagation des sons entre l'infrastructure et le futur bâtiment :
- par calcul selon des méthodes répondant aux exigences de l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières ;
- à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S.31-085 pour les infrastructures routières et Pr S.31-088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour chaque infrastructure, routière ou ferroviaire, en se recalant sur les valeurs suivantes de niveau sonore au point de référence, définies en fonction de la catégorie de l'infrastructure :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

L'application de la réglementation consiste alors à respecter la valeur d'isolement acoustique minimal déterminée à partir de cette évaluation, de telle sorte que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisines soit égal ou inférieur à 35 dB(A) en période diurne et 30 dB(A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne. Cette valeur d'isolement doit être égale ou supérieure à 30 dB(A).

Lorsqu'un bâtiment à construire est situé dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, on appliquera pour chaque local la règle définie à l'article précédent.

Art. 8. - Les valeurs d'isolement obtenues par application des articles 6 et 7 s'entendent pour des pièces et locaux ayant une durée de réverbération de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Le bâtiment est considéré comme conforme aux exigences minimales requises en matière d'isolation acoustique contre les bruits extérieurs lorsque le résultat de mesure de l'isolement acoustique normalisé atteint au moins la limite obtenue selon l'article 6 ou l'article 7, dans les conditions définies par les arrêtés du 28 octobre 1994 susvisés.

La mesure de l'isolement acoustique de façade est effectuée suivant la norme NF S 31-057 "vérification de la qualité acoustique des bâtiments", dans les locaux normalement meublés, les portes et fenêtres étant fermées.

Toutefois, lorsque cet isolement a été déterminé selon la méthode définie à l'article 7, il est nécessaire de vérifier aussi la validité de l'estimation du niveau sonore en façade réalisée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas, la vérification de la qualité acoustique des bâtiments porte également sur l'évaluation du niveau sonore à 2 mètres en avant des façades des locaux, par calcul selon la convention définie à l'article 6 de l'arrêté du 5 mai 1995 susvisé, ou bien par mesure selon les normes en vigueur.

Art. 9. - Les exigences de pureté de l'air et de confort thermique en saison chaude doivent pouvoir être assurées tout en conservant pour les logements l'isolement acoustique requis par le présent arrêté, donc en maintenant fermées les fenêtres exposées au bruit dans les pièces suivantes :

- dans toutes les pièces principales et la cuisine lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 40 dB(A);
- dans toutes les pièces principales lorsque l'isolement prévu est supérieur ou égal à 35 dB(A);
- uniquement dans les chambres lorsque l'isolement prévu est compris entre 30 et 35 dB(A).

La satisfaction de l'exigence de pureté de l'air consiste à respecter l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des

logements, les fenêtres mentionnées ci-dessus restant closes.

La satisfaction de l'exigence de confort thermique en saison chaude est ainsi définie : la construction et l'équipement sont tels que l'occupant peut maintenir la température des pièces principales et cuisines à une valeur au plus égale à 27° C, du moins pour tous les jours où la température extérieure moyenne n'excède pas la valeur donnée dans l'annexe 1 au présent arrêté. La température d'une pièce est la température de l'air au centre de la pièce à 1,50m au dessus du sol.

Titre 3 : Dispositions diverses

Art. 10. - Les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté interministériel du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur sont abrogées.

Les dispositions prévues à l'article 3 et à l'annexe 1 de l'arrêté précité du 6 octobre 1978 continuent à s'appliquer jusqu'à la date d'entrée en vigueur des mesures prises en application de l'article 5 du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995.

Art. 11. - Le directeur des routes, le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur général des collectivités locales, le directeur de l'habitat et de la construction, le directeur des transports terrestres, le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme

Le ministre de l'intérieur

Le ministre de l'environnement

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

Le ministre délégué au logement

Le secrétaire d'Etat aux transports

Le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale

DONNEES NECESSAIRES POUR ETABLIR LE CLASSEMENT

Type de profil	Rue en U ou tissu ouvert
Largeur	Rue en U : largeur moyenne entre façades Rue en tissu ouvert : largeur de la plate-forme
Vitesse	En général, la vitesse maximale autorisée
Allure	Allure fluide ou pulsée, en période diurne et en période nocturne
Rampe	Profil en long horizontal ou en rampe (> 2%)
Trafic	Débit moyen horaire
Revêtement de la chaussée	

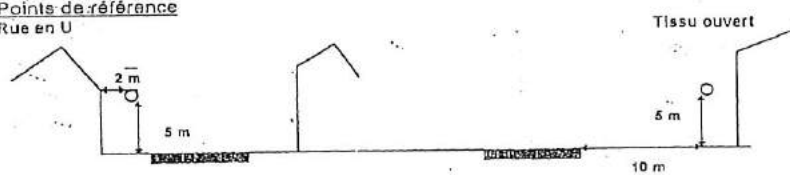
Remarques :

Le paramètre « allure » est caractérisé par le régime moteur. Cet effet est surtout sensible à basse vitesse (< 50 km/h)
 Aux vitesses élevées (> 60 km/h pour les VL et > 70-80 km/h pour les PL), le bruit de roulement devient un facteur prépondérant.

CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES
Texte réglementaire ; décret n°96-21 du 9 Janvier 1996

Niveau sonore de référence L_{Aeq} (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence L_{Aeq} (22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
$L > 81$	$L > 76$	1	$d = 300m$
$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	2	$d = 250m$
$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	3	$d = 100m$
$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	4	$d = 30m$
$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	5	$d = 10m$

Points de référence
Rue en U



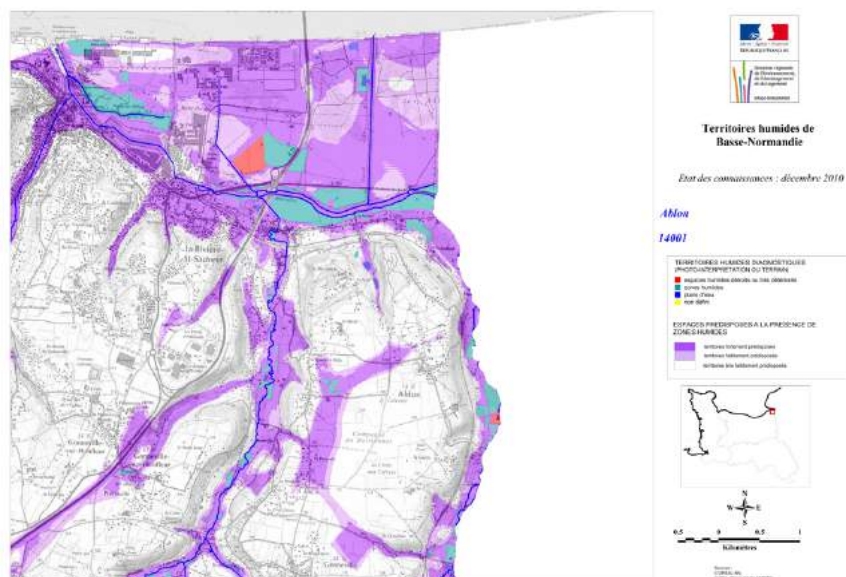
A- dans les rues on li

CATEGORIE	ISOLEMENT MINIMAL
1	25 dB(A)
2	47 dB(A)
3	39 dB(A)
4	35 dB(A)
5	30 dB(A)

B. on tissu ouvert

[illegible]

Notice d'utilisation des cartes communales Territoires et Corridors Humides



Résumé

Territoires Humides

L'atlas des territoires humides (ATH) de Basse-Normandie est le fruit d'un partenariat mis en œuvre par la DREAL dans l'objectif de cartographier par photo-détection les zones humides régionales. Initiatrice et opératrice principale, gestionnaire de la base de données et financeur de la majorité des études, la DREAL est accompagnée dans cette démarche par les SAGES de l'Orne, de la Sélune, de la Sarthe amont et de l'Huisne, par la DDTM de la Manche, les Parcs naturels régionaux des marais du Cotentin et du Bessin, Normandie Maine et du Perche ainsi que par l'Office national des forêts et les services départementaux de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques. L'analyse repose sur une photo-interprétation détaillée des orthophotoplans départementaux, à une échelle comprise entre le 1/5000 et le 1/1000. L'atlas regroupe également les informations provenant d'inventaires terrain. La cartographie des territoires humides n'est pas exhaustive. La précision des informations est en relation avec celle des supports photographiques utilisés et dépend de l'occupation des sols. La production d'orthophotoplans de deuxième génération, plus précis que les premiers, conduit à améliorer régulièrement la première version de l'atlas achevée en 2007.

Corridors Humides

L'ATH offre une représentation morcelée des zones humides photo-interprétées, représentation peu conforme à la configuration qui est la leur sur le terrain. En effet les zones humides s'inscrivent souvent dans des ensembles hydrauliques et écologiques de grande taille, dénommés ici « corridors humides » où alternent des zones plus ou moins humides, toutes impliquées dans des liens fonctionnels complémentaires.

La DREAL a développé une modélisation permettant d'en définir les contours. Les corridors humides couvrent les territoires prédisposés à la présence de zones humides, qu'elles soient détectées ou non lors de la cartographie des territoires humides ou détruites par le passé. Ces corridors humides dessinent les espaces où les sols sont supposés hydromorphes en raison de la présence d'une nappe d'eau très proche de la surface. Issue d'une modélisation, la cartographie des corridors humides ne décrit pas une réalité de terrain mais une forte probabilité de présence d'espaces humides. Elle constitue une information qui est diffusée parallèlement à la cartographie des territoires humides.

Emprise

Région Basse-Normandie.

Maintenance

L'ensemble du territoire régional est couvert depuis 2007 par la version 1. Par nature, l'atlas des territoires humides représente une photographie des zones humides à la date de la prise de vue de la BdOrtho (soit 2001-2002 pour la version V1 ; 2005 à 2007 pour la version V2). Toute information transmise à la DREAL par les utilisateurs de l'ATH est intégrée à l'atlas après validation. Chaque modification de ce dernier entraîne de retravailler l'espace « corridor humide » correspondant.

Méthode d'élaboration

Territoires Humides

La cartographie est réalisée par photo-interprétation de la BdOrtho d'IGN, dont les prises de vue se situent en 2002 dans la Manche, 2005 dans le Calvados, 2001 et 2006 dans l'Orne, et des orthophotoplans des Conseils généraux de la Manche (2007), du Calvados (2001 et 2006) et de l'Orne (2007). D'autres référentiels cartographiques participent à l'interprétation, notamment le Scan25 (carte IGN au 1/25.000), la base de données géologiques du BRGM et les modèles numériques de terrain au pas de 20 m de la DREAL (Manche et Orne) et du Conseil général du Calvados.

Les orthophotoplans sont des images aériennes en vraies couleurs, verticales, rectifiées, géoréférencées (c'est à dire que chaque point est repéré en X et Y). Ils couvrent toute la région. Les dernières missions sont d'une grande précision et autorisent une interprétation en général sans équivoque.

Celle-ci repose prioritairement sur le repérage du jonc. Il est l'espèce emblématique des zones humides régionales et son faciès s'observe sans difficulté majeure sur les photographies aériennes. Le caractère humide des sols et la présence d'autres espèces ou associations d'espèces (mégaphorbiaie, roselière, saulaie, peupleraie...) ont également été pris en considération, y compris le long du littoral, dans les slikkes et les schorres. Les plans d'eau ont été répertoriés, même s'ils ne sont pas des zones humides. Enfin, tous les inventaires de terrain sont intégrés dès lors que leur qualité ne souffre d'aucune ambiguïté.

La méthode a fait l'objet de nombreux tests de robustesse et reproductibilité avant son application à l'échelle régionale. Des tests terrain sont régulièrement réalisés afin d'en vérifier la qualité. Celle-ci varie notamment en fonction de celle des orthophotoplans et de l'occupation des sols. Les zones humides des territoires très artificialisés, que ce soit par voie agricole (SE de l'Orne, campagne de Caen, plateau du Pays d'Auge) ou urbaine (littoral et grandes agglomérations) sont dans l'ensemble plus difficiles d'interprétation. Aucune vérification in situ systématique des zones inventoriées n'a été réalisée ni n'est envisagée.

Corridors Humides

Les corridors humides sont définis par modélisation.

Le modèle repose sur la définition de l'épaisseur de terrain non gorgé d'eau situé sous la surface du sol, dénommée ZNS (zone non saturée par la nappe phréatique). La ZNS est calculée par soustraction de la cote piézométrique de la nappe à celle du terrain sus-jacent.

La piézométrie est réalisée par traitement des informations suivantes :

- des données piézométriques mesurées sur puits ou forages. Elles représentent la cote altimétrique de la nappe phréatique interceptée par l'ouvrage ;
- des zones humides. La présence de zones humides permanentes est interprétée comme le résultat de l'existence d'une nappe phréatique sub-affleurante. La cote topographique de la zone humide décrit donc la cote piézométrique de la nappe en situation hivernale.

La cartographie de la piézométrie s'effectue par traitement de près de 7 millions de données ponctuelles.

Les données sur le relief sont issues du traitement de trois modèles numériques de terrain au pas de 20 m . Ils sont la propriété du Conseil général 14 pour le Calvados et de la DREAL pour la Manche et l'Orne. Leur précision relative est de l'ordre du mètre. L'imprécision liée au calcul de la piézométrie est impossible à évaluer. Des tests de fiabilité sont réalisés régulièrement pour en tester l'ordre de grandeur. Ils sont en général très satisfaisants.

Les corridors humides sont les territoires dont la ZNS est inférieure à 50 cm. Cette condition répond à un des critères retenus par le législateur pour caractériser la présence de zones humides : la présence de sols hydromorphes à faible profondeur.

Les corridors humides sont représentés dans l'atlas cartographique par une classe dénommée « espaces très fortement prédisposés à la présence de zones humides ». L'atlas comporte deux autres classes qui permettent de tenir compte de l'imprécision relative de la modélisation et de décrire la totalité de l'espace régional vis-à-vis de la probabilité d'y découvrir ou non des zones humides non prédites. L'atlas se compose ainsi :

1. des espaces très fortement prédisposés à la présence de zones humides ; c'est à dire les corridors humides sensu stricto
2. des espaces faiblement prédisposés à la présence de zones humides.
La présence de zones humides est rare dans ces espaces mais

possible. Elle repose en partie sur l'imprécision du modèle mais aussi sur l'aptitude de certaines espèces de s'accommoder de la présence d'une nappe plus profonde, située entre 50 cm et 2,5m de profondeur. C'est le cas notamment des boisements humides.

3. Des espaces très faiblement prédisposés à la présence de zones humides. On ne peut écarter la présence de zones humides dans ces territoires. Cette présence s'avère accidentelle. Elle est liée à l'imprécision du modèle, imprécision ponctuelle puisque la qualité de ce dernier fait l'objet de tests réguliers qui en prouvent la fiabilité.

Le diagnostic d'une nouvelle zone humide implique de recalculer le modèle. La qualité de ce dernier évolue ainsi toujours plus favorablement. Actuellement, moins de 5% des zones humides nouvellement inventoriées s'inscrivent à l'écart des corridors humides.

Pour aller un peu plus loin

Les bases de données mises en ligne sur le site de la DREAL comportent la cartographie des territoires humides, avec certains de ses attributaires descriptifs, et celle des corridors humides.

La base de données des territoires humides dispose d'environ 150.000 polygones. Le contour des territoires humides (TH) est établi sur la base de ce qui est visiblement humide sur les orthophotoplans, sans chercher à s'appuyer sur le maillage ou sur le contour des parcelles.

Les emprises des routes et d'autres zones aménagées traversant un TH sont exclues quand leur largeur est significative. Les remblais non encore urbanisés sont repérés en tant que tels (voir typologie ci-dessous) et cartographiés comme territoire humide. Les matérialiser permet à la police de l'eau d'en analyser le statut au titre de la réglementation.

Les espaces boisés n'ont pas été traités lors de la première version de l'atlas sauf en de rares exceptions. Ils sont progressivement intégrés à la V2 mais leur contour cartographique ne peut être aussi précis que celui des autres zones humides. En domaine forestier, les données de l'ONF ont été localement intégrées. Le SAGE Sélune en a cartographiés un certain nombre sur le terrain.

Lorsque une zone humide est bordée par une haie, le contour passe arbitrairement dans l'axe de la haie sauf si celle-ci est elle même considérée comme une zone humide. De très nombreuses haies abritent en Basse-Normandie des zones humides. Elles n'avaient pas été reconnues en tant que telles dans la version V1. Elles le sont progressivement dans la V2.

Des attributs permettent de qualifier chaque zone inventoriée parmi lesquels un identifiant, la surface, la typologie, la méthode d'analyse (photo-interprétation, autre source...), la fiabilité du classement en TH :

Typologie sommaire

- 1 - Plan d'eau (type de milieu généralement exclu des zones humides)
- 2 - Peupleraie ou boisement organisé
- 3 - Culture
- 4 - Prairie
- 5 - Friche ou boisement spontané
- 6 - Zone antérieurement humide (classe non renseignée dans la V2)

- 7 - Remblais
- 8 - Drainage
- 9 - Roselière
- 10 - Schorre, vasière, slikke littorale
- 11 - Habitat Natura 2000
- 12 - ZNIEFF en zone inondable dans les Marais du Cotentin et du Bessin et autour de la Baie du Mont St Michel. Cette classe est destinée à disparaître car les territoires qui s'y rattachent sont progressivement réinterprétés.

Degré de fiabilité du classement

- 1- caractère humide très fiable
- 2 - fiable
- 3 - possible
- 4 - TH "logique" (espaces en toute logique humides sans que cela apparaisse sur la BdOrtho). De nombreux espaces boisés sont désormais classés de la sorte.

Référentiel(s) utilisé(s)

Scan25 de l'IGN ; BD topo de l'IGN, cartographie géologique numérique au 1/50 000 du BRGM et de la DREAL en l'absence de carte numérique BRGM, MNT au pas de 20 m DREAL (Manche, Orne) et du Conseil général du Calvados, Bd ortho de l'IGN et orthophotoplans des Conseils généraux de l'Orne, de la Manche et du Calvados.

Limite(s) d'utilisation

Territoires Humides

Le retour d'expérience et les tests terrain ont permis de conclure à une fiabilité variable, de "moyenne" à "très bonne" selon les configurations locales et de cerner les limites de la méthode employée. Elles sont inhérentes aux outils utilisés. Des parties du territoire sont en effet non visibles par ce biais (sous-bois...), l'ancienneté des missions aériennes d'IGN (2001-2002) pour la V1 et la date estivale des prises de vue, la modification du sol par l'agriculture intensive pouvant faire disparaître toute trace d'humidité...

Elles sont également inhérentes à la méthode et aux moyens : rigueur insuffisante dans la photo-interprétation, sensibilité variable des photo-interprètes, faciès "trompeurs" (zones piétinées, enfrichées, récemment déboisées...), contextes difficilement interprétables comme les massifs dunaires ou des zones fortement drainées ou détruites (notamment dans le Pays d'Auge et dans le Perche).

A des fins d'harmonisation, dans le cadre du passage V1/V2, la DREAL analyse chaque polygone décrit dans la V1. La V2 n'est donc pas un ajout de nouvelles zones humides. Les approximations et erreurs sont progressivement corrigées, travail particulièrement long à réaliser.

La délimitation s'est faite autour du 1/1000. La restitution se fait au 1/25.000. Compte tenu de la précision des données utilisées, une lecture jusqu'au 1/5.000 est possible.

Dans la mesure où la méthode utilisée ne répond pas strictement à la définition législative des zones humides, les zones cartographiées ne sauraient en

constituer le territoire d'application juridique. Par contre, le résultat apparaît suffisamment fiable et précis pour constituer un outil d'aide à la connaissance et un document d'alerte.

La coordination de la cartographie des territoires humides est placée sous la responsabilité de la DREAL. Son contenu est mis à disposition par internet (Site DREAL) : sous format SIG (format mif/mid), via le module de cartographie dynamique Carmen. Le site propose également pour chaque commune une synthèse pdf au format A3. La cartographie initiale a été notifiée aux communes par voie préfectorale. Les mises à jour ne le sont pas. Chacun est libre de l'utilisation de l'atlas, celle-ci se faisant sous la responsabilité de l'utilisateur. La présente notice précise les limites de fiabilité pour l'utilisation des données. La mention de la source (ci-dessous) est exigée pour toute publication :

Nord et nord-ouest Cotentin : MISE 50 et DREAL BN
BV côtiers ouest Cotentin : DREAL BN
BV Douve & Taute : PNR Marais Cotentin & Bessin et DREAL BN
BV Sienne, Sée & Couesnon : DREAL BN
BV Sélune SAGE Sélune & DREAL BN
BV Vire & Aure : DREAL BN
BV Orne aval, Orne moyenne & Seules : SAGE Orne & DREAL BN
BV Orne amont : DREAL BN
BV Dives & Touques : DREAL BN
PNR Normandie Maine : PNR Normandie Maine & DREAL BN
PNR Perche & BV Huisne : PNR Perche & DREAL BN
BV Risle, Avre & Iton : DREAL BN
BV Sarthe amont : SAGE Sarthe et DREAL BN

Corridors Humides

La précision du résultat obtenu ne peut être plus grande que celle des données utilisées pour fabriquer la carte, notamment celle des MNT. Par ailleurs, la fiabilité de la cartographie des zones humides n'est pas absolue : les erreurs qu'elle comporte se traduisent par autant d'anomalies dans la délimitation des corridors (par excès ou par défaut).

Les tests méthodologiques de fiabilité sont dans l'ensemble excellents. L'outil est donc considéré comme fiable sauf à de rares exceptions (bassin de la Sarthe, Perche) mais là aussi sa définition s'améliore considérablement par l'intégration des données de terrain produites par les partenaires.

L'échelle du 1/25.000 a été retenue pour la restitution générale avec néanmoins une lecture possible jusqu'au 1/5.000.

La cartographie des corridors humides évolue au même rythme que progresse l'information sur les zones humides et la piézométrie. Elle est mise à disposition parallèlement à la cartographie des territoires humides, aux formats standards de SIG. Chacun est libre de l'utilisation de la donnée, celle-ci se faisant sous la responsabilité de l'utilisateur. La mention de la source (DREAL Basse Normandie) est exigée pour toute publication.

Contraintes légales

Droit de propriété intellectuelle / Droit patrimonial

Droit d'auteur / Droit moral (copyright)

Mentions obligatoires sur tous documents de diffusion (Source, Année)

Que faire si la cartographie vous semble peu cohérente par rapport à vos connaissances de terrain

Il est possible que localement la cartographie soit imprécise ou erronée. Les imprécisions sont fréquemment liées à celle des documents cartographiques utilisés pour la représenter ou des modèles numériques de terrain à partir desquels elle est modélisée. N'hésitez pas à nous en faire part et nous fournir toute information qui permettrait d'améliorer la qualité.

Contact :

Frédéric Gresselin - Chef d'unité Géologie – Hydrogéologie

DREAL Basse-Normandie / Service Ressources naturelles, Mer et Paysage

10 Bd du Général Vanier - BP 60040 - 14006 CAEN Cedex

DECRET N° 2004-1490 DU 03 JUIN 2004 pris pour l'application de la loi du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive

(Journal Officiel de la République française n° 22415 du 04 juin 2004 - page 14904)

*Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre
et du ministre de la culture et de la communication,*

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V ; Vu le code civil ; Vu le code de l'urbanisme ; Vu le code de l'environnement ; Vu le code du domaine de l'Etat ; Vu le code général des impôts ; Vu le livre des procédures fiscales ; Vu le code de justice administrative ; Vu le nouveau code de procédure civile, notamment son article 1472 ; Vu le code des marchés publics, annexé au décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 ; Vu la loi n° 2003-707 du 1er avril 2003 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, notamment son article 16 ; Vu la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 modifiée relative à la transparence et à la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence ; Vu le décret du 19 avril 1947 concernant les expertises des objets provenant des fouilles archéologiques, modifié par l'ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004 ; Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ; Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; Vu le décret n° 91-1226 du 5 décembre 1991 modifié pris pour l'application de la loi n° 89-874 du 1er décembre 1989 relative aux biens culturels maritimes et modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques ; Vu le décret n° 92-311 du 31 mars 1992 modifié soumettant la passation de certains contrats de fournitures, de travaux ou de prestation de services à des règles de publicité et de mise en concurrence ; Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ; Vu le décret n° 94-423 du 27 mai 1994 portant création des organismes consultatifs en matière d'archéologie nationale ; Vu le décret n° 95-1204 du 6 novembre 1995 relatif à l'autorisation des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique et modifiant le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ; Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles, modifié par le décret n° 97-463 du 19 mai 1997 et par le décret n° 97-1205 du 19 décembre 1997 ; Vu le décret n° 97-1200 du 19 décembre 1997 pris pour l'application à la ministre chargée de la culture et de la communication du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles, modifié par le décret n° 2001-894 du 26 septembre 2001 ; Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement ; Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ; Vu la lettre de saisine du conseil régional de Guadeloupe en date du 14 avril 2004 ; Vu la lettre de saisine du conseil régional de Guyane en date du 14 avril 2004 ; Vu la lettre de saisine du conseil général de Guyane en date du 14 avril 2004 ; Vu la lettre de saisine du conseil régional de Martinique en date du 19 avril 2004 ; Vu la lettre de saisine du conseil général de Martinique en date du 19 avril 2004 ; Vu la lettre de saisine du conseil régional de la Réunion en date du 20 avril 2004 ; Vu la lettre de saisine du conseil général de la Réunion en date du 20 avril 2004 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu ; Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1^{er}	<p style="text-align: center;"><i>Chapitre 1^{er}</i> <i>Dispositions générales</i></p>
Article 2	<p>Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations.</p>
Article 3	<p>Les mesures mentionnées à l'article 1^{er} sont prescrites par le préfet de région. Toutefois, lorsque les aménagements, ouvrages ou travaux affectent ou sont susceptibles d'affecter des biens culturels maritimes, le ministre chargé de la culture exerce les compétences dévolues au préfet de région par le présent décret. Il est saisi du dossier par le maître d'ouvrage. La commission consultative compétente est le Conseil national de la recherche archéologique prévu au titre I^{er} du décret du 27 mai 1994 susvisé.</p>
Article 4	<p>Pour l'application du présent décret, sont dénommées :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) « Aménageurs » les personnes qui projettent d'exécuter les travaux ; b) « Opérateurs » les personnes qui réalisent les opérations archéologiques.
Article 5	<p>Entrent dans le champ de l'article 1^{er} :</p> <p>1° Lorsqu'ils sont réalisés dans les zones prévues à l'article 5 et portent, le cas échéant, sur des emprises au sol supérieures à un seuil défini par l'arrêté de zonage, les travaux dont la réalisation est subordonnée :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) A un permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ; b) A un permis de démolir en application des articles L. 430-1 et L. 430-2 du même code ; c) A une autorisation d'installations ou de travaux divers en application des articles R. 442-1 et R. 442-2 du même code ; d) A une autorisation de lotir en application des articles R. 315-1 et suivants du même code ; e) A une décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du même code ; <p>2° La réalisation de zones d'aménagement concerté créées conformément à l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme et affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares ;</p> <p>3° Les opérations de lotissement régies par les articles R. 315-1 et suivants du code de l'urbanisme, affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares ;</p> <p>4° Les travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 442-3-1 du code de l'urbanisme ;</p> <p>5° Les aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;</p> <p>6° Les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L. 621-9 du code du patrimoine.</p> <p>Entrent également dans le champ de l'article 1^{er} les opérations mentionnées aux articles 6 et 7.</p>
Article 6	<p>Sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation les projets d'aménagements affectant le sous-sol qui sont réalisés dans les zones définies dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique nationale, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 522-5 du code du patrimoine, par arrêté du préfet de région pris après avis de la commission interrégionale de la recherche archéologique, en fonction des informations scientifiques conduisant à envisager la présence d'éléments du patrimoine archéologique.</p> <p>L'arrêté du préfet de région est adressé au préfet du département ou des départements intéressés par le zonage aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, ainsi qu'aux maires des communes intéressées. Il fait l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois à compter du jour où il a été reçu. Il est tenu à la disposition du public dans les préfectures et dans les mairies.</p>
Article 7	<p>Lorsqu'il dispose d'informations lui indiquant qu'un projet qui ne lui est pas transmis en application de l'arrêté mentionné à l'article 5 est néanmoins susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, le préfet de région peut demander au maire de lui communiquer au cours de l'instruction, selon le cas, le dossier de demande de permis de construire, de demande de permis de démolir, de demande d'autorisation de lotir, de demande d'autorisation relative à des installations ou travaux divers ou le dossier de réalisation de zone d'aménagement concerté qui correspond à ce projet.</p> <p>Il peut, pour le même motif, demander au maire de lui communiquer le dossier d'une déclaration de travaux déposée en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme.</p>
	<p>En dehors des cas prévus au 1° de l'article 4, les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux mentionnés au même article ou pour recevoir la déclaration mentionnée au dernier alinéa de l'article 6 peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance.</p>

	Article 8
<p>I. - Dans les cas mentionnés aux 1° à 5° de l'article 4, le préfet de région est saisi :</p> <p>1° Pour les permis de construire, les permis de démolir, les autorisations d'installations ou de travaux divers et les autorisations de lotir, par le préfet de département qui lui adresse un exemplaire du dossier de demande dès qu'il a reçu les éléments transmis par le maire en application, respectivement, des articles L. 421-2-3, R. 430-5, R. 442-4-2 et R. 315-11 du code de l'urbanisme ;</p> <p>2° Pour les zones d'aménagement concerté, par la personne publique ayant pris l'initiative de la création de la zone qui adresse au préfet de région le dossier de réalisation approuvé prévu à l'article R. 311-7 du code de l'urbanisme ;</p> <p>3° Pour les aménagements et ouvrages mentionnés au 4° de l'article 4, dans les conditions définies à l'article R. 442-3-1 du code de l'urbanisme ;</p> <p>4° Pour les aménagements et ouvrages mentionnés au 5° de l'article 4 qui sont soumis à une autorisation administrative autre qu'une autorisation d'urbanisme, par le service chargé de recevoir la demande d'autorisation, qui adresse une copie du dossier de demande au préfet de région ;</p> <p>5° Pour les aménagements et ouvrages mentionnés au 5° de l'article 4 qui ne sont pas soumis à une autorisation administrative, par l'aménageur. Celui-ci adresse au préfet de région un dossier décrivant les travaux projetés, notamment leur emplacement prévu sur le terrain d'assiette, leur superficie, leur impact sur le sous-sol et indiquant la date à laquelle ils ont été arrêtés.</p> <p>II. - Pour les travaux sur des monuments historiques mentionnés au 6° de l'article 4, la saisine du préfet de région au titre de l'autorisation exigée par l'article L. 621-9 du code du patrimoine vaut saisine au titre du présent décret.</p>	Article 9
<p>Lorsqu'il a reçu un dossier, le préfet de région délivre à l'autorité qui l'a saisi ainsi qu'à l'aménageur un accusé de réception indiquant la date à compter de laquelle court le délai prévu à l'article 18 ou, le cas échéant, le délai prévu au deuxième alinéa de l'article 19.</p>	Article 10
<p>Les aménageurs peuvent, avant de déposer une demande pour obtenir les autorisations requises par les lois et règlements ou avant d'engager toute autre procédure, saisir le préfet de région afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques.</p> <p>A cette fin, ils produisent un dossier qui comporte un plan parcellaire et les références cadastrales, le descriptif du projet et son emplacement sur le terrain d'assiette ainsi que, le cas échéant, une notice précisant les modalités techniques envisagées pour l'exécution des travaux.</p> <p>Si le préfet de région constate que le projet est susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, il informe le demandeur, dans le délai de deux mois à compter de la réception de la demande, que le projet qu'il lui a présenté donnera lieu à des prescriptions de diagnostic archéologique.</p>	Article 11
<p>Hors des zones mentionnées à l'article 5, en cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai prévu à l'article 10, le préfet de région est réputé avoir renoncé à prescrire un diagnostic sur le même terrain et pour le projet de travaux dont il a été saisi, pendant une durée de cinq ans, sauf modification substantielle du projet ou des connaissances archéologiques sur le territoire de la commune.</p> <p>Sont considérées comme substantielles les modifications portant notamment sur l'implantation, la profondeur ou les modes de fondation des ouvrages projetés.</p> <p>Si l'état des connaissances archéologiques sur le territoire de la commune conduit le préfet de région à modifier l'appréciation qu'il a portée sur la nécessité d'un diagnostic, il le fait connaître à l'aménageur, par acte motivé, dans les meilleurs délais et en informe le maire.</p>	Article 12
<p>Si le préfet de région a fait connaître, en application de l'article 10, la nécessité d'un diagnostic, l'aménageur peut le saisir d'une demande anticipée de prescription.</p> <p>Le préfet de région prescrit alors, dans les conditions prévues par le présent décret, la réalisation d'un diagnostic archéologique et, si des éléments du patrimoine archéologique présents sur le site sont déjà connus, prend les autres mesures prévues à l'article 14.</p> <p>La redevance d'archéologie préventive correspondante est due par le demandeur, conformément au dernier alinéa de l'article L. 524-4 du code du patrimoine.</p>	
<p style="text-align: center;">Chapitre II</p> <p style="text-align: center;">Régime des prescriptions archéologiques</p>	
	Article 13
<p>Le préfet de région édicte les prescriptions archéologiques, délivre l'autorisation de fouille et désigne le responsable scientifique de toute opération d'archéologie préventive.</p> <p>Le responsable scientifique est l'interlocuteur du préfet de région et le garant de la qualité scientifique de l'opération archéologique. A ce titre, il prend, dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'intervention de l'opérateur, les décisions relatives à la conduite scientifique de l'opération et à l'élaboration du rapport dont il dirige la rédaction. Il peut être différent pour la réalisation du diagnostic et pour la réalisation de la fouille.</p>	

Article 14	<p>Les prescriptions archéologiques peuvent comporter :</p> <p>1° La réalisation d'un diagnostic qui vise, par des études, prospections ou travaux de terrain, à mettre en évidence et à caractériser les éléments du patrimoine archéologique éventuellement présents sur le site et à présenter les résultats dans un rapport ;</p> <p>2° La réalisation d'une fouille qui vise, par des études, des travaux de terrain et de laboratoire, à recueillir les données archéologiques présentes sur le site, à en faire l'analyse, à en assurer la compréhension et à présenter l'ensemble des résultats dans un rapport final ;</p> <p>3° Le cas échéant, l'indication de la modification de la consistance du projet permettant d'éviter en tout ou partie la réalisation des fouilles ; ces modifications peuvent porter sur la nature des fondations, les modes de construction ou de démolition, le changement d'assiette ou tout autre aménagement technique permettant de réduire l'effet du projet sur les vestiges.</p> <p>Les prescriptions sont motivées.</p>
Article 15	
Article 16	<p>Lorsqu'il prescrit un diagnostic en application du 1° de l'article 14, le préfet de région définit ses objectifs, l'emprise de l'opération, les principes méthodologiques à suivre ainsi que la qualification du responsable scientifique.</p>
Article 17	<p>Lorsque les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrage ou de travaux mentionnées à l'article 1er portent sur des terrains recelant des vestiges archéologiques dont l'intérêt impose une conservation sur place faisant obstacle à la réalisation de l'aménagement, le préfet de région demande le classement parmi les monuments historiques de tout ou partie du terrain. Le ministre chargé de la culture notifie, dans ce cas, au propriétaire du terrain une proposition de classement dans les conditions prévues par le chapitre Ier du titre II du livre VI du code du patrimoine.</p>
Article 18	<p>Lorsque des prescriptions archéologiques ont été formulées ou que le préfet a fait connaître son intention d'en formuler, les autorités compétentes pour délivrer les autorisations mentionnées à l'article 4 les assortissent d'une mention précisant que l'exécution de ces prescriptions est un préalable à la réalisation des travaux.</p> <p>Lorsque l'aménageur modifie son projet en application du 3° de l'article 14, les modifications de la consistance du projet indiquées par le préfet ont valeur de prescription. Si celles-ci ne sont pas de nature à imposer le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation, ou d'une demande de modification de l'autorisation délivrée, l'aménageur adresse au préfet de région une notice technique exposant le contenu des mesures prises.</p>
Article 19	<p>Le préfet de région dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception d'un dossier complet pour prescrire la réalisation d'un diagnostic ou faire connaître son intention d'édicter une prescription de fouille ou demander la modification de la consistance du projet. Ce délai est porté à deux mois lorsque les aménagements, ouvrages ou travaux projetés sont soumis à étude d'impact.</p> <p>En l'absence de notification de prescriptions dans le délai applicable en vertu de l'alinéa précédent, le préfet de région est réputé avoir renoncé à édicter celles-ci.</p> <p>Lorsque le préfet de région fait connaître à l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation et à l'aménageur son intention d'édicter une prescription de fouille ou de demander la modification de la consistance du projet, il doit notifier le contenu de cette prescription dans un délai qui ne peut dépasser trois mois à compter de la date de réception du dossier. Passé ce délai, il est réputé avoir renoncé à édicter de telles prescriptions.</p>
Article 20	<p>La date de réception du rapport est notifiée par le préfet de région à l'autorité qui instruit la demande d'autorisation et à l'aménageur. A compter de cette date, le préfet de région dispose d'un délai de trois mois pour notifier le contenu des prescriptions postérieures au diagnostic. A défaut de notification dans ce délai, le préfet de région est réputé avoir renoncé à édicter de telles prescriptions.</p> <p>Dans le cas où le diagnostic a déjà été réalisé en application de l'article 12, le délai de trois mois court à compter de la réception du dossier par le préfet de région dans les conditions prévues à l'article 8 ou de la confirmation par l'aménageur de son intention de réaliser les aménagements, ouvrages ou travaux projetés.</p>
Article 21	<p>Lorsque des prescriptions archéologiques ont été arrêtées à l'occasion de la création d'une zone d'aménagement concerté ou de l'autorisation d'un lotissement, aucune prescription supplémentaire ne peut être imposée lors de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme nécessaires à la réalisation de l'opération. Il en va de même si le préfet de région, régulièrement saisi du projet de réalisation de la zone ou du lotissement a fait savoir à l'aménageur que son projet n'appelait pas d'intervention archéologique préventive.</p> <p>Si le préfet de région, saisi en application de l'article 10 d'une demande tendant à ce qu'il examine si un projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques, a prescrit la réalisation d'un diagnostic archéologique, il ne peut édicter que des prescriptions mentionnées au 2° ou 3° de l'article 14 lorsqu'il reçoit, dans les conditions prévues à l'article 8, un dossier relatif à la même opération. Il en est de même, lorsque, saisi en application des articles 10 et 12, il a prescrit des mesures postérieures au diagnostic ; il ne peut alors édicter aucune prescription supplémentaire lorsqu'il reçoit, dans les conditions prévues à l'article 8, un dossier relatif à la même opération.</p>
	<p>Lorsque des opérations sont réalisées par tranches successives, le calendrier prévisionnel de leur réalisation est communiqué au préfet de région qui peut décider de prescrire les mesures prévues à l'article 14 soit pour la totalité du projet, soit lors de l'exécution de chaque tranche. Dans ce dernier cas, il définit par arrêté les délais de sa saisine et la nature des documents à fournir.</p> <p>Les opérations de diagnostic sont toutefois conduites pour l'ensemble du projet si la personne qui réalise ce projet en fait la demande.</p>

Chapitre III

Mise en œuvre des diagnostics

Section 1 - la désignation de l'opérateur chargé du diagnostic

<p>Les prescriptions archéologiques de diagnostic sont notifiées à l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de travaux, à l'aménageur, à l'Institut national de recherches archéologiques préventives ainsi que, s'ils disposent d'un service archéologique agréé, aux collectivités territoriales ou aux groupements de collectivités territoriales sur le territoire desquels l'opération d'aménagement doit avoir lieu.</p>	<p>Article 22</p>
<p>Les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales dont le service archéologique a été agréé peuvent décider :</p> <p>1° De réaliser le diagnostic d'archéologie préventive pour une opération d'aménagement ou de travaux entrepris sur leur territoire ;</p> <p>2° De réaliser l'ensemble des diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux entrepris sur leur territoire.</p>	<p>Article 23</p>
<p>Les collectivités ou groupements de collectivités mentionnés à l'article 23 qui entendent réaliser le diagnostic d'archéologie préventive pour une opération, en application du 1° de cet article, doivent faire connaître leur décision en ce sens au préfet de région dans le délai d'un mois à compter de la réception de la notification de prescription de diagnostic. A défaut de la notification de leur décision dans ce délai, ces collectivités ou groupements de collectivités sont réputés avoir renoncé à exercer cette faculté.</p>	<p>Article 24</p>
<p>La décision des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales d'établir, conformément au 2° de l'article 23, l'ensemble des diagnostics prescrits sur leur territoire doit fixer la durée pendant laquelle elle s'applique, qui ne peut être inférieure à trois ans. Elle est notifiée au préfet de région, au préfet de département, aux autres collectivités territoriales incluses dans le territoire de la collectivité ou du groupement ainsi qu'à l'Institut national de recherches archéologiques préventives.</p>	<p>Article 25</p>
<p>La réalisation, par un service archéologique territorial, d'un diagnostic prescrit à l'occasion de travaux effectués pour le compte d'autres collectivités territoriales ou leurs groupements ou de l'Etat est soumise à l'accord de ces collectivités ou de leurs groupements ou de l'Etat. Cet accord est regardé comme acquis, sauf décision expresse de refus notifiée au préfet de région dans un délai d'un mois à compter de la réception de la prescription de diagnostic.</p>	<p>Article 26</p>
<p>A l'expiration des délais mentionnés aux articles 24 et 26, le préfet de région notifie l'attribution du diagnostic à l'opérateur compétent et informe l'aménageur de l'identité de celui-ci.</p> <p>Sous réserve des dispositions de l'article 26, l'opérateur compétent est par ordre de priorité :</p> <p>1° La commune ou le groupement de communes ;</p> <p>2° Le département ;</p> <p>3° La région ou, en Corse, la collectivité territoriale de Corse ;</p> <p>4° L'Institut national de recherches archéologiques préventives.</p>	<p>Article 27</p>

Section 2 - les conditions de réalisation du diagnostic

<p>A la réception de la notification de l'attribution du diagnostic, l'opérateur élabore un projet d'intervention détaillant la mise en œuvre de la prescription et le soumet au préfet de région pour approbation. Si le projet soumis n'est pas conforme à la prescription qu'il a édictée, le préfet de région demande à l'opérateur de le modifier. Faute d'observation de la part du préfet dans le délai d'un mois, l'approbation est réputée acquise.</p> <p>Dès que le projet d'intervention a été approuvé et au plus tard deux mois après avoir reçu la notification de l'attribution du diagnostic, l'opérateur adresse à l'aménageur un projet de convention précisant les conditions de réalisation du diagnostic, telles que prévues à l'article 29.</p>	<p>Article 28</p>
<p>I. - La convention prévue à l'article 28 définit notamment :</p> <p>1° Les délais de réalisation du diagnostic et de remise du rapport ;</p> <p>2° Les conditions et délais de mise à disposition du terrain par l'aménageur et de préparation des opérations par l'opérateur ainsi que, le cas échéant, les conditions de restitution du terrain ;</p> <p>3° L'indication des matériels, équipements et moyens apportés par l'aménageur et, le cas échéant, les modalités de leur prise en charge financière par l'opérateur ;</p> <p>4° Le montant des pénalités par jour de retard dues soit par l'opérateur en cas de dépassement des délais définis au 1°, soit par l'aménageur en cas de dépassement des délais prévus au 2°.</p> <p>II. - La convention ne peut avoir pour effet la prise en charge, par l'opérateur, de travaux ou d'aménagements du chantier qu'impliquait, en tout état de cause, la réalisation du projet.</p>	<p>Article 29</p>

Article 30	
Article 31	Les délais de réalisation du diagnostic et de remise du rapport prévus au 1° du I de l'article 29 courent à compter de la mise à disposition des terrains dans des conditions permettant de se livrer aux opérations archéologiques, telles que déterminées au 2° du I du même article. En cas de désaccord sur ces délais entre l'aménageur et l'opérateur, ceux-ci sont fixés par le préfet de région, saisi par la partie la plus diligente. Le préfet se prononce dans les quinze jours de sa saisine après avoir, s'il le juge utile, consulté la commission interrégionale de la recherche archéologique.
Article 32	La convention prévue à l'article 28 est transmise au préfet de région.
Article 33	Le rapport de diagnostic est transmis au préfet de région, qui le porte à la connaissance de l'aménageur et du propriétaire du terrain.
Article 34	Le délai de caducité de la prescription de diagnostic prévu au troisième alinéa de l'article L. 523-7 du code du patrimoine est d'un mois à compter de la date conventionnelle d'achèvement des travaux archéologiques sur le terrain. Ce délai est porté à deux mois quand le diagnostic a été prescrit à l'occasion de travaux soumis à étude d'impact en application du code de l'environnement. Le délai est suspendu en cas de force majeure.
Article 35	Dès qu'il apparaît que le diagnostic ne peut être réalisé dans les délais, l'opérateur en informe le préfet de région. Il indique si des vestiges ont été découverts et en fournit une première caractérisation. Si le diagnostic inachevé a établi la présence de vestiges archéologiques ou que leur découverte est faite pendant les travaux d'aménagement, ils sont soumis aux dispositions des articles L. 531-14 à L. 531-16 du code du patrimoine. Toutefois, pour leur conservation ou leur sauvegarde, le préfet de région peut édicter une des prescriptions postérieures au diagnostic prévues à l'article 14 du présent décret. <i>Chapitre IV</i> <i>Mise en œuvre des fouilles</i> <i>Section 1 - les prescriptions archéologiques de fouilles</i>
Article 36	Lorsque le préfet de région prescrit, dans les conditions prévues par l'article 19, la réalisation d'une fouille, il assortit son arrêté de prescription d'un cahier des charges scientifique qui : a) Définit les objectifs, les données scientifiques ainsi que les principes méthodologiques et techniques de l'intervention et des études à réaliser ; b) Précise les qualifications du responsable scientifique de l'opération et, le cas échéant, celles des spécialistes nécessaires à l'équipe d'intervention ; c) Définit la nature prévisible des travaux nécessités par l'opération archéologique, en indique, le cas échéant, la durée minimale et fournit une composition indicative de l'équipe ; d) Détermine les mesures à prendre pour la conservation préventive des vestiges mis au jour ; e) Fixe le délai limite pour la remise du rapport final.
Article 37	L'arrêté de prescription archéologique de fouilles est notifié à l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de travaux et à l'aménageur. <i>Section 2 - les conditions de réalisation des fouilles</i>
Article 38	Les opérations de fouilles archéologiques prescrites par le préfet de région ou, pour les opérations sous-marines, par le ministre chargé de la culture, sont réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur.
Article 39	Les opérations de fouilles peuvent être confiées à l'Institut national de recherches archéologiques préventives, à un service archéologique territorial agréé ou à toute autre personne de droit public ou privé titulaire de l'agrément prévu au chapitre IX du présent décret.
Article 40	Si l'aménageur est une personne publique soumise au code des marchés publics, la passation du contrat de fouilles est soumise aux règles de passation des marchés de travaux fixées par ce code. Si l'aménageur est une personne publique ou privée soumise à la loi du 3 janvier 1991 susvisée, la passation du contrat de fouilles est régie par les règles de passation des marchés de travaux fixées par le décret du 31 mars 1992 susvisé.
	L'aménageur conclut avec l'opérateur un contrat qui définit le projet scientifique d'intervention et les conditions de sa mise en œuvre. Ce projet détermine les modalités de la réalisation de la prescription, notamment les méthodes et

techniques employées et les moyens humains et matériels prévus. Il est établi par l'opérateur sur la base du cahier des charges scientifique.

Le contrat précise :

- 1° La date prévisionnelle de début de l'opération de fouilles, sa durée et le prix de réalisation des fouilles ;
- 2° Les conditions et délais de la mise à disposition du terrain par l'aménageur et de l'intervention de l'opérateur ;
- 3° Les indemnités dues par l'une ou l'autre partie en cas de dépassement des délais convenus ;
- 4° La date de remise du rapport final d'opération.

Si l'aménageur est une personne publique soumise au code des marchés publics, le contrat contient en outre les mentions obligatoires prévues par ledit code.

Article 41

Le contrat prévu à l'article 39, signé par les deux parties et accompagné du justificatif de l'agrément de l'opérateur, est transmis par l'aménageur au préfet de région. Cette transmission vaut demande de l'autorisation de fouille prévue au deuxième alinéa de l'article L. 523-9 du code du patrimoine.

Lorsque l'aménageur est une personne privée, la transmission est complétée par une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée attestant que les conditions prévues à l'article 44 sont satisfaites.

Article 42

Le préfet de région dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du dossier transmis pour délivrer l'autorisation de fouilles ou la refuser en cas de non-conformité du projet soumis au cahier des charges scientifique. L'absence de décision notifiée dans le délai précité vaut refus de l'autorisation.

En cas de refus, le préfet peut proposer à l'aménageur de lui présenter un projet amendé dans un délai et selon des modifications qu'il lui indique. Le préfet dispose alors d'un délai de quinze jours à compter de la nouvelle présentation du projet pour notifier sa décision. A défaut, la demande d'autorisation est réputée rejetée.

L'arrêt d'autorisation comporte le nom du responsable scientifique de la fouille, désigné par le préfet de région, sur proposition de l'opérateur.

Article 43

Lorsque le déroulement des opérations fait apparaître la nécessité d'une modification substantielle du projet scientifique d'intervention, un projet révisé est soumis au préfet de région, qui dispose d'un délai de quinze jours pour l'approuver ou en demander la modification. A défaut de notification d'une décision dans ce délai, le projet révisé est réputé refusé.

En cas de découvertes survenues pendant l'opération conduisant à remettre en cause les résultats du diagnostic et les données scientifiques du cahier des charges, le préfet de région peut formuler des prescriptions complémentaires.

Les modifications et prescriptions complémentaires mentionnées aux alinéas précédents ne peuvent conduire à modifier l'économie générale du contrat mentionné à l'article 40.

En cas de découverte d'importance exceptionnelle, le préfet peut, par une décision motivée prise après avis de la commission interrégionale de la recherche archéologique, prolonger la durée d'intervention et, le cas échéant, demander une modification du projet de construction ou d'aménagement. Le surcoût éventuel de la fouille archéologique induit par ces décisions peut être financé sur les crédits du Fonds national pour l'archéologie préventive.

Article 44

Lorsque l'aménageur est une personne privée, il ne peut confier l'opération archéologique prescrite à un opérateur que lui-même ou un de ses actionnaires contrôle, directement ou indirectement.

Article 45

Afin d'établir l'indépendance de l'opérateur à l'égard de l'aménageur avant la délivrance de l'autorisation de fouilles, le préfet de région peut demander communication des documents suivants :

- a) Description de la composition du capital social ;
- b) Répartition des droits de vote au conseil d'administration ou conseil de surveillance de l'opérateur ;
- c) Compte de résultats certifié des trois exercices précédents et budget prévisionnel de l'exercice en cours précisant l'origine des recettes lorsqu'il ne s'agit pas des rémunérations perçues en contrepartie des opérations de fouilles préventives réalisées ;
- d) Description des contributions matérielles ou des apports en main-d'œuvre dont bénéficie l'opérateur de la part de tiers.

Article 46

Dans le cas où aucun opérateur ne s'est porté candidat à la fouille ou ne remplit les conditions pour la réaliser, l'aménageur demande à l'Institut national de recherches archéologiques préventives d'y procéder en lui communiquant la prescription correspondante.

Dans les deux mois suivant la réception de la demande, l'Institut national de recherches archéologiques préventives adresse au demandeur un projet de contrat contenant les clauses prévues à l'article 40. Il est alors fait application des dispositions des articles 41 et 42.

Section 3 - la procédure d'arbitrage

Article 47

Si, dans le cas mentionné à l'article 46, les parties sont en désaccord sur les conditions de réalisation ou sur le financement des fouilles, elles désignent d'un commun accord un arbitre parmi ceux figurant sur la liste dressée en application de l'article 48.

Article 48	
Article 49	Les arbitres sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable par un arrêté du ministre chargé de la culture, qui en dresse la liste.
Article 50	Si l'arbitre estime que son indépendance ou son impartialité n'est pas garantie dans le litige en cause, il doit en informer les parties. Celles-ci peuvent alors décider de choisir un autre arbitre. Sauf accord entre les parties, la mission de l'arbitre ne peut excéder trois mois à compter de la date à laquelle il a été désigné.
Article 51	L'arbitre recueille les observations des parties, fixe la date à laquelle aucune demande ne peut plus être formée ni aucun moyen soulevé. Il peut faire appel aux experts de son choix. La décision de l'arbitre expose succinctement les prétentions respectives des parties et leurs moyens. Elle contient en outre les mentions prévues à l'article 1472 du nouveau code de procédure civile. La décision est motivée et signée par l'arbitre.
Article 52	Les arbitres perçoivent pour chaque cas traité une indemnité forfaitaire dont le montant, à la charge des parties, est fixé par arrêté du ministre chargé de la culture.
Article 53	La décision de l'arbitre a, dès qu'elle est rendue, l'autorité de la chose jugée relativement à la contestation qu'elle tranche et le dessaisit de celle-ci. L'arbitre a néanmoins le pouvoir d'interpréter la décision, de réparer les erreurs et omissions matérielles qui l'affectent et de la compléter lorsqu'il a omis de statuer sur un chef de demande. La décision de l'arbitre a valeur de jugement de tribunal administratif. <i>Section 4 - achèvement des fouilles</i>
Article 54	Dans les quinze jours suivant la notification par l'aménageur de l'achèvement des opérations de fouilles sur le site, le préfet de région lui délivre une attestation de libération du terrain. Faute de notification dans ce délai de l'attestation, celle-ci est réputée acquise. Tout intéressé peut alors demander au préfet de région de lui délivrer un certificat attestant qu'aucune décision négative n'est intervenue. <i>Chapitre V</i> <i>Le contrôle des opérations d'archéologie préventive</i>
Article 55	Les opérations d'archéologie préventive sont exécutées sous la surveillance des services de l'Etat. L'aménageur et l'opérateur de l'intervention archéologique sont tenus de faire connaître aux services intéressés les dates de début et de fin du diagnostic ou de la fouille, au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération. Les observations du représentant de l'Etat formulées à l'issue des visites de contrôle ou réunions de chantier sont communiquées par écrit à l'opérateur et, dans le cas des fouilles, à l'aménageur. L'aménageur, l'opérateur et le responsable scientifique de l'opération assurent, chacun pour ce qui le concerne, la mise en œuvre effective des observations et des instructions du représentant de l'Etat. En cas de non-respect des observations et instructions du représentant de l'Etat, le préfet de région met le responsable scientifique et l'opérateur en demeure de s'y conformer. Il procède de même en cas d'obstruction au contrôle. Dans le cas des fouilles, l'aménageur est informé de cette mise en demeure. Si les intéressés ne prennent pas les mesures demandées dans le délai prescrit, le préfet de région peut : - en cas de manquement imputable au responsable scientifique, en désigner un nouveau ; - en cas de manquement imputable à l'opérateur, engager la procédure de retrait de l'autorisation des fouilles, telle que prévue à l'article L. 531-8 du code du patrimoine. Il doit notifier à l'aménageur et à l'opérateur son intention de provoquer le retrait. Les fouilles sont alors suspendues. Pendant la durée de la suspension, l'aménageur prend toute mesure utile à la conservation des vestiges mis au jour et à la sécurité du chantier. Les fouilles ne peuvent être reprises que sur décision expresse du préfet. Toutefois, si celui-ci ne s'est pas prononcé dans un délai de six mois sur la suite à donner à son intention de provoquer le retrait, les fouilles peuvent être reprises dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. En cas de retrait de l'autorisation de fouilles du fait de l'opérateur, les dispositions du premier alinéa de l'article L. 531-7 sont applicables. <i>Chapitre VI</i> <i>Dispositions relatives aux rapports d'opérations, à la documentation scientifique et aux objets mobiliers</i>

	Article 56
A l'issue de toute opération, sont remis à l'Etat, dans les délais et les formes précisés au présent chapitre, un rapport d'opération, la documentation scientifique constituée au cours de l'opération ainsi que le mobilier archéologique découvert.	Article 57
L'opérateur de la fouille remet au préfet de région le rapport de fouilles, élaboré à l'issue de l'analyse et de l'exploitation des données, sous l'autorité du responsable scientifique de l'opération, dans le délai fixé par le cahier des charges scientifique. Il informe l'aménageur de cette remise. Le préfet de région vérifie la conformité du rapport aux normes visées à l'article 58 et fait procéder à son évaluation scientifique par la commission interrégionale de la recherche archéologique. Il informe l'aménageur, l'opérateur et le responsable scientifique de la fouille et leur communique, le cas échéant, des recommandations en vue de l'exploitation scientifique du rapport. Un exemplaire du rapport est adressé à l'aménageur et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives.	Article 58
Les normes de contenu et de présentation du rapport de fouilles, ainsi que celles du rapport de diagnostic, sont définies par arrêté conjoint du ministre chargé de la culture et du ministre chargé de la recherche.	Article 59
Les objets mobiliers provenant des opérations d'archéologie préventive ne peuvent être placés sous la garde de l'opérateur pendant une durée supérieure à deux ans à compter de la date de délivrance de l'attestation de libération du terrain. Pendant cette durée, l'opérateur dresse l'inventaire des objets correspondant à chaque opération, qui est annexé au rapport de diagnostic ou de fouilles, prend les dispositions nécessaires à la sécurité des objets et assure, en tant que de besoin, leur mise en état pour étude. A la remise du rapport et, au plus tard, à l'expiration du délai de deux ans, le mobilier est remis à l'Etat. Avec le mobilier, l'opérateur remet à l'Etat, aux fins d'archivage, la documentation scientifique constituée en cours d'opération.	Article 60
Le ministre chargé de la culture définit par arrêté, après avis du ministre chargé de la recherche et consultation du Conseil national de la recherche archéologique, les normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles.	Article 61
Dans un délai de six mois à compter de leur remise par l'opérateur, l'Etat transmet le rapport et l'inventaire des objets au propriétaire du terrain et l'informe qu'il dispose d'un an pour faire valoir, s'il le souhaite, son droit de propriété sur la moitié du mobilier inventorié. Dans ce cas, le mobilier est partagé, à l'amiable ou à dire d'expert, en deux lots équivalents en valeur, attribués par tirage au sort. L'Etat peut toutefois exercer sur tout ou partie des objets le droit de revendication prévu à l'article L. 531-16 du code du patrimoine. La détermination de la valeur des objets par expertise s'effectue selon les modalités prévues par le décret du 19 avril 1947 susvisé. Les experts sont choisis sur la liste prévue à l'article 1er de ce même décret. Si, à l'expiration du délai d'un an, le propriétaire du terrain n'a pas fait valoir ses droits, l'Etat prend acte de sa renonciation. Le préfet de région constate par arrêté la propriété de l'Etat sur le mobilier issu de l'opération en cause dont l'inventaire est annexé à cet arrêté. Il en informe le propriétaire du terrain et la commune sur le territoire de laquelle le terrain se situe.	Article 62
La commune sur le territoire de laquelle les objets mobiliers ont été découverts peut demander que la propriété des vestiges attribués à l'Etat lui soit transférée à titre gratuit. Au cas où la commune intéressée renonce à en faire la demande ou qu'elle n'offre pas des conditions de conservation satisfaisantes, le transfert de propriété des vestiges mobiliers à titre gratuit peut être sollicité par toute autre collectivité territoriale ou groupement de collectivités dans le ressort desquels les objets ont été trouvés. Un arrêté du ministre chargé de la culture précise les conditions exigées pour une bonne conservation des vestiges mobiliers.	
<p style="text-align: center;"><i>Chapitre VII</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Dispositions relatives aux vestiges archéologiques immobiliers et à leurs inventeurs</i></p>	
	Article 63
Sauf lorsque le propriétaire du fonds contenant un vestige archéologique immobilier, issu de fouilles ou découvert fortuitement, établit qu'il est propriétaire de ce vestige, un arrêté du préfet de région constate que ce dernier est propriété de l'Etat par l'effet des dispositions du premier alinéa de l'article L. 541-1 du code du patrimoine et de l'article 713 du code civil. Cet arrêté est publié au fichier immobilier de la conservation des hypothèques dans les conditions de droit commun. Si l'archéologie du vestige le justifie, le préfet de région autorise l'incorporation du bien au domaine public. Le ministre chargé de la culture, après avis de la commission interrégionale de la recherche archéologique, décide si le vestige n'est pas incorporé au domaine public, il peut être cédé à l'amiable par l'Etat, dans les conditions prévues au sixième alinéa de l'article R. 129 du code du domaine de l'Etat.	

Article 64	Si, dans un délai de six mois à compter de la découverte du vestige, le préfet n'a procédé ni à son incorporation au domaine public de l'Etat ni à sa cession amiable, l'Etat est réputé avoir renoncé à la propriété de ce vestige. Le propriétaire du fonds peut, à tout moment après l'expiration de ce délai, demander au préfet de constater cette renonciation par un acte qui est publié au fichier immobilier de la conservation des hypothèques dans les conditions de droit commun.
Article 65	Le préfet de région peut, après avis de la commission interrégionale de la recherche archéologique, faire procéder sur place à l'étude scientifique du vestige ou, dès lors que ce dernier a été incorporé au domaine public de l'Etat et que sa nature le permet, le faire enlever pour qu'il soit procédé à son étude scientifique ou à sa présentation au public. S'il décide de conserver le vestige sur place, il peut mettre en œuvre, dans les conditions de droit commun, la procédure d'expropriation du fonds où se trouve celui-ci.
Article 66	Le montant de l'indemnité prévue au deuxième alinéa de l'article L. 541-1 du code du patrimoine est fixé par arrêté du préfet de région, compte tenu de la durée de la période pendant laquelle les services de l'Etat estiment devoir accéder au vestige après l'achèvement des fouilles. En cas de désaccord, le montant de l'indemnité est fixé par le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé le fonds, saisi par la partie la plus diligente.
Article 67	L'inventeur d'un vestige immobilier découvert fortuitement et déclaré au maire de la commune en cause peut bénéficier d'une récompense dont la nature et le montant sont fixés par le ministre chargé de la culture, après avis du Conseil national de la recherche archéologique, selon des modalités fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la culture et du ministre chargé du budget.
Article 68	Lorsqu'un vestige immobilier découvert fortuitement donne lieu à une exploitation, l'exploitant et l'inventeur conviennent : 1° Du versement à l'inventeur, à la charge de l'exploitant, d'une indemnité forfaitaire en relation avec l'intérêt archéologique de la découverte ; 2° A défaut, d'un intéressement de l'inventeur à l'activité pendant trente ans, sous la forme d'un pourcentage du résultat dès la première année d'exploitation ; cet intéressement est fonction de l'importance archéologique de la découverte. Le ministre chargé de la culture saisi par la partie la plus diligente évalue, après avis du Conseil national de la recherche archéologique, l'importance de la découverte en fonction d'une échelle commune aux modalités mentionnées aux 1° et 2°. Dans le cas prévu au 2°, l'intéressement ne peut excéder 25 % du résultat.
Article 69	Les dispositions des articles 66 et 67 ne sont pas applicables aux agents publics et aux personnes travaillant pour le compte d'opérateurs agréés pour les découvertes de vestiges archéologiques immobiliers qu'ils effectuent dans l'exercice de leurs fonctions. <i>Chapitre VIII</i> <i>Carte archéologique nationale</i>
Article 70	La carte archéologique nationale comporte : 1° Des éléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique pouvant être utilisés par les autorités compétentes pour délivrer les autorisations de travaux et permettant l'information du public ; 2° L'état complet de l'inventaire informatisé des connaissances et de la localisation du patrimoine archéologique.
Article 71	Les éléments de la carte archéologique nationale mentionnés au 1° de l'article 69 sont communiqués par le préfet de région ou, pour le domaine public maritime, par le service chargé des recherches sous-marines, sur leur demande, aux autorités administratives chargées de l'élaboration des documents d'urbanisme ou de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux susceptibles d'affecter le patrimoine archéologique. Ils peuvent également être consultés à la direction régionale des affaires culturelles territorialement compétente ou, pour le domaine public maritime, auprès du service précité, par toute personne qui en fait la demande.
	Les informations mentionnées au 2° de l'article 69 sont accessibles aux agents de l'Etat, de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, des services archéologiques et des autres services patrimoniaux des collectivités territoriales, à tout titulaire de l'agrément régi par le chapitre IX du présent décret ainsi qu'aux enseignants et chercheurs des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche, pour l'exercice de leurs missions. Elles sont également communiquées aux personnes justifiant qu'elles effectuent une recherche. Les informations concernant une parcelle cadastrale sont en outre accessibles au propriétaire de celle-ci ou à la personne mandatée par lui, s'ils font état d'un projet de travaux susceptibles d'affecter le patrimoine archéologique.

Les modalités de collaboration entre les services de l'Etat, les collectivités territoriales et établissements publics mentionnés à l'article L. 522-5 du code du patrimoine, pour l'établissement de la carte archéologique, sont définies par des conventions.

Ces conventions déterminent en particulier les modalités de contribution, de normalisation des données numérisées ainsi que les conditions réciproques d'accès aux bases de données.

Chapitre IX

Agrément des opérateurs d'archéologie préventive

Section 1 - agrément pour la réalisation de diagnostics

L'agrément pour la réalisation de diagnostics ne peut être délivré qu'aux services archéologiques de collectivités territoriales ou de groupement de collectivités territoriales. Il permet de réaliser tous types d'opérations de diagnostic prescrites dans le ressort territorial de la collectivité ou du groupement de collectivités dont relève le service archéologique.

Section 2 - agrément pour la réalisation des fouilles

L'agrément pour l'exécution des fouilles peut être délivré aux services archéologiques de collectivités territoriales ou de leurs groupements ainsi qu'à toute personne de droit public ou privé. Il peut être limité à certains domaines de la recherche archéologique. La demande d'agrément précise éventuellement les domaines souhaités.

Section 3 - dispositions communes

Les agréments prévus aux articles 73 et 74 sont délivrés par arrêté conjoint du ministre chargé de la culture et du ministre chargé de la recherche aux services et personnes de droit public ou privé mentionnés aux dits articles, qui disposent de personnels permanents justifiant des qualifications requises en matière d'archéologie et de conservation du patrimoine, ainsi que de la capacité administrative, technique et financière de réaliser les opérations d'archéologie préventive susceptibles de leur être confiées, dans les conditions exigées par le présent décret. Les qualifications requises sont fixées par arrêté du ministre chargé de la culture.

Le dossier de demande d'agrément comporte :

I. - Pour l'ensemble des demandeurs :

1° Les qualifications, le statut, les spécialités et l'expérience professionnelle, dans le domaine de la recherche archéologique, des personnels employés par le service ou l'entité dont l'agrément est demandé ;

2° La capacité technique et financière du service ou de l'entité ;

3° L'organisation administrative du service ou de l'entité ainsi que sa place dans l'organisme dont il relève.

II. - Pour les personnes de droit privé et les établissements publics industriels et commerciaux :

1° La présentation générale de l'organisme et le bilan financier ;

2° Un descriptif de l'activité de l'entreprise dans le domaine de l'archéologie ;

3° La déclaration sur l'honneur prévue à l'article 45 (4°) du code des marchés publics ;

4° Et lorsque l'agrément est sollicité par une association :

a) Un exemplaire ou une copie du Journal officiel de la République française contenant l'insertion mentionnée à l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, ou, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, une copie de la décision du tribunal d'instance ou de la juridiction supérieure inscrivant l'association ;

b) Le rapport moral et le rapport financier approuvés lors de la dernière assemblée générale.

La demande d'agrément est adressée au ministre chargé de la culture par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Une copie du dossier est adressée au préfet de région territorialement compétent.

Lorsque le dossier est incomplet, le ministre sollicite les pièces manquantes dans les mêmes formes. A défaut de production de ces pièces dans le mois suivant la réception de la lettre du ministre, le demandeur est réputé avoir renoncé à sa demande.

Le ministre chargé de la culture et le ministre chargé de la recherche se prononcent, après consultation du Conseil national de la recherche archéologique, dans un délai de trois mois à compter de la réception du dossier complet. En cas de demande d'agrément pour la réalisation de diagnostic, l'absence de décision expresse à l'expiration de ce délai vaut agrément. Dans les autres cas, l'absence de notification de décision dans ce délai vaut rejet de la demande.

L'arrêté délivrant l'agrément énonce les conditions au vu desquelles l'agrément est accordé. Il est notifié au demandeur et publié au Journal officiel de la République française.

Article 78	<p>L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans.</p> <p>Il est renouvelable à la demande du bénéficiaire dans les mêmes conditions que l'agrément initial. Les époques ou domaines pour lesquels l'agrément a été attribué peuvent être modifiés, à la demande du bénéficiaire et selon la même procédure.</p> <p>Le ministre chargé de la culture est informé par l'organisme dans un délai de deux mois de tout changement substantiel affectant les conditions au vu desquelles l'agrément a été accordé.</p>
Article 79	<p>L'agrément peut être retiré par arrêté conjoint du ministre chargé de la culture et du ministre chargé de la recherche lorsque l'organisme agréé ne remplit plus l'une des conditions au vu desquelles il a été agréé, ainsi qu'en cas de non-respect des obligations prévues par le présent décret, de manquements graves ou répétés dans l'exécution des opérations archéologiques ou de mises en demeure prononcées en application de l'article 55 et demeurées infructueuses.</p> <p>Le ministre chargé de la culture notifie au titulaire les raisons pour lesquelles il est envisagé de retirer l'agrément et lui impartit un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, pour présenter ses observations écrites, qui sont portées à la connaissance du Conseil national de la recherche archéologique, consulté préalablement à la décision de retrait. L'arrêté de retrait est publié au Journal officiel de la République française.</p>
	<p style="text-align: center;"><i>Chapitre X</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Dispositions relatives à la redevance d'archéologie préventive</i></p>
Article 80	<p>Au plus tard à la fin du mois qui suit le mois d'encaissement de la redevance d'archéologie préventive, le comptable du Trésor en verse le produit net des frais d'assiette et de recouvrement au bénéficiaire indiqué sur le titre de recettes. Il prélève sur le montant de redevance perçu la part destinée au Fonds national pour l'archéologie préventive et la verse à l'Institut national de recherches archéologiques préventives.</p>
Article 81	
Article 82	<p>Lorsque l'opération de diagnostic n'est pas réalisée par le bénéficiaire indiqué dans le titre de recettes, la personne publique qui a effectivement réalisé le diagnostic demande au bénéficiaire le reversement du montant perçu. Celui-ci est reversé par le bénéficiaire initial dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande. Cette demande doit être accompagnée des éléments justifiant que l'opération de diagnostic a bien été engagée.</p>
Article 83	<p>Lorsque la redevance est afférente à une opération autre que celles visées à l'alinéa a de l'article L. 524-4 du code du patrimoine faisant l'objet d'une réalisation par tranches de travaux, un titre de recettes et un avis d'imposition sont émis au début de chacune des tranches prévues dans l'autorisation administrative.</p> <p>La redevance est perçue pour chaque tranche et reversée conformément aux articles 80 et 81.</p>
Article 84	<p>Lorsqu'elle dépose un dossier de demande d'autorisation auprès de l'autorité compétente, la personne qui projette de réaliser des travaux exonérés du paiement de la redevance doit joindre au dossier les éléments justifiant qu'il bénéficie de l'une ou l'autre de ces exonérations.</p>
Article 85	<p>Les réclamations relatives à l'assiette de la redevance sont instruites par le service liquidateur conformément au titre III du livre des procédures fiscales. Le service liquidateur adresse une copie des demandes de décharge ou de dégrèvement au préfet de région.</p> <p>En cas de demande de dégrèvement, le préfet de région sollicite sans délai l'accord de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ou de la collectivité bénéficiaire et du ministre chargé de l'archéologie. Cet accord est réputé donné à défaut de notification de la réponse dans un délai de trois mois à compter de la saisine de ces organismes.</p>
Article 86	<p>Les décisions de dégrèvement et de décharge sont transmises au trésorier-payeur général. Elles mentionnent les références du titre de recettes initial.</p>
Article 87	<p>Le comptable du Trésor impute le montant du dégrèvement ou de la décharge sur le montant du titre initialement pris en charge.</p>
Article 88	<p>La majoration de 10 % prévue à l'article 1761 du code général des impôts ainsi que les frais de poursuites sont versés à l'Etat.</p>
	<p>La fixation du taux de la redevance, tel que prévu par l'article L. 524-7 du code du patrimoine, est opérée, par arrêté du ministre chargé de la culture, au 1^{er} août de chaque année en prenant en compte le dernier indice du coût de la construction publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques intitulé « moyenne associée ». Le taux actualisé appliqué comporte deux décimales après la virgule. La valeur est arrondie au centième d'€ le plus proche, la fraction égale à 0,005 étant comptée pour 0,01.</p>

Chapitre XI

Dispositions relatives au Fonds national pour l'archéologie préventive

Article 89

Le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 susvisé est modifié comme suit :

I. - A l'article 13, il est inséré, après le 7°, un 8° ainsi rédigé :

« 8° Le directeur général procède à l'exécution des décisions d'attribution de subventions de l'Etat et des décisions de prise en charge financées par le Fonds national pour l'archéologie préventive, ainsi que de toute autre décision afférente à la gestion du fonds. »

II. - Il est ajouté un article 25-1 ainsi rédigé :

« Art. 25-1. - Les dépenses et les recettes du Fonds national pour l'archéologie préventive dont l'établissement assure la gestion sont inscrites dans un budget annexe au budget de l'établissement. »

Section 1 - la commission du Fonds national pour l'archéologie préventive

Article 90

La commission chargée de définir les critères d'éligibilité à l'attribution d'une subvention comprend :

1° Un député et un sénateur désignés par leur assemblée respective ;

2° Quatre représentants de l'Etat, dont trois désignés sur proposition respectivement du ministre chargé du budget, du ministre chargé de l'équipement et du ministre chargé de la recherche ;

3° Quatre représentants des collectivités territoriales, dont deux maires, un président de conseil général et un président de conseil régional désignés sur proposition respectivement de l'association des maires de France, de l'assemblée des départements de France et de l'association des régions de France ;

4° Quatre représentants des personnes publiques ou privées assujetties à la redevance d'archéologie préventive prévue par l'article L. 524-2 du code du patrimoine, dont un désigné sur proposition du ministre chargé de l'industrie, un sur celle du ministre chargé du logement et deux sur celle du ministre chargé de l'équipement ;

5° Quatre personnalités qualifiées, compétentes en matière d'archéologie, dont deux désignées sur proposition du ministre chargé de la recherche.

Les membres de la commission sont nommés par arrêté du ministre chargé de la culture pour une durée de trois ans renouvelable.

Article 91

Un suppléant est désigné dans les mêmes conditions pour chaque membre titulaire, à l'exception des membres désignés au titre du 5° de l'article 90.

Article 92

La commission élit son président en son sein.

Le secrétariat de la commission est assuré par les services du ministère de la culture.

Article 93

La commission se réunit au moins une fois par an. Elle est tenue informée du bilan annuel des subventions attribuées.

Article 94

Les membres de la commission exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, leurs frais de séjour et de déplacement supportés à l'occasion des réunions de la commission sont pris en charge dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux fonctionnaires de l'Etat.

Les crédits nécessaires au fonctionnement de la commission, et notamment à la prise en charge des frais de séjour et de déplacement de ses membres, sont inscrits au budget du ministère de la culture.

Section 2 - les subventions du Fonds national pour l'archéologie préventive

Article 95

Les dispositions du décret du 16 décembre 1999 susvisé s'appliquent aux subventions prévues à l'article L. 524-14 du code du patrimoine sous réserve des dispositions de la présente section.

Article 96

La demande de subvention est présentée par l'aménageur ou son représentant légal en même temps qu'est transmis le contrat prévu à l'article 41 dont la présentation vaut demande d'autorisation de fouilles. Le contenu de la demande de subvention ainsi que les pièces à produire pour la constitution du dossier complet sont définis par un arrêté du ministre chargé de la culture et du ministre chargé du budget.

Les travaux de fouilles peuvent commencer dès l'obtention de l'autorisation de fouilles, celle-ci ne valant pas promesse de subvention.

Article 97

La demande de subvention est adressée au préfet de région dans le ressort duquel la fouille doit avoir lieu.

Le préfet de région transmet le dossier au ministre chargé de la culture accompagné de son avis.

Article 98	
Article 99	<p>Pour chaque décision attributive, le montant maximum prévisionnel de la subvention est déterminé par application à la dépense éligible prévisionnelle, d'un taux qui ne peut excéder 50 %.</p> <p>La dépense éligible prévisionnelle est le prix prévisionnel de la fouille convenu entre l'aménageur et l'opérateur.</p> <p>La décision d'attribution est prise par le ministre chargé de la culture et notifiée à l'aménageur.</p>
Article 100	<p>Si, par suite de prescriptions complémentaires du préfet de région modifiant substantiellement l'équilibre économique du projet de fouille, le coût réel est supérieur à la dépense éligible prévisionnelle, un complément de subvention peut être alloué. Celui-ci fait l'objet d'une nouvelle décision attributive.</p>
Article 101	<p>Le versement de la subvention intervient, par prélèvement sur le Fonds national pour l'archéologie préventive, sur justification par l'aménageur de la réalisation de l'opération de fouille archéologique.</p> <p>Sur demande de l'aménageur, une avance, qui ne peut dépasser 30 % du montant prévisionnel alloué, peut être versée lors du commencement d'exécution.</p> <p>Des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation de l'opération de fouilles.</p> <p>Le montant cumulé de l'avance et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.</p> <p>Le solde est versé après remise du rapport final d'opération sur production par l'aménageur de l'attestation prévue à l'article 53 et de la facture qu'il a acquittée établissant le coût réel de la fouille.</p> <p style="text-align: center;"><i>Section 3 - la prise en charge des fouilles</i></p>
Article 102	<p>Lorsque les travaux de fouilles archéologiques entrent dans le champ d'application des dispositions prévues au dernier alinéa de l'article L. 524-14 du code du patrimoine, l'aménageur adresse au préfet de région une demande de prise en charge de leur coût en même temps que la demande d'autorisation de fouilles.</p> <p>Le contenu de la demande de prise en charge ainsi que les pièces à produire pour la constitution du dossier sont définies par un arrêté du ministre chargé de la culture et du ministre chargé du budget.</p> <p>Pour les zones d'aménagement concerté et lotissements, lorsque la destination finale des lots est encore incertaine à la date de demande d'autorisation de fouilles, la demande indique la part prévisionnelle des surfaces affectées à des constructions ouvrant droit à une prise en charge du coût des fouilles.</p>
Article 103	<p>Le préfet de région dispose d'un délai de trois mois, à compter de la réception de la demande dont il accuse réception, pour vérifier si les conditions posées pour une prise en charge par l'article L. 524-14 du code du patrimoine sont remplies. Toutefois, le préfet peut par décision motivée adressée à l'aménageur proroger de trois mois le délai d'instruction. A défaut de notification d'une décision dans ce délai, la prise en charge intervient de plein droit.</p>
Article 104	<p>Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la décision expresse de prise en charge ou de la naissance de la décision implicite, la fouille n'a reçu aucun commencement d'exécution, le préfet constate la caducité de sa décision et en informe le gestionnaire du Fonds national pour l'archéologie préventive. Le préfet de région peut toutefois fixer un délai inférieur ou, exceptionnellement, proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.</p>
Article 105	<p>La décision expresse de prise en charge comporte notamment, outre le montant prévisionnel de la prise en charge, les modalités de paiement ainsi que les clauses de reversement. Elle vise le contrat prévu à l'article 40.</p>
Article 106	<p>Le montant prévisionnel de la prise en charge est arrêté après vérification par le préfet du bien-fondé du montant de la demande. Celui-ci est apprécié au regard du cahier des charges scientifique de la prescription et de la nature de l'opération archéologique.</p>
Article 107	<p>Le montant attribué peut être révisé si des prescriptions complémentaires du préfet de région entraînent un coût final de l'opération de fouilles archéologiques excédant de plus de 5 % le coût prévisionnel objet de la décision de prise en charge. Le complément de prise en charge éventuel fait l'objet d'une nouvelle décision.</p>
	<p>La liquidation de la prise en charge correspond au coût réel de l'opération de fouilles, plafonné au montant prévisionnel de la dépense prise en charge.</p> <p>Le paiement de la prise en charge est réalisé par prélèvement sur les crédits du Fonds national pour l'archéologie préventive, sur justification par l'aménageur de la réalisation de l'opération de fouilles.</p> <p>A l'exception des demandes prévisionnelles présentées pour les zones d'aménagement concerté et les lotissements, une avance peut être versée lors du commencement d'exécution, qui ne peut dépasser 30 % du montant prévisionnel alloué.</p> <p>Des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation de l'opération de fouilles.</p> <p>Le montant cumulé de l'avance et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la prise en charge.</p> <p>Le solde est payé sur production par l'aménageur, dans un délai de six mois à compter de la date de remise du rapport final, de l'attestation d'achèvement prévue à l'article 42 et de la facture qu'il a acquittée établissant le coût réel de la fouille.</p>

Les personnes physiques construisant pour elles-mêmes et les organismes construisant les logements visés au dernier alinéa de l'article L. 524-14 du code du patrimoine peuvent donner mandat à l'opérateur pour qu'il encaisse directement les sommes accordées pour la prise en charge et qu'il procède, le cas échéant, à leur reversement total ou partiel à la demande du préfet de région. Ce mandat doit être transmis à ce dernier en même temps que la demande de prise en charge. Dans ce cas, le solde est payé par prélèvement sur le fonds, sur production par le mandataire de la facture établissant le coût réel de la fouille accompagnée de l'attestation d'achèvement ou du certificat prévus à l'article 53.

Article 109

Lorsqu'est intervenue une décision implicite de prise en charge par application de l'article 102, ses modalités de mise en œuvre sont définies par le préfet de région par référence, en tant que de raison, aux articles 104 à 108.

Article 110

Le préfet de région exige le reversement total ou partiel des sommes allouées si l'opération n'est pas réalisée dans les conditions prévues par la décision de prise en charge.

Article 111

Le code de l'urbanisme est ainsi modifié :

I. - La dernière phrase du troisième alinéa de l'article R. 315-11, la dernière phrase du troisième alinéa de l'article R. 430-5 et le dernier alinéa de l'article R. 442-4-2 sont complétés par les mots suivants : «sauf lorsque les travaux sont situés à l'intérieur d'une zone délimitée dans les conditions prévues à l'article 5 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive et portant le cas échéant sur des emprises au sol excédant le seuil fixé dans l'arrêté définissant la zone».

II. - Au dernier alinéa de l'article R. 315-29, la référence à : «l'article 1er du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive» est remplacée par la référence à : «l'article 4 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive».

III. - Le quatrième alinéa de l'article R. 315-30 du code de l'urbanisme est remplacé par les dispositions suivantes : «Lorsque des prescriptions archéologiques sont imposées en application de l'article 14 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, les délais mentionnés aux alinéas précédents courent à compter de la remise du rapport de diagnostic et, en cas de prescription de fouilles, de la délivrance de l'attestation préfectorale ou du certificat prévus à l'article 53 dudit décret».

IV. - Au troisième alinéa de l'article R. 421-9 et au sixième alinéa de l'article R. 442-3-1 la référence : «au 1° de l'article 1er du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive» est remplacée par la référence : «à l'article 5 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive».

V. - Au dernier alinéa de l'article R. 421-9 et au dernier alinéa de l'article R. 442-3-1, la référence au : «décret du 16 janvier 2002 précité» est remplacée par la référence au : «décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 précité».

VI. - Le troisième alinéa de l'article R. 421-32 du code de l'urbanisme est remplacé par les dispositions suivantes : «Lorsque des prescriptions archéologiques sont imposées en application de l'article 14 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, le délai de deux ans mentionné au premier alinéa court à compter de la remise du rapport de diagnostic et en cas de fouilles, de la délivrance de l'attestation préfectorale ou du certificat prévus par l'article 53 dudit décret».

VII. - L'article R. 421-32-101 est ainsi rédigé :

«Lorsque l'opération projetée entre dans le champ d'application de l'article 4 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, le permis de construire ne peut être délivré qu'après saisine du préfet de région dans les conditions prévues à l'article 8 de ce décret».

VIII. - Au sixième alinéa de l'article R. 442-3-1, après les mots : «les références cadastrales», sont ajoutés les mots : «la ou les surfaces intéressées» et après les mots : «le descriptif des travaux», sont ajoutés les mots : «leur destination».

Article 112

Le décret du 21 septembre 1977 susvisé est modifié comme suit :

I. - Au dernier alinéa de l'article 4, la référence à : «l'article 3 du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive» est remplacée par la référence à : «l'article 8 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive».

II. - Au dernier alinéa de l'article 17 et au dernier alinéa de l'article 17-1, la référence au «décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive» est remplacée par la référence au «décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive».

Article 113

Le décret du 29 mars 1993 susvisé est modifié comme suit :

I. - Au dernier alinéa de l'article 3, les mots : «l'article 3 du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive» sont remplacés par les mots : «l'article 8 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive».

II. - Au sixième et au dernier alinéas de l'article 13, la référence au «décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive» est remplacée par la référence au «décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive».

Article 114	
Article 115	L'article 3-1 du décret du 6 novembre 1995 est ainsi rédigé : « Art. 3-1. - Le préfet saisit également le préfet de région en application de l'article 8 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive. »
Article 116	Le code de justice administrative est ainsi modifié : I. - Il est ajouté à l'article R. 322-1 un second alinéa ainsi rédigé : « Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, pour l'application de l'article 52 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières relatives à l'archéologie préventive, la cour administrative d'appel compétente est celle du ressort de l'opération archéologique ». II. - Il est ajouté à l'article R. 811-6, un second alinéa ainsi rédigé : « Par dérogation aux mêmes dispositions, le délai d'appel contre les décisions de l'arbitre prévues à l'article 52 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières relatives à l'archéologie préventive est de quinze jours. »
Article 117	Les attributions conférées par le présent décret au préfet de région sont exercées dans la collectivité territoriale de Corse par le représentant de l'Etat dans cette collectivité.
Article 118	Pour l'application du présent décret dans les départements d'outre-mer, les attributions de la commission interrégionale de la recherche archéologique sont exercées par la commission pour l'archéologie d'outre-mer du Conseil national de la recherche archéologique.
Article 119	Les travaux dont la réalisation est fractionnée dans le temps et qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, ont déjà fait l'objet d'une autorisation au titre du code de l'environnement, ou d'une autorisation d'exploitation de carrières, sont soumis aux dispositions de l'article 21 en ce qui concerne les tranches dont l'exécution intervient postérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret.
Article 120	Le titre II de l'annexe du décret du 19 décembre 1997 susvisé est modifié comme suit : I. - Le 1 du titre II est complété par le tableau suivant : Décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive : (Vous pouvez consulter le tableau dans le JO n° 129 du 05/06/2004 texte numéro 26) II. - Au 2 du titre II, le tableau relatif au décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 est remplacé par le tableau suivant : Décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive : (Vous pouvez consulter le tableau dans le JO n° 129 du 05/06/2004 texte numéro 26)
Article 121	Les articles 69 et 72 du présent décret pourront être ultérieurement modifiés par décret. Les autres dispositions du présent décret pourront être ultérieurement modifiées par décret en Conseil d'Etat, à l'exception de celles figurant au deuxième alinéa de l'article 2, à l'article 16, à l'article 37, à l'article 48, à l'article 51, au cinquième alinéa de l'article 55, à l'article 66, au quatrième alinéa de l'article 67, à l'article 75, au troisième alinéa de l'article 77, au premier alinéa de l'article 79, au troisième alinéa de l'article 98 et à l'article 118 qui seront modifiées, le cas échéant, dans les conditions prévues à l'article 2 du décret du 15 janvier 1997 susvisé.
Article 122	Le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive est abrogé.
Article 123	Sous réserve des dispositions de l'article 16 de la loi n° 2003-707 du 1er août 2003 susvisée, les dispositions du présent décret entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant sa publication au Journal officiel.
Article 124	A compter de leur entrée en vigueur dans les conditions définies à l'article 123, les dispositions des chapitres Ier, II et III et des sections 1 à 3 du chapitre IV du présent décret s'appliquent aux demandes, déclarations ou transmissions de la nature de celles prévues aux articles 4, 6 ou 7 présentées postérieurement à cette entrée en vigueur.
	Le Premier ministre, le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et le ministre de la culture et de la communication sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 3 juin 2004.

Jacques Chirac Par le Président de la République :

Le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin

Le ministre de la culture et de la communication, Renaud Donnedieu de Vabres

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Nicolas Sarkozy

Le ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer, Gilles de Robien

Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, Renaud Dutreil

Ministère de la culture et de la communication

Ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004
relative à la partie législative du code du patrimoine
(J.O n° 46 du 24 février 2004 page 37048)

CODE DU PATRIMOINE

Partie législative
(extrait)

LIVRE V ARCHÉOLOGIE

TITRE Ier DÉFINITION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Art. L. 510-1. - Constituent des éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel.

TITRE II ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

Chapitre 1er Définition

Art. L. 521-1. - L'archéologie préventive, qui relève de missions de service public, est partie intégrante de l'archéologie. Elle est régie par les principes applicables à toute recherche scientifique. Elle a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet l'interprétation et la diffusion des résultats obtenus.

Chapitre 2 Répartition des compétences : Etat et collectivités territoriales

Section 1 Rôle de l'Etat

Art. L. 522-1. - L'Etat veille à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social. Il prescrit les mesures visant à la détection, à la conservation ou à la sauvegarde par l'étude scientifique du patrimoine archéologique, désigne le responsable scientifique de toute opération d'archéologie préventive et assure les missions de contrôle et d'évaluation de ces opérations.

Art. L. 522-2. - Les prescriptions de l'Etat concernant les diagnostics et les opérations de fouilles d'archéologie préventive sont motivées. Les prescriptions de diagnostic sont délivrées dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier. Ce délai est porté à deux mois lorsque les aménagements, ouvrages ou travaux projetés sont soumis à une étude d'impact en application du code de l'environnement. Les prescriptions de fouilles sont délivrées dans un délai de trois mois à compter de la réception du rapport de diagnostic. En l'absence de prescriptions dans les délais, l'Etat est réputé avoir renoncé à édicter celles-ci.

Art. L. 522-3. - Les prescriptions de l'Etat peuvent s'appliquer à des opérations non soumises à la redevance prévue à l'article L. 524-2. Lorsque l'intérêt des vestiges impose leur conservation, l'autorité administrative notifie au propriétaire une instance de classement de tout ou partie du terrain dans les conditions prévues par les dispositions relatives aux monuments historiques.

Art. L. 522-4. - Hors des zones archéologiques définies en application de l'article L. 522-5, les personnes qui projettent de réaliser des aménagements, ouvrages ou travaux peuvent saisir l'Etat afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions de diagnostic archéologique. A défaut de réponse dans un délai de deux mois ou en cas de réponse négative, l'Etat est réputé renoncer, pendant une durée de cinq ans, à prescrire un diagnostic, sauf modification substantielle du projet ou des connaissances archéologiques de l'Etat sur le territoire de la commune. Si l'Etat a fait connaître la nécessité d'un diagnostic, l'aménageur peut en demander la réalisation anticipée par l'établissement public institué par l'article L. 523-1 ou un service territorial. Dans ce cas, il est redevable de la redevance prévue à l'article L. 524-2.

Art. L. 522-5. - Avec le concours des établissements publics ayant des activités de recherche archéologique et des collectivités territoriales, l'Etat dresse et met à jour la carte archéologique nationale. Cette carte rassemble et ordonne pour l'ensemble du territoire national les données archéologiques disponibles.

Dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Art. L. 522-6. - Les autorités compétentes pour délivrer les autorisations de travaux ont communication d'extraits de la carte archéologique nationale et peuvent les communiquer à toute personne qui en fait la demande. Un décret détermine les conditions de communication de ces extraits ainsi que les modalités de communication de la carte archéologique par l'Etat, sous réserve des exigences liées à la préservation du patrimoine archéologique, à toute personne qui en fait la demande.

Section 2 Rôle des collectivités territoriales

Art. L. 522-7. - Les services archéologiques des collectivités territoriales sont organisés et financés par celles-ci. Ces services sont soumis au contrôle scientifique et technique de l'Etat.

Art. L. 522-8. - Pour pouvoir réaliser des opérations de diagnostic et de fouilles d'archéologie préventive selon les modalités prévues aux articles L. 523-4, L. 523-5 et L. 523-7 à L. 523-10, les services mentionnés à l'article L. 522-7 doivent avoir été préalablement agréés. L'agrément est attribué, à la demande de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales dont relève le service, par l'autorité administrative. A défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales, l'agrément est réputé attribué.

Chapitre 3 Mise en œuvre des opérations d'archéologie préventive

Art. L. 523-1. - Sous réserve des cas prévus à l'article L. 523-4, les diagnostics d'archéologie préventive sont confiés à un établissement public national à caractère administratif qui les exécute conformément aux décisions délivrées et aux prescriptions imposées par l'Etat et sous la surveillance de ses représentants, en application des dispositions du présent livre.

L'établissement public réalise des fouilles d'archéologie préventive dans les conditions définies aux articles L. 523-8 à L. 523-10. L'établissement public assure l'exploitation scientifique des opérations d'archéologie préventive et la diffusion de leurs résultats. Il concourt à l'enseignement, à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie. Pour l'exécution de ses missions, l'établissement public peut s'associer, par voie de convention, à d'autres personnes morales dotées de services de recherche archéologique.

Art. L. 523-2. - L'établissement public mentionné à l'article L. 523-1 est administré par un conseil d'administration. Le président du conseil d'administration est nommé par décret.

Le conseil d'administration comprend, outre son président, des représentants de l'Etat, des personnalités qualifiées, des représentants des organismes et établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur dans le domaine de la recherche archéologique, des représentants des collectivités territoriales et des personnes publiques et privées dont l'activité est affectée par l'archéologie préventive ou qui œuvrent en ce domaine, ainsi que des représentants élus du personnel. Les attributions et le mode de fonctionnement de l'établissement public ainsi que la composition de son conseil d'administration sont précisés par décret.

Le conseil d'administration est assisté par un conseil scientifique.

Art. L. 523-3. - Les emplois permanents de l'établissement public sont pourvus par des agents contractuels. Le statut des personnels de l'établissement public est régi par le décret en Conseil d'Etat pris en application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et par un décret particulier.

Les biens, droits et obligations de l'association dénommée « Association pour les fouilles archéologiques nationales » sont dévolus à l'établissement public dans des conditions fixées par décret.

Art. L. 523-4. - Les services archéologiques qui dépendent d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales établissent, sur décision de l'organe délibérant de la collectivité ou du groupement, dans les mêmes conditions que l'établissement public, les diagnostics d'archéologie préventive relatifs à :

- a) Soit une opération d'aménagement ou de travaux réalisée sur le territoire de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales ;
- b) Soit, pendant une durée minimale de trois ans, l'ensemble des opérations d'aménagement ou de travaux réalisées sur le territoire de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales.

Lorsque son organe délibérant en a ainsi décidé, une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, doté d'un service archéologique, est compétent pour se livrer aux opérations mentionnées au présent article sur son territoire alors même que ce dernier serait inclus dans le ressort d'une autre collectivité territoriale également dotée d'un service archéologique.

Art. L. 523-5. - La réalisation, par un service archéologique territorial, d'un diagnostic prescrit à l'occasion de travaux réalisés pour le compte d'une autre collectivité, d'un autre groupement ou de l'Etat est soumise à l'accord de cette collectivité, de ce groupement ou de l'Etat.

Art. L. 523-6. - Les collectivités territoriales peuvent recruter pour les besoins de leurs services archéologiques, en qualité d'agents non titulaires, les agents de l'établissement public mentionné à l'article L. 523-1 qui bénéficient d'un contrat à durée indéterminée. Les agents ainsi recrutés conservent, sur leur demande, le bénéfice des stipulations de leur contrat antérieur relatives à sa durée indéterminée, à la rémunération qu'ils percevaient et à leur régime de retraite complémentaire et de prévoyance. Ils conservent, en outre, le bénéfice des stipulations de leur contrat antérieur qui ne dérogent pas aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale.

Art. L. 523-7. - Une convention, conclue entre la personne projetant d'exécuter des travaux et l'établissement public ou la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales dont dépend le service archéologique territorial chargé d'établir le diagnostic d'archéologie préventive, définit les délais de réalisation des diagnostics et les conditions d'accès aux terrains et de fourniture des matériels, équipements et moyens nécessaires à la réalisation des diagnostics. Les délais courent à compter de la mise à disposition des terrains dans des conditions permettant de se livrer aux opérations archéologiques. Sous réserve des dispositions du troisième alinéa applicables en cas d'un dépassement de délai imputable à l'opérateur, la convention détermine les conséquences pour les parties du dépassement des délais. Faute d'un accord entre les parties sur les délais de réalisation des diagnostics, ces délais sont fixés, à la demande de la partie la plus diligente, par l'Etat.

Lorsque, du fait de l'opérateur, le diagnostic n'est pas achevé dans le délai fixé par la convention, la prescription de diagnostic est réputée caduque à l'expiration d'un délai fixé par voie réglementaire. Dans ce cas, les dispositions des articles L. 531-14 à L. 531-16 sont applicables aux découvertes faites sur le terrain d'assiette de l'opération. Les mesures utiles à leur conservation ou à leur sauvegarde sont prescrites conformément aux dispositions du présent titre. Les conclusions du diagnostic sont transmises à la personne projetant d'exécuter les travaux et au propriétaire du terrain.

Art. L. 523-8. - La réalisation des opérations de fouilles d'archéologie préventive mentionnées à l'article L. 522-1 incombe à la personne projetant d'exécuter les travaux ayant donné lieu à la prescription. Celle-ci fait appel, pour leur mise en œuvre, soit à l'établissement public mentionné à l'article L. 523-1, soit à un service archéologique territorial, soit, dès lors que sa compétence scientifique est garantie par un agrément délivré par l'Etat, à toute autre personne de droit public ou privé.

Lorsque la personne projetant d'exécuter les travaux est une personne privée, l'opérateur de fouilles ne peut être contrôlé, directement ou indirectement, ni par cette personne ni par l'un de ses actionnaires.

Pour un lotissement ou une zone d'aménagement concerté, la personne publique ou privée qui réalise ou fait réaliser le projet d'aménagement assure les opérations de fouilles pour l'ensemble du projet d'aménagement.

Art. L. 523-9. - Le contrat passé entre la personne projetant d'exécuter les travaux et la personne chargée de la réalisation des fouilles fixe, notamment, le prix et les délais de réalisation de ces fouilles ainsi que les indemnités dues en cas de dépassement de ces délais. L'Etat autorise les fouilles après avoir contrôlé la conformité du contrat mentionné au deuxième alinéa avec les prescriptions de fouilles édictées en application de l'article L. 522-2.

surface hors œuvre nette effectivement destinée à cet usage, ainsi que les constructions de logements réalisées par une personne physique pour elle-même, y compris lorsque ces constructions sont effectuées dans le cadre d'un lotissement ou d'une zone d'aménagement concerté, sont pris en charge financièrement par le fonds précité dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 524-15. - Les litiges relatifs à la redevance d'archéologie préventive sont de la compétence des juridictions administratives. Les réclamations relatives à l'assiette de la redevance sont adressées au service liquidateur, celles relatives au recouvrement et aux poursuites sont adressées au comptable compétent désigné par l'autorité administrative. Elles sont présentées et instruites selon les règles des titres III et IV du livre des procédures fiscales.

Art. L. 524-16. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent titre.

TITRE III FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES PROGRAMMÉES ET DÉCOUVERTES FORTUITES

Chapitre 1er Archéologie terrestre et subaquatique

Section 1 Autorisation de fouilles par l'Etat

Art. L. 531-1. - Nul ne peut effectuer sur un terrain lui appartenant ou appartenant à autrui des fouilles ou des sondages à l'effet de recherches de monuments ou d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie, sans en avoir au préalable obtenu l'autorisation. La demande d'autorisation doit être adressée à l'autorité administrative ; elle indique l'endroit exact, la portée générale et la durée approximative des travaux à entreprendre.

Dans le délai, fixé par voie réglementaire, qui suit cette demande et après avis de l'organisme scientifique consultatif compétent, l'autorité administrative accorde, s'il y a lieu, l'autorisation de fouiller. Elle fixe en même temps les prescriptions suivant lesquelles les recherches devront être réalisées.

Art. L. 531-2. - Lorsque les fouilles doivent être réalisées sur un terrain n'appartenant pas à l'auteur de la demande d'autorisation, celui-ci doit joindre à sa demande le consentement écrit du propriétaire du terrain et, s'il y a lieu, de tout autre ayant droit.

Ce consentement ainsi que les stipulations des contrats passés afin de l'obtenir doivent tenir compte des dispositions de la présente section et ne peuvent faire obstacle à l'exercice des droits qu'il confère à l'Etat. Ils ne sauraient davantage être opposés à l'Etat ni entraîner sa mise en cause en cas de difficultés ultérieures entre l'auteur de la demande d'autorisation et des tiers.

Art. L. 531-3. - Les fouilles doivent être réalisées par celui qui a demandé et obtenu l'autorisation de les entreprendre et sous sa responsabilité. Elles s'exécutent conformément aux prescriptions imposées par la décision d'autorisation mentionnée à l'article L. 531-1 et sous la surveillance d'un représentant de l'autorité administrative.

Toute découverte de caractère immobilier ou mobilier doit être conservée et immédiatement déclarée à ce représentant.

Art. L. 531-4. - L'autorité administrative statue sur les mesures définitives à prendre à l'égard des découvertes de caractère immobilier faites au cours des fouilles. Elle peut, à cet effet, ouvrir pour ces vestiges une instance de classement conformément aux dispositions de l'article L. 621-7.

Art. L. 531-5. - L'autorité administrative peut, au nom de l'Etat et dans le seul intérêt des collections publiques, revendiquer les pièces provenant des fouilles autorisées en vertu de l'article L. 531-1 dans les conditions fixées à l'article L. 531-16 pour la revendication des découvertes fortuites.

Art. L. 531-6. - L'autorité administrative compétente pour la délivrance de l'autorisation peut prononcer, par arrêté pris sur avis conforme de l'organisme scientifique consultatif compétent, le retrait de l'autorisation de fouilles précédemment accordée :

a) si les prescriptions imposées pour l'exécution des recherches ou pour la conservation des découvertes faites ne sont pas observées ;

b) si, en raison de l'importance de ces découvertes, l'autorité administrative estime devoir poursuivre elle-même l'exécution des fouilles ou procéder à l'acquisition des terrains.

A compter du jour où l'administration notifie son intention de provoquer le retrait de l'autorisation, les fouilles doivent être suspendues. Elles peuvent être reprises dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation si l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation n'a pas prononcé le retrait de celle-ci dans un délai de six mois à compter de la notification.

Pendant ce laps de temps, les terrains où étaient réalisées les fouilles sont considérés comme classés parmi les monuments historiques et tous les effets du classement leur sont applicables.

Art. L. 531-7. - En cas de retrait d'autorisation pour inobservation des prescriptions imposées pour l'exécution des fouilles, l'auteur des recherches ne peut prétendre à aucune indemnité en raison de son éviction ou des dépenses qu'il a exposées.

Il peut, toutefois, obtenir le remboursement du prix des travaux ou installations pouvant servir à la continuation des fouilles si celles-ci sont poursuivies par l'Etat.

Art. L. 531-8. - Si l'autorisation de fouilles est retirée pour permettre à l'Etat de poursuivre celles-ci sous sa direction ou d'acquérir les terrains, l'attribution des objets découverts avant la suspension des fouilles demeure régie par les dispositions de l'article L. 531-5.

L'auteur des recherches a droit au remboursement total des dépenses qu'il a exposées. Il peut, en outre, obtenir à titre de dédommagement pour son éviction une indemnité spéciale dont le montant est fixé par l'autorité administrative compétente pour la délivrance de l'autorisation sur la proposition de l'organisme scientifique consultatif compétent.

Section 2 Exécution de fouilles par l'Etat

Art. L. 531-9. - L'Etat est autorisé à procéder d'office à l'exécution de fouilles ou de sondages pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie sur les terrains ne lui appartenant pas, à l'exception toutefois des terrains attenant à des immeubles bâtis et clos de murs ou de clôtures équivalentes.

A défaut d'accord amiable avec le propriétaire, l'exécution des fouilles ou sondages est déclarée d'utilité publique par décision de l'autorité administrative, qui autorise l'occupation temporaire des terrains.

Cette occupation est ordonnée par une décision de l'autorité administrative qui détermine l'étendue des terrains à occuper ainsi que la date et la durée probable de l'occupation. La durée peut être prolongée, en cas de nécessité, par de nouveaux arrêtés sans pouvoir en aucun cas excéder cinq années.

Art. L. 531-10. - Il est procédé, au moment de l'occupation, à une constatation contradictoire de l'état des lieux. Ceux-ci doivent être rétablis, à l'expiration des fouilles, dans le même état, à moins que l'autorité administrative ne poursuive le classement des terrains parmi les monuments historiques ou leur acquisition.

L'occupation temporaire pour exécution de fouilles donne lieu, pour le préjudice résultant de la privation momentanée de jouissance des terrains et éventuellement si les lieux ne peuvent être rétablis en leur état antérieur, pour le dommage causé à la surface du sol, à une indemnité dont le montant est fixé, à défaut d'accord amiable, conformément aux dispositions de la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics.

Art. L. 531-11. - Le mobilier archéologique issu des fouilles exécutées par l'Etat lui est confié pendant le délai nécessaire à son étude scientifique. Au terme de ce délai, qui ne peut excéder cinq ans, la propriété des découvertes de caractère mobilier faites au cours des fouilles est partagée entre l'Etat et le propriétaire du terrain suivant les règles du droit commun: L'Etat peut toujours exercer sur les objets trouvés le droit de revendication prévu aux articles L. 531-5 et L. 531-16.

Art. L. 531-12. - Sont compris parmi les immeubles pouvant être expropriés ceux dont l'acquisition est nécessaire soit pour accéder aux immeubles faisant l'objet de l'expropriation principale, soit pour isoler ou dégager les monuments ou vestiges découverts au cours des fouilles.

Art. L. 531-13. - A compter du jour où l'autorité administrative notifie au propriétaire d'un immeuble son intention d'en poursuivre l'expropriation, cet immeuble est considéré comme classé parmi les monuments historiques et tous les effets du classement s'y appliquent de plein droit. Ceux-ci cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les six mois qui suivent la notification.

Après la déclaration d'utilité publique, l'immeuble peut être classé sans formalités par décision de l'autorité administrative.

Pour la fixation de l'indemnité d'éviction due au propriétaire, il ne sera pas tenu compte de la valeur des monuments ou objets qui pourraient être ultérieurement découverts dans les immeubles expropriés.

Section 3 Découvertes fortuites

Art. L. 531-14. - Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.

Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

L'autorité administrative peut faire visiter les lieux où les découvertes ont été faites ainsi que les locaux où les objets ont été déposés et prescrire toutes les mesures utiles pour leur conservation.

Art. L. 531-15. - Si la continuation des recherches présente au point de vue de la préhistoire, de l'histoire, de l'art ou de l'archéologie un intérêt public, les fouilles ne peuvent être poursuivies que par l'Etat ou après autorisation de l'Etat, dans les conditions prévues au présent chapitre.

A titre provisoire, l'autorité administrative peut ordonner la suspension des recherches pour une durée de six mois à compter du jour de la notification.

Pendant ce temps, les terrains où les découvertes ont été faites sont considérés comme classés et tous les effets du classement leur sont applicables.

Art. L. 531-16. - L'autorité administrative statue sur les mesures définitives à prendre à l'égard des découvertes de caractère immobilier faites fortuitement. Elle peut, à cet effet, ouvrir pour ces vestiges une instance de classement conformément à la législation sur les monuments historiques.

Les découvertes de caractère mobilier faites fortuitement sont confiées à l'Etat pendant le délai nécessaire à leur étude scientifique. Au terme de ce délai, qui ne peut excéder cinq ans, leur propriété demeure régie par l'article 716 du code civil. Toutefois, l'Etat peut revendiquer ces découvertes moyennant une indemnité fixée à l'amiable ou à dire d'experts. Le montant de l'indemnité est réparti entre l'inventeur et le propriétaire, suivant les règles du droit commun, les frais d'expertise étant imputés sur elle.

Dans un délai de deux mois à compter de la fixation de la valeur de l'objet, l'Etat peut renoncer à l'achat. Il reste tenu, en ce cas, des frais d'expertise.

Section 4 Objets et vestiges

Art. L. 531-17. - Le droit de revendication prévu par les articles L. 531-5, L. 531-11 et L. 531-16 ne peut s'exercer à propos des découvertes de caractère mobilier consistant en pièces de monnaie ou d'objets en métaux précieux sans caractère artistique.

Art. L. 531-18. - Depuis le jour de leur découverte et jusqu'à leur attribution définitive, tous les objets donnant lieu à partage sont considérés comme provisoirement classés parmi les monuments historiques et tous les effets du classement s'appliquent à eux de plein droit.

Art. L. 531-19. - Les modalités d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Chapitre 2 Biens culturels maritimes

Art. L. 532-1. - Constituent des biens culturels maritimes les gisements, épaves, vestiges ou généralement tout bien qui, présentant un intérêt préhistorique, archéologique ou historique, est situé dans le domaine public maritime ou au fond de la mer dans la zone contiguë.

Art. L. 532-2. - Les biens culturels maritimes situés dans le domaine public maritime dont le propriétaire n'est pas susceptible d'être retrouvé appartiennent à l'Etat.

Ceux dont le propriétaire n'a pu être retrouvé, à l'expiration d'un délai de trois ans suivant la date à laquelle leur découverte a été rendue publique, appartiennent à l'Etat. Les conditions de cette publicité sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 532-3. - Toute personne qui découvre un bien culturel maritime est tenue de le laisser en place et de ne pas y porter atteinte.

Elle doit, dans les quarante-huit heures de la découverte ou de l'arrivée au premier port, en faire la déclaration à l'autorité administrative.

Art. L. 532-4. - Quiconque a enlevé fortuitement un bien culturel maritime du domaine public maritime par suite de travaux ou de toute autre activité publique ou privée ne doit pas s'en départir. Ce bien doit être déclaré à l'autorité administrative dans le délai fixé par l'article L. 532-3. Il doit être déposé auprès de celle-ci dans le même délai ou tenu à sa disposition.

Art. L. 532-5. - En cas de déclarants successifs, le bénéfice de la découverte est reconnu au premier d'entre eux.

Art. L. 532-6. - Toute personne qui a découvert et déclaré un bien culturel maritime dont la propriété est attribuée à l'Etat en application de l'article L. 532-2 peut bénéficier d'une récompense dont la nature ou le montant est fixé par l'autorité administrative.

Art. L. 532-7. - Nul ne peut procéder à des prospections à l'aide de matériels spécialisés permettant d'établir la localisation d'un bien culturel maritime, à des fouilles ou à des sondages sans en avoir, au préalable, obtenu l'autorisation administrative délivrée en fonction de la qualification du demandeur ainsi que de la nature et des modalités de la recherche.

L'opérateur exécute les fouilles conformément aux décisions prises et aux prescriptions imposées par l'Etat et sous la surveillance de ses représentants, en application des dispositions du présent livre.

Art. L. 523-10. - Lorsque aucun autre opérateur ne s'est porté candidat ou ne remplit les conditions pour réaliser les fouilles, l'établissement public mentionné à l'article L. 523-1 est tenu d'y procéder à la demande de la personne projetant d'exécuter les travaux. En cas de désaccord entre les parties sur les conditions de réalisation ou sur le financement des fouilles, le différend est réglé selon une procédure d'arbitrage organisée par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 523-11. - Les conditions de l'exploitation scientifique des résultats des opérations d'archéologie préventive sont définies par décret en Conseil d'Etat.

Lorsque les opérations de fouilles d'archéologie préventive sont réalisées par un opérateur autre que l'établissement public mentionné à l'article L. 523-1, cet opérateur est tenu de remettre à l'Etat et à l'établissement public un exemplaire du rapport de fouilles. L'auteur du rapport ne peut s'opposer à son utilisation par l'Etat, par l'établissement public ou par les personnes morales dotées de services de recherche archéologique avec lesquelles il est associé en application du quatrième alinéa de l'article L. 523-1 ou par des organismes de recherche et des établissements d'enseignement supérieur, à des fins d'étude et de diffusion scientifiques à l'exclusion de toute exploitation commerciale. Ce rapport d'opération est communicable selon les règles applicables aux documents administratifs.

La documentation afférente à l'opération est remise à l'Etat.

Art. L. 523-12. - Le mobilier archéologique provenant des opérations d'archéologie préventive est confié, sous le contrôle des services de l'Etat, à l'opérateur d'archéologie préventive le temps nécessaire à la rédaction du rapport d'opération. Ce délai ne peut excéder deux ans. Il est ensuite fait application des dispositions de l'article L. 523-14.

Art. L. 523-13. - En cas de cessation d'activité de l'opérateur de fouilles ou de retrait de son agrément, le mobilier archéologique provenant des opérations d'archéologie préventive et la documentation qu'il détenait sont remis à l'établissement public mentionné à l'article L. 523-1, afin qu'il en achève l'étude scientifique.

Art. L. 523-14. - La propriété du mobilier archéologique issu des opérations d'archéologie préventive est partagée à parts égales entre l'Etat et le propriétaire du terrain.

Si, à l'issue d'un délai d'un an à compter de la réception du rapport de fouilles mentionné à l'article L. 523-11, le propriétaire n'a pas exprimé une intention contraire, il est réputé avoir renoncé à la propriété des vestiges qui lui étaient échus par le partage. La propriété de ces vestiges est alors transférée à titre gratuit à l'Etat.

L'Etat peut toutefois transférer à titre gratuit la propriété de ces vestiges à la commune sur le territoire de laquelle ils ont été découverts, dès lors qu'elle en fait la demande et qu'elle s'engage à en assurer la bonne conservation.

Dans le cas où le propriétaire n'a pas renoncé à son droit de propriété, l'Etat peut exercer le droit de revendication prévu à l'article L.

531-16.

Chapitre 4 Financement de l'archéologie préventive

Art. L. 524-1. - Le financement de l'établissement public mentionné à l'article L. 523-1 est assuré notamment :

- a) Par la redevance d'archéologie préventive prévue à l'article L. 524-2 ;
- b) Par les subventions de l'Etat ou de toute autre personne publique ou privée ;
- c) Par les rémunérations qu'il perçoit en contrepartie des opérations de fouilles qu'il réalise.

Art. L. 524-2. - Il est institué une redevance d'archéologie préventive due par les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter des travaux affectant le sous-sol et qui :

- a) Sont soumis à une autorisation ou à une déclaration préalable en application du code de l'urbanisme ;
- b) Ou donnent lieu à une étude d'impact en application du code de l'environnement ;
- c) Ou, dans les cas des autres travaux d'affouillement, sont soumis à déclaration administrative préalable selon les modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. En cas de réalisation fractionnée, la surface de terrain à retenir est celle du programme général des travaux.

Art. L. 524-3. - Sont exonérés de la redevance d'archéologie préventive les travaux relatifs aux logements à usage locatif construits ou améliorés avec le concours financier de l'Etat en application des 3° et 5° de l'article L. 351-2 et des articles L. 472-1 et L. 472-1-1 du code de la construction et de l'habitation, au prorata de la surface hors œuvre nette effectivement destinée à cet usage, les constructions de logements réalisées par une personne physique pour elle-même ainsi que les affouillements rendus nécessaires pour la réalisation de travaux agricoles, forestiers ou pour la prévention des risques naturels.

Art. L. 524-4. - Le fait générateur de la redevance d'archéologie préventive est :

- a) Pour les travaux soumis à autorisation ou à déclaration préalable en application du code de l'urbanisme, à l'exception des lotissements, la délivrance de cette autorisation ou la non-opposition aux travaux ;
- b) Pour les travaux et aménagements autres que ceux mentionnés au a et donnant lieu à une étude d'impact, à l'exception des zones d'aménagement concerté, l'acte qui décide, éventuellement après enquête publique, la réalisation du projet et en détermine l'emprise ;
- c) Pour les autres travaux d'affouillement, le dépôt de la déclaration administrative préalable.

Dans le cas où l'aménageur souhaite que le diagnostic soit réalisé avant la délivrance de l'autorisation préalable ou la non-opposition aux travaux mentionnés au a ou avant l'édiction de l'acte mentionné au b, le fait générateur de la redevance est le dépôt de la demande de réalisation du diagnostic.

Art. L. 524-5. - abrogé

Art. L. 524-6. - La redevance d'archéologie préventive n'est pas due pour les travaux visés au I de l'article L. 524-7 lorsque le terrain d'assiette a donné lieu à la perception de la redevance d'archéologie préventive en application des dispositions issues de la loi n° 2003-707 du 1er août 2003 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive.

Elle n'est pas due lorsque l'emprise des constructions a déjà fait l'objet d'une opération visant à la détection, à la conservation ou à la sauvegarde par l'étude scientifique du patrimoine archéologique, réalisée dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

En cas de demande volontaire de réalisation de diagnostic, le montant de la redevance d'archéologie préventive acquittée à ce titre est déduit de la redevance due pour la réalisation de l'aménagement.

Art. L. 524-7. - Le montant de la redevance d'archéologie préventive est calculé selon les modalités suivantes :

- I. - Lorsqu'elle est perçue sur les travaux visés au a de l'article L. 524-2, l'assiette de la redevance est constituée par la valeur de l'ensemble immobilier comprenant les terrains nécessaires à la construction, à la reconstruction ou à l'agrandissement et les bâtiments dont l'édification doit faire l'objet de l'autorisation de construire. Cette valeur est déterminée forfaitairement en appliquant à la surface de plancher développée hors œuvre une valeur au mètre carré variable selon la catégorie d'immeubles. Cette valeur est déterminée conformément aux dispositions de l'article 1585 D du code général des impôts. Les constructions qui sont destinées à être affectées à un service public ou d'utilité publique sont assimilées, pour le calcul de l'assiette de la redevance, aux constructions visées au 4° du I de l'article 1585 D du même code. Il en est de même pour les espaces aménagés principalement pour le stationnement des véhicules, qui sont assujettis sur la base de la surface hors œuvre brute lorsqu'il s'agit de constructions et de la surface au sol des travaux dans les autres cas.

La redevance n'est pas due pour les travaux de construction créant moins de 1 000 mètres carrés de surface hors œuvre nette ou, pour les parcs de stationnement visés à l'alinéa précédent, de surface.

Le tarif de la redevance est de 0,3 % de la valeur de l'ensemble immobilier déterminée conformément à l'article 1585 D du code général des impôts.

II. - Lorsqu'elle est perçue sur des travaux visés aux b et c de l'article L. 524-2, son montant est égal à 0,32 € par mètre carré. Ce montant est indexé sur l'indice du coût de la construction.

La surface prise en compte est selon le cas :

- la surface au sol des installations autorisées pour les aménagements et ouvrages soumis à autorisation administrative qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- la surface au sol des aménagements et ouvrages non soumis à autorisation administrative qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement sur la base du dossier transmis pour prescription de diagnostic éventuelle en application des articles L. 522-1 et suivants du présent code ;
- la surface de la zone sur laquelle porte la demande de réalisation du diagnostic prévue au dernier alinéa de l'article L. 524-4 ;
- la surface au sol des travaux soumis à déclaration administrative préalable visés à l'article L. 524-2 du présent code.

La redevance n'est pas due pour les travaux et aménagements réalisés sur des terrains d'une superficie inférieure à 3 000 mètres carrés.

Art. L. 524-8. - Au vu des éléments transmis par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations ou recevoir les déclarations ou demandes mentionnées aux articles L. 524-2 et L. 524-4, le montant de la redevance d'archéologie préventive est liquidé et ordonné par le représentant de l'Etat dans le département ou, dans les cas prévus par l'article 255 A du livre des procédures fiscales, par le maire lorsqu'il est fait application du a de l'article L. 524-4 et par le représentant de l'Etat dans la région lorsqu'il est fait application des b ou c ou du cinquième alinéa de l'article L. 524-4.

Le représentant de l'Etat dans le département et le représentant de l'Etat dans la région peuvent déléguer leur signature respectivement au directeur départemental de l'équipement ou au directeur régional des affaires culturelles territorialement compétents pour tous les actes nécessaires à la liquidation ou l'ordonnement de la redevance d'archéologie préventive. Ces autorités peuvent subdéléguer leur signature à leurs subordonnés pour ces attributions.

Lorsqu'il apparaît que la superficie déclarée par l'aménageur dans le cadre d'une demande effectuée conformément au cinquième alinéa de l'article L. 524-4 est erronée ou inexacte, le service responsable de la liquidation rectifie la déclaration et en informe le redevable, avant de liquider la redevance. Dans ce cas, la procédure prévue aux articles L. 55 et suivants du livre des procédures fiscales est applicable.

L'émission du titre de recettes est prescrite à la fin de la quatrième année qui suit celle de la réalisation du fait générateur. Toutefois, lorsque l'autorisation administrative est accordée pour une durée supérieure à quatre ans, l'émission du titre de recettes est prescrite à la fin de l'année qui suit l'année d'expiration de l'autorisation administrative.

La redevance d'archéologie préventive est payée en un versement unique au comptable du Trésor compétent désigné par décision de l'autorité administrative. Toutefois, lorsque la redevance est afférente à une opération autre que celles mentionnées au a de l'article L. 524-4 faisant l'objet de réalisation par tranches de travaux, le service liquidateur fractionne l'émission du titre de recettes au début de chacune des tranches prévues dans l'autorisation administrative.

Art. L. 524-9. - La redevance d'archéologie préventive est exigible immédiatement à la date d'ordonnement du titre de recettes. La date limite de paiement est fixée au dernier jour du mois qui suit la date de cet ordonnement.

Lorsque le délai de remise des titres au comptable est supérieur à trois jours, la date de prise en charge des titres par le comptable constitue le point de départ pour l'application de la date limite de paiement.

Lorsque la redevance n'a pas été réglée à la date limite de paiement, elle fait l'objet de la majoration de 10 % prévue à l'article 1761 du code général des impôts. Une lettre de rappel est adressée au redevable.

Art. L. 524-10. - Le titre de recettes établi par l'ordonnateur comporte les décomptes de liquidation et de répartition du produit de la redevance et indique l'identité des tiers tenus solidairement au paiement de la redevance.

Le recouvrement de la redevance est assuré par les comptables du Trésor dans les conditions fixées au titre IV du livre des procédures fiscales. Il est garanti par le privilège prévu au I de l'article 1929 du code général des impôts. Sont tenus solidairement au paiement de la redevance les établissements de crédit ou sociétés de caution mutuelle qui sont garants de l'achèvement de l'opération de travaux ainsi que les aménageurs successifs, dont l'identité est précisée dans le contrat prévu à l'article L. 523-9.

Art. L. 524-11. - Après encaissement de la redevance, le comptable du Trésor en reverse le produit à l'établissement public mentionné à l'article L. 523-1 ou, dans le cas mentionné au b de l'article L. 523-4, à la collectivité territoriale ou au groupement de collectivités territoriales après déduction des frais d'assiette et de recouvrement et après prélèvement du pourcentage du produit de la redevance alimentant le Fonds national pour l'archéologie préventive prévu à l'article L. 524-14. Le reversement intervient au plus tard à la fin du mois qui suit le mois d'encaissement.

Toutefois, lorsque l'établissement public réalise un diagnostic prescrit à l'occasion de travaux d'aménagement réalisés pour le compte d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales qui, dans le cas prévu au quatrième alinéa de l'article L. 523-4, n'a pas donné son accord à l'intervention du service archéologique de la collectivité territoriale mentionnée au b de l'article L. 523-4, cette dernière reverse à l'établissement public le montant de la redevance d'archéologie préventive perçue au titre de ces travaux.

Dans le cas où une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales assure l'intégralité d'un diagnostic en application du a de l'article L. 523-4, la redevance lui est reversée par l'établissement public, la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales qui l'a perçue.

Art. L. 524-12. - Les dégrèvements sont prononcés par le service qui a procédé à la liquidation initiale de la redevance au vu des décisions préalables et conformes adoptées par l'établissement public ou la collectivité bénéficiaire et par l'autorité administrative.

Les décharges sont prononcées lorsque les travaux définis à l'article L. 521-1 ne sont pas réalisés par le redevable et que l'opération de diagnostic n'a pas été engagée.

Les dégrèvements et décharges sont imputés sur les titres émis dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Lorsque la redevance qui fait l'objet d'un dégrèvement ou d'une décharge a été acquittée par le redevable et répartie entre les bénéficiaires, le comptable recouvre préalablement le produit auprès de ces bénéficiaires sur le fondement de leurs propres décisions.

Lorsqu'il n'obtient pas le remboursement spontané, le comptable peut procéder par voie de compensation avec le produit de la redevance qu'il répartit par ailleurs.

Après avoir obtenu le remboursement de la part des bénéficiaires initiaux, le comptable reverse au redevable figurant sur le titre le montant de la redevance à l'exception des frais d'assiette et de recouvrement.

Art. L. 524-13. - Le recouvrement de la redevance est prescrit quatre années après l'émission du titre.

L'admission en non-valeur de la redevance est prononcée comme en matière d'impôts directs. Lorsque la redevance bénéficie à une collectivité territoriale, le comptable public soumet la proposition d'admission en non-valeur à cette collectivité. La collectivité peut refuser la non-valeur dès lors qu'elle est à même de justifier au comptable public des éléments permettant le recouvrement de la créance.

A défaut de décision, la non-valeur est admise d'office après un délai de six mois suivant la demande formulée par le comptable public.

Art. L. 524-14. - Il est créé, dans les comptes de l'établissement public mentionné à l'article L. 523-1, un Fonds national pour l'archéologie préventive.

Les recettes du fonds sont constituées par un prélèvement sur le produit de la redevance d'archéologie préventive prévue à l'article L. 524-2. La part du produit de la redevance qui lui est affectée ne peut être inférieure à 30 %. Elle est fixée chaque année par décision de l'autorité administrative.

Ce fonds finance les subventions accordées par l'Etat aux personnes projetant d'exécuter des travaux qui ont donné lieu à l'édiction d'une prescription de fouille d'archéologie préventive conformément aux dispositions de l'article L. 522-2. Les interventions de ce fonds visent à faciliter la conciliation entre la préservation du patrimoine archéologique et le développement des territoires, en particulier ruraux.

Les subventions sont attribuées par décision de l'autorité administrative, conformément aux critères définis par une commission comprenant un député et un sénateur désignés par leur assemblée respective et, en nombre égal, des représentants de l'Etat, des représentants des collectivités territoriales, des représentants des personnes mentionnées à l'article L. 524-2 et des personnalités qualifiées. La commission élit son président en son sein.

Les travaux de fouilles archéologiques induits par la construction de logements à usage locatif construits ou améliorés lors du concours financier de l'Etat en application des 3° et 5° de l'article L. 351-2 et des articles L. 472-1 et L. 472-1-1 du code de la construction et de l'habitation au moment de la

Tout déplacement d'un bien ou tout prélèvement sur celui-ci est soumis, dans les mêmes conditions, à l'obtention préalable d'une autorisation administrative.

Art. L. 532-8. - Les fouilles, sondages, prospections, déplacements et prélèvements doivent être exécutés sous la direction effective de celui qui a demandé et obtenu l'autorisation mentionnée à l'article L. 532-7.

Art. L. 532-9. - Lorsque le propriétaire d'un bien culturel maritime est connu, son accord écrit doit être obtenu avant toute intervention sur ce bien.

Art. L. 532-10. - Lorsque la conservation d'un bien culturel maritime est compromise, l'autorité administrative, après avoir mis en demeure le propriétaire, s'il est connu, peut prendre d'office les mesures conservatoires qu'impose cette situation.

Art. L. 532-11. - L'autorité administrative peut, après avoir mis le propriétaire en mesure de présenter ses observations, déclarer d'utilité publique l'acquisition par l'Etat d'un bien culturel maritime situé dans le domaine public maritime. A défaut d'accord du propriétaire, l'utilité publique est déclarée par décret en Conseil d'Etat.

Le transfert de propriété est prononcé par les tribunaux judiciaires de droit commun moyennant une indemnité versée préalablement à la prise de possession. Cette indemnité doit couvrir l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le tribunal.

Art. L. 532-12. - Les articles L. 532-3 à L. 532-5 et L. 532-7 à L. 532-9 sont applicables aux biens culturels maritimes situés dans une zone contiguë comprise entre douze et vingt-quatre milles marins mesurés à partir des lignes de base de la mer territoriale, sous réserve d'accords de délimitation avec les Etats voisins.

Art. L. 532-13. - Toute personne qui a découvert et déclaré un bien culturel maritime appartenant à l'Etat et situé dans la zone contiguë pourra bénéficier d'une récompense dont le montant est fixé par l'autorité administrative.

Art. L. 532-14. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent chapitre.

TITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES

Chapitre 1^{er} Régime de propriété des vestiges immobiliers

Art. L. 541-1. - Les dispositions de l'article 552 du code civil relatives aux droits du propriétaire du sol ne sont pas applicables aux vestiges archéologiques immobiliers.

L'Etat verse au propriétaire du fonds où est situé le vestige une indemnité destinée à compenser le dommage qui peut lui être occasionné pour accéder audit vestige. A défaut d'accord amiable, l'action en indemnité est portée devant le juge judiciaire.

Lorsque le vestige est découvert fortuitement et qu'il donne lieu à une exploitation, la personne qui assure cette exploitation verse à l'inventeur une indemnité forfaitaire ou, à défaut, intéresse ce dernier au résultat de l'exploitation du vestige. L'indemnité forfaitaire et l'intéressement sont calculés en relation avec l'intérêt archéologique de la découverte et dans des limites et selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L. 541-2. - Les modalités d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Chapitre 2 Utilisation de détecteurs de métaux

Art. L. 542-1. - Nul ne peut utiliser du matériel permettant la détection d'objets métalliques, à l'effet de recherches de monuments et d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie, sans avoir, au préalable, obtenu une autorisation administrative délivrée en fonction de la qualification du demandeur ainsi que de la nature et des modalités de la recherche.

Art. L. 542-2. - Toute publicité ou notice d'utilisation concernant les détecteurs de métaux doit comporter le rappel de l'interdiction mentionnée à l'article L. 542-1, des sanctions pénales encourues ainsi que des motifs de cette réglementation.

Art. L. 542-3. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent chapitre.

Chapitre 3 Dispositions fiscales

Art. L. 543-1. - Les règles fiscales applicables aux dépenses exposées à l'occasion d'études archéologiques préalables ou d'opérations archéologiques sont fixées à l'article 238 ter du code général des impôts.

Chapitre 4 Dispositions pénales

Section 1 Dispositions relatives à l'archéologie terrestre et subaquatique

Art. L. 544-1. - Est puni d'une amende de 7 500 € le fait, pour toute personne, de réaliser, sur un terrain lui appartenant ou appartenant à autrui, des fouilles ou des sondages à l'effet de recherches de monument ou d'objet pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie :

- a) Sans avoir obtenu l'autorisation prévue aux articles L. 531-1 ou L. 531-15 ;
- b) Sans se conformer aux prescriptions de cette autorisation ;
- c) Malgré le retrait de l'autorisation de fouille en application des dispositions de l'article L. 531-6.

Art. L. 544-2. - Est puni d'une amende de 7 500 € le fait, pour toute personne ayant demandé et obtenu l'autorisation de réaliser des fouilles ou des sondages, de ne pas les réaliser elle-même en violation de l'article L. 531-3 ou d'enfreindre l'obligation de déclaration et de conservation prévue à ce même article.

Art. L. 544-4. - Le fait, pour toute personne, d'aliéner ou d'acquérir tout objet découvert en violation des articles L. 531-1, L. 531-6 et L. 531-15 ou dissimulé en violation des articles L. 531-3 et L. 531-14 est puni d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 4 500 €. Le montant de l'amende peut être porté au double du prix de la vente du bien.
La juridiction peut, en outre, ordonner la diffusion de sa décision dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal.

Signature of Contractor: _____



Direction Régionale de l'Environnement
BASSE-NORMANDIE



Zone de type : 1

N° régional : 0000-0023

N° national : 250006507

Année de mise à jour : 2008

Superficie : 174,73 ha

Altitude : 0 - 120 m

Mesure(s) existante(s) :

Zone ND du POS

Périmètre d'acquisition approuvé par le
Conservatoire de l'Espace Littoral

Terrain acquis par le Conservatoire de
l'Espace Littoral

Nombre d'espèces

inventoriées : 300

Commune(s)

INSEE	NOM
14024	AUBERVILLE
14305	GONNEVILLE-SUR-MER
14338	HOULGATE
14754	VILLERS-SUR-MER

Inventaire du Patrimoine Naturel de Basse-Normandie

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) se définit par l'identification scientifique d'un secteur de territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. La présente zone est inscrite à l'inventaire des ZNIEFF. Cette fiche descriptive a notamment pour objet de contribuer à la prise en compte du patrimoine naturel, tel que le prévoit la législation française, dans tous projets de planification ou d'aménagement.

0000-0023

FALAISES DES VACHES NOIRES

Les falaises des Vaches Noires sont coiffées à leur sommet d'une petite falaise de craie.

Cette zone est remarquable sur le plan géologique.

Les marnes jurassiques, sous l'action du ruissellement des eaux d'une nappe aquifère qui les surmonte, sont entaillées de profonds ravins. Ceux-ci sont parcourus de coulées boueuses qui avancent lentement vers la mer et contiennent des blocs de craie crétacée venus du sommet. A marée haute, les vagues attaquent le front des coulées, dégageant des fossiles extrêmement variés. On y trouve notamment des ammonites de diverses espèces (*Cardioceras cordatum*, *Lamberticeras lamberti*, *Peltoceras athleta*, *Perisphinctes parendieri*, *Pachyceras*, *Kosmoceras*...), des oursins (*Nucleolites scutatus*, *Cardiaster fossarius*...), des polypiers, des bois silicifiés et même des os de Sauriens ou de Crocodiliens.

FLORE

L'instabilité et la difficulté d'accès ont mis ces lieux à l'écart de toute utilisation humaine, d'où une flore variée des éboulis, de pelouses calcaires, de bois frais...

On note la présence d'espèces rares tels le Troscart des marais (*Triglochin palustre*), l'Argousier (*Hippophae rhamnoides*), *Centaurea microptilon*, l'Ophrys mouche (*Ophrys insectifera*), l'*Epipactis* des marais (*Epipactis palustris*)... La Grassette vulgaire (*Pinguicula vulgaris*), espèce protégée au niveau national, a été mentionnée par Bournérias en 1950.

FAUNE

La présence de bois et fourrés, de pelouses et de dépressions humides favorisent la nidification d'espèces variées, parmi lesquelles le Pic vert (*Picus viridis*), la Bouscarle de Cetti (*Cettia cetti*), la Poule d'eau (*Gallinula chloropus*)...

Sources / Bibliographie

RIOULT M., 1978 - Villers-sur-mer, son site, ses falaises, sa plage, son musée. Syndicat d'initiative de Villers-sur-mer. Laboratoire de Géologie de l'Université de Caen.

LAUTIER T., Dec. 1996 - Actualisation des données floristiques sur 6 ZNIEFF du Calvados. Centre de découverte de la Nature du Parc Naturel Régional de Brotonne, DIREN Basse - Normandie.

A.N.C., 2000 - Faune du littoral du Calvados, Données de terrain 1994 - 2000

BEER M., janvier 2000 - Propositions d'actualisation concernant les orchidées indigènes dans les ZNIEFF du Calvados. 20 p. + annexes.

ROBBE S., Mai 2007-Relevé végétation Falaise des Vaches Noires et Longues-sur-Mer (données de terrain non publiées).

BOUSQUET.T,GUYADER.D,ZAMBETTAKIS.C,Mars 2008, Mise à jour des ZNIEFF de Basse-Normandie 2005-2006-2007, Données flores(terrain&bibliographie) recueillies par le CBN de Brest et son réseau botanique.

Sources / Informateurs

1960 BOURNERIAS M. - Données de terrain non publiées.

1996 DEPERIERS S. - Données de terrain non publiées.

1996 RUNGETTE D. - Données de terrain non publiées.

1984 PROVOST M. - Données de terrain non publiées.

Identification	
Falaises des Vaches Noires	
Références du site : BN00363	Intérêt patrimonial : ***
Typologie : Géosite de surface	Confidentialité : Public
Localisation	



Localisation administrative

Région(s)	Département(s)	Commune(s)
Normandie (Basse)	Calvados	14024 AUBERVILLE
		14225 DIVES-SUR-MER
		14305 GONNEVILLE-SUR-MER
		14338 HOULGATE
		14754 VILLERS-SUR-MER

Adresse du siège du site

Nom du siège :
 Adresse siège :
 Ville :
 Code postal :
 Site web :

Téléphone :
 Fax :
 e-mail :

Coordonnées de l'emprise

Lieu-dit : Falaises des Vaches Noires

Origine : carte au 1/25 000

Précision : métrique

Type coordonnées : Lambert 2 Etendu

N° point	X L2E	Y L2E
1	425 907	2 481 910

Références cartographiques :

Carte(s) topographique(s) IGN à 1/25 000

DIVES-SUR-MER.CABOURG (1612E)

Carte(s) géologique(s) BRGM à 1/50 000

CAEN (0120)

Condition d'accès

Itinéraire : Accéder au pied des falaises par les plages de Houlgate ou de Villers-sur-mer. Il n'y a aucun accès facile depuis le sommet des falaises.

Accessibilité Facile Réglementée **Autorisation préalable** Oui

Payant : **Période d'ouverture :**

Description du site

Description géologique

Cette coupe naturelle présente une succession de formations géologiques depuis le Callovien

supérieur (Marnes de Dives, Jurassique moyen) jusqu'au Cénomanien (Crétacé).
 Les falaises sont riches en fossiles bien conservés : invertébrés (céphalopodes dont ammonites pyritisées exceptionnelles, bivalves, gastéropodes, brachiopodes), vertébrés (poissons, reptiles marins, dinosaures), végétaux.
 Les falaises présentent de nombreux phénomènes d'érosion actuelle tels que des ravinements dans les faciès marneux, ainsi que des coulées de boue fréquentes (morphologie de "bad-lands").
 Les gros blocs de craie cénomanienne apportés depuis l'arrière-falaise crétacée par les coulées boueuses, éparpillés sur la plage et recouverts d'algues, ont donné aux falaises leur nom de "Vaches Noires".



Phénomène représentatif du site : Sédimentation de plate-forme

Age du phénomène

ancien Callovien supérieur
récent Cénomanien

Age absolu en Ma

162
 95

Age du terrain :

ancien Callovien supérieur
récent Quaternaire

Age absolu en Ma

0
 162

Existence d'une coupe géologique dans la base : Oui

Description physique :

Coupe naturelle dans le Jurassique dessinant une première falaise littorale haute de plus de 70 m entre Dives-sur-mer et Villers-sur-mer, surmontée par une arrière-falaise crétacée de 30 à 40 m de hauteur.
 Superficie : 579,73 hectares

Commentaire :

La falaise présente un palier intermédiaire, accidenté et embroussaillé (Chaos d'Auberville). Le site est envahi par la végétation et en partie urbanisé au niveau de Dives-sur-mer et de Villers-sur-mer, il est en bon état général de Houlgate à Auberville.
 L'accès aux falaises est interdit.

Etat actuel Dégradé

Dégradation variable

Statuts

Propriétaire : ()

Gestionnaire : ()

L'arrêté préfectoral du 20 octobre 1952 interdit l'extraction de matériaux sur les côtes du Calvados.
 Le site appartient à l'espace naturel sensible "Falaises des Vaches Noires" du département du Calvados.

Protection juridique : Oui

Protection physique : Non

Statut de protection

Statut

Date

Conservatoire - Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lac

Espace - Espace naturel sensible des départements

Site - Site classé

3/02/1995

Zone - Zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique

Inventaire(s)

Inventaire existant

Références inventaire

Date inventaire

ZNIEFF

250006507

01/01/2008

Intérêts

Intérêt géologique principal

Stratigraphie Les Vaches Noires constituent la coupe stratigraphique de référence pour le Jurassique moyen à supérieur de l'Ouest du Bassin parisien. Site très riche en fossiles stratigraphiques bien conservés.



Intérêt(s) géologique(s) secondaire(s) :

Géomorphologie Morphologie de "bad-lands" liée à de nombreux phénomènes d'érosion actuelle qui en fait un laboratoire de terrain exceptionnel.

Paléontologie Ammonites pyritisées exceptionnelles du Callovien supérieur et de l'Oxfordien inférieur présentes dans les collections du monde entier. Nombreux fossiles d'invertébrés et de vertébrés du Callovien supérieur, de l'Oxfordien inférieur et du Crétacé inférieur. Faune d'oursins de l'Oxfordien moyen.

Sédimentologie Passage progressif d'un environnement de vasière externe à un environnement de plate-forme carbonatée oolithique puis périrécifale, avec l'enregistrement d'épisodes détritiques de sables quartzeux ou d'oolithes ferrugineuses. Traces fossiles diversifiées.

Intérêt(s) pédagogique(s)

Pour tous publics Coupe de référence du Jurassique normand moyen à supérieur. Grande diversité et abondance des fossiles et traces fossiles.

Intérêt pour l'histoire de la géologie

Le site abrite la coupe stratigraphique de référence pour le Jurassique moyen et supérieur de l'Ouest du Bassin parisien, qui a servi à définir les anciens étages du Diversien et du Villersien.

Intérêt(s) annexe(s)

Flore Nombreuses espèces rares et protégées nationalement. Présence d'une flore variée d'éboulis, de pelouses calcaires, de bois frais...

Faune Site de nidification pour une avifaune variée.

Intérêt touristique ou économique :

Site de la Côte Fleurie avec plages sableuses au pied des falaises à proximité de Cabourg et de Deauville-Trouville.

Rareté du site : Internationale

Evaluation de l'intérêt patrimonial :

	Note	Coefficient	Evaluation
Intérêt géologique principal	3	4	12
Intérêt(s) géologique(s) secondaire(s) :	3	3	9
Intérêt(s) pédagogique(s) :	3	3	9
Intérêt(s) pour l'histoire de la géologie :	1	2	2
Rareté dans la région :	3	2	6
Etat de conservation :	2	2	4
Autres intérêts :	2	2	
Total			42

Intérêt patrimonial : 3 Etoile(s) / 3

Vulnérabilité, menaces

Vulnérabilité naturelle

Erosion continentale très importante avec coulées de boue, glissements et écroulements.
Embossaillement de la partie sommitale des falaises.

Menaces anthropiques actuelles

Prélèvements de fossiles

Menaces anthropiques prévisibles

Prélèvements de fossiles

Evaluation des besoins en protection

	Note	Coefficient	Evaluation
Intérêt patrimonial :	3	1	3
Vulnérabilité naturelle :	2	1	2
Menace anthropique :	1	1	1
Protection effective :	2	1	2
Total :			8

Bibliographie

Identifiant	Date	Auteur(s)	Référence	Titre
BNO0300B	01/01/1998	Dugué O., Fily G., Rioult M.	Bull. trim. Soc. Géol. Norm. et Amis Muséum du Havre, t. 85, fasc. 2, 132 p.	Le Jurassique des Côtes du Calvados. Biostratigraphie, sédimentologie, paléoécologie, paléogéographie et stratigraphie séquentielle.
BNO0330B	01/01/1989	Rioult M., Coutard J.-P., De la Quèrrière P., Helluin M., Larssonneur C., Pellerin J.	BRGM	Notice explicative, Carte géol. France (1/50000), feuille Caen (120). Orléans : BRGM, 104 p. Carte géologique par Rioult M. et al. (1986)
BNO0331B	01/01/1986	Rioult M., Coutard J.P., Helluin M., Pellerin J., Quinejume-Helluin E., Larssonneur C., Alain Y.	BRGM	Carte géol. France (1/50000), feuille Caen (120). Orléans : BRGM. Notice explicative par Rioult M. et al. (1989).
BNO0333B	01/01/1975	Rioult M., Fily G.	Livret-guide excursions. Groupe français d'études Jurassique, Lab. Géol. armoricaine, Univ. Caen, 47 p.	Faunes et formations jurassiques de la marge armoricaine du Bassin parisien (Normandie et Maine).

BNO0358B	01/01/1968	Guyader J.	Thèse Doct. Ing. Univ. Paris, 200 p.	Le Jurassique supérieur de la Baie de la Seine Etude stratigraphique et micropaléontologique
BNO0359B	01/01/1989	Dugué O.	Thèse Univ. Caen, 593 p.	Géodynamique d'une bordure de massifs anciens. La bordure occidentale du Bassin anglo-parisien au Callovo-Oxfordien. Pulsations épirogéniques et cycles eustatiques
BNO0360B	01/01/1987	Doré F., Larsonneur C., Pareyn C., Riout M., Juignet P.	Masson Edit., Paris, 2e édition, 207 p.	Guide géologique régional Normandie-Maine
BNO0431B	01/01/1968	Auger P., Mary G.	Rev. Geogr. Phys. Géol. dyn. (Paris, Masson), X, (3), p. 213-225	Glissements et coulées boueuses en Basse-Normandie
BNO0335B	01/01/1991	Riout M., Dugué O., Jan du Chêne R., Ponsot C., Fily G., Moron J.-M., Vail P.R.	Bull. Centre Rech. Explor. - Prod. Elf Aquitaine, 15, 1, p. 101-194	Outcrop sequence stratigraphy of the Anglo-Paris Basin, Middle to Upper Jurassic (Normandy, Maine, Dorset)

Traçabilité

Création du site le : 20/06/2008 Par Olivier Dugué

Suivi des modifications informatiques

Sujet	Modifié le	ORGANISME	Auteur
Description générale	19/07/2010	APGN	OSSI, Cécile
Collections	27/08/2009	APGN	OSSI, Cécile
Collections	12/11/2009	APGN	OSSI, Cécile
Collections	26/11/2009	APGN	OSSI, Cécile
Collections	19/07/2010	APGN	OSSI, Cécile
Inventaire	15/06/2010	APGN	OSSI, Cécile
Géologie	19/07/2010	APGN	OSSI, Cécile
Statut	06/07/2010	APGN	OSSI, Cécile
Statut protection	27/08/2009	APGN	OSSI, Cécile
Statut protection	28/08/2009	APGN	OSSI, Cécile
Statut protection	15/06/2010	APGN	OSSI, Cécile
Intérêts secondaires	27/08/2009	APGN	OSSI, Cécile
Intérêts secondaires	12/11/2009	APGN	OSSI, Cécile
Intérêts secondaires	15/06/2010	APGN	OSSI, Cécile
Documentation	16/07/2010	APGN	OSSI, Cécile
Documentation	20/07/2010	APGN	OSSI, Axel Patrick
Documentation	22/07/2010	APGN	OSSI, Cécile
Documentation	23/07/2010	APGN	OSSI, Cécile
Bibliographie	27/08/2009	APGN	OSSI, Cécile
Bibliographie	26/11/2009	APGN	OSSI, Cécile
Bibliographie	19/07/2010	APGN	OSSI, Cécile

Documentation

Documentation associée à la fiche

Type documents	Numérisé(s)	Nombre
Coupe géologique		1
Photographie		3
Plan de situation		1

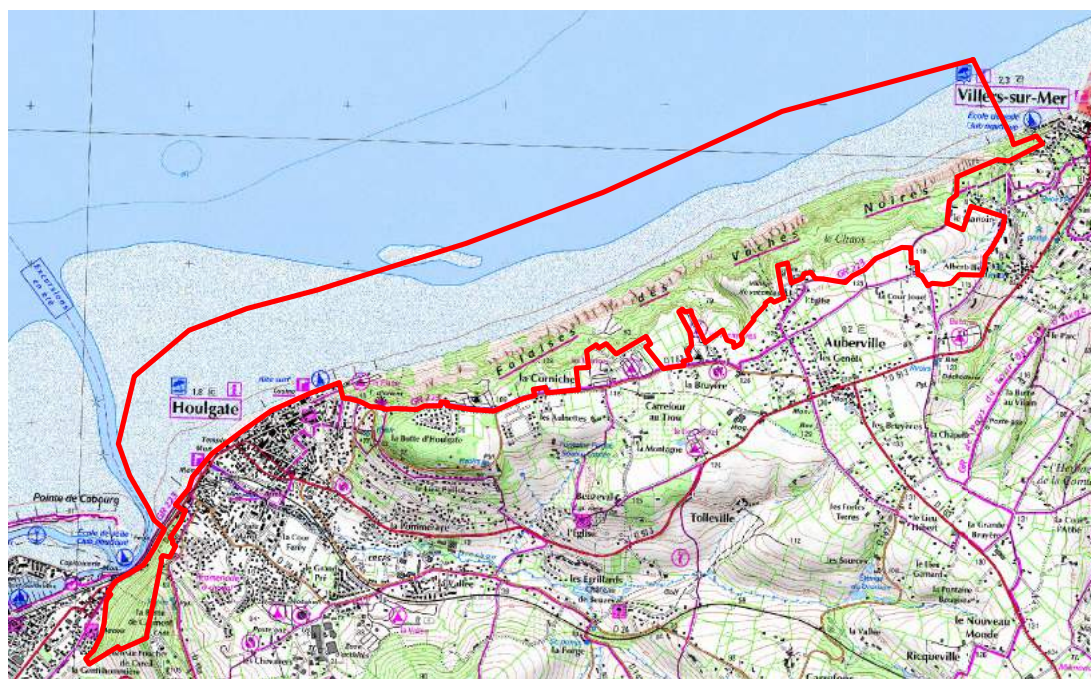
Collection(s) associée(s)

Type	Description	Adresse collection
Amateur	Collection Nicollet	Commune de Houlgate et de Dives
Amateurs	Invertébrés, vertébrés	Nombreuses collections privées
Grand public	Collection Brun	Muséum du Havre
Grand public - amateurs	Fossiles d'ammonites et vertébrés	Association paléontologique de Villers, Paléospace de Villers
Scientifique	Fossiles d'invertébrés et de vertébrés marins	Muséums et universités du monde entier



Inventaire du patrimoine géologique de Basse-Normandie

Site BNO0363 : Falaises des Vaches Noires



0 1 000

Mètres



0 1 000

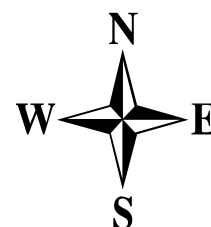
Mètres



Périmètre du site

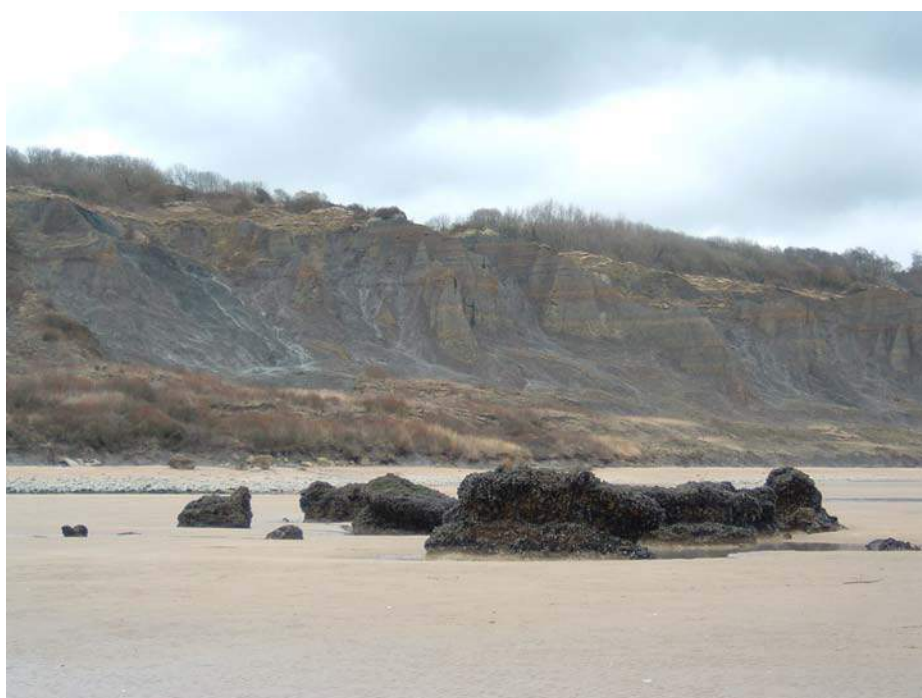


Centroïde du site



Photos du site BNO0363
Falaises des Vaches Noires

(© J. AVOINE)





Les orientations régionales relatives aux habitats

Forêt

4 - CONCILIER SYLVICULTURE ET FAUNE SAUVAGE

CONSTAT

Le milieu forestier est riche en espèces animales et végétales, d'autant plus nombreuses et diversifiées que le milieu est lui-même diversifié horizontalement et verticalement et qu'il présente de nombreux modes de gestion.



Forêt de Bellême - Cl. DIREN



Arbre creux
Cl. ONCFS/Schwoerer



Chouette chevêche
Cl. de Gouvion Saint-Cyr

PISTES D' ACTIONS

➤ Mettre en oeuvre des techniques sylvicoles permettant d'améliorer la capacité d'accueil de la forêt pour les espèces patrimoniales* :

- Respect du bois mort, au sol ou debout
- Respect des arbres à cavités
- Nouvelle approche du traitement des lisières (qui constitue un milieu complexe, et pas un simple mur de limite)
- Respect des zones humides (tourbeuses ou non), restauration et entretien des ripisylves, des mares et fossés, débardages respectueux des sols fragiles (y compris sols limoneux), maintien des ornières nécessaires aux amphibiens forestiers
- Respect des essences d'accompagnement, des boisements mixtes, des essences mélangées
- Conservation d'arbres remarquables (très âgés), qui sont souvent les seuls à accueillir certains insectes menacés (xylophages des humus de cavités)
- Calendriers de travaux pertinents (prévention du dérangement ou de la destruction des nicheurs), par broyage en particulier...



Les orientations régionales relatives aux habitats



Forêt

5 - GÉRER LES MILIEUX POUR TENDRE VERS UN ÉQUILIBRE AGRO-SYLVO-CYNEGETIQUE



Chevrete adulte - Cl. ONCFS/Barbier

CONSTAT

Les populations de grand gibier (cerf élaphe, chevreuil, sanglier) ont connu une forte augmentation depuis ces dernières années.

La rupture de l'équilibre entre la capacité d'accueil du milieu et les populations peut générer des dégâts préjudiciables aux milieux forestiers et aux cultures périphériques.

Les biotopes* de petite surface ne sont pas en mesure d'accueillir une population pérenne de cerfs pour des raisons économiques et écologiques.



Futaie de chênes - Cl. DIREN

PISTES D' ACTIONS

➤ Développer la capacité d'accueil de la forêt en créant des zones favorables à l'accueil et au gagnage des animaux.

Encourager une gestion forestière favorable à la faune sauvage : régénération naturelle, diversification des modes de traitement, végétation d'accompagnement, éclaircies, prairies, chemin végétalisé, taillis...

➤ Favoriser le maintien, voire la réimplantation de prairies permanentes en bordure de forêt.

Voir aussi l'orientation n° 15 sur les espèces chassables.



*Frottis sur Douglas
Cl. ONCFS/Saint-Andrieux*



Les orientations régionales relatives aux habitats

Forêt

6 - CONCILIER FORET «LOISIR» ET FORET «HABITAT DE LA FAUNE SAUVAGE»

CONSTAT

Depuis quelques années, on assiste à une croissance forte des loisirs utilisant l'espace en forêt publique (sentiers de découverte, randonnée, ballade à cheval, VTT, cueillette des champignons...) qui peut être source de dérangement pour la faune sauvage.



Panneau d'information en forêt de Cerisy - CI DIREN



Zone protégée en forêt
Cl. ONCFS/Midoux

PISTES D' ACTIONS

➤ Aménager la forêt publique ou privée sous convention avec une collectivité, pour l'accueil, tout en gardant des zones plus protégées.

Cette fonction d'accueil doit être gérée dans le respect des équilibres naturels et dans la coexistence des acteurs.

➤ Canaliser la fréquentation.



Sortie découverte en forêt
Cl. Le Fayard



Cèpes - DR



Ci-dessus :
Vue aérienne des Vaches Noires à
Villers-sur-Mer.

Unité 1.2.5

Falaises argileuses

Les Vaches Noires



Entre Villers-sur-Mer et Houlgate, une étroite bande côtière présente une des curiosités géologiques de la région : une falaise inclinée, de 100 mètres de haut, qui n'en finit pas d'être modelée par l'érosion d'un matériau noir et meuble, auquel la présence de rognons de roches dures confère une hétérogénéité de structure. D'étonnantes «cheminées de fée» se constituent et se modifient sans cesse.

Un paysage unique en Basse-Normandie

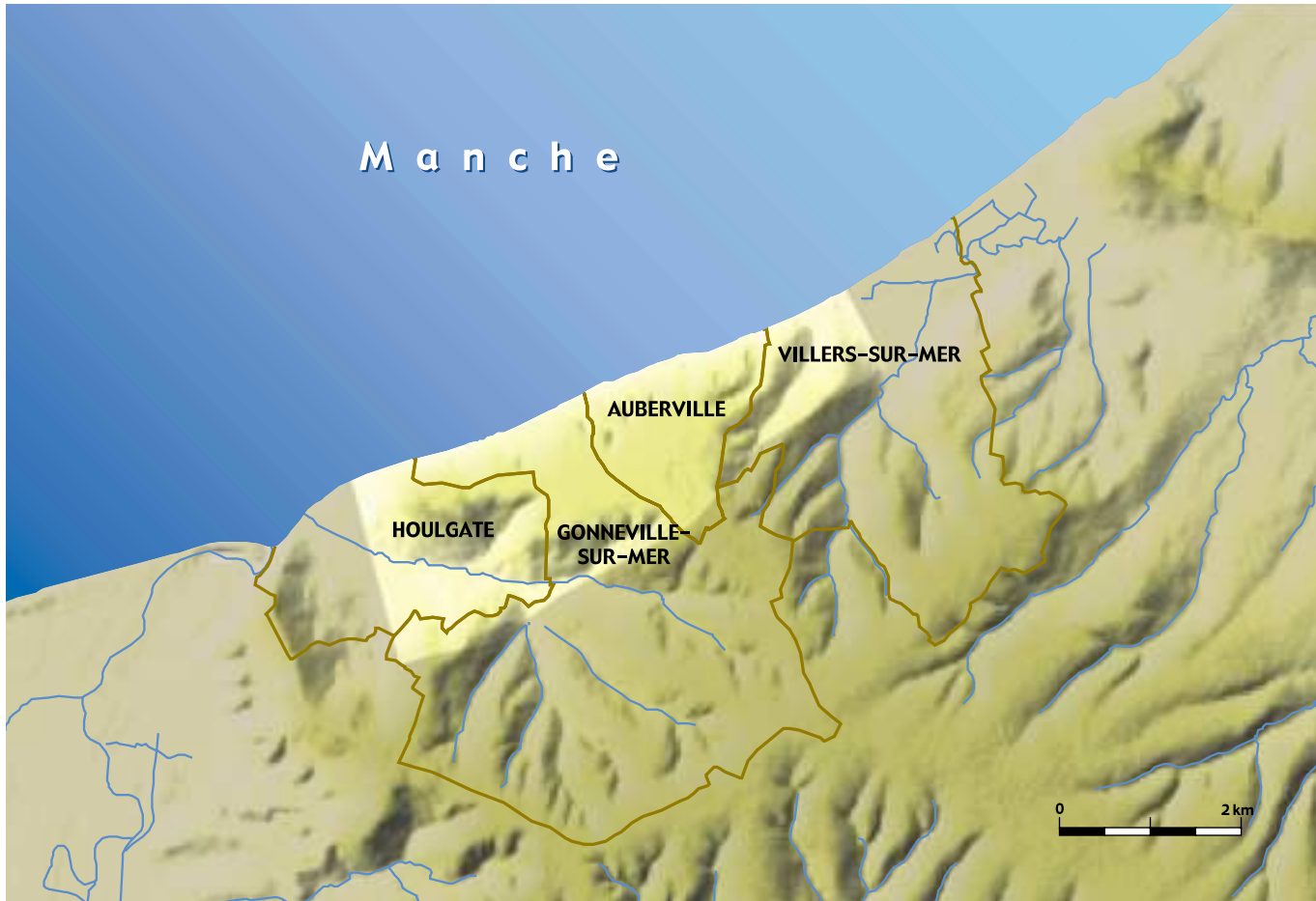
Sur plus de quatre kilomètres, d'Houlgate à Villers-sur-Mer, s'étend un paysage littoral extraordinaire et unique en Basse-Normandie.

La falaise de plus de 100 mètres de haut se présente sous une couleur sombre en crêtes morcelées de pinacles, d'aiguilles et de tours, perpendiculaires à la mer, séparées par des vallons qui s'élargissent en cônes bosselés ourlant le contact avec la plage. A leur pied, des blocs assez volumineux pour résister aux tempêtes sont recouverts d'algues noirâtres et sont à l'origine du nom des «Vaches Noires».

Un chanfrein bosselé et crevassé sépare les deux corniches sommitales.

Ce relief original est dû à l'affleurement des argiles oxfordiennes, épaisses de 60 mètres et armées à leur partie supérieure de trois minces bancs de calcaires marneux. Les calcaires rauraciens et la craie pénétrée de poches ocre d'argile à silex les surmontent.

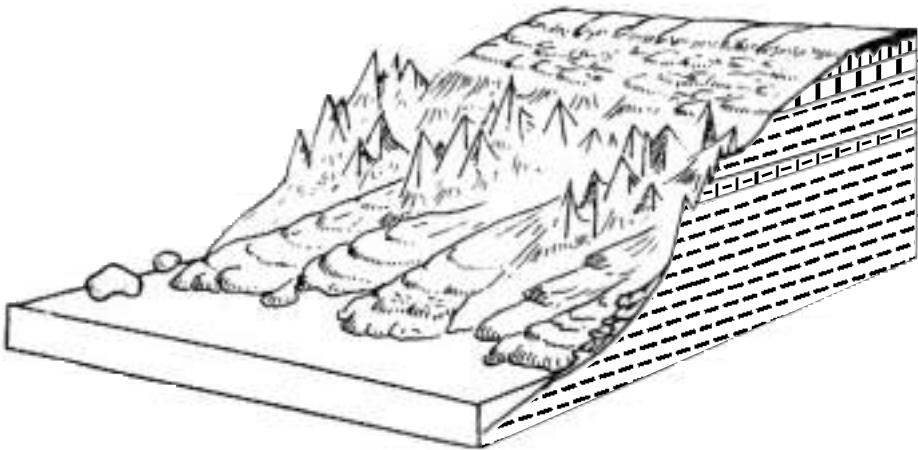
Après les pluies, les argiles se mettent en mouvement sous forme de coulées de boue épaissies vers l'aval, tandis que les crêtes s'effondrent malgré les chapeaux de calcaire marneux qui leur confèrent leur silhouette de pinacles. Cette instabilité élimine toute végétation. Elle évite aussi tout habitat.



Ci-dessus :
Les falaises des Vaches Noires.

Ci-contre :
Structures géologiques des Vaches Noires d'après H. Elhaï,
"La Normandie occidentale".
(Etude morphologique, Bordeaux,
1963)

	Craie
	Calcaire
---	Argile
▢	Calcaire marneux



La falaise est issue d'un double mouvement érosif de dégagement des blocs dans les «cheminées de fées» et d'empâtement du pied par des coulées de matériaux emportés par les venues d'eau.

Teintes et matières minérales composent la palette des Vaches Noires



Les teintes dominantes sont ici celles de la roche constitutive des pentes de la falaise, faite d'argile noirâtre, d'où émergent des blocs de teinte beige clair. L'estran se décompose en une partie sablonneuse dont la blondeur est recouverte par la mer à marée haute et une partie caillouteuse aux couleurs extrêmement variées : gris bleuté, beige clair, gris rosé à rose soutenu composent un «patchwork» de nuances. Au-dessus de la crête de la falaise, le manteau broussailleux et arboré apparaît comme une masse vert dense, impénétrable, d'où émerge, çà et là, un pignon de villa, jetant ses notes claires surmontées de tuiles brunes.



Ci-contre :

Les falaises sculptées par l'érosion et les rochers épars sur la plage : les Vaches Noires.

Ci-contre :

Au pied de la falaise à Villers, la diversité des matériaux constitutifs de l'estran.

Un paysage mobile, protégé par son inhospitalité

L'image étonnante de cette falaise d'érosion est hélas fragile. Si l'on compare des images des années 1960 avec celles prises en fin des années 1990, on constate une régression des formes : les processus érosifs, qui sont ailleurs hors de notre échelle humaine, sont ici palpables. Il est essentiel de prendre garde à l'utilisation du plateau qui surmonte cette falaise : nombre de villas, édifiées au siècle dernier sur la crête entre Villers et Houlgate, sont aujourd'hui en péril à cause du recul des Vaches Noires. Quelques campings ne tiennent pas compte des risques d'instabilité. Ce site est un sanctuaire que l'on ne pratique qu'à pied et qui peut rebuter les estivants (rochers instables, étroitesse de l'estran et inaccessibilité par haute mer). Peut-être faut-il s'en féliciter !

Ci-dessous :

Les Vaches Noires, des falaises à haut risque d'instabilité.





Ci-dessus :
Un site apprécié pour sa
tranquillité.



Communes concernées

• *Département du Calvados :*
Auberville / Gonneville-sur-Mer / Houlgate / Villers-sur-Mer.



Ci-dessus :
Montreuil-en-Auge.

Unité 4.3.4

Le Pays d'Auge septentrional, tableaux de versants et plateaux



Le Pays d'Auge septentrional correspond au relief d'un plateau profondément dis-séqué par un réseau dense de vallons, couvert d'un bocage herbager complanté de pommiers dans lequel sont dispersés des bâtiments de colombage et de briques. C'est un paysage de relief qui enchaîne des tableaux successifs nets et soignés.

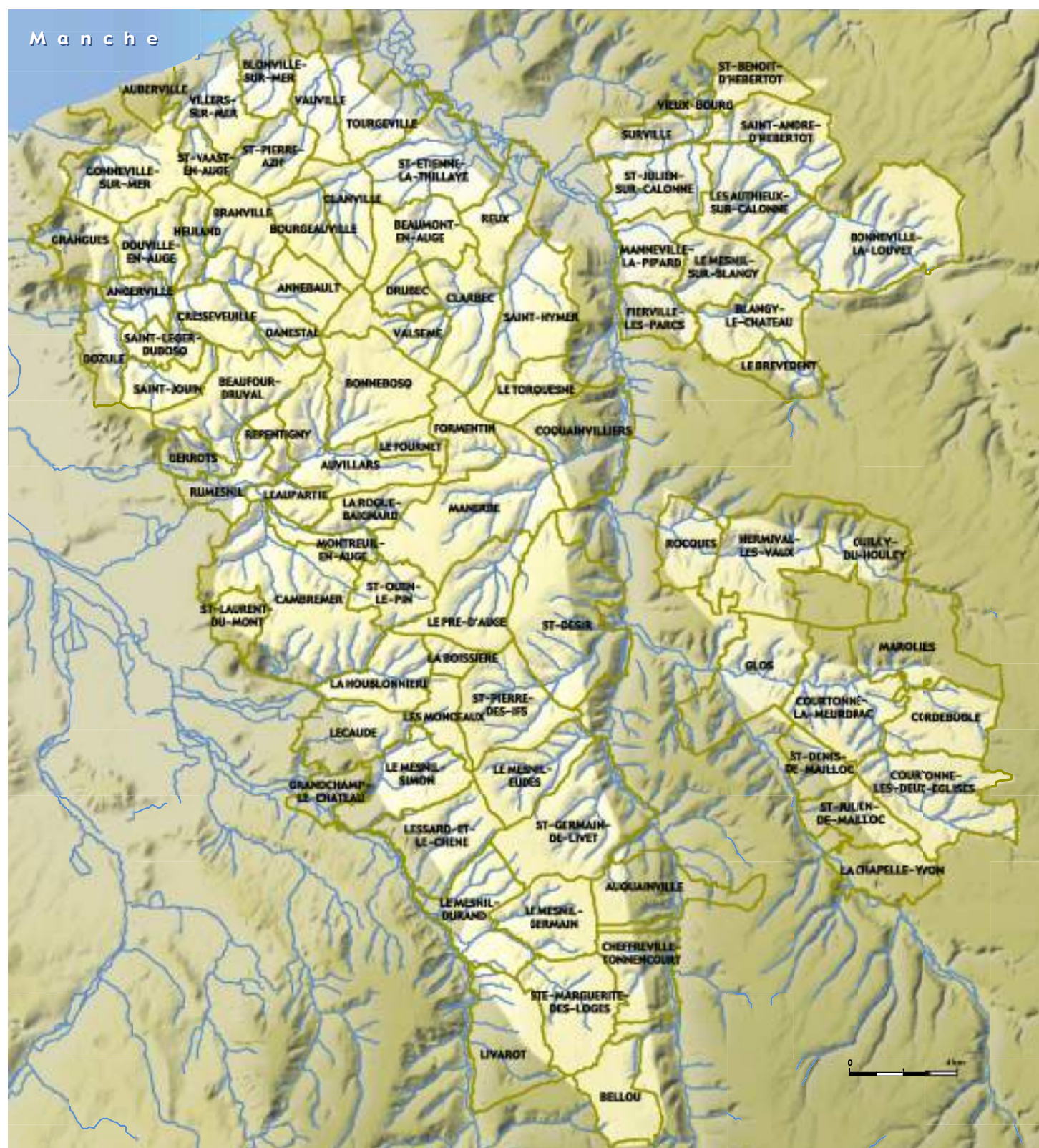
La référence paysagère excessive de la Normandie traditionnelle.

Le plateau d'Auge, incliné du sud au nord, passe de 180 à 120 mètres et est tenu par une couche de craie épaissie vers l'est, recouverte d'argile à silex et tapissée de loess. Très plan, il est seulement légèrement ondulé par les amorces des vallons. Il est défoncé par les vallées des affluents de la Dives à l'ouest (Ancre, Doigt, Algot, Vie), puis de la Touques inférieure, de la Calonne et de leurs affluents plus courts, à l'exception du Pré d'Auge et du Chaussey. Le plateau se réduit ainsi à une bande allongée de Gonneville-en-Auge à Saint-Germain-de-Livet, flanquée de diverticules aux ramifications de plus en plus étroites. Il est un peu mieux conservé entre la Touques et la Calonne. En tout, il n'occupe que le tiers de la région alors que les vallées en constituent plus de la moitié. Les vallons sont donc l'autre élément caractéristique. Leur fond est peu élargi en dehors de la Calonne inférieure. La profondeur de leur entaille atteint souvent 100 mètres. Ce sont essentiellement des versants, des tableaux paysagers, que le tracé peu sinueux de ces cours d'eau permet de percevoir longuement dans leurs modulations de détail. A l'ouest, ils ont

une forme concave, boursouflée de loupes de solifluction dans l'épaisse couche d'argiles oxfordiennes et de marnes calloviennes que surmonte un mince banc de craie. Vers le sud-est, l'épaississement de celui-ci tend à accentuer la hauteur et la raideur de la partie supérieure. Au nord de la faille de Pont-l'Évêque à Blangy-le-Château, le relèvement des couches tendres jurassiques et des variations de faciès au profit des sables expliquent les glissements de pans entiers qui allongent ces versants et les bossellent de contre-pentes.

Ci-dessous :

Le Pays d'Auge septentrional.



Ci-dessous :

Les vallons bocagers et les
langues de plateau gagnées par
les labours autour de
Bonnebosq.



L'aménagement agraire est étroitement lié à une mutation précoce de l'économie agricole. Dès le début du XVII^e siècle, en profitant des pâturages estivaux des marais de la Dives et de la Touques, la région s'est orientée vers une spécialisation dans un élevage bovin destiné à la production d'animaux gras dans les grandes exploitations, de fromages à pâte fermentée dans les autres. Les sols argileux, le climat plus humide que dans la Campagne de Caen, et les pentes fortes peu accessibles à la charrue ont privilégié l'herbage permanent enclos de haies. Ce nouveau paysage a gagné peu à peu les vallées et vallons, tandis que les plateaux demeuraient fidèles aux champs labourés jalonnés de quelques alignements de pommiers. Sur les nouveaux herbages, les pommiers pouvaient être plantés plus denses, superposant le verger à l'herbage pâturé. L'habitat, héritier d'une ancienne conquête progressive de l'espace, multiplie les fermes dispersées et les petits hameaux autour de chefs-lieux paroissiaux minuscules. Et les fermes renouvellent cette dispersion dans leurs bâtiments multiples coiffés de tuiles plates (habitation, étables, écuries, "boulangerie", pressoirs, bouillierie ...) que la rareté d'une pierre non gélive a fait construire en colombage de bois, hourdis de torchis. Vers le milieu du XIX^e siècle, la brique a tendu à remplacer le pan de bois dans les habitations.

L'association des tableaux de versants et des plateaux demi-découverts.

La combinaison des divers éléments qui forment cette région donne des tableaux aux profondeurs de vue variables, souvent étendues, au dessin de haies assez complexe, dans lequel dominent les obliques avec lesquelles s'opposent les alignements d'arbres sinueux au long des ruisseaux. Le quadrillage des vergers de pommiers y ajoute sa texture et, en avril, leurs fleurs blanches égayent pendant quelques semaines le vert permanent. Les toits de tuiles des bâtiments jettent une autre note de couleur, discrète, çà et là. C'est l'une des richesses de cette partie du terroir augeron que d'offrir à la fois des aperçus sur de vastes tableaux et des ambiances fort intimes d'enclos et de belles constructions. Ce paysage sans cesse se décline au regard à plusieurs échelles, délicatement imbriquées. Les plateaux rompent avec l'impression d'intimité des

pentes. Les champs ouverts y occupent près de la moitié de la superficie et un bocage à grandes mailles le tiers. Quoique toujours majoritairement en herbe, ils laissent plus de 20 % aux labours tandis que les vergers restent discrets. Dans les haies, aussi variées que sur les versants, le merisier, le saule et le frêne signalent les sols profonds et frais alors que l'érable, le chêne, le frêne et le houx préfèrent les sols plus acides de l'argile à silex des marges des plateaux. Le plateau associe donc deux nuances paysagères, l'une ouverte, aérée, lumineuse, aux couleurs plus variées grâce aux cultures, et l'autre cloisonnée de larges mailles où les bâtiments se cachent et où alternent ombre et lumière. La limite du plateau et des pentes est toujours franchement marquée par des haies opaques ou transparentes au regard selon les saisons.

Ci-contre :

Prairies et vergers à Manerbe.



Une double structure d'habitat : minuscules chefs-lieux... et fermes isolées.



Ci-contre :
La Roque-Baignard.
André Gide y fut maire
de 1896 à 1900.



Ci-contre :
Ferme au Mesnil-Eudes.

Entre périurbanisation de luxe et paysage rural.

L'habitat se localise sur les rebords. Les villages nouent les carrefours et les fermes-manoirs y sont fréquentes.

L'influence de la Côte Fleurie s'étend en diminuant graduellement du nord vers le sud. Ce paysage est ainsi devenu, depuis les débuts de la balnéarisation au XIX^e siècle, un espace de transition entre la côte urbanisée et le pays rural qui la borde. La même structure paysagère se trouve à l'amont de Deauville et Trouville, reprise dans toutes ses composantes avec un aspect jardiné : de Dozulé à Deauville. Un fond commun parcellaire passe progressivement de la prairie à la pelouse, tandis que les fermes deviennent résidences secondaires puis villas et que les haies cèdent la place aux lices de bois peintes en blanc qui délimitent les prés où paissent les chevaux des haras. Il semble au promeneur que tout doucement la campagne se "déguise" en espace vert urbain. Il existe une continuité paysagère entre le Pays d'Auge des pommiers et des prés et les villas deauvillaises, comme si, doucement, l'on passait de l'un à l'autre.

Ci-dessous, à gauche :

Chaumière restaurée à Bourgeauville.

Ci-dessous, à droite :

Haras à Léaupartie.



Ci-contre :

Ferme à Grandouet.



Même si l'on peut regretter certains excès dans les aménagements parfois trop "soignés", force est de constater que ce rapport intime entre côte et arrière-pays a permis de conserver jusqu'à l'époque actuelle la singularité de ces paysages. Les fermes se localisent en haut ou au milieu des pentes à l'amont des vallons, sur toute la pente à l'aval. Les bourgs occupent des têtes de vallons (Blangy-le-Château, Bonnebosq, Cambremer) ou campent sur le rebord du plateau (Beaumont-en-Auge).

Des couleurs bocagères.

Sur les pentes, la prairie occupe 90 % des superficies et un cinquième est complanté de pommiers. Les parcelles encloses forment de larges mailles, supérieures à trois hectares sur les deux tiers de l'espace, mais on peut rencontrer quelques secteurs en mailles plus étroites.

Les haies sont très variées : arbres de haut jet, têtards, rejets, "plantis" taillés à quatre pieds de haut, plantis et arbres ; cependant, la haie épaisse et généreuse domine. Chênes, hêtres, frênes, ormes presque disparus, peupliers, merisiers composent la strate arborée tandis que noisetier, érable, sureau, aubépine, prunellier et houx remplissent la basse strate. Les bois sont rares : feuillus des bois de Dozulé ou des environs de Blangy-le-Château, bois du Val Richer au peuplement mixte, forêt de Saint-Gatien en large partie sur le plateau et enrésinée en Douglas.

Ci-dessous :

Les haies luxuriantes, l'habitat en "cour" augeronne, l'exiguïté du centre villageois et les vergers caractérisent le nord Pays d'Auge, ici près de Drubec.



Le fond général des tableaux du Pays d'Auge est un vert franc, celui des prés régulièrement pâturés par les bovins ou les chevaux. Le maillage des haies apporte sa note de vert plus sombre, éclairé au printemps par la floraison blanche des merisiers, mêlé dans les vallons du vert bleuté des saules. Le bâti apporte la note parfois "pimpante" de colombages bien entretenus, où contrastent les bois brun chocolat et le hourdis en torchis jaunâtre souvent blanchi à la chaux. Les toits de tuiles, parfois d'ardoises, apportent leur note chaude.

Dans la partie la plus septentrionale, l'influence de l'arrière-pays deauvillais se fait sentir : les nombreuses réhabilitations proposent des maisons aux teintes plus affirmées, régulièrement repeintes et la verdure des prés se zèbre des lignes blanches des lices des enclos à chevaux.

Quelques villas aux styles hétéroclites, complexes appareillages de lucarnes, pans de toitures et ornements de façade, montrent leurs appareillages de briques, de pierre blanche, parfois de meulières mâtinées de menuiseries peintes qui créent une palette souvent quelque peu cacophonique.

La proximité de Deauville et son monde du cheval ont multiplié les haras et leurs paysages très soignés.

Ci-contre :

Un aménagement qui "jardine" le paysage.



Ci-contre :

Un aménagement plus technique qui, de ses lisses blanchies, compose une scène abstraite.



Une évolution importante sans être radicale.

Trois causes principales y contribuent : la périurbanisation de la Côte Fleurie, l'axe routier des N.175 et A.13, les transformations de l'agriculture. La proximité des grandes stations touristiques littorales (Cabourg, Houlgate, Villers, Deauville, Trouville, Honfleur) a entraîné une exceptionnelle densité de résidences secondaires dont le rôle, dans la sauvegarde du patrimoine immobilier en colombage, est indéniable en dépit de quelques maladroites. Depuis le Second Empire, le centre hippique de Deauville a suscité la création de nombreux haras, multipliés pendant la période d'essor économique de l'après dernière guerre. Ils ont ajouté leurs caractères propres : bâtiments en colombage très soignés, vastes herbages clos de lices de bois et de haies et parsemés de quelques petits bosquets. Dans l'ensemble, ce facteur tend à préserver l'image traditionnelle augeronne, abusivement dite normande, de la chaumière à pan de bois dans son environnement bocager.

L'axe de circulation ancien de la RN.175 a été doublé depuis trente ans par l'autoroute A.13 qui lui est parallèle. Cette dernière a nécessité, tout au long de son tracé, des remembrements partiels des communes traversées qui ont causé la destruction de nombreuses haies, l'extension des labours à maïs sur les grandes parcelles créées, l'envahissement par les joncs de certaines parties de la vallée de la Calonne par suite de la construction de l'autoroute. L'aménagement végétal de celle-ci en fait, par endroits, un couloir arboré qui s'imprime fortement dans le paysage. Ces routes, ainsi que la RN.13 plus au sud, facilitent une périurbanisation de Caen et Lisieux

qui se traduit par la construction de résidences principales en style banalisé de maisons à crépis clairs et entourages de thuyas et lauriers palme, parfois très visibles sur les coteaux de Saint-Hymer ou les versants de la vallée de l'Algot.

L'évolution agricole a d'abord été un recul des pommiers sur les prairies. Ces prés-vergers de pommiers qui occupaient 60 % de la surface en 1955 n'en couvrent plus guère que 20 %. Ils se maintiennent sur les pentes et les rebords de plateau, terroirs recommandés par les nouvelles A.O.C. cidricoles, en particulier celle du cidre du Pays d'Auge. Ils ont en grande partie disparu des basses pentes et des plateaux. Mais la rénovation en cours de ces productions de qualité prend souvent la forme de vergers purs d'arbres basse-tige dont la marque paysagère est très différente. Critiqué par des agronomes pour sa "prairie trop naturelle" et ses pratiques extensives, le Pays d'Auge a adopté la culture du maïs-fourrage très tardivement et très modestement. Ce sont les plateaux, plus favorables aux labours, qui l'ont accueillie avec son cortège de conséquences (agrandissement des parcelles, suppression des haies), et sont une sorte de retour aux paysages découverts d'autrefois. Les pentes sont aussi affectées, soit par un abandon manifeste dans l'enfrichement en ronciers des picanes, très étendu autour de Grangues, de Blangy-le-Château, de Saint-André-d'Hébertot, soit par une simplification du parcellaire qui déshabille les versants de leur résille de haies, soit par un traitement de celles-ci qui s'effectue aux dépens des têtards et des lignes d'arbres.



Les stigmates de l'évolution : bâti et vergers.

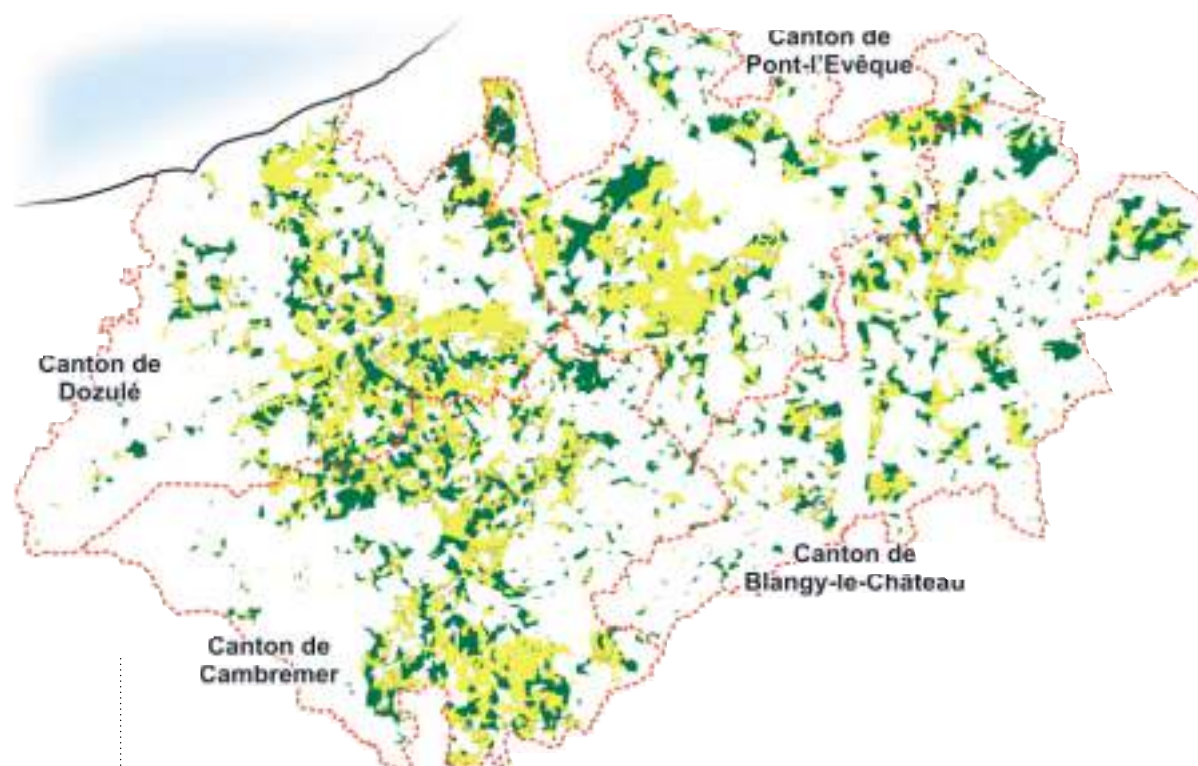
Ci-contre :

Manerbe.
L'habitat traditionnel, parfois
rénové à l'excès, témoigne de
l'attractivité du Pays d'Auge
septentrional.

*Ci-dessous :*

La régression du complantage
dans quatre cantons du Pays
d'Auge (d'après étude du CAUE
du Calvados - 1996).

	Vergers existants en 1991
	Vergers détruits entre 1955 et 1991



*Ci-contre :*

Hermival-les-Vaux. “Picanes” de ronciers, signes de l’abandon de versants très pentus.

*Ci-contre :*

Début d’enrésinement et parcelles décloses à la Roque-Baignard.



Communes concernées

• *Département du Calvados :*

Angerville / Annebault / Auberville / Auquainville / Les Authieux-sur-Calonne / Auvillars / Beaumont-en-Auge / Bellou / Blangy-le-Château / Blonville-sur-Mer / La Boissière / Bonnebosq / Bonneville-la-Louvet / Bourgeauville / Branville / Le Brèvedent / Beaufour-Druval / Cambremer / La Chapelle-Yvon / Cheffreville-Tonnencourt / Clarbec / Coquainvilliers / Cordebugle / Courtonne-la-Meurdrac / Courtonne-les-Deux-Eglises / Cresseveuille / Danestal / Douville-en-Auge / Dozulé / Drubec / Fierville-les-Parcs / Formentin / Le Fournet / Gerrots / Glanville / Glos / Gonneville-sur-Mer / Grandchamp-le-Château / Grangues / Hermival-les-Vaux / Heuland / La Houblonnière / Léaupartie / Lécaude / Lessard-et-le-Chêne / Livarot / Manerbe / Manneville-la-Pipard / Marolles / Le Mesnil-Durand / Le Mesnil-Eudes / Le Mesnil-Germain / Le Mesnil-Simon / Le Mesnil-sur-Blangy / Les Monceaux / Montreuil-en-Auge / Ouilly-du-Houley / Le Pré-d’Auge / Repentigny / Reux / Roques / La Roque-Baignard / Rumesnil / Saint-André-d’Hébertot / Saint-Benoit-d’Hébertot / Saint-Denis-de-Mailloc / Saint-Désir / Saint-Etienne-la-Thillaye / Saint-Germain-de-Livet / Saint-Hymer / Saint-Jouin / Saint-Julien-de-Mailloc / Saint-Julien-sur-Calonne / Saint-Laurent-du-Mont / Saint-Léger-Dubosq / Sainte-Marguerite-des-Loges / Saint-Ouen-le-Pin / Saint-Pierre-Azif / Saint-Pierre-des-Ifs / Saint-Vaast-en-Auge / Surville / Le Torquesne / Tourgeville / Valsemè / Vauville / Vieux-Bourg / Villers-sur-Mer.

Zone de préemption proposée 205 Ha

Zone d'action prioritaire (ZAP) 108 Ha

Communes Gonneville-sur-Mer, Auberville, Houlgate, Villers-sur-Mer

Milieux Falaises maritimes, Côtes et îlots rocheux, Landes, Pelouses sèches

Protections réglementaires et inventaires

pSIC ☐

Réserve Naturelle Nationale ☐

Site Classé ☒

Zone RAMSAR ☐

Arrêté de Protection de Biotope ☐

Site Inscrit ☐

Zone de Protection Spéciale ☐

Parc Naturel Régional ☐

Espace Boisé Classé ☐

ZNIEFF :

ZICO :

Valeur patrimoniale du site 12/ 18

Intérêt écologique

5 / 6

Intérêt paysager

4 / 6

Intérêt social

3 / 6

Description écologique

Localisées au niveau d'Auberville, les falaises des vaches noires sont composées de marnes jurassiques coiffées d'une couche de craie. Cet environnement instable fondant sous l'action des eaux de ruissellement et d'infiltration, a été bien préservé de l'urbanisation. On peut y observer une riche flore des pelouses et landes argileuses.

Description paysagère

Curiosité naturelle, paysage remarquable du département.

Description sociale

Le site, en particulier au niveau de la plage, est régulièrement fréquenté par les touristes et flâneurs. Chicanes aménagées.

Niveau de connaissance du site

Bonne connaissance du site (plan de gestion réalisé en 2002).

Flore remarquable

Troscart des marais (PR), Astragale à feuille de Réglisse, Séneçon blanchâtre (PR), Lotier pois, Vergerette âcre, Argousier et nombreuses orchidées

Faune remarquable

Rossignol philomène, Faucon hobereau, Macreuses noires et brunes

Géologie

Intérêt géologique international. Site fossilifère.

Zone de préemption proposée 205 Ha

Zone d'action prioritaire (ZAP) 108 Ha

Communes Gonneville-sur-Mer, Auberville, Houlgate, Villers-sur-Mer

Milieus Falaises maritimes, Côtes et îlots rocheux, Landes, Pelouses sèches

Conservation et gestion actuelles

Gestion en place

69 hectares acquis par le conservatoire du littoral au 1er janvier 2003. La gestion est assurée par le Syndicat Mixte "Calvados littoral espaces naturels". Un plan de gestion a été réalisé en 2002 et approuvé en 2003. Convention avec l'association intercommunale des chasseurs de Gonneville et d'Auberville, ainsi qu'avec plusieurs agriculteurs.

Valorisation en place

Pose de signalétique et de chicanes.

Usages

chasse, prairies

Vulnérabilité

La falaise ainsi que les habitats qui s'y trouvent, sont menacés par l'érosion marine et par l'érosion aquatique (infiltration des eaux de surface).

Programme envisagé

Actions réglementaires et acquisitions

Zone de préemption départementale déléguée au CELRL.

Zone d'action prioritaire : 108 ha

Acquisition prioritaire de la pelouse calcicole (5 parcelles).

Objectifs de gestion et inventaires

Conservation de la diversité : maintien de la végétation sur la falaise marneuse (voir PPR) - Débroussaillage et fauche de la pelouse calcicole - Maintien de la population de chauves-souris par ouverture dans les portes métalliques du souterrain d'Auberville - Conservation du bocage (entretien des mares et des boisements).

Equipements

Améliorer l'accueil du public (pose de panneaux d'entrée de site et directionnels) - Mise en sécurité des sentiers.

Partenaires potentiels

CELRL, SMCLN, Communes, Offices de tourisme, agriculteurs, CDC "Estuaire de la Dives".

Estimation des coûts sur la zone d'action prioritaire (ZAP)

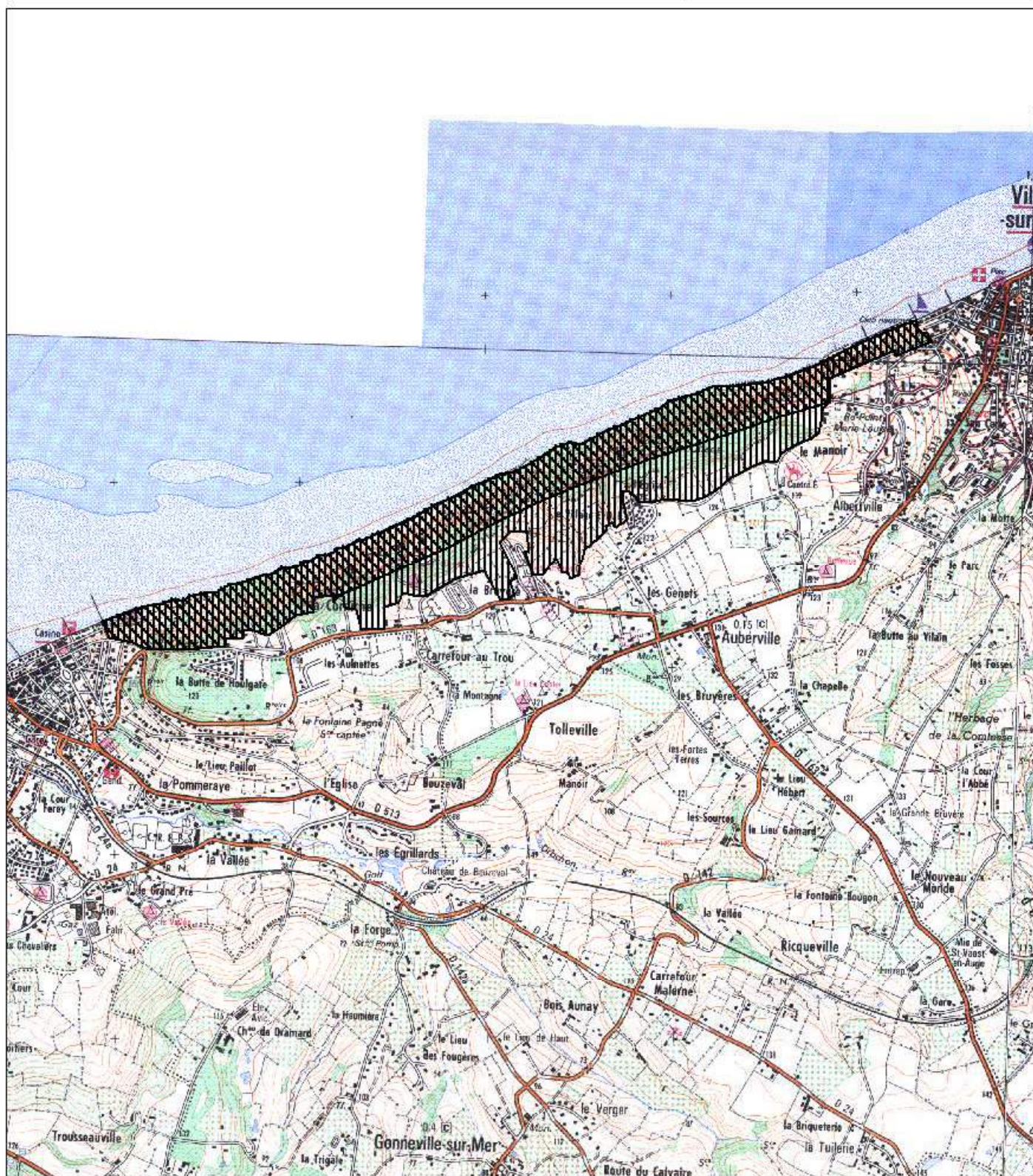
Acquisition

Aménagement du site

Gestion

9 000 €/an

Falaises des Vaches noires



Zone de préemption actuelle



Zone d'action prioritaire

0 300 m 600 m





Falaises des vaches noires et DPM



Situation

A une trentaine de kilomètres au nord-est de Caen, les falaises des vaches noires s'étendent sur 4 km entre les deux stations balnéaires d'Houlgate et de Villers-sur-Mer, coupure naturelle entre deux longues plages de la Côte Fleurie.



Les falaises à Gonneville et Auberville

DREA/p. Galineau

Typologie

Paysage et terroir

Communes concernées

Houlgate, Gonneville-sur-Mer, Auberville, Villers-sur-Mer

Surface terrestre

186 ha

Surface maritime

271 ha

Date de classement

Décret du 20 février 1995

Histoire

Formé d'un plateau tabulaire, le Pays d'Auge s'étend sur tout l'est du Calvados. Il est constitué d'une puissante assise de formation argileuse constitué à l'ère secondaire (-251 à -65 MA) recouverte par des calcaires cénomanien du Crétacé (-145 à -65 MA). Il se termine, au nord, par les falaises élevées des vaches noires qui constituent une coupe géologique naturelle de ses sous-sols et dont certains étages du Jurassique sont des coupes étagées. Depuis le XVIII^e siècle, l'endroit est renommé pour ses fossiles et grâce à leur stratigraphie exceptionnelle, les falaises font l'objet, depuis le XIX^e siècle, d'études et de travaux scientifiques géologique et paléontologique.

Elles sont devenues une référence mondiale sur les conditions de vie marine et continentale aux époques du Jurassique et du Crétacé. La topographie des lieux et l'instabilité permanente des terrains n'ont jamais permis la mise en valeur agricole de ces terres. Les lieux restent désert jusqu'à la fin du XIX^e siècle où quelques villas sont édifiées sur les hauteurs, près des stations



Les falaises d'Auberville au début du XX^e siècle

Archives du Calvados

balnéaires. Seuls quelques peintres romantiques et impressionnistes, tels Paul Huet (1803-1869) et Gustave Caillebotte (1848-1894), fréquentent la grève inspirés par les hautes falaises et les étranges blocs de craie échoués sur le sable. Ceux-ci, recouverts d'algues et de moules, évoquent, pour les pêcheurs, un paisible troupeau de vaches noires se reposant sur la grève, les falaises en garderont le nom. Les effondrements de terrain et les coulées de boue provoquent l'adoption, en 1993, d'un Plan de Prévention des Risques sur les quatre communes. Les falaises sont classées parmi les sites, en février 1995, en raison de la qualité des paysages et de l'intérêt scientifique qu'elles offrent aux chercheurs.

Le site

Paysage extraordinaire et unique en Basse-Normandie, les falaises de vaches noires sont un sanctuaire où l'on ne pénètre que lorsque la mer se retire. A marée basse, une immense plage de sable blond se découvre ponctuée des minuscules silhouettes des promeneurs et des ramasseurs de fossiles¹. Au pied de la falaise, l'ocre du sable laisse la place au camaïeu de nuances grises bleutées et rosées des galets. Au loin, vers Villers-sur-Mer, les masses sombres et imposantes des blocs de craie recouverts de moules apparaissent, posées sur le sable : ce sont les fameuses vaches noires.

¹ Le ramassage des fossiles est autorisé sur la plage, toute extraction dans la falaise est interdite



Les falaises à Houlgate

Au niveau de la plage, à la base des falaises, un front de coulée de boue grisâtre s'avance sur le sable telle une coulée de lave d'un volcan invisible. Ici, ce n'est pas le feu qui règne, mais l'eau : une multitude de résurgences de la nappe phréatique perchée percent l'épais bourrelet argileux et la mer qui revient inlassablement les effacer. Au-dessus, un replat broussailleux et chahuté de sables glaucomieux est dominé par une corniche de craie cénomaniennne, située en retrait. Plus loin, se trouve la falaise jurassique grise qui culmine à plus de 100 m. C'est un chaos de crêtes perpendiculaires à la mer morcelées de pinacles, de chemi-

nées de fées, d'aiguilles et de tours. Ces étranges arêtes décapées et érodées sont séparées par des vallons qui s'élargissent vers la mer en cônes d'éboulements. Tout en haut, apparaît un manteau arboré et broussailleux impénétrable d'où émerge parfois le toit d'une villa. Plus loin dans les terres, le plateau est entaillé de petites valleuses où coulent des ruisseaux parfois épisodiques. La végétation se renforce, alternant bois et bocage, qui enserré de petites parcelles évoluant vers la friche. Des campings se sont installés en retrait de la falaise (ou comme à Houlgate au pied de celle-ci). Ils sont désormais confrontés à des problèmes de sécurité devant l'instabilité des terrains.



Cheminées de fée à Auberville

Devenir du site

L'image surprenante des falaises est malheureusement fragile, l'érosion et les effondrements y sont constants et, depuis les années 1960, il est aisé de constater la régression des formes. Les mouvements de terrains sont continus et la végétation est, elle aussi, entraînée vers la mer. Les processus érosifs, qui sont ailleurs hors de notre échelle de temps, sont ici palpables. Le phénomène est naturel et rien ne pourra en contrarier le cours. D'autres risques pèsent sur le plateau : campings et habitations légères de loisirs s'étendent au mépris des dangers qui les menacent. Aujourd'hui, le Conservatoire du Littoral est propriétaire de 71 ha sur Auberville et Gonneville, une zone de préemption, en sa faveur, couvre la majeure partie du site.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté certifié conforme
pour le Secrétaire Général du Gouvernement



Arthur CRAPIS

NOR : ENVU 95 30009 D

DECRET du 20 FEV. 1995

portant classement parmi les sites du département du CALVADOS
de l'ensemble formé par les falaises des Vaches Noires sur les communes
d'AUBERVILLE, de GONNEVILLE-SUR-MER, d'HOULGATE et de VILLERS-SUR-MER.

LE PREMIER MINISTRE

SUR le rapport du ministre de l'environnement,

VU la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et
des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou
pittoresque, modifiée notamment par la loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967 en
particulier les articles 5.1, 6, 7 et 8, ensemble le décret n° 69-607 du 13
juin 1969 pris pour son application ;

VU l'arrêté du ministre, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale en date du
22 juillet 1942 portant classement parmi les sites de la propriété dite
"Moulin Landry" à HOULGATE ;

VU les résultats des enquêtes administratives prescrites par arrêtés
préfectoraux en date du 15 mars 1991 et du 10 septembre 1991, et notamment
l'absence de consentement de certains propriétaires ;

VU la lettre du conseil général du CALVADOS en date du 23 avril 1991 ;

VU la délibération du conseil municipal de GONNEVILLE-SUR-MER en date du 29
avril 1991 ;

VU la délibération du conseil municipal d'HOULGATE en date du 29 avril 1991 ;

VU la délibération du conseil municipal d'AUBERVILLE en date du 21 mai 1991 ;

.../...

VU la délibération du conseil municipal de VILLERS-SUR-MER en date du 25 octobre 1991 ;

VU l'avis émis par la commission départementale des sites, perspectives et paysages du CALVADOS en date du 18 mars 1993 ;

VU l'avis émis par la commission supérieure des sites, perspectives et paysages en date du 28 octobre 1993 ;

VU l'avis émis par le ministre du budget, porte parole du Gouvernement, en date du 14 septembre 1993 ;

VU l'avis émis par le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme en date du 8 octobre 1993 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu :

CONSIDERANT que la conservation du site des falaises des Vaches Noires, en raison de son caractère pittoresque et scientifique, présente un intérêt général, au sens de l'article 4 de la loi du 2 mai 1930 susvisée ;

DECRETE :

ARTICLE 1er : Est classé parmi les sites du département du CALVADOS, l'ensemble formé par les falaises des Vaches Noires, d'une superficie de 421 hectares environ dont 222 hectares de domaine public maritime, situé sur les communes de VILLERS-SUR-MER, d'AUBERVILLE, de GONNEVILLE-SUR-MER et d'HOULGATE, délimité comme suit conformément à la carte I.G.N. au 1/25.000ème et aux plans cadastraux annexés au présent décret, et dans le sens des aiguilles d'une montre :

Commune de VILLERS-SUR-MER

SECTION AB

Point de départ :

Intersection entre le Domaine Public Maritime et la limite entre la commune de VILLERS-SUR-MER et la commune d'AUBERVILLE.

- limite entre la commune de VILLERS-SUR-MER et la commune d'AUBERVILLE
- ligne droite fictive parallèle à la limite Nord-Ouest des parcelles n°s 338 et 2, traversant celles-ci et située dans le prolongement de la façade Sud-Est du bâtiment situé sur la parcelle n° 2
- limite Nord-Est de la parcelle n° 2
- rue de l'Estacade
- rue des Foulans
- limite entre la commune de VILLERS-SUR-MER et la commune d'AUBERVILLE.

.../...

Commune d'AUBERVILLE

SECTION A3

- limite Sud des parcelles n°s 332, 330, 318, 398 à 396
- limites Est et Sud de la parcelle n° 402
- limite Sud-Est de la parcelle n° 315
- limite Est (en partie) de la parcelle n° 374
- chemin rural n° 2 de l'église au manoir
- limite Nord-Est (en partie) de la parcelle n° 368
- limite Nord-Ouest de la parcelle n° 362
- limite Nord-Est des parcelles n°s 362 et 365
- limite entre la commune d'AUBERVILLE et la commune de VILLERS-SUR-MER
- limite Sud de la parcelle n° 367

SECTION A2

- limites Sud et Ouest de la parcelle n° 187

SECTION A3

- limites Est et Nord de la parcelle n° 371
- chemin rural n° 4 dit de la Cour.

SECTION A2

- chemin rural n° 2 de l'église au manoir
- limites Est, Nord et Ouest de la parcelle n° 504a
- limite Sud des parcelles n°s 143 et 142
- limite Ouest de la parcelle n° 143
- limite Sud de la parcelle n° 128
- limite Est des parcelles n°s 130 et 133
- limite Sud-Est de la parcelle n° 133
- sente de l'Ermitage
- limites Sud et Ouest (en partie) de la parcelle n° 515
- limite Sud-Est de la parcelle n° 116
- limites Nord-Est (en partie) et Sud-Est de la parcelle n° 115
- limite Sud-Ouest des parcelles n°s 96, 97 et 98
- chemin rural dit descente à la mer
- limites Sud et Ouest de la parcelle n° 298
- limites Sud-Est, Sud et Sud-Ouest de la parcelle n° 294
- limite Sud-Ouest (en partie) de la parcelle n° 302
- limite entre la commune d'AUBERVILLE et la commune de GONNEVILLE-SUR-MER.

Commune de GONNEVILLE-SUR-MER

SECTION A2

- limites Sud-Est et Sud-Ouest de la parcelle n° 161
- limites Nord-Est et Sud-Est de la parcelle n° 159
- limite Sud-Est de la parcelle n° 157
- limites Nord-Est et Sud-Est de la parcelle n° 154
- limites Sud-Est, Sud-Ouest et Nord-Ouest (en partie) de la parcelle n° 142
- limite Sud-Ouest de la parcelle n° 144
- limites Sud et Sud-Ouest de la parcelle n° 133
- limite Sud de la parcelle n° 132
- chemin rural dit de l'Enfer
- limite Sud de la parcelle n° 213
- limite Nord-Est de la parcelle n° 477
- chemin départemental n° 163 de BRANVILLE à HOULGATE par AUBERVILLE
- limites Nord-Est et Nord-Ouest (en partie) de la parcelle n° 297
- limite Nord-Est de la parcelle n° 283
- limite Sud-Est de la parcelle n° 282
- limite Nord-Est (en partie) de la parcelle n° 279
- limite Nord-Ouest (en partie) de la parcelle n° 297
- chemin départemental n° 163 de BRANVILLE à HOULGATE par AUBERVILLE
- chemin rural dit du Sémaphore
- limite Sud-Ouest de la parcelle n° 235a
- limites Sud-Est et Sud de la parcelle n° 314a
- limite Nord-Est (en partie) de la parcelle n° 250a
- chemin rural dit du Sémaphore.

Commune de HOULGATE

SECTION AH

- chemin rural n° 1bis dit du Sémaphore
- limites Sud-Ouest et Nord de la parcelle n° 135

Commune de GONNEVILLE-SUR-MER

Tableau d'assemblage

- limite entre la section A2 et la Manche

Commune d'AUBERVILLE

Tableau d'assemblage

- limite entre les sections A2 et A3 et la Manche jusqu'au point de départ.

.../...

ARTICLE 2 : Le Domaine Public Maritime est classé au droit des parties terrestres des communes d'AUBERVILLE, de GONNEVILLE et d'HOULGATE définies à l'article 1, et sur une largeur de 500 mètres.

ARTICLE 3 : Le présent décret sera notifié au préfet du CALVADOS et aux mairies d'AUBERVILLE, de GONNEVILLE-SUR-MER, d'HOULGATE et de VILLERS-SUR-MER.

ARTICLE 4 : Le présent décret, la carte au 1/25.000ème et les plans cadastraux annexés pourront être consultés à la préfecture du CALVADOS et aux mairies d'AUBERVILLE, de GONNEVILLE-SUR-MER, d'HOULGATE et de VILLERS-SUR-MER.

ARTICLE 5 : Le ministre de l'environnement est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le 20 FEV. 1995

Edouard BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement,

Michel BARNIER

Michel BARNIER

AC2 - Protection des sites naturels et urbains

I. GENERALITES

Servitudes de protection des sites et monuments naturels. Réserves naturelles.

Loi du 2 mai 1930 modifiée et complétée par l'ordonnance du 2 novembre 1945, la loi du 1er juillet 1957 (réserves naturelles, article 8.1), la loi n° 67.1174 du 28 décembre 1967.

Loi n° 79.1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes et décrets d'application n° 80.923 et n° 80.924 du 21 novembre 1980.

Décret n° 69.607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5.1 de la loi du 2 mai 1930 modifiée.

Décret n° 69.825 du 28 août 1969 portant déconcentration des organismes consultatifs.

Code de l'urbanisme : articles L 421.1, L 430.1, L 441.4, R 421.12, R 421.19, R 421.38.5, R 421.38.6, R 421.38.8, R 330.13, R 441.12, R 442.1, R 442.2, R 442.5

Décret n° 79.180 du 6 mars 1979 instituant des services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79.181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement .

Circulaire du 19 novembre 1969 relative à l'application du Titre II de la loi n° 67.1174 du 28 décembre 1967 modifiant la loi du 2 mai 1930 sur les sites.

Circulaire du 2 décembre 1977 (Ministère de la culture et de l'environnement) relative au report des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites, en annexe des plans d'occupation des sols.

Circulaire n° 80.51 du 15 avril 1980 (Ministère environnement et cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.

Ministère de l'environnement et du cadre de vie, direction de l'urbanisme et des paysages.

II. PROCEDURE D'INSTITUTION

A. Procédure

a. Inscription à l'inventaire des sites.

Sont susceptibles d'être portés à cet inventaire les monuments naturels et les sites qui ne présentent pas un intérêt de premier ordre mais dont l'évolution doit être rigoureusement suivie sur le plan paysager, notamment du point de vue de la qualité de l'architecture, mais également des nombreux autres composants du paysage.

Cette procédure peut ouvrir la voie à un classement ultérieur.

L'inscription est prononcée par arrêté du ministre de l'environnement et du cadre de vie, sur proposition ou après avis de la commission départementale des sites ou éventuellement de la commission régionale des opérations immobilières, de l'architecture et des espaces protégés si le site à protéger déborde le cadre d'un département.

Le consentement du propriétaire n'est pas demandé, mais l'avis de la (ou des) commune intéressée est requis avant consultation de la commission départementale des sites.

L'arrêté ne comporte pas nécessairement la liste des parcelles cadastrales inscrites à l'inventaire ; des limites naturelles ou artificielles (rivières, routes, etc.) peuvent être utilisées.

La décision d'inscription et le plan de délimitation des sites doivent être reportés au plan d'occupation des sols du territoire concerné (article 8 du décret du 13 juin 1969 et article L 123.10 du code de l'urbanisme).

b. Classement d'un site

Sont susceptibles d'être classés les sites dont l'intérêt paysager est exceptionnel et qui méritent à cet égard

d'être distingués et intégralement protégés et les sites présentant un caractère remarquable, qu'il soit artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque qu'il convient de maintenir en l'état, sauf si le ministre de l'environnement et du cadre de vie en autorise expressément la modification.

Le classement est prononcé après enquête publique dirigée par le préfet et avis de la commission départementale des sites.

Lorsque le (ou les) propriétaire a donné son consentement, le classement est prononcé par arrêté du ministre compétent sans que la consultation de la commission supérieure des sites soit obligatoire.

Si le consentement de tous les propriétaires n'est pas acquis, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat, après avis de la commission supérieure des sites.

Le classement d'un lac privé ou d'un cours d'eau dont le lit est propriété privée, nécessite, lorsqu'il peut produire une énergie électrique permanente de 50 kilowatts, l'avis du ministre de l'industrie (loi du 2 mai 1930, articles 6 et 8).

La décision de classement et le plan de délimitation du site devront être reportés au plan d'occupation des sols du territoire concerné (article 8 du décret du 13 juin 1969 et articles L 123.10 et R 126.1 du code de l'urbanisme pour la publicité des servitudes) (1).

(1) L'article 8.1 de la loi du 2 mai 1930 modifiée (loi du 1er juillet 1957 article 1er) prévoyait la possibilité de classement d'un site en réserve naturelle dans laquelle des sujétions pouvaient être imposées pour la conservation des espèces.

Les réserves naturelles qui ont été instituées à ce titre doivent, bien que l'article 8.1 susmentionné ait été abrogé par l'article 41 de la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, figurer au P.O.S. à l'annexe servitude afin d'assurer la publicité de ces servitudes conformément aux articles L 123.10 et R 126.1 du code de l'urbanisme et à l'annexe de ce dernier article.

La protection d'un site ou d'un monument naturel peut faire l'objet d'un projet de classement. Dans ce cas les intéressés sont invités à présenter leurs observations. Pour ce faire une enquête est prévue dont les modalités sont fixées par le décret du 13 juin 1969 en son article 4.

c. Zone de protection d'un site

(titre III de la loi du 2 mai 1930).

Peuvent être inclus dans une telle zone des espaces plus vastes que les précédents, situés autour d'un monument classé ou d'un site inscrit ou classé et qu'il convient de protéger.

Elle est instituée par décret en Conseil d'Etat au terme d'une longue procédure qui comporte :

- la délimitation de la surface à protéger avec indication des parcelles concernées ;
- la mise au point d'un programme comportant des prescriptions (hauteur, matériaux, non aedificandi) de nature à assurer cette protection ;
- une enquête ordonnée par le préfet, la consultation des conseils municipaux et de la commission régionale des opérations immobilières, de l'architecte et des espaces protégés qui entend les propriétaires ou toutes autres personnes intéressées ;
- l'avis de la commission supérieure des sites, si le ministre le juge utile.

B. Indemnisation

a. Inscription à l'inventaire des sites

Aucune indemnisation n'est prévue car la servitude est légère .

b. Classement

Peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire s'il entraîne une modification à l'état ou à l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct, matériel et certain. La demande doit être présentée

par le propriétaire dans le délai de six mois à dater de la mise en demeure. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation (article 8 nouveau, loi du 28 décembre 1967, circulaire du 19 novembre 1969, dernier alinéa).

c. Zone de protection

L'indemnisation est prévue comme en matière de classement mais le propriétaire dispose d'un délai d'un an après la notification du décret pour faire valoir ses réclamations devant les tribunaux judiciaires.

C. Publicité

a. Inscription à l'inventaire des sites

Notification aux propriétaires intéressés.

Une publicité collective peut être substituée à la notification individuelle dans les cas où le nombre des propriétaires est supérieur à cent ou lorsque l'Administration est dans l'impossibilité de connaître l'identité ou le domicile des propriétaires (article 4 nouveau de la loi du 2 mai 1930, loi du 28 décembre 1967, décret du 13 juin 1969 en son article 2).

Cette publication est réalisée à la diligence du préfet :

- par insertion de l'arrêté d'inscription dans deux journaux dont un au moins quotidien, dont la diffusion est assurée dans les communes intéressées - à renouveler après un mois ;
- par affichage en mairie pendant un mois au moins ;
- par publication au journal officiel et insertion au recueil des actes administratifs du département.

b. Classement

Publication au journal officiel de la décision de classement ;

Notification au propriétaire lorsque la décision comporte des prescriptions particulières tendant à modifier l'état ou l'utilisation des lieux (décret n° 69.607 du 13 juin 1969).

Publication au bureau des hypothèques de l'arrêté ou du décret de classement. Cette formalité n'est pas obligatoire.

c. Zone de protection

Notification à chaque propriétaire du décret constituant la zone de protection.

Publication au bureau des hypothèques.

III. EFFETS DE LA SERVITUDE

A. Prérogatives de la puissance publique

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

a. Inscription à l'inventaire des sites

Si le propriétaire a procédé à des travaux autres que l'exploitation courante ou l'entretien normal sans en avoir avisé le maire quatre mois à l'avance, l'arrêt des travaux peut être ordonné sur réquisition du ministère public, soit d'office par le juge d'instruction, par le tribunal correctionnel ou par le maire.

Le maire peut être chargé de l'exécution de la décision judiciaire, il assure alors le respect de son arrêté en procédant notamment à la saisie des matériaux et du matériel de chantier (article 21.2 nouveau, loi du 28 décembre 1967).

b. Classement d'un site

Si une menace pressante pèse sur un site, le ministre peut ouvrir une instance de classement, sans instruction préalable. Cette mesure conservatoire s'applique immédiatement, dès notification au préfet et au propriétaire. Elle vaut pendant une année et emporte tous les effets du classement (article 9 de la loi du 2 mai 1930 - arrêt du C.E. du 24 novembre 1978 : Dame Lamarche-Jacomet autre).

Dans ce cas le permis de construire ne peut être délivré, qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué (article R 421.38.6 du code de l'urbanisme).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

a. Inscription à l'inventaire des sites

(art. 4 de la loi du 2 mai 1930)

Obligation pour le propriétaire d'aviser le préfet quatre mois à l'avance de son intention d'entreprendre des travaux autres que ceux d'exploitation courante ou d'entretien normal (article 4 de la loi du 2 mai 1930). A l'expiration de ce délai le silence de l'Administration équivaut à une acceptation.

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'un permis de construire ou d'un permis de démolir, la demande de permis tient lieu de la déclaration préalable (article 1er du décret n°77.734 du 7 juillet 1977 modifiant l'article 17bis du décret n° 70.288 du 31 mars 1970 - 1er alinéa - pris pour l'application de la loi du 2 mai 1930 et article R 421.38.5 du code de l'urbanisme en ce qui concerne le permis de construire). Dans ce cas le permis de démolir, de la compétence du préfet, doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques et des sites (article R 430.13 du code de l'urbanisme). Le cas échéant, le permis de construire est délivré après consultation de l'architecte des bâtiments de France (article R 421.38.5 du code de l'urbanisme), par le maire (article R 421.38.8 du code de l'urbanisme). Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à la délivrance d'une autorisation d'utilisation du sol en application des dispositions du titre IV du Livre IV de la deuxième partie du code de l'urbanisme (travaux divers, clôtures, stationnement de caravanes), la demande d'autorisation tient lieu de la déclaration préalable (article 1er du décret n° 77.734 du 7 juillet 1977 modifiant l'article 17bis du décret n° 70.288 du 31 mars 1970 - 2e alinéa). La décision est de la compétence du maire (article R 442.5 du code de l'urbanisme).

L'Administration ne peut s'opposer aux travaux qu'en ouvrant une instance de classement.

b. Classement d'un site

(articles 9 et 12 de la loi du 2 mai 1930).

Obligation pour le propriétaire d'obtenir l'autorisation du ministre compétent avant l'exécution de tous travaux susceptibles de détruire ou de modifier l'état ou l'aspect des lieux. Cette disposition vise notamment, la construction (interdiction de bâtir, règles de hauteur, aspect extérieur des immeubles), la transformation, la démolition d'immeubles, l'ouverture de carrières, la transformation des lignes aériennes de distribution électrique ou téléphonique, etc.

La commission départementale des sites et éventuellement la commission supérieure doivent être consultées préalablement à la décision ministérielle.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, le dit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué (art. R 421.38.6 du code de l'urbanisme). La délivrance du permis de construire étant subordonnée à un accord exprès, le demandeur ne pourra bénéficier d'un permis tacite (articles R 421.12 et R 421.19d du code de l'urbanisme).

La démolition d'immeubles dans les sites classés demeure soumise aux dispositions de la loi du 31 décembre 1913 (article L 430.1 dernier alinéa du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux projetés nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme l'autorisation exigée par l'article R 442.2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu des articles 9 (intention de classement) et 12 (classement) de la loi du 2 mai 1930 sur les sites, et ce dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R 442.2 du code de l'urbanisme, mentionnés à l'article R 442.1 du dit code. Cette autorisation ne peut être tacite (article R 442.7 du code de l'urbanisme). Elle est de la compétence du préfet (article R 442.5 du code de l'urbanisme).

Obligation pour le vendeur de prévenir l'acquéreur de l'existence de la servitude et de signaler l'aliénation au ministère compétent.

Obligation pour le propriétaire à qui l'Administration a notifié son intention de classement, de demander une autorisation spéciale avant d'apporter une modification à l'état des lieux et à leur aspect, et ce pendant une durée de douze mois à dater de la notification (mesures de sauvegarde). Article 9 nouveau de la loi du 2 mai 1930, loi du 28 décembre 1967.

c. Zone de protection d'un site

(article 17 de la loi du 2 mai 1930).

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, le dit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministère chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué (art. R 421.38.6 du code de l'urbanisme).

Le permis de démolir visé aux articles L 430.1 et suivants du code de l'urbanisme, tient lieu de l'autorisation de démolir prévue par la loi du 2 mai 1930 sur les sites (art. L 430.1 du code de l'urbanisme) ; dans ce cas le permis de démolir doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques et des sites (art. 430.13 du code de l'urbanisme).

Lorsque le propriétaire désire édifier une clôture autour de sa propriété, l'autorisation accordée au titre de la loi du 2 mai 1930 sur les sites tient lieu de l'autorisation de clôture du code de l'urbanisme (art.R 441.12 du code de l'urbanisme).

B. Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

a. Inscription à l'inventaire des sites

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation, dans les formes prévues à la section 4 de la loi mentionnée ci-dessous, dans les sites inscrits à l'inventaire et dans les zones inscrits à l'inventaire et dans les zones de protection délimitées autour de ceux-ci (article 7 de la loi n°79.1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus concernant la publicité (article 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (article 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation préfectorale (décret n° 59.275 du 7 février 1959 et décret d'application n° 68.134 du 9 février 1968), ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (article R 443.9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître ces réglementations par affiches et panneaux.

b. Classement d'un site

Interdiction de toute publicité sur les monuments naturels et dans les sites classés (article 4 de la loi du 29 décembre 1979).

Les préenseignes sont soumises à la même interdiction (article 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les zones visées ci-dessus (article 17 de la loi

du 29 décembre 1979).

Interdiction pour quiconque d'acquérir un droit de nature à modifier le caractère et l'aspect des lieux.

Interdiction d'établir une servitude conventionnelle sauf autorisation du ministre compétent.

Interdiction d'établir des campings sauf autorisation ministérielle (décret n° 59.275 du 5 février 1959 et décret d'application n° 68.134 du 9 février 1968), ou de créer des terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes (article R 443.9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître ces réglementations par affiches et panneaux.

c. Zone de protection d'un site

Obligation pour le propriétaire de parcelles situées dans une telle zone de se soumettre aux servitudes particulières à chaque secteur déterminées par le décret d'institution et relatives aux servitudes de hauteur, à l'interdiction de bâtir, à l'aspect esthétique des constructions, etc.

La commission supérieure des sites et, depuis le décret du 28 août 1969, la commission régionale des opérations immobilières, de l'architecture et des espaces protégés sont, le cas échéant, consultées par les préfets ou par le ministre compétent préalablement aux décisions d'autorisation.

Interdiction de toute publicité, sauf dérogation dans les formes prévues à la section 4 de la loi mentionnée ci-dessous, dans les zones de protection délimitées autour d'un site classé (article 7 de la loi du 29 décembre 1979).

Les préenseignes sont soumises aux dispositions mentionnées ci-dessus en ce qui concerne la publicité, (article 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les zones mentionnées ci-dessus (article 17 de la loi du 29 décembre 1979).

Interdiction, en règle générale, d'établir des campings et terrains aménagés en vue du stationnement des caravanes.

2° Droits résiduels du propriétaire

a. Inscription à l'inventaire des sites

Possibilité pour le propriétaire de procéder à des travaux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal pour les édifices dans les conditions mentionnées au § A 2°a).

b. Classement d'un site

Possibilité pour le propriétaire de procéder aux travaux pour lesquels il a obtenu l'autorisation dans les conditions visées au § A 2°b).

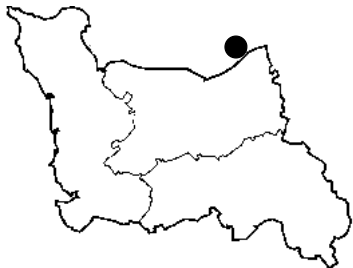
Espaces Naturels Protégés de Basse-Normandie

Zone de Protection Spéciale

La Directive européenne 79/409 du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages (dite Directive "oiseaux") s'applique à tous les Etats membres de l'Union Européenne. Elle vise à assurer la préservation durable de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage. L'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), basé sur des critères scientifiques qualitatifs et quantitatifs, recense actuellement 285 sites sur le territoire national, dont 10 en Basse-Normandie. L'annexe 1 de la Directive énumère les espèces les plus menacées pour lesquelles des mesures spéciales de conservation doivent être prises afin d'en assurer la survie et la reproduction. Ces espèces sont signalées par un * dans le texte. Les Etats classent en Zones de Protection Spéciales (ZPS) les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie pour la conservation des populations de ces espèces.

ZPS N° ZPS07

Littoral augeron



N° du site : **ZPS07**

Date de mise à jour **Octobre 2001**

Nature de la mesure :

Désignation au titre de la directive CEE 79/409.

Date : **15 juin 2001**

Superficie : **21420 ha**

Altitudes : **0 m**

Statuts des propriétés :

Domaine Public Maritime

Objectif de conservation :

Protection des espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage.

Partenaires pour la gestion :

Services de l'Etat
Commune
Principaux usagers

Département(s) : **Calvados (14)**

Commune(s) :

14024 AUBERVILLE
14059 BENERVILLE-SUR-MER
14079 BLONVILLE-SUR-MER
14117 CABOURG
14220 DEAUVILLE
14305 GONNEVILLE-SUR-MER
14338 HOULGATE
14409 MERVILLE-FRANCEVILLE-PLAGE
14701 TOURGEVILLE
14715 TROUVILLE-SUR-MER
14724 VARAVILLE
14754 VILLERS-SUR-MER

La ZICO est désignée en totalité en ZPS, à l'exception d'une bande étroite correspondant approximativement à la zone de balancement des marées ainsi que le secteur situé dans le prolongement du chenal de l'estuaire de la Seine.

PRESENTATION GENERALE DU SITE :

Au débouché de l'estuaire de la Seine, le site du littoral augeron correspond au Domaine Public Maritime compris entre la baie d'Orne à l'ouest et la commune de Trouville sur mer à l'est. Bordé de côtes basses sableuses à sablo-vaseuses et de falaises vives taillées dans des assises jurassiques calcaro-marneux (falaises des Vaches Noires...), il recueille les eaux de plusieurs rivières et fleuves côtiers dont les principaux sont l'Orne, la Dives et la Touques. Le substrat rocheux, composé de terrains du jurassique moyen et supérieurs, est généralement recouvert par des dépôts sédimentaires d'origine variée qui concentrent les polluants provenant des diverses activités anthropiques (importantes zones industrielles notamment au niveau de l'estuaire de la Seine, intense fréquentation touristique liée à la proximité de la région parisienne...). La sédimentation qui conditionne le peuplement benthique, y est largement influencé par les faibles courants de marée et le régime des houles.

CRITERES PATRIMONIAUX MOTIVANT LA RECONNAISSANCE :

Cette section du littoral de la Manche constitue un site d'importance internationale pour l'hivernage et la migration des oiseaux d'eau. A ce titre, il a été retenu à l'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux.

Trois espèces, dont les effectifs correspondent aux critères de désignation Ramsar, y sont observées pendant la période d'hivernage : la macreuse brune (*Melanitta fusca* ssp. *fusca*), avec 3 000 à 11 000 individus, la macreuse noire (*Melanitta fusca* ssp. *nigra*), plus commune avec des effectifs compris entre 4 000 et 24 000 individus, et la sous-espèce maritime du grand cormoran (*Phalacrocorax carbo* ssp. *carbo*). Les mac

Les mareuses sont des canards marins plongeurs grégaires fréquentant les eaux calmes de fond de baie ou d'estuaire. Pendant l'hiver, elles ne quittent jamais le milieu aquatique, s'approchant rarement très près des côtes, et se nourrissent essentiellement de bivalves enfouis dans le sédiment. Entre les mois d'octobre et d'avril, plusieurs milliers de ces oiseaux stationnent sur ce littoral, ce qui représente une des plus importantes concentrations françaises.

On note également la présence du plongeon catmarin* (*Gavia stellata*), du Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*) avec 5 000 à 10 000 individus, du Grèbe esclavon* (*Podiceps auritus*), du Grèbe jougris (*Podiceps griseigena*), plus au large, de l'Eider à duvet (*Somateria mollissima*), de la Mouette pygmée (*Larus minutus*), du Fuligule milouinan, du Harle huppé, des Goélands marins et leucophaea ou encore d'alcidés comme le Pingouin torda et le Guillemot de Troïl.

Enfin, le site constitue une escale migratoire pour le Goéland brun, la Guifette noire*, le Fou de Bassan, les Sternes caugek*, pierregarin*, artique* et naines*, la Mouette tridactyle, le Puffin des anglais et plusieurs espèces de labbes.

L'ensemble de cet espace est diversement occupé par les oiseaux : tandis que les macreuses constituent des groupes plus ou moins denses, souvent monospécifiques, les grèbes, plus solitaires s'organisent généralement en petites troupes isolées de 5 à 10 individus. En fonction du rythme des marées et des conditions météorologiques, leurs déplacements en vols rapides au ras de l'eau, animent tout l'hiver cet espace méconnu des riverains, car peu visible du

bord de mer.

GESTION :

Le maintien sur le site de la quiétude et des zones d'alimentation sont nécessaires à la préservation des populations aviaires hivernantes et migratrices. Situés au sommet du réseau trophique, les oiseaux, et plus spécialement les macreuses, subissent l'impact des polluants concentrés en baie de Seine et nécessitent donc une attention toute particulière.

La réserve de chasse de la baie de Seine, instituée en 1973, concerne partiellement le littoral augeron. Alliée au dérangement quasi-inexistant, elle contribue aux objectifs fixés par la directive "Oiseaux".

Eléments de bibliographie

- AULERT C., 1993 - Les stationnements de macreuses sur le littoral augeron. Relations avec le milieu et les apports fluviaux. Elaboration d'un indicateur de l'évolution du milieu. Projet de thèse soutenu dans le cadre du D.E.A. Nature, Environnement, Sociétés. Université de Caen, UFR des Sciences de la Terre et de l'Aménagement Régional. 162 p. et annexes.
- AULERT C., 1997 - Les stationnements de macreuses (Melanitta) sur le littoral augeron. Biogéographie et environnement. Thèse de géographie. Université de Caen, UFR des Sciences de la Terre et de l'Aménagement Régional, Géographie Physique et Environnement, Groupe Ornithologique Normand. 575p.
- ROCAMORA G., 1993 - Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux en France. Bird Life International, Ligue pour la Protection des Oiseaux, Ministère de l'Environnement, 339 p.
- ROCAMORA G., THAURONT M., mai 1992 - Inventaire français des Zones de grand Intérêt pour la Conservation des Oiseaux sauvages dans la Communauté Européenne. Basse-Normandie. Ministère de l'Environnement DNP, CIPO, Ecosphère, LPO.
- YEATMAN-BERTHELOT D. & JARRY G., 1991 - Atlas des oiseaux de France en hiver. Société Ornithologique de France, 575 p.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté du 6 janvier 2005 portant désignation du site Natura 2000 littoral Augeron (zone de protection spéciale)

NOR : DEVN0430445A

Le ministre de l'écologie et du développement durable,

Vu la directive n° 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages, notamment son article 4 et son annexe I ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 414-1-II, R. 214-16, R. 214-20 et R. 214-22 ;

Vu la loi n° 2001-1 du 3 janvier 2001 portant habilitation du Gouvernement à transposer par ordonnances des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du 16 novembre 2001 relatif à la liste des espèces d'oiseaux qui peuvent justifier la désignation de zones de protection spéciale au titre du réseau écologique européen Natura 2000 selon l'article L. 414-1-II, premier alinéa, du code de l'environnement,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Est désigné sous l'appellation « site Natura 2000 littoral Augeron » (zone de protection spéciale FR 2512001) l'espace délimité sur la carte au 1/125 000 ci-jointe s'étendant sur une partie du territoire des communes suivantes sur le département du Calvados : Auberville, Bénerville-sur-Mer, Blonville-sur-Mer, Cabourg, Deauville, Gonneville-sur-Mer, Houlgate, Merville-Franceville-Plage, Tourgéville, Trouville-sur-Mer, Varaville, Villers-sur-Mer.

Art. 2. – La liste des espèces d'oiseaux justifiant la désignation du « site Natura 2000 littoral Augeron » figure en annexe au présent arrêté.

Cette liste ainsi que la carte visée à l'article 1^{er} ci-dessus peuvent être consultées à la préfecture du Calvados, à la direction régionale de l'environnement de Basse-Normandie et à la direction de la nature et des paysages au ministère de l'écologie et du développement durable.

Art. 3. – Le directeur de la nature et des paysages est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 janvier 2005.

SERGE LEPELTIER

Groupe de Travail Patrimoine des sites Natura 2000

ZPS littoral augeron
SIC Baie de Seine orientale

Herouville St Clair, le 16 avril 2014

Relevé de décisions

L'ensemble des diaporamas présentés en séance sont disponibles en téléchargement à l'adresse <http://baiedeseine.n2000.fr/participer-a-la-vie-des-sites/reunions-passees>

Ordre du jour

1. Rappel du contexte Natura 2000, du rôle des opérateurs et du calendrier
2. Diagnostic sur le patrimoine naturel
3. Calendrier prévisionnel
4. Questions / discussions

Annexe : liste des personnes présentes et excusées

1. Rappel du contexte Natura 2000, du rôle des opérateurs et du calendrier

L'objectif de la réunion est de présenter l'état des lieux du patrimoine naturel sur les sites Natura 2000 Baie de Seine orientale (SIC) et Littoral augeron (ZPS) sur la base des connaissances disponibles complétées depuis le COPIL de décembre 2013. Les personnes excusées sont citées en séance.

En introduction, Sandrine Robbe de la DREAL Basse-Normandie rappelle que chaque site Natura 2000 doit disposer d'un document d'objectifs (DOCOB), constitué d'un état des lieux environnemental et socio-économique, ainsi que d'une analyse des interactions entre usages et patrimoine naturel pour conduire à des propositions de mesures de gestion. L'étude du patrimoine est confiée à l'Agence des aires marines protégées (AAMP), l'opérateur principal, tandis que le Comité régional des pêches maritimes et élevages marins (CRPMEM) de Basse-Normandie, opérateur technique associé, est en charge du volet sur les usages dans le cadre de l'élaboration du DOCOB.

Le Groupe de Travail Patrimoine naturel fait suite au GT Usages qui a eu lieu le 18 février ; il a pour objet de faire un état des lieux du patrimoine naturel qui a justifié la désignation des sites Natura 2000.

Après un tour de table, Gwenola de Roton de l'AAMP rappelle que quelques éléments ont déjà été présentés lors du COPIL de décembre dernier et présente les périmètres des sites Natura 2000 concernés.

2. Diagnostic sur le patrimoine naturel (par Gwenola de Roton, AAMP)

Le contexte réglementaire qui s'applique dans le périmètre ou à proximité des sites Natura 2000 est rappelé, avec notamment les sites N2000 : SIC Estuaire de Seine, ZPS Marais et estuaire de la Basse Seine, ZPS Estuaire de l'Orne, SIC Littoral cauchois et ZPS Littoral seino-marin et les Réserves Naturelles Nationales (falaise du Cap Romain ; estuaire de la Seine) et les réserves de chasse (Baie de Seine ; estuaire de l'Orne).

Le contexte physique est brièvement présenté : c'est un système de type baie relativement abrité, soumis à un régime macrotidal et à l'influence fluviale dans sa partie orientale ; il présente une mosaïque sédimentaire de bancs de sable sur des fonds compris entre 0 et 30m de profondeur. Le site est caractérisé par une forte productivité benthique et des concentrations de juvéniles de poissons (rôle de nurserie) en lien avec sa localisation dans le prolongement de l'estuaire de la Seine ; il se situe à l'ouest en marge du gisement de coquille St Jacques.

Les différents habitats et espèces d'intérêt communautaire sont présentés pour chacun des sites. Les remarques ou questions sont retranscrites ci-après.

• Habitats d'intérêt communautaire du SIC Baie de Seine orientale

Le site Baie de Seine orientale a été désigné au titre des Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine (1110) et des grandes criques et baies peu profondes (1160).

Une cartographie des habitats a été produite par le bureau d'études In Vivo dans le cadre du programme d'acquisition des connaissances sur les habitats lancé par l'AAMP en 2011 sur la quasi-totalité des sites français Natura 2000 (Cartham). Elle a été revue et complétée avec les données biosédimentaires provenant des campagnes scientifiques de recherche ou réglementaires (Benthoseine, Pectow, Colmatage, Machu) et a fait l'objet d'une validation auprès d'experts benthologues locaux (équipe du M2C).

La nouvelle cartographie proposée pour validation dans l'état des lieux du DOCOB fait état de 4 habitats : les sables grossiers (1110-3 : 67km²), les sables grossiers envasés (1110-3&4 : 83 km²), les sables fins envasés (1110-1&4 : 141 km²) et les sables mal triés (1110-4 : 152 km²) qui présentent des faciès envasés au droit de l'estuaire de Seine et sur le littoral augeron entre Ouistreham et Dives-sur-Mer. Cette carte intègre la variabilité saisonnière et interannuelle dans la distribution et les caractéristiques des habitats.

Des niveaux d'enjeu pour les différents habitats ont été définis en fonction de leur importance sur le site, de la responsabilité du site pour l'habitat, des fonctionnalités et des menaces.

L'habitat 1110 présente un enjeu prioritaire au niveau des sables mal triés (1110-4) du fait de la responsabilité portée par le site (13% de la surface nationale) et des fonctionnalités importantes (nourriceries, support trophique) qu'ils supportent ; les sables fins envasés (1110-1) montrent un enjeu fort (6% de la surface nationale), et les sables grossiers (1110-3) un enjeu secondaire.

L'habitat Récifs (1170-6 : roche infralittoral en mode abrité) est présent au sud-ouest du site, mais apparaît marginal (1 km²) et présente un caractère dégradé (ensablement, dominé par la Sargasse) ; cet habitat Récifs n'a pas servi à justifier la désignation du site ; aucun enjeu n'y est identifié.

• **Espèces d'intérêt communautaire du SIC Baie de Seine orientale**

Différents suivis (RNES, Réseau National d'Echouage, observations GECC et GON), études (Macreuse) et programmes (SCANS I et II, PACOMM) sont utilisés pour décrire la distribution et la fréquentation du site par les **mammifères marins** à partir de plusieurs outils (survol ULM et avion, observations en mer ou depuis la terre, hydrophone, détection acoustique).

Deux espèces de cétacés et deux espèces de pinnipèdes sont observées sur le site :

- le marsouin commun (*Phocoena phocoena*) présente une fréquentation régulière, saisonnière (pic en mars/avril), en hausse depuis une dizaine d'années suite à la descente vers le sud des populations de Mer du Nord ; la Baie de Seine orientale est un site potentiel de reproduction. Cette espèce présente un enjeu prioritaire sur le site en raison d'une fréquentation en hausse alors que les populations de Mer du Nord sont en déclin, de la responsabilité du site vis-à-vis de l'espèce (importance nationale, site potentiel de reproduction) et des menaces en mer.
- le grand dauphin (*Tursiops truncatus*) fréquente le site de manière irrégulière et saisonnière (été) ; il présente un enjeu secondaire sur le site.
- le phoque veau-marin (*Phoca vitula*) montre une présence faible et occasionnelle sur le site par des individus provenant essentiellement de la colonie de la Baie des Veys. Il présente un enjeu fort sur le site classé d'importance nationale.
- le phoque gris (*Halichoerus grypus*), provenant de la colonie en baie de Somme, présente une fréquentation irrégulière sur le site dont les habitats sont peu propices à cette espèce inféodée aux zones rocheuses ; il présente un enjeu secondaire sur le site.

Pour les espèces de mammifères marins, les enjeux concernent i/ le maintien de la fonctionnalité et de la capacité d'accueil de la baie de Seine orientale et ii/ la réduction des sources de mortalité en mer (émission de bruit, captures accidentelles, collision, ...).

Les sources de données mobilisables concernant les **poissons migrateurs amphihalins** proviennent de campagnes scientifiques (CGFS de l'Ifremer, suivis réglementaires) et d'observations en mer (Obsmer) qui restent peu adaptées au suivi de ces espèces peu fréquentes, couplées aux relevés issus des stations de contrôle en rivières.

Cinq espèces de poissons amphihalins d'intérêt communautaire sont observées sur le site ou dans les bassins versants jouxtant le site :

- l'aloise feinte (*Alosa fallax*) apparaît fréquente en mer sur le site (observations Obsmer et campagnes GPMH), sans que l'importance du site puisse être précisée en l'absence de comptage au niveau des stations de contrôle (migration de faible ampleur pour cette espèce). L'enjeu du site pour cette espèce apparaît secondaire (?) sous réserve d'acquisition de connaissance pour qualifier l'importance locale.
- la grande alose (*Alosa alosa*) est observée au niveau des stations de contrôle de la Seine et de l'Orne ; l'enjeu du site pour cette espèce est fort du fait qu'il se situe en marge méridionale de son aire de répartition.
- le saumon atlantique (*Salmo salar*) est comptabilisé sur la Seine et l'Orne, avec des effectifs dépassant 1% des effectifs nationaux sur l'Orne. L'ensemble des cours d'eau en périphérie du site sont classés comme rivières à salmonidés, et l'estuaire de l'Orne bénéficie d'un classement en réserve à salmonidés. L'enjeu du site pour cette espèce est prioritaire du fait de l'importance locale.
- la lamproie marine (*Lampetra marina*) est présente avec des effectifs d'importance nationale sur la Seine, et dans une moindre mesure dans l'Orne ; de ce fait, l'enjeu sur le site est prioritaire.
- la lamproie de rivière (*Lampetra fluviatilis*) est comptabilisée dans la Seine avec des effectifs parfois importants selon les années ; l'enjeu sur le site est fort.

Il est précisé que les menaces sur ces espèces se situent principalement en rivières ; les menaces en mer concernent essentiellement les captures accidentelles (par pêche, dragage ...) notamment à proximité des

estuaires qui constituent des axes privilégiés de migration. Les enjeux sur ces espèces sont i/ la réduction des captures en mer et ii/ la restauration de populations fonctionnelles normandes et reconquête du bassin de la Seine qui fut un fleuve très important.

- **Espèces d'intérêt communautaire de la ZPS Littoral augeron**

Différents suivis (RNES, Oiseaux échoués, observatoire ZPS, Wetlands international, points de guets à la mer), études (Macreuse, Grands cormorans hivernants, Laridés hivernants, Grèbes-plongeurs hivernants) et programmes (PACOMM) sont utilisés pour décrire la distribution et la fréquentation du site par les **oiseaux marins** à partir de plusieurs outils (survol ULM et avion, observations en mer ou depuis la terre) par différentes structures (GONm, Maison de l'Estuaire, Aérobaie, Bretagne Vivante, associations et gestionnaires locaux).

Le site présente une importance nationale (selon les critères définis dans le DOCOB) pour 20 espèces dont 7 listées dans l'annexe I de la Directive Oiseaux.

- C'est une **zone d'hivernage** d'importance nationale pour des espèces malacophages (macreuses noire et brune), des plongeurs (plongeurs catmarin et arctique, grèbe huppé, guillemot de troïl, pingouin torda), la sterne caugek, les mouettes pygmée et tridactyle et le fou de Bassan. Mais également pour une dizaine d'autres espèces du FSD (Formulaire standard de données) non significatives. C'est le premier site d'hivernage de la macreuse brune en France ; à noter également qu'une forte diminution des effectifs est observée sur le site pour les macreuses en lien avec l'envasement local des fonds et la remontée de ces espèces vers le nord suite aux changements climatiques.
- C'est une **zone d'estivage** d'importance nationale pour les sternes caugek et pierregarin, le fou de Bassan, le grand labbe et le goéland marin, mais également pour une dizaine d'espèces du FSD non significatives (goélands, mouettes, labbes ...).
- C'est une **zone de migration**, notamment en migration postnuptiale, pour plus d'une vingtaine d'espèces plus ou moins fréquentes. Il constitue le premier site français de migration pour la mouette pygmée et la sterne caugek, le 3^{ème} site français pour le plongeur catmarin ; il se situe en marge de l'aire de répartition pour le puffin des Baléares (espèce en danger critique d'extinction).

Les principales menaces concernent la pollution par les hydrocarbures, les macrodéchets, la compétition trophique, l'évolution climatique, l'implantation de parc éolien, les captures accidentelles et la mortalité par tir.

Les enjeux portent sur i/ le maintien des ressources alimentaires nécessaires à l'avifaune, ii/ la réduction des sources de mortalité d'oiseaux en mer, notamment celles liées aux pollutions d'origine marine, et iii/ le suivi des effets des évolutions climatiques sur l'avifaune marine.

Un enjeu prioritaire (espèce inscrite en annexe I de la DO ou de la Convention OSPAR **et** présente en effectifs importants au niveau national) est défini pour les plongeurs catmarin et arctique, les sternes caugek et pierregarin et la mouette pygmée. 15 espèces présentent un enjeu fort (macreuses brune et noire, eider à duvet, grèbe huppé, pingouin torda, guillemot de troïl, grand labbe, fou de Bassan, mouette tridactyle, goéland marin, grand cormoran, labbe parasite, harle huppé, sterne naine, guifette noire) et 13 espèces montrent des enjeux secondaires.

3. Calendrier prévisionnel (par Gwenola de Roton, AAMP)

En complément de la présentation faite en GT, le volet patrimoine naturel complet de l'état des lieux du Document d'objectifs sera transmis sous 1 mois à l'ensemble des participants du GT Patrimoine et du COPIL afin de recueillir d'éventuels compléments ou remarques. Il est proposé un prochain GT Patrimoine afin d'exposer et valider ces modifications (réunion spécifique en fin d'été ou lors du GT Usages prévu en fin d'année).

4. Questions/discussions

Vincent Caillard (FCSMP) souligne la diminution de la visibilité sous-marine en lien avec l'envasement depuis 1985 suite aux travaux des ferries et aux rejets des sédiments de clapage au large, ce qui est un handicap pour la chasse sous-marine, et demande quelle est l'origine des vases. Il s'étonne également de l'absence d'enjeu concernant l'habitat Récifs ; il précise que les plongées révèlent une bonne diversité et un fort intérêt halieutique (hippocampe, dorade royale, lieu ...) dans les secteurs colonisés par la sargasse.

- ⇒ L'envasement, également constaté notamment lors de l'étude Macreuse (diminution de la ressource alimentaire), peut être lié au fonctionnement des estuaires avec des apports fluviaux naturels, pouvant être exacerbés par les endiguements ; mais les fonds envasés supportent une productivité importante.

- ⇒ Aucun enjeu n'a été identifié sur les récifs car le platier rocheux situé principalement à l'extérieur du site, n'est représenté que par une très petite surface en marge du site et il n'a pas servi à la désignation du site N2000. Toutefois tout élément de connaissance sur cet habitat, complémentaire aux inventaires réalisés dans le cadre du programme Cartham peut être ajouté à l'état des lieux.

Sandrine Robbe complète en disant que seuls les substrats meubles ont servi à la désignation du site ; chaque site n'a pas vocation à préserver tous les habitats Natura 2000, mais est tenu à l'exemplarité. Les récifs quant à eux ont été retenus sur les sites de la pointe du Cotentin.

Isabelle Rauss (Conservatoire du Littoral) demande si la biodiversité associée aux épaves a été inventoriée.

- ⇒ Il n'y a pas eu de plongée spécifique sur les épaves, celles-ci n'étant pas considérées comme un habitat naturel malgré leur intérêt écologique.

James Jean-Baptiste (GONm) demande que soient précisées dans le DOCOB les causes de mortalité à partir des autopsies réalisées dans le cadre des suivis RNE. Il signale que beaucoup de cétacés présentent une nageoire caudale coupée, ce qui laisse supposer des captures accidentelles par les fileyeurs.

Laetitia Papore (UNICEM) souhaite savoir si le bruit généré par le trafic maritime a été évalué.

Béatrice Harmel (CRPMEM BN) précise que les cargos émettent plus de bruit que les navires de pêche.

- ⇒ Des études ont été réalisées dans le cadre du dossier d'impact du Parc Eolien offshore de Courseulles-sur-Mer, qui permettent de renseigner le bruit de fond en baie de Seine. David Sellam (DIRM MEMN) précise que les normes évoluent pour réduire les bruits et vibrations.

Thomas Lecarpentier (Maison de l'Estuaire) souligne que les phoques veau-marins sont de plus en plus nombreux au niveau de la Réserve Naturelle de l'Estuaire de Seine (RNES) et qu'ils s'y sédentarisent bien qu'ils ne s'y reproduisent pas. Jusqu'à 12 individus ont été dénombrés sur la réserve. Il met en avant le débat concernant les incidences potentielles du projet de parc éolien sur cette espèce.

- ⇒ Des nuisances sonores seront occasionnées par ce projet en phase de travaux (battage des pieux) comme en phase d'exploitation (projet soumis à étude d'impact et évaluation d'incidence). James Jean Baptiste précise que de nombreuses études ont été réalisées en Europe du Nord sur les impacts et les distances concernées. Sandrine Robbe (DREAL BN) rappelle que ces résultats d'études ne peuvent pas toujours être généralisés à des conditions environnementales différentes. Christophe Aulert (AAMP) ajoute que ces incidences peuvent s'étendre jusqu'à 80 km du parc et affecter les fonctions des individus. Les travaux éoliens pourraient être une des causes de la migration du marsouin commun de Mer du Nord vers le sud, en plus du réchauffement climatique et de la diminution de la ressource alimentaire.

James Jean Baptiste (GONm) précise que la fréquentation du site par le fou de Bassan est à relativiser car cette espèce est présente surtout par condition venteuse, en provenance d'Aurigny. Il s'étonne que la macreuse brune ne présente pas un enjeu prioritaire alors qu'elle a servi à la désignation du site et que la Baie de Seine orientale est le premier site d'hivernage en France. La méthode de définition des critères d'enjeux n'apparaît pas très cohérente en ce sens, si l'on considère les plongeurs classés en enjeu prioritaire.

- ⇒ L'absence d'enjeu prioritaire s'explique par le fait qu'elle n'est ni classée OSPAR, ni au titre de l'annexe I de la DO. Mais les arguments avancés par le GONm posent question et il est proposé d'ajouter une clause à la définition des enjeux de conservation : l'espèce est surclassée en enjeu prioritaire si ses effectifs sur le site dépassent 15% des effectifs nationaux. Cette modification méthodologique sera proposée pour validation au niveau national afin de conserver des critères cohérents sur l'ensemble des sites.

Christophe Aulert (AAMP) précise que l'absence d'enjeu prioritaire pour les macreuses brunes sur le site n'apparaît pas totalement aberrant au vu de leur évolution récente (forte diminution des abondances en Manche).

Béatrice Harmel (CRPMEM BN) pose la question de l'acceptabilité sociale de mesures concernant la pêche professionnelle sur un site soumis à autant de pressions industrielles et portuaires (dragage, clapage, extraction de granulats marins, EMR, navigation ...). Elle précise qu'il serait pertinent que Catherine Paul (CRPMEM BN) qui suit la problématique des poissons amphihalins au CRPMEM BN soit contactée afin de faire le lien avec la CMEA et le COGEPOMI. Enfin elle s'interroge sur le type de mesures qui pourraient être envisagées pour enrayer la diminution des effectifs de macreuses.

Guy Ruyter (GRAPE) pose la question du devenir des dépôts d'immersion.

- ⇒ Peu d'actions sont envisageables à l'échelle du site concernant la protection des macreuses dont les causes de déclin sont d'ordre climatique ou environnemental (envasement des fonds négatif pour la ressource alimentaire des macreuses). Il reste à vérifier si des mesures sur la pêche visant à préserver l'intégrité des fonds pourraient être favorables à la ressource alimentaire de ces espèces ; des zones de restriction des arts trainants pourraient être envisagées suite à l'analyse du risque de dégradation des habitats par les activités de pêche.
- ⇒ Concernant les usages autres que la pêche, Sandrine Robbe (DREAL BN) précise qu'ils font l'objet d'une analyse d'incidences Natura 2000 lors du dépôt des dossiers d'instruction et que leurs impacts

sur le site sont donc traités dans ce cadre et n'ont plus lieu d'être analysés dans le cadre de l'élaboration du DOCOB. La question des vases issues des dépôts d'immersion est donc traitée dans le cadre des dossiers d'instruction des différents projets.

⇒ Les participants au GT actent qu'ils recevront un document écrit courant mai sur lequel ils pourront réagir par mail et qu'il est préférable de réunir un GT patrimoine commun avec le GT usages prévu en fin d'année, au cours duquel seules les principales modifications au document transmis par mail seront exposées. Il est demandé à ce que la réunion soit programmée si possible en début ou fin de semaine et d'éviter la première semaine de décembre (salon nautique).

- **Les éléments d'état des lieux sur le patrimoine naturel présentés lors de ce Groupe de Travail sont validés sous réserve de quelques ajouts (pourcentage par causes de mortalités pour les mammifères marins au travers du RNE) et modifications (macreuse brune surclassée en enjeu prioritaire ?).**
- **Le volet patrimoine naturel de l'état initial du Document d'objectifs va être transmis aux membres du GT en mai pour recueillir leurs remarques, corrections ou compléments via des échanges par mail avant la fin octobre 2014.**
- **Les principales modifications apportées au document seront présentées pour discussion et validation lors d'un Groupe de Travail conjoint Usages et Patrimoine en fin d'année.**

En l'absence de question complémentaire, les participants sont remerciés de leur présence et il leur est donné rendez-vous aux prochains groupes de travail et comités de pilotage.

ANNEXE : Membres du Groupe de Travail patrimoine naturel présents et excusés

Personnes présentes

Christophe AULERT, Agence des aires marines protégées
Claire BERREVILLE, Grand port maritime de Rouen
Vincent CAILLARD, Fédération Chasse sous-marine passion Calvados (FCSMP)
Chloé DANCIE, Cellule de Suivi du Littoral Normand (CSLN)
Gwenola DE ROTON, Agence des aires marines protégées
Etienne FROMENTIN, Union nationale des industries de carrière et matériaux de construction (UNICEM) Normandie
Nolwenn HAMON, Comité régional des pêches maritimes et élevages marins (CRPMEM) de Basse-Normandie
Béatrice HARMEL, Comité régional des pêches maritimes et élevages marins (CRPMEM) de Basse-Normandie
Emmanuel HENAFF, IBO SAGE Orne aval-Seulles
Philippe HUBERT, Ports Normands Associés (PNA)
James JEAN BAPTISTE, GONm
Jessica LAMBERT, Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Basse-Normandie
Thomas LECARPENTIER, Maison de l'estuaire
Cécile LIDEC, Communauté de communes Cœur Côte fleurie
Amael MACRON, Union nationale des industries de carrière et matériaux de construction (UNICEM) Normandie
Laetitia PAPORE, Union nationale des industries de carrière et matériaux de construction (UNICEM) Normandie
Isabelle RAUSS, Conservatoire du littoral
Sandrine ROBBE, DREAL Basse-Normandie
Guy RUYTER, Groupement régional des associations de protection de l'environnement (GRAPE)
David SELLAM, Direction interrégional de la mer (DIRM) Manche Est - mer du Nord
Michel SIQUOT, Fédération nationale des pêcheurs plaisanciers et sportifs de France – Comité départemental du Calvados

Personnes excusées

Nicolas BACQ, GIPSA
Bruno CHANDAVOINE, DRDJSDS Basse Normandie
Benoît DEMOULINS, Fédération Départementale de Chasse du Calvados (FDC14)
Gérard PAUL, FPPMA du Calvados
Joël PIGEON, ONCFS Normandie NPCP

Délibération du conseil communautaire

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'ESTUAIRE DE LA DIVES

L'an deux mille huit, le 15 décembre, le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Estuaire de la Dives s'est réuni à l'Hôtel de Ville de CABOURG sous la présidence de M. Olivier COLIN.

Etaient présents : MM. COLIN Olivier, Président, MOURARET Pierre, HENRIET Jean-Paul, LETOREY Joseph, HOYE Bernard, et GRIEU Antoine, Vice Présidents, Mmes CABARISTE Barbara, DUBOS Annie, HANSE Ghislaine, LE CALLONEC Christine, LE GUILLOU Anne-Marguerite, LEMARCHAND Paulette, VERNOCHE Maryse, MM. BIANCHI Alphonse, BOSQUAIN Jean Claude, DELANOE Sébastien, JEAN Patrice, HARANT Claude, LABIGNE Denis, LANGLOIS Marc, LEBEGUE Jean, MARTIN Gérard, MERCIER Jean-Marie, MOISSON Jean-François, PORCQ Jacques, Conseillers communautaires titulaires, Mme MARAIS Marie-Christine, SOURBE Pascal et EXMELIN Hugues, Conseillers Communautaires suppléants

Etait absent : M. PUPIN Jean-Claude.

Est élu secrétaire de séance :

M. DELANOE Sébastien

Date d'affichage	24 DEC. 2008
Pour	28
Contre	0
Abstention	

Règlement du Service Public d'assainissement Non Collectif de la C.C.E.D.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-1 et suivants et L.2224-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2002 autorisant la création de la Communauté de Communes de l'Estuaire de la Dives,

Vu le code de l'Environnement,

Vu le code de la Santé publique

Vu l'arrêté interministériel du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif,

Vu l'arrêté interministériel du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif,

Considérant que la délibération du 20 décembre 2005, créant le Service Public d'assainissement Non Collectif de la C.C.E.D.,

Considérant que la délibération du 20 décembre 2005, fixant le règlement du Service Public d'assainissement Non Collectif n'a pas été suivie et que la législation a évolué,

Vu l'avis favorable de la commission assainissement du 27 novembre 2008,

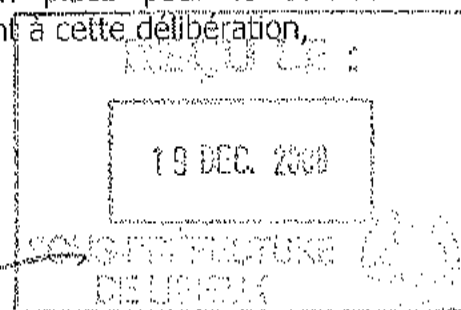
Vu l'avis favorable de la commission finances du 28 novembre 2008,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DECIDE A L'UNANIMITE :

Article unique : d'autoriser le Président à mettre en place pour le service Public d'assainissement Non Collectif de la C.C.E.D. le règlement joint à cette délibération,

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus

Le Président de la CCED
Olivier COLIN



Communauté de Communes de l'Estuaire de la Dives

Règlement du SPANC

Service Public d'Assainissement Non Collectif

Communauté de Communes
de l'Estuaire de la Dives
BP 10056 - 14165 Dives-sur-Mer cedex

Page 3 & 4	Chapitre I <i>Dispositions générales</i>
Page 5	Chapitre II <i>Contrôle de conception et d'implantation des installations d'assainissement non collectif</i>
Page 6	Chapitre III <i>Contrôle de bonne exécution des installations d'assainissement non collectif</i>
Page 6	Chapitre IV <i>Diagnostic des installations équipant des immeubles existants</i>
Page 7	Chapitre V <i>Contrôle de bon fonctionnement des ouvrages</i>
Page 8	Chapitre VI <i>Contrôle de l'entretien des ouvrages</i>
Page 8	Chapitre VII <i>Dispositions financières</i>
Page 9	Chapitre VIII <i>Dispositions d'application</i>
Page 10	I <i>Annexe technique (Textes destinés à l'usager)</i>
Page 10	II <i>Annexe concernant les textes nationaux applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif et aux redevances d'assainissement non collectif (Textes destinés à la collectivité)</i>
Page 10	II.1 <i>Textes codifiés</i>
Page 10	II.2 <i>Textes non codifiés</i>
Page 11	<i>Fiche de présentation des sanctions encourues</i>

1

Chapitre I Dispositions générales

Article 1^{er} : Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de déterminer les relations entre les usagers du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) et ce dernier, en fixant ou en rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur contrôle, leur fonctionnement, leur entretien, le cas échéant, leur réhabilitation, les conditions de paiement de la redevance d'assainissement non collectif, enfin les dispositions d'application de ce règlement.

Article 2 : Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur le territoire de la Communauté de Communes de l'Estuaire de la Dives (CCED) auquel la compétence du service public d'assainissement non collectif a été transférée par les communes de Auberville, Cabourg, Dives sur mer, Gonnevilliers sur mer, Houlgate et Varaville. Cependant, les communes et le SPANC de la CCED établiront une organisation cohérente des contrôles de façon à prendre en compte les projets d'extension, à court et moyen termes du réseau d'assainissement collectif ainsi que les projets communaux.

Article 3 : Définitions

Assainissement non collectif : par assainissement non collectif, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Eaux usées domestiques : les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (provenant des cuisines, buanderies, salles d'eau...) et les eaux vannes (provenant des WC et des toilettes).

Usager du service public de l'assainissement non collectif : l'usager du service public d'assainissement non collectif est le bénéficiaire des prestations individualisées de ce service. L'usager de ce service est soit le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif, soit celui qui occupe cet immeuble, à quelque titre que ce soit.

Article 4 : Responsabilités et obligations des propriétaires dont l'immeuble est équipé ou doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif

Tout propriétaire d'un immeuble, existant ou à construire, non raccordable au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une installation d'assainissement non collectif destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques rejetées, à l'exclusion des eaux pluviales.

Ce propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées domestiques collectées et traitées par une installation existante.

Il ne doit pas modifier l'agencement ou les caractéristiques des ouvrages ou l'aménagement du terrain d'implantation sans avoir informé préalablement le SPANC.

La conception et l'implantation de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, définies par arrêté interministériel du 6 mai 1996 annexé au présent règlement, complété le cas échéant par la réglementation locale (cf. article 8), et destinées à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement. Ces prescriptions concernent les conditions d'implantation, de conception et de réalisation de ces installations, leur consistance et leurs caractéristiques techniques. Le respect de ces prescriptions donne lieu à un contrôle, obligatoire pour les propriétaires, qui est assuré par le SPANC à l'occasion de la conception des installations et de la réalisation des travaux.

Le propriétaire d'un immeuble tenu d'être équipé d'une installation d'assainissement non collectif qui ne respecte pas les obligations réglementaires applicables à ces installations est passible, le cas échéant, des mesures administratives et des sanctions pénales mentionnées au **chapitre VIII**.

Article 5 : Responsabilités et obligations des occupants d'immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif

• LE MAINTIEN EN BON ÉTAT DE FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES

L'occupant d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique.

A cet effet, seules les eaux usées domestiques définies à l'article 3 sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif.

Il est interdit d'y déverser tout corps solide ou non, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement de l'installation.

Cette interdiction concerne en particulier :

- ☐ les eaux pluviales,
- ☐ les ordures ménagères même après broyage,
- ☐ les huiles usagées,
- ☐ les hydrocarbures,
- ☐ les liquides corrosifs, les acides, les médicaments,
- ☐ les peintures,
- ☐ les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'utilisateur :

- ☐ de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes
- ☐ d'éloigner tout arbre et plantation des dispositifs d'assainissement
- ☐ de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages)
- ☐ de conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards
- ☐ d'assurer régulièrement les opérations d'entretien.

• L'ENTRETIEN DES OUVRAGES

L'utilisateur d'un dispositif d'assainissement non collectif, occupant des lieux, est tenu d'entretenir ce dispositif de manière à assurer :

- ☐ le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage
- ☐ le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration
- ☐ l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire. Les vidanges de boues et de matières flottantes des fosses ou autres installations de prétraitement sont effectuées selon les fréquences déterminées par le SPANC au cas par cas, sur la base des prescriptions de l'arrêté interministériel du 6 mai 1996.

Le non respect des obligations de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des ouvrages expose, le cas échéant, l'occupant des lieux aux mesures administratives et aux sanctions pénales mentionnées au chapitre 8.

Article 6 : Droit d'accès des agents du SPANC aux installations d'assainissement non collectif

Les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées pour assurer les contrôles. Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux dans un délai raisonnable de 15 jours. L'utilisateur doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du SPANC et être présent ou représenté lors de toute intervention du service. Au cas où il s'opposerait à cet accès pour une opération de contrôle technique, les agents du SPANC relèveront l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer leur contrôle et transmettront le dossier au Maire pour suite à donner.

Article 7 : Information des usagers après contrôle des installations

Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle sont consignées sur un rapport de visite dont une copie est adressée à l'occupant des lieux ainsi que, le cas échéant, au propriétaire de l'immeuble. L'avis rendu par le service à la suite du contrôle est porté sur le rapport de visite. De même, l'avis rendu par le service à la suite d'un contrôle ne donnant pas lieu à une visite sur place est transmis pour information dans les conditions précisées ci-dessus.

2

Chapitre II

Contrôle de conception et d'implantation des installations d'assainissement non collectif

Article 8 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Il revient au propriétaire de faire réaliser par un prestataire de son choix, une étude de définition de filière afin que la compatibilité du dispositif d'assainissement non collectif choisi avec la nature du sol, les contraintes du terrain, la pérennité et son bon dimensionnement soient assurés.

La conception et l'implantation de toute installation, nouvelle ou réhabilitée, doivent être conformes aux prescriptions techniques nationales applicables à ces installations (cf. article 4)

Article 9 : Contrôle de la conception et de l'implantation des installations

Le SPANC informe le propriétaire ou futur propriétaire de la réglementation applicable à son installation et procède, le cas échéant, aux contrôles de la conception et de l'implantation de l'installation concernée.

Contrôle de la conception de l'installation dans le cadre d'une demande de permis de construire

Le pétitionnaire retire auprès du service instructeur du permis de construire un dossier comportant :

- un formulaire à remplir destiné à préciser notamment l'identité du propriétaire et du réalisateur du projet, les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation et de son environnement, de la filière, des ouvrages et des études déjà réalisées ou à réaliser
- la liste des pièces à présenter pour permettre le contrôle de conception de son installation et en particulier :
 - un plan de situation de la parcelle ;
 - une étude de définition de filière visée à l'article 8 ;
 - un plan de masse du projet de l'installation ;
 - un plan en coupe de la filière et du bâtiment ;
 - une information sur la réglementation applicable ;
 - une notice technique sur l'assainissement non collectif.

Dans le cas où l'installation concerne un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle (ensemble immobilier ou installation diverse rejetant des eaux usées domestiques), le pétitionnaire doit réaliser une étude particulière destinée à justifier la conception, l'implantation, les dimensions, les caractéristiques, les conditions de réalisation et d'entretien des dispositifs techniques retenus ainsi que le choix du mode et du lieu de rejet (article 14 de l'arrêté du 6 mai 1996).

Le dossier (formulaire rempli accompagné de toutes les pièces à fournir) est retourné au service urbanisme en même temps que le dossier de permis de construire par le pétitionnaire.

S'il l'estime nécessaire, le SPANC effectue une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 6.

Le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves, ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. Le SPANC adresse son avis au pétitionnaire dans les conditions prévues à l'article 7. Il le transmet également au service instructeur du permis de construire qui le prendra en compte dans les conditions prévues par le Code de l'urbanisme.

Contrôle de la conception de l'installation en l'absence de demande de permis de construire

Le propriétaire d'un immeuble qui projette, en l'absence de demande de permis de construire, d'équiper cet immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou de réhabiliter une installation existante doit informer le SPANC de son projet. Un dossier comportant les pièces mentionnées ci-dessus lui est remis. Ce dossier comportera obligatoirement une étude de filière permettant d'en contrôler sa conception et son adaptation au terrain.

Dans le cas où l'installation concerne un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle (ensemble immobilier ou installation diverse rejetant des eaux usées domestiques), le pétitionnaire doit réaliser une étude particulière dont le contenu est rappelé ci-dessus.

Le dossier de l'installation (formulaire rempli accompagné de toutes les pièces à fournir) est retourné au service par le pétitionnaire. Le cas échéant après visite des lieux par un agent du service dans les conditions prévues par l'article 5, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves, ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. Il est adressé par le service du SPANC de la CCED, dans les conditions prévues à l'article 7, au pétitionnaire qui doit le respecter pour la réalisation de son projet. Si l'avis est défavorable le propriétaire ne peut réaliser les travaux projetés qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu un avis favorable du SPANC sur celui-ci. Si l'avis est favorable avec réserves le projet ne peut être réalisé que si le propriétaire prend en compte ces réserves dans la conception de son installation.



Chapitre III

Contrôle de bonne exécution des installations d'assainissement non collectif

Article 10 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Le propriétaire immobilier tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou qui modifie ou réhabilite une installation existante est responsable de la réalisation des travaux correspondants. Ceux-ci ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC à la suite du contrôle de leur conception et de leur implantation visé à l'article 9 ou, en cas d'avis favorable avec réserves, après modification du projet pour tenir compte de celles-ci.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblaiement par une visite sur place effectuée dans les conditions prévues par l'article 6. Le propriétaire ne peut faire remblayer tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation expresse du service.

Article 11 : Contrôle de la bonne exécution des ouvrages

Ce contrôle a pour objet de vérifier que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet du pétitionnaire validé par le SPANC. Il porte notamment sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des différents éléments de collecte, de prétraitement, de traitement et, le cas échéant, d'évacuation des eaux traitées et la bonne exécution des travaux.

Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 6.

A l'issue de ce contrôle, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. L'avis du service est adressé au propriétaire des ouvrages dans les conditions prévues à l'article 7. Si cet avis comporte des réserves ou s'il est défavorable, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable.



Chapitre IV

Diagnostic des installations équipant des immeubles existants

Article 12 : Responsabilités et obligations du propriétaire et de l'occupant de l'immeuble

Tout immeuble existant, non raccordable au réseau public, rejetant des eaux usées domestiques, doit avoir été équipé par son propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif maintenue en bon état de fonctionnement par l'occupant de l'immeuble. Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document nécessaire ou utile à l'exercice du contrôle de diagnostic (liste des pièces visées à l'article 9).

Article 13 : Diagnostic des installations d'un immeuble existant

Tout immeuble visé à l'article 12 donne lieu à un contrôle de diagnostic par les agents du SPANC.

Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place, dans les conditions prévues par l'article 6, destinée à vérifier :

- l'existence d'une installation d'assainissement non collectif ;
- l'implantation, les caractéristiques et l'état de cette installation ;
- le bon fonctionnement de celle-ci apprécié dans les conditions prévues à l'article 15.

A la suite de ce diagnostic, le SPANC émet un avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves ou défavorable. Dans les deux derniers cas, l'avis est expressément motivé. Il est adressé par le service au propriétaire de l'immeuble et, le cas échéant, à l'occupant des lieux, dans les conditions prévues à l'article 7.

Article 14 : Diagnostic des installations d'un immeuble existant dans le cadre d'une mutation de bien

Tout immeuble visé à l'article 12 doit être obligatoirement contrôlé dans le cadre d'une mutation de bien par les agents du SPANC.

Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place, dans les conditions prévues par l'article 6.

Une redevance de 100 € TTC est exigée pour ce contrôle.

Le bilan de ce contrôle est adressé par le SPANC au propriétaire actuel et au notaire chargé de la mutation afin que ce dernier informe les parties.

Si l'avis du SPANC est favorable avec réserve ou défavorable, l'ancien ou le nouveau propriétaire (selon les dispositions convenues lors de la mutation de bien) a l'obligation d'effectuer l'entretien ou les travaux demandés dans le délai imparti.

Article 15 : Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble

L'occupant de l'immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages dans les conditions prévues à l'article 5.

Article 16 : Contrôle de bon fonctionnement des ouvrages

Le contrôle périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes. Ce contrôle est exercé sur place par les agents du SPANC dans les conditions prévues par l'article 6. Il a pour objet de vérifier que le fonctionnement des ouvrages est satisfaisant, qu'il n'entraîne pas de pollution des eaux ou du milieu aquatique, ne porte pas atteinte à la santé publique et n'entraîne pas d'inconvénients de voisinage (odeurs notamment).

Il porte au minimum sur les points suivants :

- vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et leur accessibilité,
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse.

En outre :

- s'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé
- en cas de nuisances de voisinage des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

La fréquence des contrôles de bon fonctionnement des installations est déterminée par le SPANC en tenant compte notamment de l'ancienneté et de la nature des installations. A l'issue du contrôle de bon fonctionnement, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. Le SPANC adresse son avis à l'occupant des lieux, et le cas échéant au propriétaire des ouvrages, dans les conditions prévues par l'article 7.

Si cet avis comporte des réserves ou s'il est défavorable, le SPANC invite, en fonction des causes de dysfonctionnement :

- soit le propriétaire des ouvrages à réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer ces causes, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement (pollution), à la salubrité publique ou toutes autres nuisances
- soit l'occupant des lieux à réaliser les entretiens ou réaménagements qui relèvent de sa responsabilité.



6 Chapitre VI Contrôle de l'entretien des ouvrages

Article 17 : Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble

L'occupant de l'immeuble est tenu d'entretenir ce dispositif dans les conditions prévues à l'article 5. Il peut réaliser lui-même les opérations d'entretien des ouvrages ou choisir librement l'entreprise ou l'organisme qui les effectuera. Quel que soit l'auteur de ces opérations, il est responsable de l'élimination des matières de vidange qui doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par les plans départementaux visant la collecte et le traitement des matières de vidange et celles du règlement sanitaire départemental qui réglemente ou interdit le déchargement de ces matières.

L'entreprise qui réalise une vidange de la fosse ou de tout autre dispositif de prétraitement à vidanger est tenue de remettre à l'occupant de l'immeuble ou au propriétaire le bon de vidange (document prévu à l'article 7 de l'arrêté interministériel du 6 mai 1996, cf. annexe).

L'usager doit tenir à la disposition du SPANC une copie de ce document.

Article 18 : Contrôle de l'entretien des ouvrages

Le contrôle périodique de l'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes.

Il a pour objet de vérifier que les opérations d'entretien visées à l'article 16 sont régulièrement effectuées pour garantir le bon fonctionnement de l'installation.

Il porte au minimum sur les points suivants :

- vérification de la réalisation périodique des vidanges ; à cet effet l'usager présentera le bon de vidange remis par le vidangeur ;
- vérification, le cas échéant, de l'entretien des dispositifs de dégraisage.

Selon les cas, le contrôle de l'entretien peut être effectué par le SPANC par simple vérification de la réception d'une copie du bon de vidange remis par l'entreprise à l'occupant de l'immeuble ou par visite sur place dans les conditions prévues à l'article 6, notamment lorsqu'il est effectué à l'occasion d'un contrôle de bon fonctionnement.

A l'issue d'un contrôle de l'entretien, le SPANC invite, le cas échéant, l'occupant des lieux à réaliser les opérations d'entretien nécessaires. Si ce contrôle a donné lieu à une visite sur place, le rapport de visite ainsi que cette demande du service lui sont notifiés simultanément dans un même document.

7 Chapitre VII Dispositions financières

Article 19 : Tarifs du SPANC

Les visites de contrôle assurées par le service public d'assainissement non collectif donnent lieu au paiement par l'usager de la prestation dans les conditions prévues par ce chapitre. Les coûts de ces prestations sont destinés à financer les charges du service.

Article 20 : Montant des prestations

Les montants des visites ont été fixés par délibération du conseil communautaire du 15/12/2008 comme suit :

- Diagnostic de l'existant : 80€ HT
- Suivi de bonne exécution : 120€ HT
- Contrôle périodique : 60€ HT

Ces montants peuvent être révisés par décision du Conseil Communautaire de la CCED.

Article 21 : Redevables

Les contrôles sont facturés à l'occupant de l'immeuble, titulaire de l'abonnement à l'eau, ou, à défaut, au propriétaire du fonds de commerce (cas où l'immeuble n'est pas destiné à l'habitation), ou au propriétaire de l'immeuble.

Article 22 : Paiement des prestations

Le règlement de ces prestations se fera à réception du titre exécutoire émis par la Perception de Dives-sur-Mer

PÉNALITÉS FINANCIÈRES

Article 23 : Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif

L'absence d'installation d'assainissement non collectif réglementaire sur un immeuble qui doit en être équipé ou son mauvais état de fonctionnement expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité financière prévue par l'article L. 1331-8 du Code de la Santé Publique.

MESURES DE POLICE GÉNÉRALE

Article 24 : Mesures de police administrative en cas de pollution de l'eau ou d'atteinte à la salubrité publique

Pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique, due soit à l'absence, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, le Maire peut, en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ou de l'article L.2212-4 en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le Préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

POURSUITES ET SANCTIONS PÉNALES

Article 25 : Constats d'infractions pénales

Les infractions pénales aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées soit par les agents et officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale, soit, selon la nature des infractions, par les agents de l'Etat, des établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par le Code de la Santé Publique, le Code de l'Environnement, le Code de la Construction et de l'Habitation ou le Code de l'Urbanisme (cf. les références de ces textes en annexe).

A la suite d'un constat d'infraction aux prescriptions prises en application de ces deux derniers codes, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le Juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le Maire ou le Préfet).

Article 26 : Sanctions pénales applicables en cas d'absence de réalisation, ou de réalisation, modification ou réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, en violation des prescriptions prévues par le Code de la Construction et de l'habitation ou le Code de l'Urbanisme ou en cas de pollution de l'eau

L'absence de réalisation d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa réhabilitation dans des conditions non conformes aux prescriptions réglementaires prises en application du Code de la construction et de l'habitation ou du Code de l'urbanisme, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales et aux mesures complémentaires prévues par ces codes, sans préjudice des sanctions pénales applicables prévues par le Code de l'Environnement en cas de pollution de l'eau. (cf. les références de ces textes en annexe).

Article 27 : Sanctions pénales applicables en cas de violation des prescriptions particulières prises en matière d'assainissement non collectif par arrêté municipal ou préfectoral

Toute violation d'un arrêté municipal ou préfectoral fixant des dispositions particulières en matière d'assainissement non collectif pour protéger la santé publique, en particulier en ce qui concerne l'interdiction de certaines filières non adaptées, expose le contrevenant à l'amende prévue par l'article 3 du décret n°73-502 du 21 mai 1973.

Article 28 : Voies de recours des usagers

Les litiges individuels entre les usagers du service public d'assainissement non collectif et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la part fixe, délibération approuvant le règlement du service, règlement du service, etc.) relève de la compétence exclusive du juge administratif.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'usager peut adresser un recours gracieux à l'auteur de la décision contestée. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Article 29 : Publicité du règlement

Le présent règlement approuvé, présenté lors de réunions publiques et affiché en mairie pendant 2 mois, fera l'objet d'un envoi par courrier à l'occupant des lieux et au propriétaire de l'immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif. Les destinataires doivent en accusé réception. Ce règlement sera tenu en permanence à la disposition du public en mairie et à la CCED.

Article 30 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées selon la même procédure que celle suivie pour son adoption.

Ces modifications, qui donneront lieu à la même publicité que le règlement initial, doivent être portées à la connaissance des usagers du service préalablement à leur mise en application.

Article 31 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur après mise en œuvre des mesures de publication prévues par l'article 29.

Article 32 : Clauses d'exécution

Les Maires des Communes de Auberville, Cabourg, Dives sur mer, Gonneville sur mer, Houlgate et Varaville, le Président de la CCED, les agents du service public d'assainissement non collectif et le receveur de la CCED, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par l'assemblée délibérante de la Communauté de Commune de l'Estuaire de la Dives, dans sa séance du 15/12/2008.

I Annexe technique

(Textes destinés à l'utilisateur)

- Arrêtés interministériels du 6 mai 1996 relatifs aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et au contrôle technique exercé par les communes sur ces systèmes ;
- délibération du 29/03/06 approuvant le règlement de service ;
- délibération du 29/03/06 fixant les tarifs de la part fixe d'assainissement non collectif.

Le cas échéant :

- délibération du... majorant le montant de la pénalité financière prévue par l'article L.1331-8 du Code de la santé publique,
- arrêté préfectoral ou municipal concernant les dispositifs d'assainissement non collectif ;
- articles du règlement du POS ou du PLU applicables à ces dispositifs ;
- arrêtés préfectoraux dérogatoires pour certaines filières ;
- arrêté(s) de protection des captages d'eau potable situés dans la zone d'application du règlement.

II Annexe concernant les textes nationaux applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif et aux redevances d'assainissement non collectif

(Textes destinés à la collectivité)

II.1 Textes codifiés

Code de la santé publique

- Article L.1311-2 : fondement légal des arrêtés préfectoraux ou municipaux pouvant être pris en matière d'assainissement non collectif ;
- Article L.1312-1 : constatation des infractions pénales aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article L.1311-2 ;
- Article L.1312-2 : délit d'obstacle au constat des infractions pénales par les agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales ;
- Article L.1331-1 : immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement autonome ;
- Article L.1331-8 : pénalité financière applicable aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation d'assainissement autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public de collecte, ou dont l'installation n'est pas en bon état de fonctionnement ;
- Article L.1331-11 : accès des agents du SPANC aux propriétés privées pour les opérations de contrôle.

Code général des collectivités territoriales:

- Article L.2212-2 : pouvoir de police générale du maire pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique ;
- Article L.2212-4 : pouvoir de police générale du maire en cas d'urgence ;
- Article L.2215-1 : pouvoir de police générale du préfet ;
- Articles R.2333-121, R.2333-122, R.2333-126, R.2333-128 à R.2333-132 : institution, montant, recouvrement et affectation de la redevance d'assainissement non collectif.

Code de la construction et de l'habitation

- Article L.152-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables aux installations d'assainissement autonome des bâtiments d'habitation ;
- Articles L.152-2 à L.152-10 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement autonome d'un bâtiment d'habitation, lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou de travaux concernant cette installation, réalisés en violation des prescriptions techniques prévues par l'arrêté interministériel du 6 mai 1996.

Code de l'urbanisme

- Articles L.160-4 et L.480-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions prises en application du code de l'urbanisme, qui concernent les installations d'assainissement non collectif ;
- Articles L.160-1, L.480-1 à L.480-9 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme ou de travaux concernant ces installations, réalisés en méconnaissance des règles de ce code

Code de l'environnement

- Article L.218-73 : sanctions pénales applicables en cas de pollution en mer ou dans les eaux salées, portant atteinte à la faune ou à la flore ;
- Article L.218-77 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.218-73 ;
- Article L.432-2 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau portant atteinte à la faune piscicole ;
- Article L.437-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.432-2
- Articles L.216-6 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau entraînant pas de dommages prévus par les deux articles précédents.

II.2 Textes non codifiés

- Décret n°73-502 du 21 mai 1973, article 3 : amende applicable aux infractions aux arrêtés préfectoraux ou municipaux concernant les installations d'assainissement non collectif ;
- Arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées ;

Fiche de présentation des sanctions encourues ou des mesures de police pouvant être prises en cas de violation des textes applicables aux installations d'assainissement non collectif

Remarque préliminaire :

Le règlement de service, qui n'est pas un règlement municipal de police, mais un acte administratif réglementaire d'organisation du service pris par délibération de la CCED compétente, n'est pas sanctionné pénalement.

Le respect par l'utilisateur des textes relatifs à l'assainissement non collectif est assuré à la fois par :

■ **la pénalité financière** prévue par l'article L.1331-8 du Code de la santé publique applicable en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif lorsqu'elle est exigée par l'article L.1331-1 du Code de la santé publique ou en cas de mauvais fonctionnement d'une installation existante ;

■ **les mesures de police administrative** que le maire (en application de l'article L.2212-2 ou L.2212-4, en cas d'urgence, du Code général des collectivités territoriales) ou à défaut le préfet (article L.2215-1), peut prendre pour prévenir ou faire cesser une atteinte à la salubrité publique ou une pollution due à l'absence ou au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif ;

■ **les sanctions pénales** prévues par :

● Le Code de la construction et de l'habitation

Les sanctions pénales prévues par l'article L.152-4 du CCH peuvent être prononcées par le juge en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif pour un bâtiment d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées ou en cas de réalisation, de modification ou de réhabilitation d'une installation, effectuée sans respecter les prescriptions techniques prévues par l'arrêté du 6 mai 1996. A la suite d'un constat d'infraction par les agents mentionnés à l'article L.152-1 du CCH, le tribunal correctionnel compétent peut condamner le contrevenant aux peines prévues par l'article L.152-4 et ordonner notamment la mise en conformité des ouvrages avec la réglementation applicable, dans les conditions prévues par l'article L.152-5. La non réalisation de ces travaux dans le délai imparti par le juge autorise le maire à ordonner leur exécution d'office aux frais des intéressés en application de l'article L.152-9 du même code.

Dès que l'infraction est constatée, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction saisi des poursuites ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet, en cas d'inertie du maire) dans les conditions prévues par l'article L.152-2 du code ; la poursuite des travaux interrompus étant sanctionnée pénalement (article L.152-3).

● Le Code de l'urbanisme

Les sanctions pénales prévues par les articles L.160-1 ou L.480-4 du Code de l'urbanisme peuvent être prononcées en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif pour tout bâtiment rejetant des eaux usées domestiques, non raccordé au réseau public de collecte, lorsque cette installation est imposée par les règles d'urbanisme en vigueur (articles R.111-8 à R.111-12 du code applicables, en l'absence de document d'urbanisme, aux lotissements ou d'ensembles d'habitation des eaux usées, règlement d'un document d'urbanisme ou prescriptions d'un permis de construire).

La réalisation, la modification ou la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif en violation de ces mêmes règles d'urbanisme, est passible des mêmes sanctions. La commune peut déclencher les poursuites pénales en se constituant partie civile si ces infractions lui ont causé un préjudice.

En cas de condamnation le tribunal correctionnel compétent peut ordonner, notamment, la mise en conformité des ouvrages avec les règles d'urbanisme applicables à l'installation (article L.480-5). La non réalisation de ces travaux dans le délai imparti par le juge, autorise le maire à ordonner leur exécution d'office aux frais des intéressés (article L.480-9).

Dès que le constat d'infraction aux règles d'urbanisme a été dressé, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction saisi des poursuites ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet, en cas d'inertie du maire), dans les conditions prévues par l'article L.480-2, la poursuite des travaux interrompus étant sanctionnée pénalement (article L.480-3).

Le décret n°73-502 du 21 mai 1973 (article 3)

Ce décret punit d'une amende la violation d'un arrêté préfectoral ou municipal fixant des dispositions particulières en matière d'assainissement non collectif, notamment des interdictions de filières inadaptées à des parties de territoire départemental ou communal.

● Le Code de l'environnement

Toute pollution de l'eau due à l'absence d'une installation d'assainissement non collectif, lorsqu'elle est exigée par la réglementation en vigueur, ou au mauvais fonctionnement d'une installation existante est susceptible de donner lieu à des poursuites et à des sanctions pénales fondées, en fonction de la nature des dommages causés,

■ soit sur l'article L.218-73 en cas de pollution en mer ou dans les eaux salées, portant atteinte à la faune ou à la flore maritime ;

■ soit sur l'article L.432-2 en cas de pollution d'eau douce portant atteinte à la faune piscicole ;

■ soit sur l'article L.216-6 en cas de pollution de l'eau entraînant des dommages autres que ceux visés précédemment.

SIAEP DU PLATEAU DE HEULAND



Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Plateau de Heuland Exercice 2011

Rapport établi annuellement conformément aux dispositions de l'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales

Cf. loi n°95-101 du 2 Février 1995 et décret n°9 5-635 du 6 Mai 1995, relatifs aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement,
et
décret et arrêté du 2 mai 2007, relatifs aux indicateurs de performance.

1 – HISTORIQUE ET ORGANISATION DU SIAEP DU PLATEAU DE HEULAND

2 – INDICATEURS DESCRIPTIFS DU SERVICE D'EAU

2.1 – Estimation nombre d'habitants desservis

2.2 – Evolution des abonnés du S.I.A.E.P. du plateau d'Heuland

2.3 – Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service

3 - INDICATEURS TECHNIQUES DU SERVICE D'EAU

3.1 – Ressources en eau potable et protection des ressources

3.1.1 Révision des périmètres de protection des ressources

3.1.2 Forage de la Maison Blanche

3.1.3 Captage de la Cour aux Lièvres

3.1.4 Captage de Saint Ortaire

3.1.5 Source de la Fontaine Gauthier

3.1.6 Ressources de Secours

3.1.7 Bilan annuel de prélèvement des ressources

3.2 – Qualité des eaux

3.3 – Connaissance et gestion du patrimoine des réservoirs, des stations, du réseau et des branchements d'eau potable

3.4 – Rendement du réseau de distribution

3.5 – Indice linéaire de pertes en réseau (I.L.P)

3.6. – Travaux, études et interventions

3.6.1 Travaux réalisés sur l'exercice 2011

3.6.2 Taux moyen de renouvellement du réseau de distribution d'eau potable

3.6.3 Principales interventions d'urgence réalisées en régie

3.6.4 Principales tâches accomplies régulièrement en régie

3.7 – Projets pour 2012 – 2013 –2014

4 - INDICATEURS FINANCIERS DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

4.1 – Analyse comparée de factures de 120 m3

4.2 – Tarifs

4.3 – Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente

ANNEXES

(1) Nouvel indicateur, en application du décret et de l'arrêté du 2 mai 2007 susmentionnés en page de garde

1 – HISTORIQUE ET ORGANISATION DU SIAEP DU PLATEAU DE HEULAND

Les premiers abonnés du Syndicat datent de 1968, à la suite de la création du Syndicat intervenue en 1966.

Il couvre l'adduction d'eau potable de

- 10 communes en totalité : ANGERVILLE, AUBERVILLE, BRUCOURT, CRIQUEVILLE EN AUGER, DOUVILLE EN AUGER, GONNEVILLE SUR MER, GRANGUES, HEULAND, PERIERS EN AUGER, SAINT VAAST EN AUGER),
- cinq communes en partie : DANESTAL, DIVES SUR MER, HOULGATE, SAINT PIERRE AZIF et VILLERS SUR MER),
- deux abonnés sur deux communes différentes (1 abonné sur BRANVILLE et 1 abonné sur SAINT LEGER DUBOSQ).

Par contre, seules 13 collectivités siègent au Conseil syndical : ANGERVILLE, AUBERVILLE, BRUCOURT, CRIQUEVILLE EN AUGER, DIVES SUR MER, DOUVILLE EN AUGER, GONNEVILLE SUR MER, GRANGUES, HEULAND, HOULGATE, PERIERS EN AUGER, SAINT VAAST EN AUGER et COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR COTE FLEURIE (pour la commune de Villers sur mer)

Depuis l'origine, la gestion du réseau intercommunal, la facturation des consommations et le recouvrement des recettes correspondantes ont été assurés par le Service Municipal des Eaux de la Commune de Houlgate.

Après un contrat initial de 30 ans, une convention de six ans de 2004 à 2010, une prolongation d'un an de 2010 à 2011, une nouvelle convention a été conclue pour une durée de six ans, avec effet à compter du 1^{er} Juillet 2011 jusqu'au 30 juin 2017.

La gestion quotidienne des principales fonctions suivantes est assurée par le Service Municipal des Eaux de la Commune de Houlgate, à savoir :

- Production et distribution d'eau potable,
- Surveillance et entretien du réseau d'amenée et de distribution,
- Facturation et encaissement des consommations, des taxes afférentes, ainsi que des redevances de branchement.

Ponctuellement, des travaux d'urgence sont également réalisés par le personnel Municipal des Eaux de la Commune de Houlgate.

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Plateau d'Heuland a son siège à la Mairie de HOULGATE depuis le 14 novembre 2008.

Le Service des Eaux de Houlgate dispose d'un secrétariat composé de deux agents administratifs installés à la Mairie (facturation, gestion ...) et de cinq fontainiers affectés au Service des Eaux d'Houlgate et à celui du Syndicat.

Les services de la Commune prestataire sont joignables à la Mairie les jours ouvrés suivants, à l'exception des jours fériés :

Du lundi au vendredi, de 8 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30

Heures d'ouverture de bureau : de 8 h 45 à 12 h 15 et de 13 h 45 à 16 h 15.

Chaque week-end et jour férié, un fontainier assure une astreinte et effectue une visite quotidienne des ouvrages (les sources, les stations et les réservoirs). En été, un second fontainier assure également l'astreinte.

Les appels téléphoniques arrivant au Service des Eaux sont alors transférés automatiquement sur le téléphone portable du fontainier d'astreinte.

Le service est doté des principaux équipements suivants, dont l'emploi est partagé entre le Syndicat et la Ville de Houlgate :

- quatre fourgonnettes dont un 4x4 et une remorque de 750 kg
- une remorque équipée d'un groupe de rinçage (40 litres / minute à 80 bars) pour le nettoyage des réservoirs d'eau potable
- d'une machine de pulvérisation des produits pour le nettoyage et la désinfection des réservoirs d'eau potable.
- cinq téléphones portables
- une ligne téléphone au secrétariat, une ligne au technique et secrétariat du SIAEP et deux lignes pour la télégestion des réservoirs.
- un détecteur de fuites et de canalisation acier
- un détecteur de câble
- quatre détecteurs de métaux
- une tondeuse débroussailleuse
- une tondeuse débroussailleuse autoportée
- trois débroussailleuses
- une tronçonneuse
- cinq pompes : une de 35 m³/h, une de 20 m³/h et trois de 5 m³/h
- une pilonneuse
- un marteau piqueur
- une plaque vibrante.

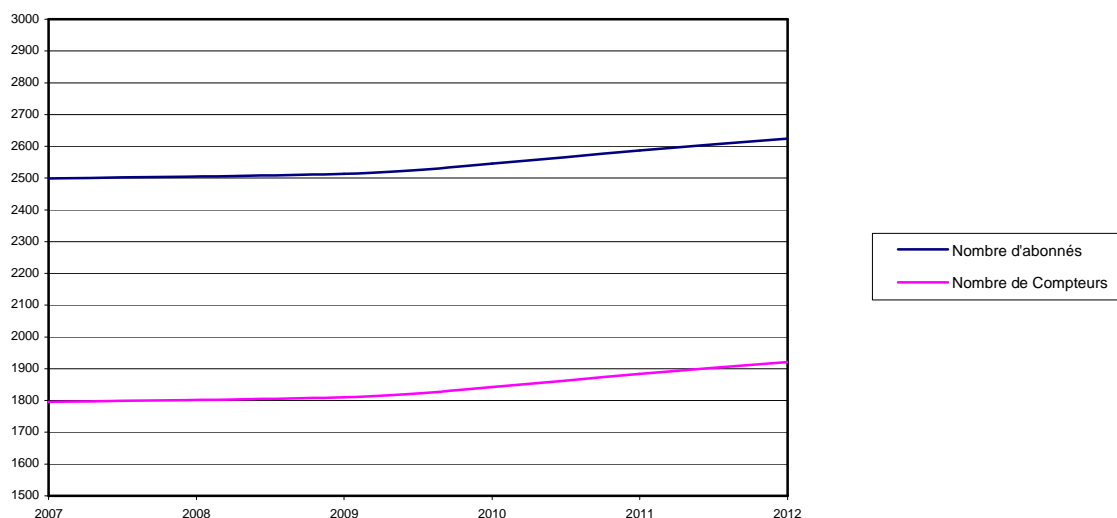
2 – INDICATEURS DESCRIPTIFS DU SIAEP DU PLATEAU DE HEULAND

2.1 – Evolution des abonnés du SIAEP du Plateau de Heuland

	Nombre d'abonnés	Nombre de Compteurs	% d'abonnés
Au 01.01.2007	2.459	1.756	2,33%
Au 01.01.2008	2.490	1.787	1,26%
Au 01.01.2009	2.513	1.810	0,92%
Au 01.01.2010	2 556	1 843	1,71%
Au 01.01.2011	2 587	1 884	1.21 %
Au 01.01.2012	2.624	1.921	1.43 %

Le nombre d'abonnés et de compteurs est en augmentation au cours de ces cinq dernières années. Cependant, cette tendance semble s'accroître.

2.2 - Evolution du nombre d'abonnés et de compteurs de 2007 à 2012



2.3 – Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service

Cet indicateur descriptif du service caractérise le degré de sévérité de l'opérateur. Il est défini par le temps d'attente maximum auquel s'est engagé l'opérateur de service pour la fourniture de l'eau aux nouveaux abonnés dotés d'un branchement fonctionnel.

Délai d'ouverture des branchements = 1 à 2 jours

3- INDICATEURS TECHNIQUES DU S.I.A.E.P du Plateau de Heuland

Cf schéma de fonctionnement en annexe N°1

3.1 – Ressources en eau potable et protection des ressources

L'approvisionnement en eau est assuré par quatre ressources appartenant AU S.I.A.E.P du Plateau de Heuland et par deux apports de secours, la ressource Syndicat Mixte de Production d' Eau potable de la Région du Nord Pays d' Auge et la ressources Fontaine Heuland

3.1.1 Révision des périmètres de protection

La révision des périmètres de protection du Puits de la Cour aux Lièvres et du Forage de la Maison Blanche a été soumise M.JUIGNET, hydrogéologue agréée pour la mise en place des périmètres. Elle a été suivie d'une enquête d'utilité publique du 1 avril au 2 mai 2008 par Monsieur BAYEUL, commissaire enquêteur nommé pour l'enquête. Ensuite le dossier est passé en commission de validité auprès du Tribunal administratif le 29 juillet 2008. Il s'en est suivi la mise en place effective de l'arrêté du 8 septembre 2008 portant sur :

- les déclarations d'utilité publique ;
- les autorisations de prélèvement ;
- les autorisations de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine.

La révision des périmètres de protection de la Fontaine Gautier et de la Source Saint Ortaire a débuté lors de l'année 2007 et reste en cours, à ce jour. La phase technique est totalement terminée puisque le dossier préparatoire a été transmis à l'Agence Régionale de la Santé, l'hydrogéologue a transmis ces propositions et une étude technico-économique a été réalisée sur le périmètre de protection de la source Saint Ortaire. La phase administrative des périmètres de protection devrait être terminée pour la fin de l'année 2011

3.1.1 Forage de la Maison Blanche

Situé à Gonneville sur Mer, en bordure de la route départementale 142a, ce forage d'exploitation fut réalisé en 1993 afin d'obtenir un complément de ressource.

D'une profondeur de 45 m, le forage est exploité par une pompe dont le débit est de 25 m³/h.

De plus, le forage de la Maison Blanche est une station du R.E.S, (Réseau de suivi de la qualité des Eaux Souterraines sur le bassin Seine-Normandie).

Le périmètre de protection de cette ressource vient d'être révisé par la signature de l'arrêté préfectoral datant du 8 septembre 2008 portant sur :

- la déclaration d'utilité publique,
- l'autorisation de prélèvement d'un débit maximal 25 m³/heure, n'excédant pas le volume maximum de 500 m³/jour et, en période estivale de 600m³/jour.
- l'autorisation de distribuer l'eau en vue de la consommation humaine.

Le périmètre de protection immédiate du Forage de la Maison Blanche est constitué de la parcelle cadastrée n°165 section C d'une superficie de 7.200 m² sur le territoire de la commune de Gonneville sur Mer.

Les travaux de mise en conformité ont été effectués au cours de l'année 2010 afin de finaliser la mise en place du périmètre de protection immédiate. La parcelle cadastrée n°165 section C a été entièrement clôturée sur toute la partie de protection immédiate.

L'indice d'avancement de la protection de la ressource est de 80% (cf tableau d'indice fin du chapitre 3.1) puisque les prescriptions de l'arrêté préfectoral ont été complètement mises en œuvre (terrain acquis, servitudes mises en place, travaux terminés).

3.1.2 Le captage de la Cour aux Lièvres

Situé à Gonneville-sur-Mer en contrebas du Chemin Rural du Pré Tavernier.

Capté en 1971, pour la création du SIAEP, l'ouvrage est constitué d'un puits d'une profondeur de 17 mètres et d'une galerie latérale foncée sur une longueur de 9 m. Deux pompes immergées d'une capacité de 11 m³/heure renvoient l'eau vers la bache de 1000 m³ de la Maison Blanche.

Le trop plein du captage est évacué vers le ruisseau de la Fontaine Petot.

Le périmètre de protection de cette ressource vient d'être révisé par la signature de l'arrêté préfectoral datant du 8 septembre 2008 portant sur :

- la déclaration d'utilité publique,
- l'autorisation de prélèvement d'un débit maximal 11,5 m³/heure, n'excédant pas le volume maximum de 270 m³/jour,
- l'autorisation de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine.

Le périmètre de protection immédiate du captage de la Cour aux Lièvres est constitué de la parcelle cadastrée n°90 section C d'une superficie de 320 m² sur le territoire de la commune de Gonneville sur mer.

Les travaux de mise en conformité ont été effectués au cours de l'année 2010 afin de finaliser la mise en place du périmètre de protection immédiate. La parcelle cadastrée n°90 section C a été entièrement clôturée sur toute la partie de protection immédiate.

L'indice d'avancement de la protection de la ressource est de 80% (cf tableau d'indice fin du chapitre 3.1) puisque les prescriptions de l'arrêté préfectoral ont été complètement mises en œuvre (terrain acquis, servitudes mises en place, travaux terminés).

3.1.3 Le captage de Saint Ortaire,

Situé à Saint Vaast en Auge, en contre bas, de la Voie Communale n°1, dite de l'église.

Capté en 1971, pour la création du SIAEP, l'ouvrage est constitué d'un puits en béton banché présentant 3 rangées de barbacanes dans la partie inférieure et uniquement sur la partie ouest.

Le périmètre de protection de cette ressource est en cours de révision. A ce jour, le captage dispose d'une autorisation de prélèvement de 250 m³/jour défini par l'arrêté préfectoral du 25 Octobre 1966.

L'indice d'avancement de la protection de la ressource est de 40% (cf tableau d'indice fin du chapitre 3.1) puisque l'avis de l'hydrogéologue a été rendu.

3.1.4 Source La Fontaine Gautier,

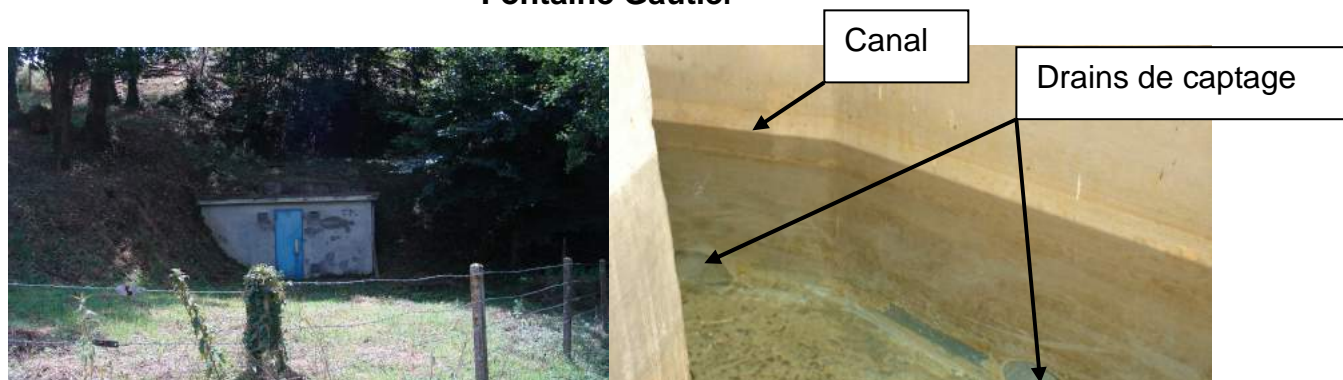
Située sur la commune Danestal, en limite de la commune d'Annebault.

Captée en 1978, l'ouvrage est constitué d'un réseau de drains aboutissant dans un canal commun.

Le périmètre de protection de cette ressource est en cours de révision. A ce jour, le captage dispose d'une autorisation de prélèvement de 820 m³/jour en période normale et de 520 m³/j en période de très bas étiage définie par l'arrêté préfectoral du 1er Juin 1977.

L'indice d'avancement de la protection de la ressource est de 40% (cf tableau d'indice fin du chapitre 3.1) puisque l'avis de l'hydrogéologue a été rendu.

Fontaine Gautier



3.1.5 Ressources de secours:

Le S.I.A.E.P du Plateau de Heuland possède un point de livraison de secours au niveau du château d'eau R1 dit de la mare aux poids mais alimenté par deux ressources.

Ressources Syndicat Mixte de Production d'Eau potable de la Région du Nord Pays d'Auge

Le S.I.A.E.P du Plateau de Heuland adhère au Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable de Région du Nord Pays d'Auge depuis le 1^{er} janvier 2006.

Cette ressource de secours est livrée à Heuland dans le réservoir semi-enterré de la Mare aux Poids appartenant à la Ville de Houlgate.

Il s'agit donc d'un mélange d'eau entre la ressource de la Fontaine Heuland appartenant à la Ville de Houlgate et la ressource du Syndicat Mixte Nord Pays d'Auge.

Le service des Eaux de la Ville de Houlgate est obligé de prélever au minimum un volume journalier de 411 m³ par jour (débit sanitaire), modulable en fonction des besoins, et partagé par moitié avec le SIAEP du Plateau d'Heuland au moyen de pompes équipées de compteur permettant de connaître le volume exact prélevé.

Une convention de partage a été établie depuis le 24 février 2006, entre la commune de Houlgate et le S.I.A.E.P du Plateau de Heuland afin de régulariser les coûts dans la limite du volume sanitaire et ceux consommés en surplus.

L'indice d'avancement de la protection de cette ressource de secours est de 80% (cf tableau d'indice fin du chapitre 3.1) selon les données transmises par la Direction Départementale du Territoire et de la Mer (Service de la préfecture du calvados).

Ressources Fontaine Heuland

Mise en service en 1927, située à Heuland, dans le prolongement du Chemin rural n°2 dit de la Fontaine.

La révision du périmètre de protection de la ressource a été révisé par arrêté préfectoral en date du 8 septembre 2008 portant sur :

- la déclaration d'utilité publique,
- l'autorisation de prélèvement d'un débit maximal de 90m³/heure, n'excédant pas le volume maximum de 1.800m³/jour (1.600m³),
- l'autorisation de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine.

Le périmètre de protection immédiate de la Fontaine Heuland est constitué des parcelles cadastrées suivantes : n°38, 39, 14p, 20p, 365 section A d'une superficie de 5.117 m².

L'indice d'avancement de la protection de la ressource en eau est de 80% puisque l'arrêté préfectoral est complètement mis en œuvre (terrain acquis, servitudes mises en place, travaux terminés).

Tableau d'indice d'avancement de la protection de la ressource en eau

0%	aucune action
20%	étude environnementale et hydrogéologique en cours
40%	avis de l'hydrogéologue rendu
50%	dossier déposé en préfecture
60%	arrêté préfectoral
80%	arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrain acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)
100%	arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus) et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

Valeur de la D.D.T.M du calvados

Remarques : Toutes ces zones ainsi que l'ensemble des ouvrages doivent être entretenus, maintenus en parfait état de propreté et la végétation régulièrement fauchée. L'utilisation d'engrais, de désherbants ou de produits de traitement ainsi que le brûlage ou le compostage sur place des herbes sont interdits.

3.1.6 AUTORISATION DE PRELEVEMENT

Elle a été majorée à l'issue de la procédure d'enquête publique, dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2008 pour la ressource de la Cour aux Lièvres :

RESSOURCES	Forage M.B	Cour aux Lièvres	Captage Saint Ortaire	Fontaine Gautier	Syndicat mixte N.P.A
Volume journalier maximum autorisé sauf Syndicat mixte N.P.A	600 m ³ (500 m ³ en hiver)	270 m ³	250 m ³	840 m ³ (530 m ³ en période étiage)	206 m ³ (minimum à prélever)
Volume journalier maximum prélevé courant 2011	520 m ³ (17/07/2011)	224 m ³ (03/08/2011)	250 m ³ (15/07/2011)	724 m ³ (15/07/2011)	303 m ³ (08/08/2012)
Volume journalier moyen prélevé courant 2011	252 m ³	136 m ³	101 m ³	431 m ³	212 m ³

L'autorisation de prélèvement maximum sur les ressources de SIAEP du Plateau de Heuland représente un volume journalier de 1.960 m³ sans l'apport du Syndicat Mixte Nord Pays d'Auge.

La plus forte production journalière a été de 1.830 m³ le 15 juillet 2011

(rappel : production de 2.598 m³ le 15 juillet 2005)

(Annexe n°2: Evolution de la production au cours de s 4 dernières années)

3.2 – Qualité des eaux**Résultats des analyses sur les T.T.P (Traitement de production)**

	Nombre de prélèvements réalisés	Nombre de prélèvements non conformes (Limite de qualité)	% de conformité	Paramètre non-conforme
Paramètres microbiologiques	6	0	100	R.A.S
Paramètres physico-chimiques	15	0	100	R.A.S

Valeurs extraites du Système d'Information des Services Santé Environnement (SISE-Eaux)

Résultats des analyses sur les UDI (Unité de distribution)

	Nombre de prélèvements réalisés	Nombre de prélèvements non conformes (Limite de qualité)	% de conformité	Paramètre non-conforme
Paramètres microbiologiques	20	0	100	R.A.S
Paramètres physico-chimiques	20	0	100	R.A.S

Valeurs extraites du Système d'Information des Services Santé Environnement (SISE-Eaux)

Le résultat des analyses bactériologiques et physico-chimiques régulièrement effectuées par le Laboratoire départemental d'Hygiène au cours de l'année 2011 est bon; que ce soit aux sources (TTP), avant chloration, comme en sortie de réservoir et en distribution (UDI).

Evolution de la réglementation relative à la qualité de l'eau

La directive européenne 98/83/CE du 3.11.1998 (JO C.E. du 5.12.1998) relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine modernise le cadre juridique de la distribution d'eau potable afin de tenir compte des souhaits des consommateurs, des recommandations de l'OMS ainsi que des progrès scientifiques et techniques dans ce domaine.

Le décret n°2001-1220 du 20.12.2001 transpose la directive européenne à laquelle les pouvoirs publics français ont ajouté des dispositions plus sévères : introduction de paramètres supplémentaires (baryum, chlorites, microcystine L-R), fixation d'une limite impérative de qualité pour la turbidité et augmentation de la fréquence des analyses.

La limite de qualité actuellement en vigueur pour la teneur en plomb est de 50µg/l (directive 80/778/CE). A partir du 25.12.2003, la limite de qualité ne devra pas dépasser 10 µg/l (directive 98/83/CE) et ceci au robinet du consommateur.

Branchements en plomb

Le service des eaux a effectué un recensement sur la nature des branchements. Il n'y a plus de branchements en plomb, le SIAEP du Plateau de Heuland a procédé à leur renouvellement au cours de l'exercice 2009.

Les branchements sont de nature polychlorure de vinyle (P.V.C) ou polyéthylène haute densité (P.E.H.D).

Plan vigipirate

Déclenché en septembre 2001, le plan vigipirate renforcé est toujours en vigueur. Son application n'a pas été sans conséquence sur la qualité de l'eau puisque la circulaire de la Direction Générale de la Santé a préconisé d'augmenter la chloration à 0,3 mg/l au point de mise en distribution et 0,1 mg/l dans les réseaux.

Traitement effectué sur les ressources

Le seul traitement effectué sur les ressources est une désinfection par chloration au chlore gazeux. Les trois stations de pompage sont équipées d'un système de chloration asservi au débit. Le service procède à une vérification du taux de chlore de manière hebdomadaire et à une vérification de l'état du système de chloration six fois par an.

De plus, la station de pompage de Danestal et Saint Ortaire sont équipées de turbidimètre mesurant en continu la valeur. En cas de forte turbidité, l'alimentation du réservoir est interrompue, ce qui permet de distribuer une eau toujours conforme au paramètre turbidité (2 N.T.U).

3.3 – Connaissance et gestion du patrimoine des réservoirs, des stations, du réseau et des branchements d'eau potable

Réservoirs :

- **Réservoir et Station de Danestal** : situés sur la commune de Heuland, ce réservoir est constitué de deux cuves d'une capacité de 800 m³ chacune, soit 1600m³ de stockage. Ces ouvrages sont interconnectés et fonctionnent en équilibre. (la source se déverse dans la bache 1, le pompage s'effectue dans la bache 2)
- .Ce réservoir est alimenté gravitairement par la Fontaine Gautier située sur la commune de Danestal. La station est équipée de trois pompes (60 m³/heure chacune) asservies à un système de chloration.
- **Réservoir et Station de Saint Ortaire** : situés sur la commune de Saint-Vaast en Auge, au bout de la Voie Communale N°102 du Lieu Roquet. Ce réservoir possède une capacité de stockage de 600 m³, il est semi-enterré et alimenté par le captage de Saint Ortaire auquel est asservi un accélérateur permettant une augmentation du débit de remplissage. La station est équipée de deux pompes (2 x 45m³/heure) asservies à un système de chloration.
- **Réservoir de la Mare aux Poids – R1** : situé sur la commune d'Heuland, il possède une capacité de stockage de 300 m³. Ce réservoir sur tour est alimenté par la station de pompage de Danestal, par la station de pompage de Saint Ortaire, par le Syndicat Mixte du Nord Pays d'Auge et par l'eau fournie par Houlgate en cas de défaillance technique. Ce réservoir est équipé de deux pompes (une de 60 m³/heure et une de 50 m³/heure) permettant de pomper l'eau dans la bache semi-enterrée de la ville de Houlgate où arrivent actuellement l'eau du Syndicat Mixte Nord Pays d'Auge et l'eau fournie par la Ville d'Houlgate en cas de défaillance technique.
- **Réservoir et Station de la Maison Blanche** : situés sur la commune de Gonneville sur mer, en bordure de la route départementale N°142a, le réservoir possède une capacité de stockage de 1000 m³. Ce réservoir enterré est alimenté par le forage de la Maison Blanche et le Captage de la Cour aux Lièvres. La chloration est asservie sur les conduites de refoulement de chaque ressource afin que l'eau stockée soit chlorée. La station est équipée de deux pompes (2 x 50 m³/heure) qui refoulent vers le Réservoir sur tour, R2. Les deux pompes peuvent fonctionner simultanément en cas de forte demande sur le réseau de distribution.
- **Réservoir R2** : situé sur la commune de Gonneville sur mer, en bordure de la route départementale N°142a, ce réservoir a une capacité de stockage de 300 m³. Il est alimenté par la station de pompage de la Maison blanche située à 200 mètres.

Réseau :

Le Service des Eaux possède une cartographie couvrant environ 95 % du réseau total de desserte. La carte du réseau est reportée sur un fond parcellaire avec indication du diamètre, de la nature et des ouvrages du réseau.

Le linéaire de réseau représente environ 6,5 km de conduite d'amenée et 165 km de conduite de distribution.

Tous les travaux effectués sur les communes sont reportés automatiquement sur la carte du réseau.

En vue de la mise en place des indicateurs de performances, le SIAEP du Plateau de Heuland établira un plan pluriannuel de travaux, assorti d'une estimation chiffrée sur trois années.

Tableau récapitulatif de l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau avec le calcul des points défini par l'arrêté du 2 mai 2007

	Nombre de points	Points obtenus
Absence de plan du réseau ou plans couvrant moins de 95% du linéaire estimé du réseau de desserte	0	0
Existence d'un plan du réseau couvrant au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte	10	10
Mise à jour du plan au moins annuelle (1)	10	10
Informations structurelles complètes sur chaque tronçon (diamètre, matériau)	10	10
Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	10	10
Localisation et description des ouvrages annexes (vannes sectionnement, ventouses, compteurs de sectorisation...) et des servitudes	10	10
Localisation des branchements sur la base du plan cadastral	10	0
Localisation et identification des interventions (réparations, purges, travaux de renouvellement)	10	10
Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des branchements	10	10
Existence d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	10	10
Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations.	10	10
TOTAL	100	90

(1) cette condition doit être satisfaite pour que le service puisse bénéficier de points supplémentaires

3.4 – Rendement du réseau de distribution

Le rendement du réseau de distribution permet de déterminer le rapport entre le volume d'eau introduit dans le réseau de distribution et le volume consommé sur le périmètre desservi. Sa valeur et son évolution reflètent les résultats de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution

Rendement net de réseau en % = [(total du volume comptabilisé*) / (volume produit + volumes achetés en gros)] x 100

*** totale des volumes comptabilisés :**

282.895 m³	Volume facturé aux abonnés
658 m³	Volume vendu à la Ville de Houlgate
1305 m³	Volume des points d'eau municipaux comptabilisés, non facturés : (bêche incendie, lavage réservoirs et bornes de puisage)
7 060 m³	Volume des purges : (en partiellement estimé)

A. Volume total comptabilisé : 291 918 m³

B. Volume produit par les ressources du S.I.A.E.P : 337.538 m³

**C. Volume acheté au Nord Pays d'Auge
via la Ville de Houlgate : 77.200 m³**

Rendement net de réseau (A / (B+C+)) : 70,03%

Le rendement augmente de 2 % (68,03% en 2010), par rapport à une production en baisse, moins de 36 630 m³ sur l'année (65.44% en 2007 et 65.39% en 2006).

Toutefois, les 31,97 % restant ne résultent pas uniquement de fuites. Une partie est liée aux entreprises qui se servent des hydrants comme point d'eau.

3.5 – Indice linéaire de pertes en réseau (I.L.P)

Cet indicateur permet de connaître par km de réseau la part du volume mis en distribution qui n'est pas consommée sur le périmètre du SIAEP du Plateau de Heuland. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau qui vise à lutter contre les pertes d'eau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

I.L.P (m³/km/j) = (Volume produit – volume consommé autorisé)/le linéaire de réseau /365

Indice linéaire de perte : 1.98m³/km/j

Tableau de références françaises pour l'indice linéaire de pertes*

Catégorie de réseau	Rural	Semi-rural	Urbain
Bon	<1,5	<3	<7
Acceptable	<2,5	<5	<10
Médiocre	2,5<ILP<4	5<ILP<8	10<ILP<15
Mauvais	>4	>8	>15

*Valeurs citées dans différents documents techniques venant des Agences de l'Eau ou de l'Association Générale des hygiénistes et techniciens municipaux.

3.6. – Travaux, études et interventions

3.6.1 Travaux réalisés sur l'exercice 2011

- Renouvellement du réseau d'AEP du calvaire à l'Eglise sur la commune de Gonneville sur mer (350 ml) 10 085,45 € ht
- Renforcement du réseau AEP chemin du Four à Gonneville sur mer (100 ml) 11 155 € ht
- Renforcement du réseau AEP chemin de l'Eglise à Périers en Auge (400 ml) 18 498,70 € ht
- Renforcement du réseau AEP chemin de la Montagne sur les communes de Houlgate et Gonneville sur Mer.(950 ml) 54 358,01 € ht
- Renouvellement et remise en état de ventouses et réducteurs de pression

3.6.2 Taux moyen de renouvellement du réseau de distribution d'eau potable

Cet indicateur permet de compléter l'information sur la qualité de la gestion du patrimoine enterré constitué par le réseau de distribution d'eau potable, en permettant le suivi du programme de renouvellement défini par le service.

(Longueur cumulée du linéaire de canalisations du réseau de desserte renouvelé au cours des années N-4 à N) / 5 / (Longueur du réseau de desserte au 31/12//N) X 100.

-Linéaire renouvelé en 2011 :

Chemin de la montagne sur les communes de Gonnevilles sur mer et houlgate	760 ml
Le bourg de Gonneville de l'Eglise au Calvaire	335 ml
Chemin du four à Gonneville sur mer	202 ml
Vc de l'Eglise à Periers en auge	442 ml
	<u>1 739 ml</u>

-Linéaire renouvelé en 2010 :

Chemin de la Croix marie Douville en Auge	2 630 ml
Chemin des Sources Brucourt	1 500 ml
Chemin des Ormeaux Villers sur Mer	125 ml
Dévolement conduite de St ORTAIRE	153 ml
Total	<u>4 408 ml</u>

-Linéaire renouvelé en 2009 :

Extension chemin du Presbytère Gonneville sur Mer	354 ml
RD 49 Cricqueville en auge	442 ml
RD 142 SCI le Petit Désert Grangues	404 ml
Total	<u>1 200 ml</u>

-Linéaire renouvelé en 2008 :

Chemin Carpentier Gonneville sur Mer	127 ml
--------------------------------------	--------

-Linéaire renouvelé en 2007 :

RD 24 (Caix)Gonneville sur Mer)	100 ml
RD 27 Douville en Auge et Grangues	2 178 ml
Route neuve Gonneville sur Mer	<u>685 ml</u>

Linéaire renouvelé au cours des années N-4 à N = 10 310 ml

Longueur du réseau de desserte au 31/12//N = 170 000 ml

Taux moyen de renouvellement du réseau de distribution d'eau potable

$$(10\,310\text{ ml} / 5 = 2\,062\text{ ml} / \text{an}) = 1,21\%$$

3.6.3 Principales interventions d'urgence réalisées en régie

(Annexe n°3 : Tableau récapitulatif des principales interventions effectuées en 2010).

3.6.4 Principales tâches accomplies régulièrement en régie

(Annexe n°4 : Tableau récapitulatif des principales tâches effectuées en 2010).

3.7 Projets pour 2012 – 2012- 2014 :

- Renouvellement et remise en état de ventouses et réducteurs de pression.
- Remplacement de l'échelle du réservoir de Saint Ortaire sur la commune de Saint Vaast en auge mise à la norme des échelles des réservoirs de Danestal. (ESTIMATION EN COURS).
- Renforcement du réseau AEP chemin Derraine à Douville en auge.
- Renforcement du réseau AEP chemin des Bruyères à Auberville. (320 ml)
- Renforcement du réseau AEP chemin de Mezerray à Grangues. (600 ml)
- Renouvellement des canalisations dans le réservoir R1
- Renforcement du réseau AEP du Carrelet à douville en auge jusqu'à la RD 400 à Cricqueville en Auge (8 km)
- Renforcement du réseau AEP sur la RD 45 sur la commune de Gonneville sur Mer.(1,5 km)

DEPENSE SUBVENTIONNABLE

- Remplacement des clôtures au forage de la maison blanche, au réservoir R2 et pose d'une barrière à la source de la Cour aux Lièvres (18 000 HT)
- Acquisition de terrains pour les périmètres de protection des sources de Saint Ortaire, Saint Vaast en Auge et Gautier et frais d'enquête publique et administratifs (Environ 5 000 € H.T. – hors acquisitions de terrains).

4 - INDICATEURS FINANCIERS DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

4.1 – Analyse comparée de factures de 120 m3

ANALYSE COMPAREE DE FACTURES A RAISON DE 120 M3 / AN EN 2010 ET 2011

Le choix de facturation porte sur un type d'abonné consommant régulièrement 10 m3 chaque mois, disposant d'un compteur de 15 mm de diamètre, suffisant pour un logement individuel et n'étant pas soumis à la redevance de modernisation de collecte ni à l'assainissement.

Consommation du 1 ^{er} novembre 2010 au 30 Avril 2011 (60 m3)			
<u>FACTURE DE JUIN</u>	2010	2011	Variation 2010/2011
Charges fixes et compteur	34,79 €	34,79 €	
Consommation	75,00 €	75,00 €	
Redevance de prélèvement	2,15 €	2,15 €	
Redevance pollution domestique	13,79 €	19,15 €	
SOUS TOTAL HTVA	125,73 €	131,09 €	
TVA à 5,50	6,92 €	7,21 €	
TOTAL TTC	132,65 €	138,30 €	+ 4,25 €

Consommation du 1 ^{er} Mai 2011 au 31 Octobre 2011 (60 m3)			
<u>FACTURE DE DECEMBRE</u>	2010	2011	Variation 2010/2011
Charges fixes et compteur	34,79 €	34,79 €	
Consommation	75,00 €	75,00 €	
Redevance de prélèvement	2,15 €	2,15 €	
Redevance pollution domestique	13,79 €	19,15 €	
SOUS TOTAL HTVA	125,73 €	131,09 €	
TVA à 5,50	6,92 €	7,21 €	
TOTAL TTC	132,65 €	138,30 €	+4.25 %
TOTAL ANNUEL	265,30 €	276,60 €	+ 4,25 %
PRIX MOYEN PAR M3	2,21 €	2,30 €	+ 4,06 %

TARIFS 2011

Votés le 1^{er} Mai 2010

*Factures semestrielles en Juin : consommation du 1^{er} Novembre 2010 au 30 Avril 2011
et Décembre : consommation du 1^{er} Mai 2011 au 31 Octobre 2011*

1) TAXES ET REDEVANCES :

a) La redevance de prélèvement : 0,0358 €/m³

b) La redevance pollution qui n'était appliquée jusqu'au 31 Décembre 2007 qu'aux zones de population agglomérée d'au moins 400 habitants, c'est à dire aux abonnés situés sur le territoire des communes de DIVES/MER, DOZULE, HOULGATE et VILLERS/MER est depuis le 1^{er} Janvier 2008 applicable à toutes les communes. Cependant, elle a été scindée en deux redevances qui comportent provisoirement chacune d'elle deux tarifs différents :

1°) - la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique à 0,3990 €/m³ applicable aux abonnés faisant partie de la population dite agglomérée (ils étaient déjà soumis à la redevance pollution),

- la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique à 0,3192 €/m³ applicable aux abonnés ne faisant pas partie de la population dite agglomérée (ils n'étaient pas soumis à la redevance pollution). Ils bénéficient d'un abattement (cette taxe représente 80 % de 0,3830).

2°) - la redevance pour modernisation des réseaux de collecte à 0,3000 €/m³ applicable aux abonnés faisant partie de la population dite agglomérée (ils étaient déjà soumis à la redevance pollution et à la taxe d'assainissement),

- la redevance pour modernisation des réseaux de collecte à 0,2400 €/m³ applicable aux abonnés ne faisant pas partie de la population dite agglomérée (ils n'étaient pas soumis à la redevance pollution mais ils étaient soumis à la taxe d'assainissement). Ils bénéficient d'un abattement (cette taxe représente 80 % de 0,2880).

Les taxes sont soumises à la T.V.A.

2 - EAU :

	Tarif eau	Tarif Herbage *
Tarif hors taxe Et redevance	1,2500 €/m ³	0,6580 €/m ³
Total TTC/m ³ (sans red. modernisation réseau de collecte)	1,7774 €/m ³	0,7319 €/m ³

Rq : une **redevance d'assainissement** et la taxe de modernisation de réseau de collecte s'ajoutent aux abonnés raccordés ou raccordables à un réseau public d'assainissement.

* Houlgate le jeudi 13.09.2012

- Service des eaux

* Le tarif herbage : Il s'applique aux branchements d'herbage appartenant à un agriculteur qui a son exploitation sur le territoire du Syndicat du Plateau d'Heuland et qui paie pour celle-ci les charges fixes, la location du compteur et l'eau au tarif normal. Le tarif herbage bénéficie du tarif à 0,6580 € et n'est pas soumis aux charges fixes.

3 - CHARGES FIXES ET LOCATION DE COMPTEUR (tarif semestriel)

Diamètre du compteur	Charges fixes/abonné	Location de compteur	TVA 5,50 %	MONTANT TTC
Ø15	32,7658 €	+ 2,0163 €	+ 1,9130 €	= 36,69 €
Ø20	32,7658 €	+ 2,5861 €	+ 1,9443 €	= 37,29 €
Ø30	32,7658 €	+ 4,6113 €	+ 2,0557 €	= 39,43 €
Ø40	32,7658 €	+ 6,9171 €	+ 2,1825 €	= 41,86 €

4.3 – Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente

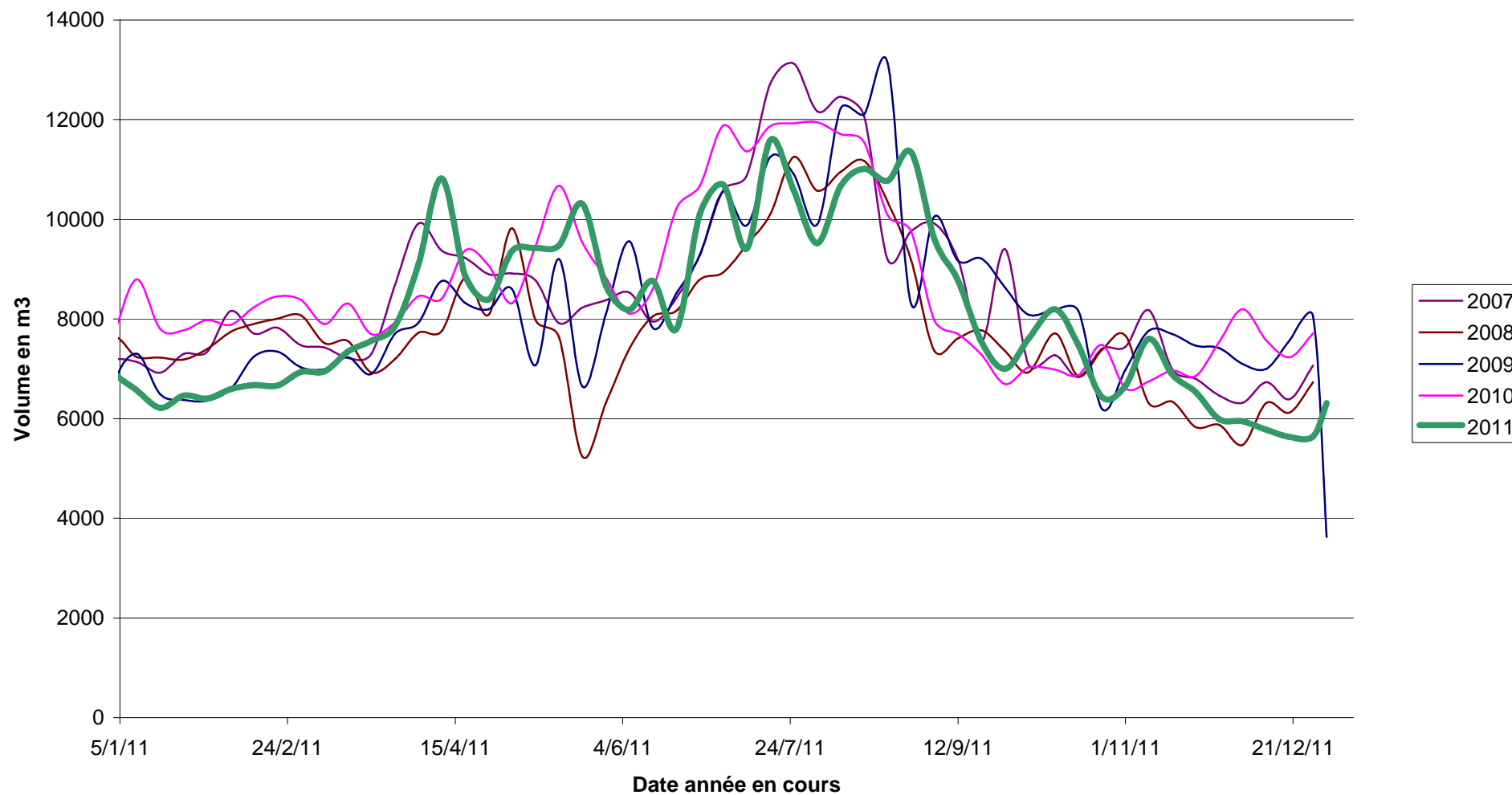
Cet indicateur permet de mesurer l'efficacité du recouvrement, dans le respect de l'égalité de traitement.

(Montant d'impayé au titre de l'année N-1)/ (Chiffre d'affaire TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année N-1 au 31/12/N) x100

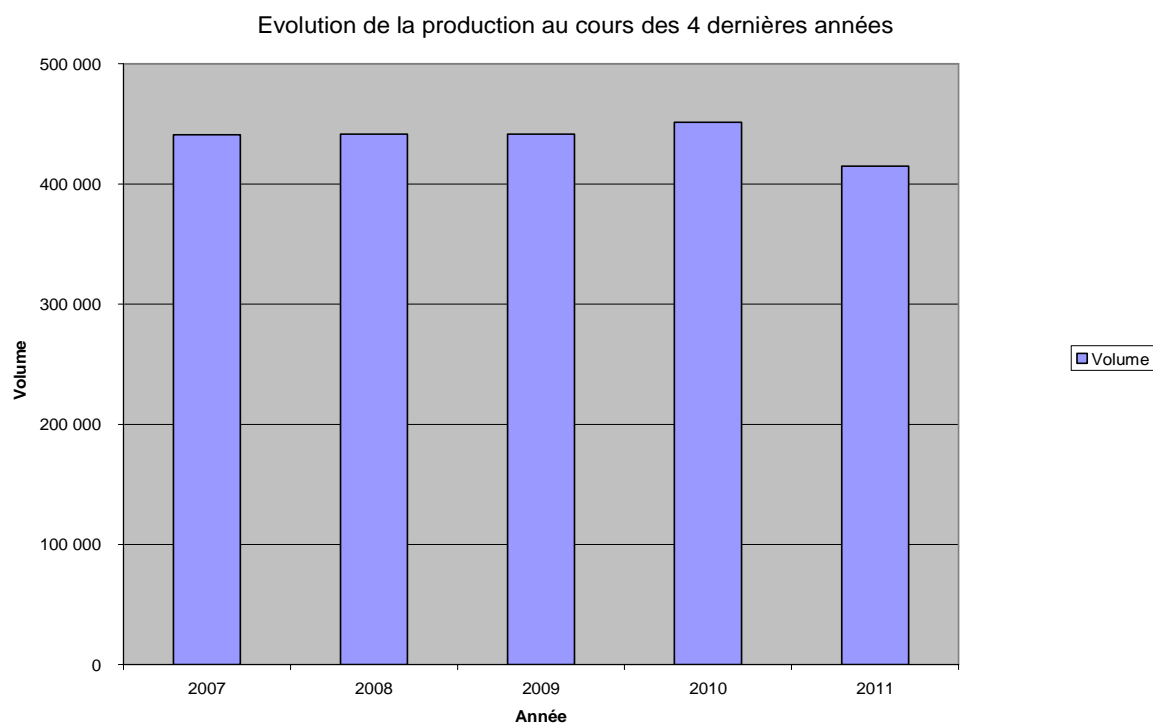
$$(10\ 903,72) / (652\ 134,95) \times 100$$

Taux d'impayés factures d'eau de 2010 au 31/12/2011 = 1,68 %

Evolution de la production hebdomadaire Syndicat du plateau d'Heuland



Annexe n°2



Annexe n°3

Tableau récapitulatif des principales interventions effectuées en 2011

Dates	désignation de l'intervention
17-janv-11	Commune de GRANGUES RD 45 B Fuite sur antenne de Ø 50
21-janv-11	Commune de Heuland fuite sur conduite de transfert 200
21-janv-11	Commune de DOUVILLE EN AUGÉ fuite sur branchement Mr FOLLIARD
11-févr-11	Commune d'AUBERVILLE fuite sur branchement Mr BRUNNER ET LEDUC vc N°01
11-févr-11	Commune de GRANGUES remise à niveau de bouche à clé
06-mars-11	Commune de VILLERS SUR MER fuite PSR
27-mars-11	Commune de PERIERS EN AUGÉ fuite la croix kerpin branchement Mr JUBAN
18-avr-11	Commune de DOZULE fuite branchement Mr BUNET RD 142
20-avr-11	Commune de GONNEVILLE SUR MER fuite sur conduite de transfert st Ortaire chez Mr MAINNIER
27-avr-11	Commune de GONNEVILLE SUR MER fuite chez Mr MAUGER chemin de st Vaast
29-avr-11	Commune de HEULAND fuite sur conduite de transfert 200 carrefour de la mare aux Poids
03-mai-11	Commune d'AUBERVILLE fuite sur branchement 40 près dcu camping rd 163
13-mai-11	Commune de GRANGUES rd 45 fuite chez Mr DUHESMES
17-mai-11	Commune de CRICQUEVILLE EN AUGÉ Butte de Bassebourg fuite herbager Mr GAUGAIN
23-mai-11	Commune de GRANGUES rd 45 fuite chez Mr DUHESMES
27-mai-11	Commune de HOULGATE fuite sur branchement Little Home
01-juin-11	Commune de VILLERS SUR MER fuite sur branchement chez Mr MARMION
06-juin-11	Commune de VILLERS SUR MER RD 27 fuite face à normandie TP
15-juin-11	Commune de St VAAST EN AUGÉ fuite chez Mr DUVAL
16-juin-11	Commune de DOUVILLE EN AUGÉ RD 45C fuite près de Mr DELAUNAY
17-juin-11	Commune de DOUVILLE EN AUGÉ RD 45C fuite près de Mr DELAUNAY
20-juin-11	Commune de DOUVILLE EN AUGÉ RD 45C fuite près de Mr RONEY ET MAERTENS
21-juin-11	Commune de VILLERS SUR MER fuite chez Mr LETAVERNIER
21-juin-11	Commune de St VAAST EN AUGÉ fuite chez Mr CARBONNEAUX
22-juin-11	Commune de HOULGATE fuite Little Home
23-juin-11	Commune de CRICQUEVILLE EN AUGÉ fuite ferme Mr GAUGAIN
28-juin-11	Commune de DOUVILLE EN AUGÉ fuite chez Mr TOUFFET HERBAGE
29-juin-11	Commune de DOUVILLE EN AUGÉ fuite chez Mr TOUFFET HERBAGE
30-juin-11	Commune de GRANGUES fuite haras du mont dit mont
07-juil-11	Commune de DOUVILLE EN AUGÉ fuite chez Mr TOUFFET HERBAGE
08-juil-11	Commune de VILLERS SUR MER fuite chez mr LAMORTE
17-août-11	Commune de HOULGATE Chemin des rouges terres fuite sur antenne de 40
02-sept-11	Commune de ANGERVILLE fuite cr du Moulin la cour Manable
09-sept-11	Commune de HEULAND CR 1 la cour Langlois
12-sept-11	Commune de AUBERVILLE fuite chez Mr KATS
05-oct-11	Commune de BRUCOURT RD 27 Fuite sur purge le bac de Varaville
du 01au 10 oct -11	Commune de PERIERS EN AUGÉ VC N° 01 DE L EGLISE
Du 27-10 au 10 nov - 11	Commune DOUVILLE EN AUGÉ CHEMIN DE L EGLISE
14-nov-11	Commune de VILLERS SUR MER Lieudit les Vignes

Annexe n°4

Tableau récapitulatif des principales tâches effectuées par le service en 2011

- Surveillance quotidienne des réservoirs (astreintes les week-ends et jours fériés),
- Relevé des compteurs des abonnés 2 fois par an (**1.921 compteurs**),
- Relevé de départ des abonnés (**34 en 2011**),
- Réparation des fuites avant-compteur (**42 en 2011**),
- Remplacement de robinets avant-compteur (**28 en 2011**),
- Remplacement de modules radios (**47 en 2011**),
- Travaux de pose de compteurs et d'ouverture de branchements :

Interventions répertoriées par le standard du service des eaux

☛ **37** compteurs équipés de modules radios posés pour de nouveaux abonnés

☛ **169** compteurs remplacés et équipés de modules radio.

- Réparation de branchements et des dispositifs de comptage,
- Entretien des stations, réservoirs et périmètres de protections immédiats,
- Réalisation des dossiers pour la mise en place des périmètres de protection,
- Maîtrise d'œuvre pour tous les dossiers concernant le SIAEP du Plateau de Heuland
- Réalisation des dossiers de demande de subvention,
- Recherche de fuites,
- Relevé journalier des compteurs de production,
- Réponse aux certificats d'urbanisme et aux permis de construire,
- Réalisation de diverses tâches sur le SIAEP du Plateau de Heuland selon la convention,
- Fauchage en moyenne 94 heures 5 à 6 fois par an,
- Réalisation ponctuelle de travaux de rénovation des stations et des réservoirs,
- Surveillance des entreprises de travaux publics intervenant à proximité du réseau,
- Traçage des conduites pour les entreprises,
- Etude des projets pour améliorer le réseau,
- Rendez-vous avec les clients,
- Entretien du matériel et du local technique.